ÉMILE DE LA BÉDOLLIÈRE

HISTOIRE
DE LA
GUERRE DU MEXIQUE
PUEBLA

ILLUSTRÉE PAR NOS MEILLEURS ARTISTES

avec une Carte coloriée du Mexique par A.-H. DUFOUR

PRIX : 1 FR. 50 C.

G.B

PARIS
GEORGES BARBA, LIBRAIRE-EDITEUR
8, RUE CASSETTE, 8

ÉMILE DE LA BÉDOLLIÈRE

HISTOIRE
DE LA
GUERRE DU MEXIQUE



Le général Forey.

CHAPITRE PREMIER

Souvenirs historiques. — Le père Olmedo. — Les Trois Garanties. — L'empereur Iturbide. — Dissensions intestines. — Gouvernement de Juarez. — Violences faites aux étrangers. — Indemnités dues.

La France est peut-être la seule nation qui n'hésite jamais lorsqu'il s'agit de venger son honneur outragé ou d'obtenir les réparations qui lui sont dues; elle s'était concertée avec l'Angleterre et l'Espagne, afin de régler une ancienne dette avec le Mexique; les difficultés qui sont survenues ont rompu cette alliance; mais pendant que nos auxiliaires s'éloignaient, nos soldats restaient à leur poste et ils arboraient d'une main ferme le drapeau de la France dans ces lointaines contrées, où ils ont à combattre non-seulement une population belliqueuse, mais encore un climat terrible et des épidémies permanentes.

Avant de suivre des yeux cette expédition si aventureuse et si glorieuse à la fois, nous n'avons pas besoin d'entrer dans des détails historiques et géographiques; car, sous ce rapport, le travail de Malte-Brun ne laisse rien à désirer. Nous devons seulement indiquer rapidement les origines de la situation actuelle, que la France est appelée à dénouer par les armes.

A la conquête du Mexique accomplie en 1522 se rattache le nom immortel de Fernand Cortez qui se vantait avec raison d'avoir donné à Charles-Quint plus d'États que les empereurs n'en avaient jamais possédé. L'illustre aventurier, au milieu d'un peuple immense et auquel il eût été facile d'écraser l'ar-

mée d'invasion, put avoir recours à la terreur; mais, malgré quelques actes de barbarie dénoncés à la postérité par le vertueux évêque de Chiappa, Barthélemy de Las Casas, il est certain que les Indiens, Aztèques, Tlascalans, Mixtèques, furent traités avec assez de douceur pour accepter patiemment leur joug; on ne chercha pas même d'abord à les convertir, et l'on vit même des ecclésiastiques modérer sagement le zèle des vainqueurs. En entrant à Jalapa, le 16 août 1519, Cortez voulait planter des croix sur son passage; le père Olmédo et le licencié Diaz s'y opposèrent en disant qu'il était téméraire de confier la croix à des barbares mal instruits qui pourraient la traiter avec indignité ou peut-être la mettre au rang de leurs idoles, s'ils avaient pour elle une vénération superstitieuse, sans savoir le mystère qu'elle représentait. Plus tard, à Tlascala, Cortez forma le projet de détruire les idoles, et le père Olmédo lui dit encore : Cette violence ne s'accorde pas avec les maximes de l'Évangile. Qu'importe d'ailleurs d'abattre les autels, si on laisse les idoles dans les cœurs? Le temps et la mansuétude sont nécessaires à la conversion des infidèles; le moyen de leur faire connaître leurs erreurs n'est pas de déconsidérer la vérité en l'employant comme prétexte à des persécutions. Avant d'introduire le culte du vrai Dieu, il faut chasser le démon, et cette guerre doit se faire avec d'autres armes et de tout autre manière.

Ces idées de tolérance conquirent au clergé espagnol les Indiens du Mexique. Exploités et rançonnés par des maîtres avides qui les faisaient travailler aux mines, ils cherchèrent un refuge au pied de cette croix qu'ils avaient volontairement embrassée. En vertu de la fraternité chrétienne, il s'opéra au Mexique une fusion de race qui n'a sa pareille dans aucun pays; la majorité de la population est indienne, mais on y compte par millions les métis d'indigènes et d'Espagnols, sans parler des Zambos issus des nègres et des Indiens.

Ce fut pendant la guerre de la France et de l'Espagne, en 1808, que la grande colonie espagnole manifesta les premières velléités d'indépendance. Les quelques lignes qui précèdent expliquent suffisamment qu'aucun mouvement n'était possible, sans la participation du clergé. Son influence et ses richesses avaient éveillé la jalousie et la cupidité de la métropole; ses immunités, ses privilèges étaient menacés, et il se mit résolûment à la tête de l'insurrection. Un de ses premiers martyrs fut le curé Morélos qui, le 19 août 1811, dirigeait les forces mexicaines à la bataille de Rixtala. Assiégé par le vice-roi Colléga, dans la ville de Quantla, il fut obligé de l'évacuer; mais après sa retraite, il brûla le magasin royal des tabacs, à Orizaba, s'empara d'Antéquéra et soutint la guerre jusqu'au mois d'octobre 1815. Fait prisonnier dans une escarmouche, entre Jalapa et la Vera-Cruz, il fut accusé devant le tribunal de l'Inquisition d'avoir quitté le sacerdoce pour la profession des armes; et chose remarquable, le Saint Office l'acquitta sur ce chef. Toutefois, plusieurs témoins l'ayant accusé de s'être marié, Morélos fut condamné à la dégradation, et après l'avoir dépouillé des habits sacerdotaux, l'archevêque de Mexico le livra au bras séculier. Les autorités espagnoles n'osèrent faire exécuter dans la capitale un homme aussi populaire, on le fusilla presque clandestinement sur la grande place du village de San-Cristoval; mais sa mort excita chez les insurgés une irritation qui rendit leurs efforts presque irrésistibles.

Le 24 février 1821, les chefs du mouvement, réunis à Iguala, arrêtèrent un plan qui stipulait trois garanties : l'Indépendance, la Religion, l'Union; il contenait vingt-quatre articles dont les douze derniers étaient réglementaires et transitoires. Voici quels étaient les douze premiers :

Art. I. La nation mexicaine est indépendante de la nation espagnole et de toute autre, même sur ce continent. — **Art. II.** La religion sera la religion catholique, qui est celle que tous les habitants professent. — **Art. III.** La Nation sera une, sans aucune distinction entre les Américains et les Européens. — **Art. IV.** Le gouvernement sera une monarchie constitutionnelle. — **Art. V.** Il sera nommé une junte composée de personnes jouissant de la plus haute réputation dans les partis qui se sont montrés. — **Art. VI.** Cette junte se réunira sous la présidence de S. E. le comte del Venadito, vice-roi actuel du Mexique. — **Art. VII.** Elle gouvernera au nom de la Nation, d'après les lois actuellement en vigueur, et sa principale affaire sera de convoquer, en suivant telles dispositions qu'elle jugera à propos de régler, un congrès pour former une constitution convenable au pays. — **Art. VIII.** S. M. Ferdinand VII sera invitée à monter sur le trône de cet empire, et en cas de refus de sa part, on invitera successivement les infants D. Carlos et D. Francisco de Paula. — **Art. IX.** Si S. M. Ferdinand VII et ses augustes frères n'acceptent point cette invitation, la Nation sera libre d'appeler au trône impérial tel membre des familles régnantes qu'il lui plaira de choisir. — **Art. X.** La confection de la Constitution et le serment de l'Empereur de l'observer fidèlement doivent précéder son entrée dans le pays. — **Art. XI.** La distinction des castes établie par les lois espagnoles et qui en privait quelques-unes des droits de citoyen, est abolie. Tous les habitants du pays sont citoyens et égaux, et les voies de l'avancement sont ouvertes à la vertu et au mérite. — **Art. XII.** Il sera organisé une armée pour la défense de la Religion, de l'Indépendance et de l'Union : chargée de garantir ces trois intérêts, elle sera en conséquence appelée l'Armée des Trois Garanties.

Le rédacteur de cette constitution était Augustin Iturbide, né à Valladolid de Mechoacan, et ancien lieutenant dans le régiment provincial de sa ville natale. Il avait, au commencement des troubles, refusé les avances de don Miguel Hildalgo, curé de Dolorès, un des promoteurs de l'insurrection; dévoué en apparence aux vice-rois, il était parvenu au commandement de l'armée dite du Nord; mais dès qu'il crut la cause de la mère patrie compromise, il l'abandonna, et en 1821, il arriva sous les murs de Mexico, à la tête de l'Armée Impériale des Trois Garanties. Le lieutenant général don Juan Onodoju, envoyé d'Europe avec pleins pouvoirs, jugea la partie perdue, et pour sauver au moins la souveraineté du roi d'Espagne, il signa, le 24 août 1821, la convention de Cordova, qui sanctionnait le plan d'Iguala.

Cet accommodement fut repoussé par les Cortès dans la séance du 13 février 1822, et Iturbide, président de la junte, se fit proclamer empereur le 18 mai 1822, sous le nom d'Augustin Ier; son autorité fut éphémère. Désavoué bientôt par tous les partis, il abdiqua plutôt par la force des choses que de plein gré, le 20 mars 1823. Dans la séance du 8 avril suivant, le congrès mexicain déclara que don Augustin Iturbide avait institué un gouvernement légalement nul, et que la nation mexicaine rentrait dans la plénitude de sa liberté. Le monarque déchu s'embarqua pour l'Europe, où il aurait pu terminer en paix sa carrière; mais, ayant tenté de rentrer dans sa patrie pour y rétablir son autorité, il fut arrêté et fusillé le 20 juillet 1824, en vertu d'un décret du 28 avril précédent qui le mettait hors la loi. Prévenu de sa sentence par le général don Félipé de la Garza, Iturbide ne montra aucune faiblesse. Le 20 juillet, à six heures du soir, on le conduisit sur la place du petit port de Soto-la-Marina, où l'attendaient les soldats chargés de l'exécution. Après avoir bu un verre d'eau il dit aux assistants : « Au moment de mourir, je vous recommande l'amour de la patrie et l'observation de notre sainte religion : c'est elle qui doit vous conduire à la gloire. Je meurs pour être venu à votre secours, et je meurs avec joie, parce que je termine ma vie parmi vous : je meurs avec honneur et non en traître. Cette odieuse tache ne restera pas à mes enfants ni à leur postérité; non, je ne suis coupable d'aucune trahison. Observez la subordination et l'obéissance envers vos chefs, car en faisant ce qu'ils ordonnent, vous remplissez vos devoirs envers Dieu. Ce n'est pas la vanité qui me fait parler ainsi; dans un pareil moment, je suis loin de pouvoir en conserver... »

Guttierez, prêtre et membre du congrès de la province, assistait le mourant. Iturbide lui donna la montre et le rosaire qu'il portait au cou, pour être remis à son fils aîné : il confia également à cet ecclésiastique une lettre écrite à sa femme, pour lui donner des conseils et des instructions; il voulut qu'on distribuât aux soldats qui allaient l'exécuter, huit onces d'or qu'il avait dans sa bourse. Il se mit à genoux, récita un *Credo* et un acte de contrition, et mourut frappé de plusieurs balles, à la tête et au cœur. Son corps, escorté par les troupes, fut transporté dans une maison voisine de l'église paroissiale. Le lendemain on lui fit des funérailles aussi décentes que le comportaient les ressources d'une très-petite ville.

A partir de cette époque, tous les partis qui avaient été d'accord pour renverser l'autorité métropolitaine, se divisèrent en tâchant d'accaparer les bénéfices du succès. Royalistes, républicains, cléricaux, libéraux, conservateurs, progressistes, unitaires, fédéraux, absolutistes, constitutionnels, se disputèrent le terrain avec tant d'énergie que depuis quarante ans on n'a pas compté au Mexique moins de deux cent quarante révolu-

tions ou coups d'État : Santa-Anna, Comonfort, Zuloaga, Miramon, ont précédé Benito Juarez, sans qu'au milieu de ces vicissitudes le pays eût un instant de repos.

En 1859, Miguel Miramon occupait la capitale; mais Juarez, représentant le parti constitutionnel, se maintenait à la Vera-Cruz, où la perception des douanes lui assurait des ressources. C'était un Indien de vingt-six ans, élevé dans l'étude de la jurisprudence et complétement étranger à l'art militaire; mais il avait l'appui du général Gonzalez Ortega, qui le conduisit à Mexico, le 11 janvier 1861. Tous les partis semblèrent un moment oublier leurs vieilles querelles, et le nouveau gouvernement, comme s'il eut prévu l'orage qui allait fondre sur lui, essayait par tous les moyens possibles de se consolider. Les bandes qui désolaient les États de Mexico, Puebla et Tlascala, furent dispersées; un chemin de fer fut commencé pour relier la Vera-Cruz à la capitale. Les détachements qui tenaient la campagne dans le Sud, sous les ordres de Marquez, de Guttierez, d'Ordonez, de Cobos et de Vicario, disparurent, et le général Doblado fut chargé de réduire les Indiens soulevés dans la Sierra-Gorda. Le budget fédéral, fixé à huit millions de piastres, était le plus modéré qu'on eût eu jusqu'alors; mais dans l'évaluation des dépenses, il omettait les indemnités depuis longtemps exigées par les puissances européennes.

Aucun parti ne s'était fait faute de rançonner, de piller, de violenter et même d'assassiner les étrangers. Sans tenir compte des réparations morales, on estimait en chiffres : les réclamations françaises, à 12,000,000 de piastres; les réclamations anglaises, à 16,000,000; les réclamations espagnoles à 8,000,000; les réclamations de divers gouvernements lésés, à 4,000,000. En vain les ministres accrédités auprès du gouvernement mexicain demandèrent justice; en vain ils employèrent tour à tour le langage de la conciliation et de la menace, il fut impossible d'obtenir l'exécution d'un seul des engagements pris par le Mexique.

CHAPITRE II

Pourparlers diplomatiques. — Convention du 31 octobre 1861. — Commencement d'exécution. — Le général Prim. — Lettre de Napoléon III. — Composition du corps expéditionnaire français. — Débats des Chambres françaises.

Au commencement d'octobre 1861, des pourparlers diplomatiques eurent lieu à Paris, à Londres et à Madrid, relativement aux bases sur lesquelles pouvait être établie une commune action de la France, de l'Angleterre et de l'Espagne. Lord Cowley, ambassadeur d'Angleterre auprès de la cour des Tuileries, vit M. Thouvenel, ministre des affaires étrangères, et lui communiqua les intentions du gouvernement britannique. « Il est prêt, dit-il, à signer avec la France et avec l'Espagne une convention à l'effet d'obtenir la réparation des torts commis envers les sujets des trois pays et d'assurer l'exécution des engagements contractés par le Mexique vis-à-vis des Gouvernements respectifs; mais il importerait de stipuler, dans cette convention, que les forces des trois puissances ne seront employées à aucun objet ultérieur quelconque, et surtout qu'elles n'interviendront pas dans le gouvernement intérieur du Mexique. Le cabinet de Londres propose d'inviter les États-Unis à adhérer à cette convention, sans toutefois attendre leur réponse pour commencer les opérations actives. »

« — Je suis d'accord avec votre gouvernement sur ce point, répondit M. Thouvenel; comme lord Russell, je reconnais que la légitimité de notre action coercitive à l'égard du Mexique ne résulte évidemment que de nos griefs contre le gouvernement de ce pays, et que ces griefs, ainsi que les moyens de les redresser et d'en prévenir le retour, peuvent seuls, en effet, faire l'objet d'une convention ostensible. J'admets également, sans aucune difficulté, que les parties contractantes pourraient s'engager à ne retirer de leur démonstration aucun avantage politique ou commercial à l'exclusion les unes des autres et même de toute autre puissance; mais il me semble inutile d'aller au delà et de s'interdire à l'avance l'exercice éventuel d'une participation légitime dans des événements dont nos opérations pourront être l'origine. Pas plus que le gouvernement de la Reine, celui de l'Empereur ne veut assumer la responsabilité d'une intervention directe dans les affaires intérieures du Mexique; mais il pense qu'il est de la prudence des deux cabinets de ne pas décourager les efforts qui pourraient être tentés par le pays lui-même pour sortir de l'état d'anarchie où il est plongé, en lui faisant connaître qu'il n'a à attendre en aucune circonstance aucun appui et aucun concours. L'intérêt commun de la France et de l'Angleterre est évidemment de voir s'établir au Mexique un état de choses qui assure la sécurité des intérêts déjà existants et qui favorise le développement de nos échanges avec l'un des pays du monde les plus richement doués. »

La guerre civile qui bouleversait les États-Unis entraînait des complications qui pouvaient n'être pas sans influence sur les affaires du Mexique. Dans l'entretien que nous rapportons, et dont la teneur est officiellement constatée par une dépêche du 11 octobre, M. Thouvenel se préoccupe des conséquences éventuelles de la crise américaine. « Dans le cas, dit-il, où le Nord et le Sud se sépareraient, il est permis de supposer que les deux nouvelles Confédérations chercheront l'une et l'autre des compensations que le territoire du Mexique, livré à une dissolution sociale, offrirait à leurs compétitions. Un semblable événement ne saurait être indifférent à l'Angleterre, et le principal obstacle qui pourrait, selon nous, en prévenir l'accomplissement, serait la constitution au Mexique d'un gouvernement réparateur assez fort pour arrêter sa dissolution intérieure. Que les éléments d'un semblable gouvernement existent au Mexique, c'est ce que nous ne saurions certainement assurer. Mais l'intérêt qui s'attache pour nous à la régénération de ce pays ne permet, ce nous semble, de négliger aucun des symptômes qui pourraient faire espérer le succès d'une pareille tentative. A l'égard de la forme de ce gouvernement, pourvu qu'il donnât au pays et à nous-mêmes des garanties suffisantes, nous n'avons et je ne suppose à l'Angleterre aucune préférence ni aucun parti pris. Mais si les Mexicains eux-mêmes, las de leurs épreuves, décidés à réagir contre un passé désastreux, puisaient dans le sentiment des dangers qui les menacent une vitalité nouvelle; si, revenant par exemple aux instincts de leur race, ils trouvaient bon de chercher dans un établissement monarchique le repos et la prospérité qu'ils n'ont pas rencontrés dans les institutions républicaines, je ne pense pas que nous devions nous interdire absolument de les aider, s'il y a lieu, dans l'œuvre de leur régénération, tout en reconnaissant que nous devons les laisser entièrement libres de choisir la voie qui leur paraîtrait la meilleure pour les y conduire. »

Poursuivant le développement de ces idées, M. le ministre des affaires étrangères ajouta : « Si la prévision que j'indique vient à se réaliser, le gouvernement de l'Empereur, dégagé de toute préoccupation désintéressée, écarte d'avance toute candidature d'un prince quelconque de la famille impériale, et, désireux de ménager toutes les susceptibilités, il verra avec plaisir le choix des Mexicains et l'assentiment des puissances se porter sur un prince de la maison d'Autriche. »

Cette conversation fut communiquée à M. de Flahaut, ambassadeur de France à Londres, et résumée nettement dans la dépêche du 11 octobre 1861. La convention projetée devait indiquer le but de l'entente des parties contractantes, et les moyens qu'elles avaient combinés pour atteindre ce but. Elles devaient dire tout ce qu'elles feraient; mais il paraissait conforme à la prudence ainsi qu'à l'usage de s'abstenir de dire ce qu'elles ne feraient pas, dans l'hypothèse d'événements incertains et auxquels il serait temps d'aviser quand ils se produiraient.

L'ambassadeur de France à Madrid, M. Barrot, reçut une dépêche analogue, en date du 15 octobre 1861. M. le ministre des affaires étrangères lui mandait :

« Par les observations que j'ai cru devoir présenter à lord Cowley, je me suis attaché à établir que, si nous n'avions pas à assumer la responsabilité d'une action directe dans les affaires intérieures du Mexique, la prudence nous conseillait de ne pas décourager par avance les efforts que ce pays tenterait de lui-même, avec l'appui moral que la présence de nos forces sur ces rivages pourrait lui prêter, pour se donner un gouvernement stable et régulier; qu'enfin, tout en les laissant complétement libres dans le choix de leur gouvernement, les trois puissances ne sauraient, au nom même de leur intérêt, s'interdire absolument d'aider les Mexicains dans l'œuvre de leur régénération. C'est en me plaçant à ce point de vue que j'ai été amené à parler à lord Cowley de l'éventualité du rétablissement de la forme monarchique au Mexique, ainsi que vous le verrez également dans ma dépêche à M. de Flahaut.

« M. l'ambassadeur de Sa Majesté Catholique étant venu avant-

hier m'entretenir sur le même sujet, je me suis expliqué avec lui ainsi que je l'avais fait avec lord Cowley. Je lui ai dit, particulièrement en ce qui touche le retour éventuel du Mexique à la monarchie, que ce pays aurait, avant tout, à exprimer ses sentiments aussi bien à l'égard de la forme monarchique qu'à l'égard du choix d'une dynastie. J'ai fait ensuite remarquer à M. Mon, que le gouvernement de l'Empereur, envisageant cette éventualité avec un complet désintéressement, écartait d'avance toute candidature d'un prince de la famille impériale, et qu'il ne doutait pas que les deux autres puissances ne fussent dans de pareilles dispositions; enfin, qu'en ce qui concernait le choix de la dynastie, dans l'éventualité indiquée, nous n'avions aucun candidat à proposer, mais que, le cas échéant, un archiduc d'Autriche aurait notre assentiment. Un tel choix, en effet, indépendamment des autres motifs qui pourraient être invoqués pour y adhérer, aurait l'avantage d'écarter de l'action collective des trois puissances toute cause de froissement ou de rivalité nationale, en même temps qu'il laisserait toute son autorité à l'appui moral qu'elles seraient appelées à donner à la nation mexicaine. En un mot, les trois puissances tiendraient ici une conduite analogue à celle que la France, l'Angleterre et la Russie observèrent à l'égard de la Grèce, lorsqu'elles s'engagèrent à n'accepter pour aucun de leurs princes le nouveau trône élevé par leurs communs efforts. Ce précédent peut à mon avis être, sauf les différences naturelles des situations, opportunément invoqué ici; et vous pourrez le rappeler dans vos entretiens avec les ministres de Sa Majesté Catholique.

« D'après ce que vous a dit M. Calderon Collantès sur l'action que devraient à son avis exercer les trois puissances en ce qui touche l'organisation intérieure du Mexique, il me semble que nous sommes bien près d'être complétement d'accord sur ce point. J'apprendrais avec plaisir que le cabinet de Madrid partageât également la manière de voir du gouvernement de l'Empereur en ce qui concerne l'éventualité du retour du Mexique à la monarchie. Dans tous les cas, nous avons à cœur d'agir dans cette affaire vis-à-vis du gouvernement de Sa Majesté Catholique avec la confiance la plus entière, et nous avons pensé que les relations amicales qui unissent les deux cours nous faisaient un devoir de nous ouvrir à lui sans réserve sur la ligne de conduite qui nous paraît la plus désirable dans l'intérêt du Mexique comme dans celui des trois puissances.

« Quant à la participation des États-Unis, il ne saurait y avoir aucune difficulté entre l'Espagne, l'Angleterre et nous. Lord Cowley m'a dit que son gouvernement était d'avis que l'on pourrait commencer les opérations sans attendre la réponse du cabinet américain, et je vois, par votre correspondance, que c'est également l'opinion de M. Calderon Collantès.

« THOUVENEL. »

On voit par ce qui précède, que la France entendait suivre un but politique aussi bien qu'un but financier; la Grande-Bretagne. au contraire, se bornait à revendiquer les sommes qui lui étaient dues, et elle était entrée en rapport avec l'Espagne, avant toutes ouvertures françaises, dans l'espoir de s'emparer de l'esprit des ministres O'Donnell et Calderon Collantès. Le peu de succès qu'elle obtint est attesté par cette dépêche de M. Barrot :

L'ambassadeur de France à Madrid au Ministre des affaires étrangères.

« Madrid, le 21 octobre 1861.

« Monsieur le ministre, j'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de la dépêche qu'elle a bien voulu m'adresser le 15 octobre.

« J'ai eu ces jours derniers plusieurs conférences avec M. le maréchal O'Donnell et M. Calderon Collantès sur la question mexicaine. Le ministre d'Angleterre à Madrid avait déjà communiqué au gouvernement de la reine Isabelle le projet de convention présenté par l'Angleterre dans le but de régler l'action commune des trois puissances dans les affaires de la république mexicaine. Le gouvernement espagnol est complétement d'accord avec celui de l'Empereur sur les objections que soulève ce projet et le regarde comme paralysant d'avance les mesures mêmes qu'il propose d'adopter.

« Il est évident, en effet, que les limites posées par le projet anglais à l'action éventuelle des trois puissances, sont de nature à en détruire tout l'effet. M. Calderon Collantès a parfaitement compris, comme Votre Excellence, qu'il serait illogique et impolitique de décourager d'avance, par une déclaration prématurée et au moins inutile, les hommes d'ordre qui sont en majorité au Mexique et auxquels la présence des forces réunies des trois puissances pourra seule donner cet ascendant moral qui leur a manqué jusqu'ici et sans lequel il leur sera toujours impossible de dominer les mauvaises passions de la minorité.

« M. Calderon Collantès résume son opinion en disant qu'il vaudrait mieux s'abstenir que d'aller au Mexique dans les conditions posées par le projet du traité anglais.

« BARROT. »

Après un mois de conférences, lord Russell, Xavier de Isturitz, et le comte de Flahaut, plénipotentiaires respectifs des puissances, signèrent à Londres le traité qui devait être, pour ainsi dire, la charte de l'expédition,

Convention du 31 octobre **1861.**

ART. 1er. S. M. la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, S. M. la reine d'Espagne, et S. M. l'Empereur des Français, s'engagent à adopter, immédiatement après la signature de la présente convention, les arrangements nécessaires pour envoyer sur les côtes du Mexique des troupes de terre et de mer combinées, dont la force sera déterminée par un échange ultérieur de communications entre leurs gouvernements, mais dont le chiffre total sera suffisant pour prendre et occuper les diverses forteresses et positions militaires sur la côte mexicaine.

Les commandants des forces alliées seront toutefois autorisés à exécuter les autres opérations qui pourront paraître sur le terrain même le mieux appropriées à la réalisation des objets spécifiés dans le préambule de la présente convention, et notamment à garantir la sécurité des résidants étrangers.

Toutes les mesures auxquelles a trait le présent article seront adoptées, au nom et pour le compte des hautes parties contractantes, sans tenir compte de la nationalité particulière des forces employées à leur exécution.

ART. 2. Les hautes parties contractantes s'engagent à ne chercher pour elles-mêmes, dans l'emploi des mesures coercitives dont s'agit à la présente convention, aucune acquisition de territoire ni aucun avantage spécial, et à n'exercer dans les affaires intérieures du Mexique aucune influence de nature à porter préjudice au droit de la nation mexicaine de choisir et constituer librement la forme de son gouvernement.

ART. 3. Une commission composée de trois commissaires sera établie avec pleine et entière autorisation de résoudre toutes les questions qui pourront surgir relativement à l'application et à la distribution des sommes qui pourront être recouvrées au Mexique, eu égard aux droits respectifs des parties contractantes.

ART. 4. Les hautes parties contractantes, désirant de plus que les mesures qu'elles entendent adopter n'aient point un caractère exclusif, et étant certaines que le gouvernement des États-Unis a, comme elles, des réclamations à faire à la république du Mexique, consentent d'un commun accord à ce que, immédiatement après la signature de la présente convention, une copie en soit communiquée au gouvernement des États-Unis. Ce gouvernement sera invité à y accéder, et, en prévision de cette accession, leurs ministres respectifs à Washington seront investis de pleins pouvoirs pour conclure et signer séparément ou collectivement, avec les plénipotentiaires désignés par le président des États-Unis, une convention identique à celle qui a été signée aujourd'hui, sauf la suppression du présent article. Mais, comme, si elles retardaient l'exécution des articles 1 et 2 de la présente convention, les hautes parties contractantes courraient le risque de manquer le but qu'elles désirent atteindre, elles sont tombées d'accord de ne point différer, dans le but d'obtenir l'accession du gouvernement des Etats-Unis, le commencement des opérations ci-dessus mentionnées au delà du moment où les forces combinées pourront être assemblées dans le voisinage de la Vera-Cruz.

ART. 5. La présente convention devra être ratifiée, et les conventions en seront échangées à Londres dans les quinze jours.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs des parties ont

signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux et leurs armes.

Fait à Londres, en triple, le 31e jour d'octobre de l'année de Notre-Seigneur 1861.

Signé, RUSSELL, XAVIER DE ISTURITZ, FLAHAUT.

L'Espagne fut la première à se mettre en mouvement pour exécuter ce traité. Un contingent alla occuper la Vera-Cruz, sous les ordres du général Prim, soldat de fortune, plus apte à combattre qu'à négocier. Né en 1811, fils d'un modeste bourgeois de Reus (Catalogne), don Juan Prim avait gagné sur les champs de bataille, et surtout dans les guerres civiles de l'Espagne, les titres de sénateur du royaume, lieutenant général de l'armée espagnole, grand d'Espagne de première classe, sous le nom de marquis de los Castillejos. C'est un homme courageux, qui paye de sa personne; aussi les soldats ont-ils baptisé le pas de charge redoublé du nom pittoresque de *polda de general Prim*. Il avait eu l'honneur d'être reçu à Vichy par Napoléon III, qui lui écrivit :

« Paris, le 24 janvier 1862.

« Mon cher général, votre rêve de Vichy s'est réalisé : voici les troupes espagnoles et françaises combattant côte à côte pour la même cause.

« J'ai appris avec plaisir votre nomination au commandement de l'armée expéditionnaire; je vous recommande le général Lorencez, que je nomme chef de mon petit corps d'expédition. Si l'on a à se battre, vous le trouverez digne de figurer à vos côtés. J'espère que les vues de votre gouvernement étant d'accord avec les miennes, il n'y aura pas de divergence d'opinions entre les commandants en chef. Le général Lorencez doit commander toutes mes troupes. L'amiral Jurien de la Gravière reste chargé de la direction politique.

« Je désire vivement et je fais des vœux ardents pour que la campagne que vous commencez produise l'union la plus intime entre l'Espagne et la France, et je ne doute pas que votre présence à la tête des troupes espagnoles ne contribue à cet heureux résultat.

« Je vous renouvelle avec plaisir l'assurance de mes sentiments d'estime et d'amitié.

« Signé, NAPOLÉON. »

Les instructions données au général Prim par le cabinet de Madrid étaient, au terme d'une dépêche du 6 novembre 1861, élastiques et discrétionnelles, et le maréchal O'Donnell lui remettait en outre une lettre particulière qui l'autorisait à agir dans le sens indiqué par la France.

Peu de temps après son arrivée à la Vera-Cruz, les forces espagnoles furent rejointes par le contingent anglais dont M. Charles Wyke avait la direction, et par le contingent français placé sous les ordres du contre-amiral Jurien de la Gravière, commandant en chef les forces de mer et de terre, avec les pouvoirs diplomatiques les plus étendus. Son état-major se composait de :

M. Thomasset, capitaine de frégate, chef d'état-major;

MM. Sallandrouze de la Mornaix et Massias, enseignes de vaisseau, aides de camp;

MM. de Fitz James et Courcelles, aspirants de marine, attachés à la majorité générale;

M. Duval, commissaire-adjoint, centralisant le service administratif;

M. Gauthelme, chirurgien principal, chef du service médical de l'escadre.

L'escadre était soigneusement armée avec de l'artillerie rayée; elle emmenait un corps de débarquement, composé de 3,000 hommes de toutes armes, zouaves, infanterie de marine, matelots-fusiliers, artillerie, spahis, pourvus d'armes de précision d'un choix et d'une portée remarquables.

Le vaisseau amiral, le *Masséna*, commandant Roze, portait 900 chevaux, 90 canons, 913 hommes;

L'*Ardente*, commandant Gizolme, 800 chevaux, 56 canons, 530 hommes;

La *Foudre*, commandant Hugteau de Chaillé, 800 chevaux, 56 canons, 530 hommes;

La *Guerrière*, commandant Selva, 600 chevaux, 34 canons, 400 hommes;

L'*Astrée*, commandant Duval, 600 chevaux, 28 canons, 380 hommes;

Le *Montézuma*, commandant Russel, 450 chevaux, 16 canons, 270 hommes;

Le *Berthollet*, commandant de Jonquières, 400 chevaux, 10 canons, 165 hommes;

Le *Lavoisier*, commandant Ribourt, 220 chevaux, 6 canons, 125 hommes;

Le *Prony*, commandant de Fontages, 220 chevaux, 5 canons, 136 hommes;

Le *Chaptal*, commandant Lagé, 220 chevaux, 2 canons, 125 hommes;

Le *Marceau*, capitaine Bruat, 120 chevaux, 2 canons, 75 hommes;

La *Grenade*, capitaine Hocquart, 110 chevaux, 4 canons, 80 hommes;

L'*Aube*, commandant Gennet, 250 chevaux, 4 canons, 200 hommes;

La *Meuse*, commandant ***, 160 chevaux, 4 canons, 150 hommes;

La *Sèvre*, commandant Marius Ollivier, 120 chevaux, 2 canons, 115 hommes.

Fils d'un vice-amiral, pair de France, Jean-Pierre-Edmond Jurien de la Gravière entra au service en 1828. En 1841, il commandait la corvette la *Bayonnaise*, qui fit une glorieuse campagne dans les mers de la Chine. Il était capitaine de vaisseau depuis 1850, lorsque la guerre d'Orient éclata. Les services qu'il rendit sur les côtes de Crimée lui valurent la dignité de commandeur de la Légion d'honneur (2 novembre 1854); le grade de contre-amiral (1er décembre 1855), et le commandement de la division navale de l'Adriatique.

La grande expédition qui se préparait devait occuper nécessairement les Chambres. L'adresse présentée à l'Empereur, le 6 mars, par une députation du Sénat, ayant été adoptée sans discussion, portait ces mots : « Le Mexique, à son tour, ne tardera pas à éprouver le châtiment mérité par ses indignes procédés. Puisse l'expédition concertée avec l'Espagne et l'Angleterre être poursuivie énergiquement par le commun accord des trois puissances, et procurer une entière satisfaction à la justice, à nos concitoyens et à nos intérêts nationaux! »

Au Corps législatif, dans la séance du 13 mars, fut discuté ce paragraphe :

« Les expéditions en Chine, en Cochinchine et au Mexique ont été entreprises pour venger l'honneur de la France et protéger nos nationaux. Nous souhaitons que ces expéditions lointaines et coûteuses assurent le respect de notre pavillon et ouvrent à notre commerce des débouchés durables. »

M. Jules Favre et quatre autres députés présentèrent un amendement ainsi conçu : « Nous voyons avec regret commencer l'expédition du Mexique. Son but paraît être d'intervenir dans les affaires intérieures d'un peuple. Nous engageons le gouvernement à ne poursuivre que la réparation de nos griefs. »

Avant que cet amendement fût mis en discussion, M. Achille Jubinal demanda quelques explications sur le but et la portée de l'expédition du Mexique, faisant allusion aux bruits qui circulaient de la candidature de l'archiduc Maximilien d'Autriche : « On a prétendu, dit-il, que nous allions au Mexique pour substituer un gouvernement de forme monarchique à un gouvernement de forme républicaine. On a ajouté que ce nouveau trône était réservé à un prince belge ou allemand, ou même à une princesse espagnole.

« Si, ce que j'espère, nous n'avons d'autre intention que celle de protéger nos nationaux et de sauvegarder leurs intérêts, j'approuve pleinement l'expédition. Mais si nous allons de propos délibéré renverser un gouvernement libre, je demanderai ce que devient le grand principe de non-intervention que nous avons proclamé et fait respecter en Europe. Le peuple mexicain est bien jeune, mais il a déjà éprouvé bien des malheurs. Le premier de ces malheurs a peut-être été la découverte de l'Amérique. (*Rires.*)

« Les Mexicains étaient libres, heureux, instruits dans les arts et dans les sciences; il leur manquait l'Évangile, et ils l'ont reçu. Mais la domination espagnole les a complétement opprimés et démoralisés. Sans liberté, sans commerce, le Mexique est resté pendant plusieurs siècles dans la main de fer de l'Espagne.

« Quand les grandes idées de 89 traversèrent les mers, elles suscitèrent quelques pensées et quelques agitations au Mexique.

Mais ce ne fut qu'en 1818 que se levèrent les soldats de l'indépendance mexicaine; écrasée d'abord par les vieilles bandes castillanes, l'insurrection finit par triompher. Ce peuple des Indiens se précipita sur le palais du vice-roi et y planta le drapeau d'une nationalité nouvelle.

« Elle existe encore aujourd'hui et je demande qu'on ne la détruise pas. Une voix éloquente et applaudie nous disait hier qu'il avait fallu quatre siècles à la grande unité française pour se former. N'oublions pas qu'il y a cinquante ans à peine que le Mexique a essayé de se constituer, et nous attaquons ce jeune peuple.

« Je ne veux pas entrer dans le détail des déchirements du Mexique, mais il est certain que le gouvernement actuel a tous les caractères d'un gouvernement établi.

« Depuis que Juarez a succédé à Miramon, il est maître incontesté du pays. Donnez-lui le temps d'organiser son administration et il vous payera.

« Je ne veux pas examiner les documents communiqués, je n'aurais pas à cet égard les éléments de contrôle nécessaires; mais je ne doute pas que l'opinion publique en France ne soit favorable à cette nationalité qui ne demande qu'à se constituer librement. J'espère que la France ne perdra pas, par trop de précipitation, les sympathies qui lui sont acquises au Mexique, et ne compromettra pas ces grands principes qui sont, dans ce lointain pays, comme un écho de notre révolution de 1789. »

M. le président fit observer qu'il avait commis une légère erreur : « Avant de donner la parole à M. Jubinal, j'aurais dû mettre en discussion un amendement présenté par MM. Favre, Hénon, Darimon, Picard et Ollivier. Je suis excusable, car ces messieurs ont beaucoup d'amendements. (*On rit.*)

« — Cela nous a permis, dit M. Jules Favre, d'entendre un très-long discours, qui a posé les bases de la discussion que je me propose d'engager devant la Chambre. »

Et il développe ainsi son amendement : « Je m'associe à l'expédition si elle est nécessaire, si elle est justifiée par des griefs suffisants, si derrière son but apparent elle n'a pas un but caché. Mais je crains qu'il ne résulte de documents déjà publiés que l'inquiétude de M. Jubinal n'ait que trop de raisons d'être.

« Et d'abord, la France ne va pas seule au Mexique, elle y va avec deux alliés, et il est possible que dans l'exécution de cette entreprise à trois, l'unité de but ne soit pas toujours respectée.

« Ensuite, il est incontestable que les griefs articulés par nos agents ne sont pas les seuls, et je ne puis rester indifférent quand j'entends proclamer de tous côtés qu'il est question de remplacer par une monarchie le gouvernement établi.

« Je n'ai rien à dire de l'état intérieur du Mexique : il est assurément mauvais; le Mexique a été longtemps livré à de cruels déchirements. Il est certain, toutefois, que la situation s'était améliorée depuis dix-huit mois. En effet, un gouvernement s'est établi en opposition avec le parti militaire et clérical, et il n'est pas inutile de rappeler que le chef de ce gouvernement nouveau appartient à la classe civile : c'est un magistrat éminent du pays; il a manifesté l'intention de rétablir l'ordre, de féconder les ressources admirables du Mexique, et il a commencé par réduire la dette nationale de 19 millions de piastres. Il serait criminel de contrarier de tels efforts par une attaque inopportune et contraire au droit.

« Elle est inopportune, car l'état de nos finances devrait nous interdire les entreprises coûteuses et lointaines; elle est contraire au droit, car qu'allons-nous faire au Mexique?

« D'après les documents officiels, nous allons au Mexique pour obtenir par la force l'exécution d'engagements violés, pour protéger nos nationaux constamment menacés dans leur sécurité et dans leurs biens, et pour rétablir l'ordre social profondément troublé.

« J'admets que le gouvernement nouveau du Mexique ait vis-à-vis de nous une part de responsabilité pour ces griefs, la plupart déjà anciens; je reconnais que le congrès mexicain a, par une loi, prononcé la suspension du payement de la dette étrangère, mais ces motifs nous donnent-ils le droit de faire la guerre? Faire la guerre à une nation pour l'obliger à nous payer, ce serait une doctrine barbare. Le créancier a-t-il donc le droit de tuer son débiteur pour le rendre solvable et le rappeler à la bonne foi? N'existe-t-il aucun moyen pour un peuple de se faire payer des indemnités promises? Ne peut-il se saisir d'un gage, opérer une contrainte qui amènerait le résultat qu'il désire? En fait, la détermination du gouvernement français peut-elle se justifier par des motifs plausibles?

« Il résulte de documents officiels publiés par le gouvernement mexicain que la dette réglée du Mexique vis-à-vis de la France est de 150,000 piastres, soit de 750,000 fr.

« Je sais que les réclamations de nos nationaux s'élèvent à un chiffre plus important, à 3 ou 4 millions de piastres, mais le chiffre n'en a pas encore été déterminé par une convention. Eh bien, pour obtenir le payement de 3 à 4 millions, dont une partie est hypothéquée, est-il raisonnable de commencer par dépenser 20 à 30 millions?

« Ne serait-il pas plus sage de désintéresser d'abord nos nationaux, sauf à exercer ensuite notre recours contre le Mexique? Sur ce point, les intérêts de la France, de l'Espagne et de l'Angleterre ne sont pas les mêmes. Les réclamations des Anglais contre le Mexique s'élèvent à 62 millions de piastres; la dette du Mexique vis-à-vis des Anglais, reconnue par convention, est de 5 millions; celle du Mexique vis-à-vis de l'Espagne est de 8 millions. Ainsi la France joue ici un rôle singulier au point de vue financier.

« Je ne veux rien dire du rôle que la Grande-Bretagne s'est assigné. J'ai pour l'Angleterre la plus profonde estime. Je suis convaincu qu'il y a de très-bonnes raisons pour que l'Angleterre se joigne à l'Espagne et à la France; mais je serais porté à croire qu'il s'agit pour l'Angleterre d'obtenir quelques avantages pécuniaires.

« L'honorable M. Jubinal vous a rappelé la domination de l'Espagne sur le Mexique, domination dont le caractère peut se résumer ainsi : pillage endémique et successif. Je dois ajouter que s'il y a au Mexique un sentiment profond et vivace, c'est la haine des habitants de ce pays pour les Espagnols. Si nous avions été seuls, nous aurions obtenu immédiatement satisfaction; mais, lorsque nous avions l'Espagne à nos côtés, il n'y avait pas de conciliation possible. Je vous donnerai une preuve décisive de la haine du Mexique pour l'Espagne.

« Les armées combinées sont arrivées à la Vera-Cruz. Une épidémie était imminente. Alors le général en chef français s'est adressé au général mexicain et lui a dit que ses troupes pouvaient être menacées par le fléau. Le général mexicain a répondu qu'il y avait à soixante kilomètres un plateau aéré, salubre, que les Français pouvaient y aller, que 2,000 Mexicains serviraient de tête de colonne, et il ajoute : « Mais pas un Castillan ne passera par le pont qui sert de défilé de l'une à l'autre vallée; il ne faut pas que le sol mexicain soit souillé par la présence d'un seul Espagnol. »

« Je ne crois pas me tromper en disant que cette haine contre les Espagnols a en partie pour base l'horreur de la royauté. Parler ainsi n'a rien de séditieux au Mexique, puisque ce pays est en république.

« Depuis fort longtemps on a indiqué le moyen de résoudre la difficulté qui existe avec le Mexique; ce moyen, c'est l'occupation des deux principaux ports : la Vera-Cruz et Tampico; le Mexique n'a d'autres revenus que ses douanes, ces deux ports alimentent pour ainsi dire à eux seuls le trésor public. Le gouvernement mexicain abandonnerait une partie du revenu de ses douanes. Il serait facile avec cela que nous fussions remboursés de 3 ou 4 millions.

« Pour obtenir ce remboursement, il n'est pas besoin de 330 canons, de 5,000 matelots, de 3,000 hommes de débarquement, auxquels on vient de joindre encore un supplément de 3,000 hommes. La dépense pourra être de 10 ou 15 millions; or, avec beaucoup moins, nous aurions obtenu le payement que nous réclamons. »

L'honorable membre a vu dans les dépêches que vingt-trois actes de violence, dont six assassinats, contre des Français, avaient eu lieu au Mexique. « Ces faits, dit-il, sont assurément regrettables; mais la configuration du Mexique est telle qu'elle favorise beaucoup les actes de cette nature, et la police n'est pas faite dans ce pays aussi bien qu'à Paris.

« Je rappellerai ensuite à la Chambre un fait tragique qui s'est passé sur le littoral de la mer Rouge, dans une ville dépendant du gouvernement ottoman. La famille d'un consul français a été égorgée. Avons-nous pour cela fait la guerre à la Porte?

« La France a-t-elle voulu convertir la Porte au suffrage universel? (*On rit.*) Avons-nous voulu implanter en Turquie un gouvernement qui ressemble au nôtre? Non; la France a demandé une réparation, et elle l'a obtenue.

« Je me crois fondé à soutenir que le gouvernement français

n'a pas de raisons, mais peut-être des prétextes. La vraie raison de la guerre ne saurait être la réclamation de 150,000 piastres. »

L'orateur se reporte ici au traité conclu entre les trois puissances le 31 octobre 1861, puis aux dépêches qui ont été communiquées par le gouvernement. Il trouve dans une de ces dépêches de M. Thouvenel à M. le contre-amiral Jurien de la Gravière le passage suivant :

« Les puissances alliées ne se proposent aucun autre but que celui qui est indiqué dans la convention; elles s'interdisent d'intervenir dans les affaires intérieures du pays et notamment d'exercer aucune pression sur les volontés des populations quant au choix de leur gouvernement. Il est cependant certaines hypothèses qui s'imposent à notre prévoyance et que nous avons dû examiner. Il pourrait arriver que la présence des forces alliées sur le territoire du Mexique déterminât la partie saine de la population, fatiguée d'anarchie, avide d'ordre et de repos, à tenter un effort pour constituer dans le pays un gouvernement présentant les garanties de force et de stabilité qui ont manqué à tous ceux qui s'y sont succédé depuis l'émancipation. »

« Messieurs, ce langage me cause une vive inquiétude, car il a ses précédents, et je n'ai qu'à me reporter au texte des dépêches écrites en 1849, au moment où se préparait l'expédition de Rome. M. le ministre des affaires étrangères disait aussi qu'on n'exercerait aucune pression sur les volontés des populations.

« On parlait de la partie honnête de la population, comme on parle aujourd'hui de la partie saine. A ce sujet, nous demandions aussi catégoriquement que l'a fait M. Jubinal une réponse du gouvernement. Cette réponse, elle existe en partie dans les documents diplomatiques.

« Messieurs, il faut que je vous rappelle que c'est en novembre qu'est partie l'expédition, et que c'est en décembre qu'elle est arrivée dans les eaux de la Vera-Cruz. En janvier, on a compris qu'il fallait que notre armée du Mexique fût suffisamment forte pour remplir sa mission d'une manière efficace. Il est décidé que son effectif sera augmenté. »

Ici l'orateur cite une dépêche adressée le 20 janvier par le comte Russell à lord Cowley. Le comte Russell écrit à lord Cowley qu'il a vu M. le comte de Flahaut, ambassadeur de France à Londres, et qu'il a appris de lui que l'effectif de notre expédition au Mexique allait être augmenté.

« Certes, continue l'orateur, si nous sommes en face d'un droit certain et d'un grand but à accomplir, il est d'une sage précaution que l'armée de la France ne soit pas inférieure à celle des nations qui combattent avec elle. Mais quel est ce but? C'est là ce que nous devons rechercher. Eh bien! messieurs, écoutez. »

Ici l'orateur cite une dépêche adressée le 24 janvier par le comte Cowley au comte Russell et dont voici la substance :

« J'ai entendu dire que les officiers qui vont au Mexique y vont pour placer l'archiduc Maximilien sur le trône, et j'ai cru nécessaire de questionner M. Thouvenel.

« Je lui ai demandé si des négociations étaient pendantes, à cet égard, entre la France et l'Autriche. Il m'a répondu négativement, et il a ajouté que les négociations étaient pendantes seulement entre l'Autriche et les Mexicains venus à Vienne pour voir le prince. »

L'orateur donne encore lecture d'une dépêche du comte Russell à sir Wyke, et dont le sens est que l'archiduc Maximilien sera invité par un grand nombre de Mexicains à monter sur le trône.

« Il faut, continue l'honorable membre, écarter toute équivoque. La langue diplomatique a les mots et les sous-entendus. Quelle cause a pu déterminer trois grandes puissances à faire pointe sur Mexico? Quel est le sens de cette expédition? Je n'ai pas à me prononcer. Cependant, puisqu'il y a eu un nom propre prononcé, il m'est permis de m'étonner que trois puissances, la France, l'Angleterre et l'Espagne, prennent sous leur protection un prince autrichien pour l'asseoir sur le trône d'un peuple libre.

« Que le prince Maximilien soit orné de toutes les vertus de sa maison, je le veux bien; je suis le premier à le déclarer sans le savoir (*on rit*); mais l'emploi de ces vertus aura mieux sa place dans son pays que dans cet autre pays si éloigné du sien, où il ne fera que passer, jouet de deux factions : celle qui l'aura assis sur le trône et celle qui voudra le renverser.

« Et ce prince Maximilien, qui semble avoir accepté cette candidature d'aventure, il est sérieusement occupé avec un homme politique. Savez-vous ce qu'est cet homme politique? C'est un maître de langue espagnole. (*Nouveaux rires.*)

« Et voilà pour quelle prétention on prodiguerait les trésors et le sang de la France, sous le prétexte d'aller venger nos nationaux!

« Si la candidature du prince Maximilien avait fait éclosion sous le drapeau de la France, nous serions obligés de le soutenir. Rien ne nous y oblige.

« N'est-il pas d'ailleurs dangereux que la France aille établir sur divers points du globe des garnisons qui finiront par lui coûter chaque année une cinquantaine de millions? Voyez ce qui se passe à Rome : c'est ce qui se passerait à Mexico. Il faudrait y entretenir une garnison, et quand les membres d'une Chambre à venir demanderaient au gouvernement : « Quand retire-t-on nos troupes du Mexique? » on nous répondrait en disant : « Nous attendons, » en invoquant la raison, le temps et la Providence.

« Il nous faut des choses plus précises. Il ne nous plaît pas de nous engager dans des aventures susceptibles de compromettre la dignité du pays. Tant que le gouvernement ne se sera pas nettement expliqué, les défiances de la Chambre seront des défiances patriotiques. »

« — Pendant que nos soldats marchent sur Mexico, répondit M. Billault; au moment peut-être où ils combattent, on cherche à démontrer qu'ils ne sont que les instruments d'une intrigue et que la guerre du Mexique est une guerre illégitime.

« Je ne sais si une discussion pareille est bonne, opportune et patriotique; mais puisque ces doutes ont été émis, je viens sommairement, simplement, sans phrases, rétablir les faits pour vous. Messieurs, et pour le pays.

« La guerre que nous avons déclarée au Mexique est aussi légitime que jamais guerre ait pu l'être. Depuis de longues années des outrages odieux ont été prodigués aux Français. Les gouvernements qui se sont succédé, non-seulement n'ont pu protéger nos nationaux, mais ils ont coopéré à favoriser le brigandage dont nos compatriotes ont été victimes. Le sang des Français a coulé, on a extorqué leur argent, confisqué leurs propriétés; plusieurs de nos consuls ont été incarcérés, un de nos ministres, même, a été menacé.

« Nous avons souffert pendant nombre d'années tout ce que la patience d'une grande nation peut tolérer; mais notre dignité, nos intérêts, marquaient enfin un terme à toutes les violences de cette anarchie si tendrement caressée par l'honorable préopinant.

« Ce terme était marqué quand tous les intérêts français réclamaient une énergique intervention, quand les droits de nos nationaux étaient sacrifiés dans toutes les républiques du nouveau monde. Notre bras a même été trop lent dans l'intérêt de notre influence et de notre politique.

« L'honorable M. J. Favre a dit que sur notre insistance un accommodement eût été facile. Les accommodements! Mais les différents gouvernements du Mexique les ont prodigués; tous nous faisaient des promesses pour les violer le lendemain; pour nous indemniser, ils mettaient en dépôt des sommes d'argent qui, une fois accumulées, les tentaient, et ils se les volaient à eux-mêmes. (*On rit.*)

« L'honorable M. Jules Favre nous conseille d'occuper les ports et de retenir les produits des douanes. Lisez les dernières dépêches, vous y verrez que cette convention a été faite et que le lendemain un décret du gouvernement mexicain annulait les droits extérieurs et les remplaçait par des droits intérieurs.

« Je vous le demande, messieurs, à toutes ces violences, à toutes ces injures, à toutes ces divisions, ne devait-il pas y avoir une limite pour la patience de la France? (*Très-bien! très-bien!*)

« Entreprendre la défense d'un gouvernement qui depuis quarante ans a donné l'exemple de la plus déplorable anarchie, c'est trop préjuger de l'éloquence, c'est ne pas assez préjuger du sens politique de l'assemblée.

« La guerre est nécessaire, elle est légitime, elle est commandée par l'honneur et par l'intérêt de la France.

« La France ne fait pas à elle seule cette expédition, et vous vous en plaignez. Il y a cependant dans ces guerres faites en commun une grande pensée politique. Les puissances de l'Europe se jalousent facilement sur le terrain du nouveau monde, et c'est pour écarter tout soupçon que nous avons dit à l'Angleterre et à l'Espagne : « Venez avec nous. » Nous l'avions dit aussi à l'Amérique, mais elle a refusé; elle a des vues ul-

térieures, et notre politique ne lui convient pas. Notre offre était loyale et nous avons eu raison de la faire. (*Très-bien! très-bien!*)

« Cette expédition faite par trois puissances devrait vous rassurer contre ces suppositions qui ont été la base de votre discours. Vous attribuez au gouvernement je ne sais quels projets, sans pouvoir produire aucune preuve à l'appui de vos assertions.

« Les véritables motifs de l'expédition sont dans la convention passée entre les trois puissances ; c'est la protection plus efficace de la personne et de la propriété de nos nationaux.

« Quant aux préoccupations de l'honorable M. Jules Favre au sujet de modifications arrêtées d'avance dans le régime intérieur du Mexique, je me reporte encore à la convention : j'y vois encore cet engagement pris par les trois puissances de ne rechercher dans l'expédition ni acquisitions de territoires ni avantages particuliers, et de ne pas exercer une influence pouvant empêcher la nation mexicaine de constituer librement la forme de son gouvernement.

« Voilà les obligations nettes, précises, réglées et acceptées par les trois puissances.

« M. Jules Favre demande pourquoi nous allons à Mexico. Parce que la situation topographique et hygiénique du pays le demande autant que la situation politique. Rester sur le littoral, ce serait ne rien faire contre le Mexique et livrer nos troupes à la maladie. Il faut laisser derrière nous la fièvre jaune et aller chercher dans l'intérieur du pays des ennemis moins redoutables. Nous avons quitté la Vera-Cruz le 20 février; nous devons être à Mexico. (*Très-bien! très-bien!*)

« Maintenant si, par un retour bien facile à prévoir, ces populations, opprimées depuis quarante ans par des gouvernements qui les ont décimées, se réveillent, et, délivrées, voulaient se donner un gouvernement d'ordre et de liberté, les en empêcherions-nous? Empêcherions-nous ce malheureux peuple de chercher une combinaison nouvelle qui lui assure la sécurité, la propriété, la fortune, la vie? Non. Cette liberté doit lui être laissée; mais nous n'exercerons aucune contrainte : notre appui moral, nos conseils sont assurés à ces populations; notre force matérielle, jamais. L'indépendance et la souveraineté des vœux populaires ne seront pas plus violés au Mexique qu'ailleurs.



Les Cumbres.

« Quant à ces bruits qui donnaient ombrage à l'ambassadeur de S. M. Britannique, y avait-il là rien de bien grave? Les officiers français auraient dit en partant pour le Mexique qu'on allait y faire une royauté à un prince allemand. Quelle autorité de semblables assertions pouvaient-elles avoir? Cependant l'ambassadeur d'Angleterre s'est ému de ce qui se disait à cet égard, et il est allé à notre ministre des affaires étrangères qui lui a répondu : Cela n'est pas. Voilà les faits.

« En résumé, cette guerre légitime commandée par notre intérêt sera conduite énergiquement. Nous désirons que notre expédition permette à ce malheureux peuple de se donner un meilleur gouvernement; ce résultat, nous l'appelons de toutes nos espérances; nous n'y travaillerons pas de nos armes.

« Je termine par un seul vœu : c'est que les armes de la France triomphent au Mexique comme ailleurs, comme toujours, et y amènent la paix et la liberté. » (*Vive approbation.*)

L'amendement présenté par MM. J. Favre, etc., fut mis aux voix et rejeté.

CHAPITRE III

Projet d'ultimatum. — Dissentiments entre les plénipotentiaires. — Instructions données par M. Thouvenel. — Préliminaires de la Soledad. — Rupture des négociations.

L'occupation de la Vera-Cruz s'effectua sans difficulté ; mais les dissentiments commencèrent entre les puissances, à propos de l'ultimatum qui devait être signifié au gouvernement mexicain; la France réclamait douze millions de piastres, en raison des faits accomplis jusqu'au 31 juillet 1861.

Le solde du compte réglé séparément en 1853.

L'exécution pleine, loyale et immédiate d'un contrat passé au mois de février 1859, entre le gouvernement mexicain et la maison Jecker qui avait avancé deux millions de piastres non remboursées.

Le gouvernement français se réservait le droit de fixer le chiffre de ces réclamations ultérieures, pour les faits accomplis pendant le dernier semestre de l'année 1861 ; il exprimait le désir que des satisfactions et réparations fussent accordées à la France, à l'occasion des insultes dont le ministre avait été l'objet à Mexico, le 14 août 1861. Il fallait, en outre, que le gouvernement mexicain s'engageât à rechercher et à punir les auteurs des nombreux assassinats commis contre des Français ; à destituer le colonel Rajos, qui au mois d'octobre 1859, avait été complice du meurtre de M. Ricke, vice-consul de France à Tépic ; qu'un reliquat de onze mille piastres fût payé sur-le-champ à la veuve et aux enfants de cette déplorable victime.

Le projet d'ultimatum des plénipotentiaires français accordait au ministre de France le droit d'assister en tout état de cause, et par tel délégué qu'il désignerait, à toutes instructions ouvertes par la justice criminelle du pays; en garantie de l'accomplissement des conditions financières et autres posées par l'ultimatum, la France se réservait le droit d'occuper la Vera-Cruz, Tampico, ou tout autre port, et d'y charger des commissaires spéciaux d'assurer la rentrée des sommes dues à la France, et de prélever sur le produit des douanes les fonds stipulés par les conventions au profit des puissances étrangères; les commissaires auraient eu la faculté de réduire les droits de douane, les plénipotentiaires de la France, de l'Angleterre et de l'Espagne auraient réglé la répartition, entre les parties intéressées, des sommes prélevées sur le produit des douanes, ainsi que le mode et les époques de payement des indemnités.

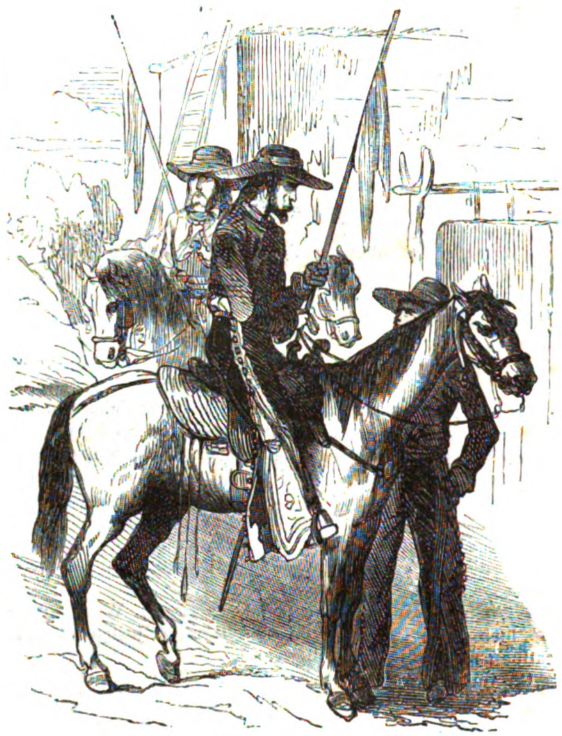
Des débats s'élevèrent sur cet ultimatum; sir Charles Wyke et le général Prim en trouvèrent les chiffres exorbitants, s'opposèrent à ce qu'on stipulât l'exécution du contrat passé par le général Miramon avec la maison Jecker, et firent une foule d'objections. Consulté par M. Dubois de Saligny, M. Thouvenel l'autorisa à céder sur quelques points; mais il maintint qu'il fallait toujours au début une affirmation nette et catégorique de ce que chaque puissance comptait obtenir, sans que les exigences mises en avant par l'une d'elles entraînât de droit l'appui des deux autres. Quelques mots de la dépêche du 28 février 1862 semblaient faire pressentir ce qui arriva.

« Si en ce qui nous concerne, nos conditions dépassaient la mesure de celles dont les représentants de la Grande-Bretagne et de l'Espagne seraient bien décidés à se contenter, nous aurions à aviser à l'attitude qui conviendrait le mieux à nos intérêts, en examinant s'ils n'auraient pas trop à souffrir de concessions faites au maintien d'une action commune des trois cours, ou si nous devrions, en restant scrupuleusement fidèles à l'esprit de la convention de Londres, c'est-à-dire en ne recherchant au Mexique ni avantage particulier, ni acquisition territoriale, poursuivre séparément les satisfactions dues à la France. »

Relativement à l'affaire Jecker, M. Thouvenel disait :

« J'appelle votre attention sur l'importance de bien séparer ce qui, dans cette affaire, peut réellement compromettre les intérêts que nous avons le devoir de protéger, de ce qui en affecterait d'autres d'un caractère tout différent. Le gouvernement actuel ne saurait prétendre priver nos nationaux des avantages que leur assurerait une mesure régulière prise par l'administration du général Miramon, par cette unique raison, que cette mesure émanait d'un ennemi; mais nous serions mal fondés, de notre côté, à vouloir imposer au gouvernement actuel des obligations qui ne découleraient pas essentiellement de sa responsabilité gouvernementale. »

Déjà aux yeux de notre ministre des affaires étrangères, on s'était écarté des limites de la convention de Londres; on en faisait une interprétation forcée. « C'est à tort, disait-il dans la même dépêche, que sir Ch. Wyke et M. le général Prim ont voulu, si je ne me trompe, voir dans ses clauses le droit, pour chacun des représentants des trois Puissances, d'exercer un contrôle obligatoire sur les demandes présentées par ses collègues au nom de leurs gouvernements respectifs. Il n'a jamais été entendu, en effet, qu'on dût se soumettre à une appréciation réciproque de ses griefs, et que les réparations exigées par la dignité ou les intérêts lésés de l'une des Puissances dussent être limitées à celles dont les deux autres seraient autorisées à se contenter. Il était naturel, sans doute, qu'ayant à



Les guerillos mexicains.

formuler un ultimatum en commun, les divers commissaires s'édifiassent d'abord mutuellement sur les griefs pour lesquels ils avaient à réclamer satisfaction ; mais cette communication préalable, faite à titre de simple information et en vue de mieux constater l'accord des différents représentants, n'entraînait nullement, je le répète, pour l'un d'eux, le droit de discuter ces griefs. La convention du 31 octobre a dévolu aux commissaires le pouvoir de statuer à propos des réclamations, mais, comme elle le dit elle-même, *sur les questions que pourraient soulever l'emploi et la distribution des sommes d'argent qui seront recouvrées du Mexique, en ayant égard aux droits respectifs des parties contractantes.* C'est, dans le principe, à chaque Puissance à apprécier seule ce qu'elle est légitimement fondée à réclamer. Autrement, si on avait dû se livrer d'abord à un examen réciproque des demandes formulées de part et d'autre, comme le pensaient vos collègues, on eût été exposé, ainsi que cela a été reconnu, à voir s'écouler plusieurs mois avant d'en avoir fini avec cette tâche. »

Une des objections faites par sir Charles Wyke disait que, l'ultimatum n'avait dû comprendre que les réclamations déjà admises par le Mexique, en vertu des traités et des conventions. Elle fut refusée par MM. de Saligny et Jurien de la Gravière, dans le sens qu'indique une dépêche ultérieure de M. Thouvenel,

en date du 7 mars. Il avoua que le texte de l'ultimatum lui avait paru d'abord trop rigoureux; mais qu'à la suite des explications qu'il attendait de M. Dubois de Saligny, il avait dû reconnaître que ce projet avait été précédé de mûres réflexions, et d'une constatation sérieuse du nombre de réclamations qui se recommandaient à la sollicitude de la France. Le ministre des affaires étrangères réfutait en ces termes les allégations de sir Charles Wyke :

« L'objection consistant à dire qu'il n'aurait dû comprendre que les réclamations déjà admises par le Mexique en vertu de traités ou de conventions, a dû surprendre M. Dubois de Saligny autant qu'elle nous surprend nous-mêmes. S'il devait en être ainsi, nous n'aurions, en effet, nullement atteint le but d'une expédition provoquée par les derniers actes du gouvernement mexicain. Ce qui a bien évidemment amené les trois puissances alliées à unir leurs forces contre lui, a été l'impossibilité d'admettre que toutes les règles du droit et de la justice fussent impunément violées à l'égard de leurs nationaux, et la ferme intention d'obtenir à la fois des réparations convenables pour le mal passé et des garanties ultérieures contre le retour des mêmes abus. Était-il, dès lors, dans la vérité des choses de prétendre que la France, la Grande-Bretagne et l'Espagne, en envoyant leurs escadres et leurs soldats au Mexique pour assurer, comme le dit la convention, au moyen d'une action combinée en commun, la protection efficace des personnes et des propriétés de leurs nationaux respectifs, n'avaient entendu exiger du gouvernement mexicain que l'accomplissement de conventions qui, ayant seulement trait à d'anciens griefs, laissaient sans satisfaction nos derniers et plus graves sujets de plainte?

« M. Dubois de Saligny ne l'a pas cru et nous ne le croyons pas non plus. Notre résolution et celle des cabinets de Londres et de Madrid, nous en demeurons bien convaincus, étaient, au moment où fut signé le traité du 31 octobre, d'imposer au Mexique la réparation pleine et sans faux-fuyant possible de tous les torts qu'il s'était donnés vis-à-vis des trois Puissances jusqu'au jour où elles mettaient le pied sur son territoire. Il ne nous appartient pas, d'ailleurs, de critiquer l'abandon que la Grande-Bretagne ou l'Espagne seraient prêtes à faire, en cette circonstance, d'une partie de leurs réclamations. Chacune des Puissances alliées est juge à cet égard de la conduite qu'il lui convient de tenir, et c'est parce que nous l'avons toujours pensé, que nous n'avons jamais admis un instant que les demandes formulées par l'un des représentants de ces Puissances dussent avoir, au préalable, l'assentiment des deux autres.

« L'opinion exprimée à ce sujet par sir Ch. Wyke a donc été, bien que le général Prim s'y soit rallié, justement combattue par M. Dubois de Saligny. »

On voit, par ce qui précède, que M. Thouvenel et le gouvernement français avaient été d'abord favorables à l'ultimatum, puis qu'il avait changé d'avis. Un revirement contraire s'effectua dans les idées des cabinets de Londres et de Madrid.

Le comte de Flahaut écrivait le 11 mars : « J'ai amené lord Russell à reconnaître que le commissaire de Sa Majesté Britannique avait méconnu l'esprit de la convention signée à Londres, lorsqu'il avait refusé son assentiment au projet d'ultimatum de la France. Comme nous, lord Russell n'admet point, en effet, que les demandes formulées par un des représentants des Puissances alliées doivent avoir au préalable l'assentiment des deux autres; il pense toutefois qu'en vertu de la solidarité qui lie leurs gouvernements dans une action commune, et de la garantie réciproque qu'ils se prêtent, chacun des commissaires a le droit de faire des observations et de dire son opinion sur l'ultimatum de ses collègues. Le principal secrétaire d'État s'associe, pour sa part, à celle qu'a exprimée sir Ch. Wyke à propos des clauses de l'ultimatum présenté par M. Dubois de Saligny. Notre demande de douze millions de piastres lui semble exagérée : la clause qui exige l'exécution du contrat fait avec la maison Jecker lui paraît motiver aussi les plus sérieuses objections; il m'a dit qu'à ses yeux ce n'était pas un de ces engagements qui méritaient une protection telle qu'il fallût en poser l'exécution comme une des conditions de l'ultimatum.

« Je ne connaissais point suffisamment le contrat dont il s'agit, monsieur le ministre, pour pouvoir entrer, sur ce point, dans une discussion approfondie; je me suis borné à répondre que Votre Excellence avait laissé M. Dubois de Saligny libre de modifier ses exigences, et que ce dernier aurait consenti à laisser l'affaire Jecker parmi les questions réservées, si sir Ch. Wyke avait voulu donner son assentiment aux autres conditions contenues dans l'ultimatum français et notamment à la première. Quant à l'exagération prétendue de la somme dont nous avions fixé le chiffre, j'ai maintenu le droit qu'avait eu le plénipotentiaire français de comprendre dans sa demande non-seulement les créances qui avaient fait précédemment l'objet de conventions avec le gouvernement mexicain, mais encore celles qui n'avaient pas encore été reconnues par ce dernier, et qui n'étaient pas liquidées, et, à ce propos, j'ai laissé entendre que si l'on continuait à prétendre que nous devions renfermer les réclamations que nous nous croyons en droit d'exiger du Mexique dans la mesure de celles dont les représentants de la Grande-Bretagne et de l'Espagne étaient décidés à se contenter, ce serait peut-être nous conduire à examiner si nos intérêts n'auraient pas trop à souffrir de concessions faites au maintien d'une action commune, et s'il ne serait pas préférable pour nous de poursuivre séparément les satisfactions qui nous sont dues. J'ai ajouté qu'il paraissait essentiel avant tout au gouvernement de l'Empereur que le gouvernement mexicain ne pût pas se trouver plus tard en position de discuter les obligations qui lui auraient été imposées, et que c'était surtout dans ce but qu'il jugeait nécessaire de formuler ses exigences en fixant dès aujourd'hui le chiffre des indemnités mises à la charge du Mexique. « Ce chiffre peut « être maintenu ou modifié par notre commissaire, ai-je dit; « mais, une fois accepté par le gouvernement mexicain, nous « ne nous refuserons pas à ce qu'une commission spéciale dé« termine plus tard exactement ce que doit être, en définitive, « le montant de notre indemnité, pour satisfaire strictement à « nos réclamations. » Et j'ai alors indiqué quelles facilités de temps nous étions disposés à accorder au gouvernement mexicain pour s'acquitter. Lord Russell a accepté cette idée d'une commission et m'a annoncé qu'il allait inviter sir Ch. Wyke à se désister de son opposition. »

Rien d'équivoque dans ce langage; lord Russell va inviter le représentant de l'Angleterre à se désister de son opposition. A Madrid, après une hésitation première, on en vient à partager les vues du gouvernement impérial, mais tandis que les trois Puissances s'entendent en Europe, un incident des plus inattendus se passe à la Soledad, petite ville située entre la Vera-Cruz et Orizaba.

Le général Prim conclut avec le général Doblado les préliminaires d'un traité qui furent signés le 19 février 1862.

Voici cette pièce, qui fut ratifiée, on ne sait guère pourquoi, par les représentants de toutes les Puissances.

PRÉLIMINAIRES DE LA SOLEDAD.

ARTICLE PREMIER. Étant admis que le gouvernement constitutionnel qui régit actuellement la république du Mexique a déclaré aux commissaires des Puissances alliées qu'il n'a pas besoin du secours que ces commissaires ont offert avec tant de bienveillance au peuple mexicain, attendu qu'il possède en lui-même les éléments de force et d'opinion nécessaires pour se maintenir contre toute révolte intestine, les alliés se placent dès à présent sur le terrain des traités pour formuler toutes les réclamations qu'ils ont à faire au nom de leurs nations respectives.

ART. 2. Dans ce but, les représentants des Puissances alliées protestant, comme ils protestent, qu'ils n'ont aucune intention de porter atteinte à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité du territoire de la République, des négociations s'ouvriront à Orizaba, où devront se réunir MM. les commissaires et deux des ministres du gouvernement de la République, à moins que des deux côtés on ne convienne de se faire représenter par des délégués.

ART. 3. Pendant la durée des négociations, les forces des Puissances alliées occuperont les trois villes de Cordova, Orizaba et Tehuacan, avec leurs rayons naturels.

ART. 4. Afin qu'il ne puisse entrer dans la pensée de personne que les alliés ont signé ces préliminaires pour se procurer le passage des positions fortifiées qu'occupe l'armée mexicaine, il est stipulé que si, malheureusement, les négociations venaient à se rompre, les forces alliées évacueraient les villes susdites et retourneraient se placer sur la ligne qui est

en deçà desdites fortifications, sur le chemin de Vera-Cruz, les points extrêmes principaux en étant celui de Paso-Ancho, sur la route de Cordova, et celui de Paso de Ovejas, sur la route de Jalapa.

Art. 5. S'il arrivait malheureusement que les négociations se rompissent, et que les troupes alliées se retirassent sur la ligne indiquée dans l'article précédent, les hôpitaux qu'ils auraient établis resteraient sous la sauvegarde de la nation mexicaine.

Art. 6. Le jour où les troupes alliées se mettront en marche pour occuper les points indiqués dans l'article 3, le pavillon mexicain sera arboré sur la ville de Vera-Cruz et sur le château de Saint-Jean-d'Ulloa.

Soledad, 19 février 1862.

El Conde de Reus.
Manuel Doblado.

J'approuve ces préliminaires en vertu des pleins pouvoirs dont je suis revêtu.

Mexico, 23 février 1862.

Benito Juarez.
Jesus Terran.

Approuvé :

Lennox Wyke. D. de Saligny.
Hugh Dunlop. E. Jurien.

Les trois Puissances furent unanimes à blâmer cette convention ; elle n'assurait aucune garantie et donnait de la force au gouvernement de Juarez. Mais, cette fois encore, il y eut, de la part de l'Angleterre et de l'Espagne, une subite volte-face. Le regret qu'il en éprouve, M. Thouvenel le peint dans sa dépêche du 12 avril à M. Dubois de Saligny.

« Le langage tenu à M. le comte de Flahaut par lord Russell m'autorisait à vous dire précédemment, comme je l'ai fait, que le gouvernement anglais partageait à ce moment notre opinion sur la marche suivie dans les dernières négociations avec le gouvernement mexicain. Mais il résulte de la communication que lord Cowley vient de me donner d'une dépêche du principal secrétaire d'État britannique que, si le cabinet de Londres a d'abord, en effet, jugé assez sévèrement la convention de la Soledad, les explications fournies depuis par sir Ch. Wyke ont modifié cette première impression. Lord Russell n'approuve toujours pas tous les détails de cet arrangement, et notamment l'apparition du drapeau mexicain à Vera-Cruz ; mais il se montre satisfait que les griefs pour lesquels il y a lieu d'obtenir réparation soient devenus l'objet de négociations, et il exprime l'espoir qu'étant entrés dans cette voie, on arrivera à un résultat de nature à désintéresser les Puissances signataires de la convention de Londres. »

La dépêche se terminait par cette fière déclaration :

« Je me suis borné à dire à lord Cowley, pour répondre à la communication que j'en recevais, que nous ne pouvions apprécier les choses du même point de vue, et que, du moment où les troupes anglaises ne se trouvaient point engagées avec les nôtres dans l'intérieur du Mexique, le gouvernement de l'Empereur demeurait le seul juge des exigences que comportait, dans les circonstances actuelles, le soin de sa dignité militaire. »

Le maréchal O'Donnell disait encore à M. Barrot, au commencement d'avril, qu'il avait la confiance qu'une parfaite entente ne pouvait manquer de s'établir entre M. le marquis de Castillejos et M. le général de Lorencez. Il réitérait l'assurance que le commandant en chef des forces espagnoles avait ordre de repousser désormais toute mesure dilatoire et de marcher sans hésitation vers le but que les Puissances alliées se proposaient. Quelques jours après, il changeait inopinément de langage, et il exprimait le désir que des plénipotentiaires des trois Puissances fussent réunis pour se concerter d'avance au sujet des diverses questions qui pourraient surgir des négociations ouvertes à Orizaba.

M. Thouvenel répondit qu'il ne pensait pas qu'il y eût une utilité pratique à réunir une conférence qui ne pourrait délibérer que de loin, sur des éventualités plus ou moins hypothétiques ; qu'il croyait qu'il valait mieux attendre les développements de la situation sans chercher à devancer les événements. Ou les négociations seraient rompues, et il ne resterait plus qu'à poursuivre énergiquement l'expédition ; ou elles aboutiraient à un traité, et pour l'apprécier, il faudrait nécessairement en connaître le texte ; qu'en toute apparence, le cabinet de Madrid partageait entièrement la manière de voir de celui des Tuileries. Quelle fut la surprise de notre ministre des affaires étrangères, quand M. Calderon Collantès donna aux cortès une approbation sans réserve de la marche suivie par le général Prim et des préliminaires de Soledad !

On pouvait cependant conserver l'espoir que les représentants des Puissances au Mexique arriveraient à un commun accord. Ils s'acheminèrent vers Orizaba, d'où le général Prim écrivait, le 19 mars, à son ministre de la guerre :

La *Gazette de Madrid* publie le rapport suivant :

« *Corps expéditionnaire du Mexique, état-major général.*

« Suivant le rapport que j'eus l'honneur d'adresser à Votre Excellence à la date du 27 du mois dernier, la seconde brigade, qui avait été campée à la Tejederia, se mit en marche vers cette cité le 1er, accompagnée de tout le matériel de ce corps d'armée, de la cavalerie et de l'artillerie ; le 2, la première brigade et le bataillon d'infanterie de marine exécutèrent leur mouvement à partir de Santa-Fé. Les journées de marche ont été un peu courtes, en raison du manque d'eau, car il fallait s'en approvisionner à chaque halte.

« La seconde brigade, qui formait l'avant-garde, s'est rencontrée le 7 à la Soledad avec le corps expéditionnaire de France, qui avait pris du repos sur ce point, d'où il s'est mis en route dans la soirée du même jour, nous devançant ainsi d'une journée de marche. Malgré le mauvais état de la route, j'ai la satisfaction de faire savoir à Votre Excellence que la marche des deux brigades s'est effectuée avec la plus grande régularité, et qu'elles n'ont eu de retardataires que les malades atteints des fièvres ordinaires, qui seront dirigés vers les localités choisies antérieurement pour le lieu de leur réunion, d'où ils seront dirigés sur les hôpitaux qui leur auront été désignés.

« Les troupes se sont mises en marche le 1er de la Tejederia et la seconde brigade, partant de Santa-Fé, approvisionnée pour cinq jours. Les trains des équipages de l'administration militaire qui suivaient la première brigade portaient aussi des approvisionnements pour trois jours de plus, dont on fit la distribution à Palo-Verde. De ce point, on renvoya les chariots à la Vera-Cruz pour y prendre de nouvelles munitions de bouche et de guerre. Pendant la marche, on a donné aux Français toute l'assistance dont ils ont eu besoin, parce que, avec leurs immenses fourgons, ils ont eu de nombreuses difficultés à surmonter dans différents passages de la route. Le 6, j'arrivai avec la seconde brigade et le quartier général à Cordova, et fis camper les troupes de l'autre côté de la ville. La première brigade, qui est arrivée, s'y est établie le 7.

« Dans la journée du 9, je me suis rendu à Orizaba avec la seconde brigade, à laquelle j'avais donné préalablement deux jours de repos. J'ai pu loger convenablement sur ce point la seconde brigade ainsi que le 3e bataillon d'infanterie de marine, qu'on y a incorporé pour suppléer au vide du bataillon de chasseurs de Bailen, à celui de la cavalerie et de l'artillerie. Dans ce moment, je m'occupe aussi à disposer des emplacements propres à recevoir la première brigade. Tout s'est passé parfaitement dans les diverses localités que nous avons traversées. Dans le but d'obvier aux difficultés qui pourraient surgir dans la continuation de notre itinéraire, et en raison des mauvais chemins que les moyens de transport du corps d'armée que je commande auront à parcourir, je m'occupe à organiser et à établir des magasins de vivres et d'approvisionnements sur les points convenables, de manière à subvenir à nos besoins quelle que soit la tournure que prennent les affaires dans ce pays.

« Dans la nuit du 6, à l'heure de la retraite, le magasin de poudre de Saint-André de Chaldricomula, où était casernée la brigade mexicaine, commandée par le général Mejia, a fait explosion. Dès que j'en ai été informé, j'ai donné l'ordre à deux médecins du quartier général ainsi qu'à leurs aides de s'y rendre ; le vice-amiral français y a envoyé également des secours, car on présume que cette catastrophe a dû coûter la vie à 1,200 individus et qu'il y a eu 300 blessés. Je suis heureux d'adresser ces détails à Votre excellence pour que vous les portiez à la connaissance de S. M. la reine (que Dieu garde).

« Dieu garde Votre Excellence de longues années.

« Orizaba, 19 mars 1862.

« Comte de Reus. »

A Orizaba, de nouvelles dissensions surgirent. Sir Charles Wyke reprocha aux Français de dénaturer le but de l'expédition en soutenant le général Almonte et en épousant la cause du parti hostile à Juarez. De son côté, le général Prim agissait auprès du cabinet de Madrid pour lui faire adopter, à l'égard du gouvernement de Mexico, une politique de ménagements. A la suite de discussions réitérées, le 10 avril, une rupture complète éclata.

Il existe, sur les causes de cette rupture une multitude de dépêches confuses, contradictoires, écrites au point de vue de telle ou telle puissance. Il serait difficile de dégager avec netteté les faits des paroles échangées en cette occasion. Ce que nous pouvons mettre en lumière, c'est le prétexte dont se servit le général Prim pour abandonner la glorieuse partie qu'il avait commencée le premier.

Il avait échangé quelques lettres, toutes confidentielles, avec l'amiral Jurien de la Gravière, et comme l'a dit plus tard avec raison M. Thouvenel, ces lettres n'auraient pas dû être mises en circulation. D'ailleurs, toutes les réponses du comte de Reus n'accusaient aucun mécontentement. Quelques lignes de cette correspondance furent pourtant le point de départ d'une fâcheuse rupture, ainsi qu'il appert de la pièce suivante :

Le ministre des affaires étrangères au chargé d'affaires de S. M. à Paris.

« Madrid, 21 mai 1862.

« Le résultat de la conférence tenue à Orizaba le 9 avril dernier, par les plénipotentiaires des gouvernements signataires de la convention de Londres, a causé au gouvernement de la reine la plus grande surprise et le plus vif chagrin. Les termes et les idées de la lettre adressée par l'amiral Jurien de la Gravière au comte de Reus, le 20 mars dernier, et sa tendance évidente à changer une situation prise et soutenue pendant quatre mois, ont profondément affecté le gouvernement de la reine.

« Le langage de l'amiral, manifestant la nécessité de mettre un terme aux discussions qui avaient fait de la république mexicaine le scandale de l'Europe et d'établir au Mexique un gouvernement monarchique, dénotait l'abandon complet du système jusque-là suivi dans les négociations, de concert avec les autres plénipotentiaires. Le gouvernement de la reine n'hésite pas à affirmer que les déclarations de l'amiral, outre qu'elles étaient tardives, se trouvaient en opposition avec tous les faits antérieurs et avec l'esprit et la lettre de la convention de Londres.

« Le langage de l'amiral français a dû convaincre le comte de Reus que l'action collective des puissances concertée par la convention de Londres cessait, et que l'on ne pouvait espérer la coopération, les secours des troupes françaises, que lorsque les troupes espagnoles se trouveraient engagées dans une situation périlleuse. Quelque généreuse que fût l'offre de l'amiral français, il était facile de voir que, d'après son langage, la présence des troupes espagnoles sur le territoire mexicain avait été dès le principe un inconvénient et qu'elle pouvait devenir ultérieurement un péril.

« Il n'était pas possible d'être plus catégorique; ç'avait été une erreur de donner une couleur trop espagnole à l'expédition; elle allait être à l'avenir une expédition française, et la France n'entendait plus que soutenir les troupes espagnoles dans des cas extrêmes. Après la communication de ce document, la conférence d'Orizaba eût été inutile. La position du comte de Reus comme général et comme plénipotentiaire était claire; elle était parfaitement définie.

« Abandonner la politique suivie depuis longtemps, renoncer aux résultats que l'on allait atteindre, aider à l'exécution d'une pensée qui n'était pas celle de la convention de Londres ni celle de son gouvernement, demeurer spectateur tranquille d'événements graves et d'une importance majeure et compromettre peut-être dans l'inaction la santé, le prestige de ses troupes, telle était l'alternative pénible où l'on avait placé le comte de Reus. Toutefois la réponse faite à l'amiral le 21 mars fut modérée et circonspecte.

« Le général Prim ne refuse pas d'ouvrir la lutte; il ne craint pas les combats, mais il demande qu'on ne dénature pas le but de l'expédition et que, sans être française ni espagnole exclusivement, cette expédition continue d'être toujours une expédition alliée, les généraux et plénipotentiaires demeurant comme par le passé soumis aux résolutions de la conférence.

« Le 23 mars, le comte de Reus, voulant épuiser tous les moyens de conciliation, propose une nouvelle conférence de concert avec le plénipotentiaire anglais. La conférence se réunit le 9 avril. On connaît son résultat. Le parti que devait adopter le général espagnol lui était indiqué; il en savait toute la gravité, il savait qu'en le prenant il assumait une immense responsabilité, il n'a pas reculé devant son devoir; il ne pouvait pas douter que son gouvernement apprendrait avec douleur et surprise les pensées consignées dans la dépêche de l'amiral français du 20 mars.

« A cet égard, le comte de Reus a prévu avec exactitude l'impression qui en devait résulter. Si la séparation des forces des deux gouvernements amis devait être très-pénible pour le gouvernement de la reine, la cause qui y donnait lieu devait aggraver encore le chagrin. Le gouvernement de la reine a la conscience d'avoir suivi une politique loyale, prudente et conciliatrice, dans tous les actes, dans toutes les dispositions qu'il a dû adopter pendant l'expédition.

« Si le gouvernement de S. M. I. donnait à celui de la reine l'assurance que l'amiral n'a pas exprimé la pensée gouvernementale et qu'il a méconnu les égards dus à l'Espagne, la discussion des autres points qui doivent occuper les trois gouvernements amis pourrait être entamée avec la sincérité et la bonne foi dont ils sont animés, et probablement le résultat serait plus satisfaisant que celui des conférences d'Orizaba, ou tout du moins il en atténuerait les effets.

« Lecture de la présente dépêche devra être donnée à M. Thouvenel, et copie lui en sera laissée s'il la demande. »

La politique de concessions et de ménagements soutenue par le général Prim aux conférences d'Orizaba avait rempli de joie les partisans de Juarez. Ils cherchèrent à animer la population contre les Français, auxquels ils prêtaient gratuitement toutes sortes de projets d'oppression. Afin de combattre les calomniateurs, MM. Dubois de Saligny et Jurien de la Gravière adressèrent aux Mexicains une proclamation :

« Orizaba, 17 avril.

« MEXICAINS,

« Nous ne sommes pas venus ici pour prendre part à vos dissensions; nous sommes venus pour les faire cesser. Ce que nous voulons, c'est faire appel à tous les hommes de bien pour qu'ils se consacrent à la consolidation de l'ordre, à la régénération de votre beau pays.

« Pour donner un échantillon de l'esprit sincère de conciliation dont nous venons animés, nous nous sommes d'abord adressés au gouvernement, contre lequel nous avions des motifs de plaintes les plus sérieux.

« Nous lui avons demandé d'accepter notre assistance pour fonder au Mexique un état de choses qui nous épargnât pour l'avenir la nécessité de ces expéditions lointaines, dont le plus grand inconvénient est de suspendre le commerce et d'empêcher le cours de relations qui sont aussi profitables à l'Europe qu'à votre pays.

« Le gouvernement mexicain a répondu à la modération de notre conduite par des mesures auxquelles nous n'eussions jamais prêté notre appui moral, et que le monde civilisé nous reprocherait de sanctionner par notre présence.

« Entre lui et nous la guerre est aujourd'hui déclarée; toutefois nous ne confondons pas le peuple mexicain avec une minorité oppressive et violente; le peuple mexicain a toujours eu droit à nos plus vives sympathies; il lui reste à s'en montrer digne. Nous faisons appel à tous ceux qui ont confiance dans notre intervention, peu importe à quel parti ils peuvent avoir appartenu.

« Aucun homme éclairé ne pourra croire que le gouvernement né du suffrage d'une des nations les plus libérales d'Europe ait pu avoir un moment l'intention de rétablir chez un peuple étranger les antiques abus et les institutions qui ne sont déjà plus du siècle; nous voulons une justice égale pour tous, et nous voulons que cette justice ne soit pas imposée par nos armes; le peuple mexicain doit être le premier instrument de son salut. Nous n'avons d'autre but que celui d'inspirer à la partie honnête et pacifique du pays, c'est-à-dire aux neuf dixièmes de la population, le courage de prononcer sa volonté.

« Si la nation mexicaine demeure inactive, si elle ne comprend pas que nous lui offrons une occasion inespérée pour sor-

tir de l'abîme; si elle ne vient pas par ses efforts nous donner l'appui de son sentiment et sa coopération morale, il est évident que nous n'aurons plus à nous occuper que des intérêts précis en vue desquels la convention de Londres a été conclue.

« Que tous les hommes si longtemps divisés par des querelles aujourd'hui sans objet se hâtent de se réunir à nous; ils tiennent entre leurs mains les destinées du Mexique; le drapeau de la France a été planté sur le sol mexicain, ce drapeau ne reculera pas. Que tous les hommes honorables l'accueillent comme un drapeau ami! Que les insensés osent le combattre!

« Signé : A. DE SALIGNY,
« E. JURIEN. »

La France restait seule, mais elle acceptait l'abandon de ses alliés sans avoir un seul instant la pensée de les imiter. « Nous regrettons, écrivait M. Thouvenel le 10 juin 1862, d'avoir à accomplir seuls une tâche dont nous aurions été heureux et fiers de partager les dangers avec la glorieuse armée espagnole; nous nous efforcerons d'y suffire. Nous poursuivrons les réparations qui nous sont dues, nous exigerons pour l'avenir des garanties sérieuses et durables. Si, en accomplissant cette tâche, qui est avant tout celle que nous nous sommes imposée, nous pouvons venir en aide aux efforts qui seraient tentés par le pays lui-même pour sortir de l'anarchie qui le dévore et pour se reconstituer sur des bases nouvelles et solides, nous ne refuserons pas notre appui moral à des manifestations qui nous paraîtraient mériter nos sympathies. En agissant ainsi, nous avons la confiance de servir la cause de la civilisation et nos propres intérêts, que nous ne séparons pas, dans ces régions lointaines, de ceux des alliés qui ont signé avec nous la convention de Londres. »

Il fut décidé qu'un corps expéditionnaire considérable s'embarquerait sous les ordres du général Forey. En attendant son départ, MM. Jurien de la Gravière et Dubois de Saligny eurent à se tenir dans la ligne de conduite qui leur avait été tracée par le ministre des affaires étrangères, et dont nous empruntons au *Moniteur* de mai 1862 la partie la plus essentielle :

« Notre sentiment sur la situation intérieure du Mexique, notre désir de voir ce pays se reconstituer dans des conditions nouvelles d'ordre et de stabilité, ne sauraient se modifier et s'affaiblir; mais s'il devait sortir transformé de la crise actuelle, ce n'est pas du camp français que doit partir l'initiative de sa régénération; c'est du pays lui seul reprenant, grâce à notre présence, confiance en lui-même et en l'appui moral qu'il aurait certainement à attendre de tous les gouvernements, le jour où, en se réorganisant plus honnêtement et plus régulièrement, il offrirait à tous les garanties que l'expédition combinée avait pour objet de lui demander.

« L'intérêt de notre dignité et des considérations puisées dans les circonstances climatériques du littoral se réunissent pour exiger un résultat prompt et décisif. C'est principalement en vue de cette éventualité qu'il est mis à votre disposition un corps de troupes de débarquement qui, joint aux autres contingents militaires, fournira aux alliés les moyens d'étendre le cercle de leur action. Le gouvernement de l'Empereur admet que, soit pour atteindre le gouvernement mexicain, soit pour rendre plus efficace la coercition exercée sur lui par la prise de possession de ses ports, vous puissiez vous trouver dans la nécessité de combiner une marche dans l'intérieur du pays, qui conduirait, s'il le fallait, les forces alliées jusqu'à Mexico même. J'ai à peine besoin d'ajouter qu'une autre raison pourrait vous y déterminer : ce serait la nécessité de pourvoir à la sûreté de nos nationaux, dans le cas où elle se trouverait menacée sur un point quelconque du territoire mexicain que l'on pourrait raisonnablement atteindre.

« Les puissances alliées ne se proposent, je vous l'ai dit, aucun autre but que celui qui est indiqué dans la convention : elles s'interdisent d'intervenir dans les affaires intérieures du pays, et notamment d'exercer aucune pression sur les volontés des populations, quant au choix de leur gouvernement. Il est cependant certaines hypothèses qui s'imposent à notre prévoyance et que nous avons dû examiner. Il pourrait arriver que la présence des forces alliées sur le territoire du Mexique déterminât la partie saine de la population, fatiguée d'anarchie, avide d'ordre et de repos, à tenter un effort pour constituer dans ce pays un gouvernement présentant les garanties de force et de stabilité qui ont manqué à tous ceux qui s'y sont succédé depuis l'émancipation. Les Puissances alliées ont un intérêt commun et trop manifeste à voir le Mexique sortir de l'état de dissolution sociale où il est plongé, qui paralyse tout développement de sa prospérité, annule pour lui-même et pour le reste du monde toutes les richesses dont la Providence a doté un sol priviligié, et les oblige elles-mêmes à recourir périodiquement à des expéditions dispendieuses, pour rappeler à des pouvoirs éphémères et insensés les devoirs des gouvernements. Cet intérêt doit les engager à ne pas décourager des tentatives de la nature de celles que je viens de vous indiquer, et vous ne devriez pas leur refuser vos encouragements et votre appui moral, si, par la position des hommes qui en prendraient l'initiative et par la sympathie qu'elles rencontreraient dans la masse de la population, elles présentaient des chances de succès pour l'établissement d'un ordre de choses de nature à assurer aux intérêts des résidents étrangers la protection et les garanties qui leur ont manqué jusqu'à présent. »

CHAPITRE IV

Premières opérations militaires.

Les incidents que nous venons d'exposer avaient naturellement retardé les opérations militaires. Les troupes françaises, commandées par le général comte de Lorencez, s'étaient empressées, dès leur arrivée, de s'éloigner d'une côte malsaine, et, ne laissant à la Vera-Cruz qu'une faible garnison, elles s'étaient cantonnées à Orizaba, non loin de la montagne volcanique du même nom, qui n'a pas moins de 5,456 mètres d'élévation au-dessus du niveau de la mer. C'est une ville de 12,538 âmes, où les dévots mexicains viennent en foule se prosterner devant une image miraculeuse. Sa manufacture de tabacs, florissante encore, était autrefois pour l'Espagne la source d'immenses revenus. Ses fabriques de draps et de cotonnades sont aussi actives que peuvent l'être des fabriques dans la terre chaude, la *Tierra Caliente*.

Des rapports inexacts avaient fait supposer au général de Lorencez que les dispositions favorables d'une population, lasse de Juarez, lui aplaniraient le chemin de la Puebla de los Angeles, cette opulente et industrieuse cité, dont la position assurerait au corps expéditionnaire des logements salubres et des subsistances abondantes. Il s'aventura donc, le 27 avril, sur la route escarpée qui unit ces deux villes.

Le premier point remarquable que les voyageurs rencontrent en sortant d'Orizaba, à cinquante-cinq kilomètres de la Vera-Cruz, est le Pont national, autrefois Pont royal, jeté, par les Espagnols, sur un ravin au fond duquel coule le rio de la Antigua. Ses sept arches disposées en ligne courbe relient deux gorges de montagnes, dont l'une est couronnée par les débris d'un fort démantelé.

Vingt kilomètres plus loin, on passe sur un autre pont le rio del Plan, qui marque la limite de la terre chaude, et l'on commence à gravir les versants abruptes, dits les *Cumbrès*, qui montent aux plateaux de la zone tempérée. Malgré cette dénomination, on trouve au delà du défilé du Cerro-Gordo les plantes des tropiques : le bananier, l'oranger, la canne à sucre, le liquidambar, le palma-christi, le jalap (*convolvulus jalapa*). Ce liseron, dont la racine a des propriétés purgatives énergiques, fut découvert dans la vallée à laquelle il doit son nom, en 1777, par Thierry de Menonville, botaniste français.

De la petite ville de Jalapa jusqu'à Perote, dont l'altitude est de 2,353 mètres, le chemin monte par des rampes ardues, en tournant autour d'une montagne qui a conservé sa désignation aztèque, le Nauhcampatepetl. Au nord du bourg de Pérote, s'allongent les remparts de la citadelle de San-Carlos, qui contient une fonderie, une manufacture d'armes et un dépôt de munitions.

Un désert de sable, parsemé de quelques hameaux, égayé par de rares oasis, s'étend de Perote à Sierra del Pinal. Près du pueblo de las Ventillas, on franchit la ligne frontière de l'état de la Vera-Cruz et de celui de la Puebla. « Çà et là, a écrit M. Ernest Vigneaux, s'élèvent sur la plaine quelques mornes pierreux hérissés d'aloès; l'horizon de l'ouest est borné par le Cerro de Pizarro, masse volcanique noire et pelée; celui de l'est par le Coffre. Bien qu'il n'y ait pas trace de cratère au sommet de ce pic, dont le couronnement de porphyre basaltique est probablement de formation éruptive, tout porte à

croire que c'est un ancien volcan ; autour de lui, dans un vaste rayon, la contrée, tourmentée, est déserte et désolée, et présente des champs de laves et de scories volcaniques où végètent quelques arbustes rachitiques, quelques palmiers nains, quelques pieds de *magney* et de *yuca*.

Autour de Napaluca, on cultive sur une vaste échelle le *magney*, qui fournit le *pulque*, cette boisson favorite du Mexicain. Ce pueblo est situé au pied de la sierra del Pinal. La route ne tarde pas à s'engager dans des défilés étroits, montueux, sauvages et suspects, bordés de talus de rochers couronnés d'arbres touffus; de distance en distance, elle traverse un vallon agreste et inculte, où paissent quelques animaux. Le village de San-Diego del Pinal se trouve au milieu de ce désert. La sierra, qui doit son nom à des forêts de sapins, court dans la direction du nord-ouest au sud-est, et s'appuie, d'un côté sur les contre-forts de l'Orizaba, de l'autre sur la sierra Malinche ou *Matlalcueyatl*, nœud de montagnes qui séparait jadis le territoire Tlascalan de ceux de Cholula et de Tepeaca. Le mot de Malinche a été substitué à celui de *Matlalcueyatl* à l'époque de la conquête par les indigènes eux-mêmes; Malinche, Malinxe ou Malintzin, — on trouve les trois orthographes chez les anciens chroniqueurs, — était le nom qu'ils avaient donné à Cortez. Suivant Gomara, ce nom signifiait *Dieu tombé du ciel;* le brave capitaine Diaz, témoin de tous ces événements, et peu porté à les poétiser, assure qu'il voulait dire simplement *maître de Marina*. On sait que Marina était une jeune esclave aztèque donnée à Cortez par le cacique de Tabasco, qui devint la maîtresse du grand capitaine, son interprète, son secrétaire, et rendit d'éminents services aux Espagnols et à ses propres compatriotes.

Au delà des gorges del Pinal, on rencontre de nouveau la plaine, le pueblo d'Acajete, et, à peu de distance, celui d'Amozoque, qui n'est lui-même qu'à douze kilomètres de la Puebla.

M. Ernest Vigneaux, ce fidèle observateur de la nation mexicaine, va nous fournir sur Puebla des détails qu'on ne lira pas sans intérêt.

Puebla de los Angeles est la capitale de l'État du même nom que bornent ceux de la Vera-Cruz, de Guerrero et d'Oajaca au nord et à l'est, celui de Mexico à l'ouest, et l'océan Pacifique au sud. Sa superficie est de 34,000 kilomètres carrés environ, ce qui représente à peu près l'étendue du Hanovre; il ne renferme pas plus de 680,000 habitants. Puebla est la seconde ville du Mexique, tant par son commerce que par son luxe, ses monuments, et enfin sa population, qui est de 75 à 80,000 âmes. Ce chiffre n'est, bien entendu, qu'approximatif, les opérations du recensement n'ayant jamais été faites d'une manière satisfaisante au Mexique; toujours associées, dans l'esprit des gouvernés, à l'idée de taxation, elles ont toujours rencontré chez eux la mauvaise volonté la plus complète et la plus ingénieuse.

Puebla fut fondée en 1530, sous les auspices du premier vice-roi, don Antonio de Mendoza, et du président de l'Audience de Mexico, don Sebastian Ramirez de Fuenleal, à quelque six ou sept lieues de la célèbre Cholula, la ville sainte de l'Anahuac. La nouvelle ville, dans son développement, mina bientôt l'ancienne, de même que la foi des conquérants étouffa celle des vaincus. La tradition sacerdotale veut que les anges aient construit en partie la cathédrale de Puebla, qui a pris de là le nom de *Ville des Anges*. Le plateau sur lequel elle est assise est fertile et sain; élevé de 2,196 mètres, il appartient à la terre froide, qui comprend tout ce qui se trouve au-dessus de 1,800 mètres. Les fruits d'Europe, les céréales et une partie des fruits de la terre chaude, sont les productions de cette dernière zone; le bananier n'y mûrit pas, il est vrai, mais l'olivier et l'oranger y prospèrent, car il ne gèle jamais ou du moins très-rarement, et trop légèrement pour nuire à cette végétation. La chaleur moyenne du jour ne baisse pas au-dessous de 13 à 14 degrés cent. dans les temps les plus froids, excepté toutefois sur certains plateaux, comme ceux de Perote, de Tlascala, de Toluca, etc., où l'olivier ne croît pas et où la chaleur du jour ne dépasse guère 6 à 8 degrés. Pour que la classification climatérique du Mexique fût exacte et complète, il faudrait que ces plateaux constituassent une quatrième zone qui aurait droit à la qualification de froide : ceux de Puebla, de Mexico, de Guadalajara, du Bajio, etc., formeraient la zone tempérée; ceux de Jalapa, d'Orizaba, de Tepic, etc., la zone chaude, et enfin le littoral serait une zone torride.

Puebla est une belle ville; ses longues rues régulières et se coupant à angles droits sont soigneusement pavées de petits cailloux ronds disposés avec symétrie, et bordées de trottoirs dallés. Les maisons ont généralement deux étages et toujours de vastes dimensions; l'extrême variété de leur décoration extérieure charme l'œil. Quelques-unes sont peintes de sujets variés, motifs bibliques ou fantaisistes, faux pilastres, volutes, guirlandes et paniers de fleurs, etc.; d'autres sont revêtues, de même que les terrasses, de plaques de faïence vernissée nommées *azulejos;* on admire les belles serrureries des balcons et fenêtres inférieures, ordinairement grillées. Plus de cent coupoles et clochers la dominent, attestant le grand nombre de lieux consacrés à la dévotion ; on y compte, en effet, plus de soixante églises et une vingtaine de couvents des deux sexes. Le savon, les verroteries et les ustensiles et objets divers de terre cuite, sont les principaux produits de l'industrie locale.

La cathédrale est le monument le plus remarquable de la ville ; elle occupe un des côtés de la *Plaza mayor;* en face est la *Casa de Cabildo* ou *Ayuntamiento*, l'hôtel de ville; à droite et à gauche, ce sont des maisons à arcades ou *portales*, sous lesquels il y a de beaux magasins. L'église repose sur une plate-forme de trois mètres de hauteur environ. Elle est dans le goût italien de la fin du dix-septième siècle, et l'on ne saurait lui refuser de l'admiration. L'intérieur est splendide; la pierre y disparaît sous un revêtement de marbres noirs et blancs. Les autels sont également en marbres précieux, car cette pierre est commune dans le district; on en tire de magnifique des carrières de Totimehuacan, à deux ou trois lieues sud-est de la ville. Le chœur obstrue la nef; les boiseries, qui portent la date de 1722, sont d'un travail de ciseau assez pur, et l'on y remarque de belles incrustations. Le maître-autel étale un luxe inouï; il a coûté, dit-on, deux millions et demi. Il est surmonté d'un gigantesque ouvrage d'orfévrerie, presque tout entier en argent repoussé, d'un style très-riche, mais très-tourmenté. Une magnifique lame de *tecali* ferme le tabernacle. Le *tecali* est un beau carbonate de chaux qui s'exploite dans les carrières de ce nom, trois ou quatre lieues plus loin que Totimehuacan. « Il est, dit Humboldt, transparent comme l'albâtre gypseux de Volterra. » Dans plusieurs couvents, on voit des fenêtres fermées d'une feuille de ce marbre, qui tamise une lumière suave et pure.

L'Église de San-Felipe de Neri tient le premier rang après la cathédrale. Ce couvent était, il y a quelques années encore, un lieu de retraite pour les laïques des deux sexes qui voulaient se préparer aux sacrements; il était, en conséquence, divisé en deux quartiers, l'un pour les moines, l'autre pour les fidèles sans distinction de sexes. Chaque quartier avait ses dépendances, cours et jardins. Chaque pénitent avait sa cellule, modestement meublée, mais égayée par un brillant soleil et par la vue de ses splendides jardins. Les jouissances, toutes morales sans doute de cette retraite, étaient telles que plus de dix mille personnes venaient annuellement s'y confiner; ces jouissances devaient être fort grandes, en effet, à en juger par les peintures que Thomas Gage a laissées de l'intérieur des couvents au Mexique.

Le couvent de Santo-Domingo a de fort belles fresques. L'église est essentiellement espagnole, c'est-à-dire que les moulures, les dorures et ces immenses tableaux en bas-reliefs appelés *retablas*, en surchargent les murs et la voûte. Le maître-autel est d'argent. Près de la grille, deux chiens de même métal et de grandeur naturelle montaient jadis la garde sur des piédestaux non moins précieux. La statue de la Vierge, vêtue en reine et faisant porter la queue de son manteau par un petit page agenouillé près d'elle, reposait sur un vase d'argent de plusieurs pieds de circonférence.

On remarque encore l'église des Carmes, qui possède huit tableaux attribués à Murillo, dont quatre seulement peuvent prétendre à l'authenticité; l'église, le couvent et le collége des jésuites, *del Espiritu santo*, grand et beau bâtiment, renfermant quelques tableaux de bons maîtres ; l'église et le couvent de San-Agostin ; la petite église de Santa-Monica, fort luxueuse ; et enfin l'immense couvent des franciscains, qui renferme plusieurs églises.

Au N.-E. de la ville s'élèvent les hauteurs abruptes que couronnent les sanctuaires de Loreto et de Guadalupe et que les événements du 5 mai 1862 ont rendues célèbres. Les deux couvents avaient été fortifiés par les Mexicains. L'église de Guadalupe est curieuse; elle porte la date de 1812. La façade

est revêtue de plaques de faïence rouges et vertes d'un bon effet, sur lesquelles tranchent des colonnettes blanches supportant un chapiteau ionique, qui semble surmonté d'un voile. Des médaillons représentant l'apparition miraculeuse de *Nuestra señora* de Guadalupe, sont encastrés dans le mur. Les clochers sont sveltes et élégants. De l'esplanade qui forme le parvis, on jouit d'une vue magnifique sur la ville et la vallée.

En terminant sa pittoresque description, M. Vigneaux rappelle que Puebla fut occupée par les Américains en 1847. Arrivés le 9 mars devant Sacrificios, ils s'étaient rendus maîtres de la Vera-Cruz le 29. Au commencement d'avril, ils prirent la route du plateau, remportèrent la victoire de Cerro-Gordo le 18, entrèrent à Jalapa le 19, à Perote le 22, et, le 15 mai, à Puebla, où ils demeurèrent près de trois mois à se reposer. Le 7 août, le général Scott en sortit à la tête de 10,700 hommes, pour se diriger sur la capitale, n'y laissant que 2,000 hommes de dépôt, sous le commandement du général Child, qui eut à y soutenir un siége contre les *guerillas* mexicains, et s'y maintint, en occupant les hauteurs de Loreto, de Guadalupe et de San-José.

En vertu de la convention de la Soledad, le général de Lorencez s'était rapproché de la Vera-Cruz, en laissant à Orizaba quelques malades sous la garde d'un détachement français. Le 18 avril 1862, le général Zaragoza lui fit sommation de retirer ce détachement. Le général français répondit par cet ordre du jour :

« SOLDATS ET MARINS DÉBARQUÉS,

« Malgré les assassinats commis sur vos camarades et les encouragements donnés à ces attentats par les proclamations du gouvernement mexicain, je voulais encore rester fidèle jusqu'au dernier moment à l'accomplissement des obligations contractées par les plénipotentiaires des trois Puissances alliées; mais je viens de recevoir du général mexicain Zaragoza une lettre par laquelle la sûreté de nos malades laissés à Orizaba, sous la sauvegarde des conventions, est indignement menacée. En présence de pareils faits, il n'y a plus à hésiter : marchons sur Orizaba, au secours de quatre cents de nos camarades sous le coup d'un lâche attentat; marchons à leur secours au cri de vive l'Empereur! »

Le lendemain, nos troupes se mirent en marche dans la direction d'Orizaba, le capitaine d'état-major Capitan, qui commandait le peloton d'avant-garde, apprit bientôt que deux bataillons mexicains, avec quatre pièces d'artillerie et un escadron de cavalerie, se disposait à lui disputer le passage; cet officier chargea et dispersa l'escadron mexicain, lui tua cinq hommes, fit dix prisonniers et prit quinze chevaux. Dans cette rencontre, le sous-lieutenant Lemaire, du 2e chasseur d'Afrique, le lieutenant Miocke, le maréchal des logis Berlin, les chasseurs Endinstoct, Lemerre, François et Delville, se firent remarquer par leur énergie. Le soir même, quatre mille Mexicains qui occupaient Orizaba avec huit pièces d'artillerie évacuaient la place sans coup férir.

Le 21, une patrouille de quatre gendarmes, commandée par le maréchal des logis Lauriac, aperçut à deux kilomètres une force de cavalerie de plusieurs centaines de chevaux, que précédaient trente lanciers. En simulant une retraite, Lauriac parvint à séparer du gros de la troupe les trente lanciers, qu'il eut l'audace de charger avec ses quatre hommes. Il tua deux Mexicains et en blessa six. Le gendarme Voiten fut le seul blessé; il reçut un coup de lance au côté.

Huit jours suffirent à la petite armée française pour arriver au pied de ces hauteurs. Elle n'eut chemin faisant qu'un combat sérieux à livrer, au moment où elle quitta les terres plates pour gravir les escarpements des plateaux. Pendant deux heures et demie la victoire fut disputée; mais enfin le courage triompha du nombre, et vainement harcelés par des pelotons de guérillas, les Français ne s'arrêtèrent qu'à trois kilomètres de Puebla; il fut facile de reconnaître dès le premier examen, qu'avant d'attaquer la ville il importait d'occuper les fortifications de Guadalupe et de Loreto.

Le 5 mai, à onze heures et demie du matin, deux bataillons de zouaves se mirent en marche en colonnes à distances entières, par division; ils avaient entre eux la batterie montée du capitaine Bernard et quatre pièces de la batterie montée de marine, commandée par le capitaine Mallat. Le 99e de ligne et quatre compagnies d'infanterie de marine protégeaient le convoi que le comte de Lorencez avait eu le soin de faire masser.

A la gauche de la colonne d'attaque, les chasseurs à pied tenaient en respect les tirailleurs mexicains. A la droite, la cavalerie ennemie était repoussée par les fusiliers marins et par une batterie de montagne.

Entre la colonne d'attaque et le convoi était la cavalerie française.

Les zouaves décrivirent un long circuit, afin d'aborder la position de Guadalupe par des pentes accessibles; à deux mille deux cents mètres, quoique salués par une vive canonnade, ils se déployèrent en bataille, tandis que les deux batteries ouvraient leur feu. Au bout de trois quarts d'heure, elles se portèrent plus à droite afin de battre plus directement la face que les zouaves devaient enlever. La batterie Mallat se plaça à une certaine distance de la batterie Bernard pour rendre le feu des Mexicains plus divergent, et le général fit avancer les zouaves contre le pied de la hauteur, de manière à les défiler des feux du port.

La disposition du terrain ne permit pas de faire une brèche praticable; n'ayant pas d'ailleurs le matériel de siége nécessaire pour détruire la forteresse de Guadalupe, le général résolut de tenter une attaque de vive force. Les zouaves, prêts à s'élancer, étaient arrivés à mi-côte; le comte de Lorencez envoya chercher quatre compagnies de chasseurs à pied en leur prescrivant de gravir les pentes à la gauche des zouaves, de façon à diviser la défense de l'ennemi. Il ordonnait en même temps au régiment d'infanterie de marine, aux fusiliers marins et à la batterie de montagne d'appuyer le 1er bataillon de zouaves qui occupait la droite, et prit un bataillon du 99e de ligne pour remplacer, comme réserve, derrière nos colonnes d'attaque, l'infanterie de marine et nos fusiliers marins.

Pendant que ces mouvements s'exécutaient, une section du génie partait avec chaque colonne d'attaque, emportant des planches munies d'échelons cloués et des sacs à poudre destinés à faire sauter la porte du réduit. L'artillerie montée cherchait en vain à se frayer un chemin pour gravir la hauteur et se rapprocher du fort.

Au signal donné, les zouaves et les chasseurs à pied s'élancèrent avec l'intrépidité intelligente traditionnelle dans ces deux corps; ils firent ce que les troupes françaises seules savent faire : ils arrivèrent sous un feu terrible d'artillerie et de mousqueterie, de boîtes et d'obus à balles, jusque dans les fossés du fort; quelques-uns parvinrent à se hisser sur le mur, où ils furent tués, à l'exception du clairon Roblet, des chasseurs à pied, qui s'y maintint pendant quelque temps en sonnant la charge. Mais le couvent fortifié de Guadalupe, qui avait été décrit comme une position de peu d'importance, était armé de 10 pièces de canon de 24, sans compter les obusiers de montagne placés sur les plates-formes et dans les clochers; trois lignes de feu de mousqueterie superposées avaient été établies au moyen de sacs à terre disposés sur les terrasses; deux mille hommes, au moins, commandés par le général Negrette, étaient renfermés dans le fort, avec une artillerie bien servie.

Le 1er bataillon de zouaves, l'infanterie de marine et les fusiliers marins, en effectuant leur mouvement en avant, avaient rencontré sur leur droite le feu des batteries de San-Loreto, et, entre ce fort et Guadalupe, cinq bataillons d'infanterie sur trois lignes; ils avaient été chargés par la cavalerie mexicaine et arrêtés ainsi à 100 mètres du fort.

Cependant les assaillants ne se décourageaient pas; leur chef allait faire passer en avant deux compagnies de zouaves qui étaient en réserve auprès de lui, lorsque survint une de ces trombes tropicales, en comparaison desquelles les plus violents orages de nos climats ne sont que de simples averses. Les ténèbres se firent au milieu du jour; les cataractes du ciel s'ouvrirent, et les escarpements ravinés, détrempés par la pluie, s'éboulèrent sous les pieds chancelants des soldats.

Il fallut se retirer. « Je me disposais, dit dans son rapport le général de Lorencez, à faire passer en avant deux compagnies de zouaves que j'avais près de moi en réserve à mi-côte, lorsqu'un orage tropical, obscurcissant l'air, vint fondre sur nous et détremper les terrains à tel point qu'on ne pouvait se tenir debout sur les pentes qu'on venait de gravir.

« L'impossibilité de soutenir plus longtemps cette lutte héroïque m'étant démontrée, je fis redescendre les bataillons engagés, en profitant des plis de terrain, et je les arrêtai au pied du coteau pour y reprendre leurs sacs.

« Il me restait à évacuer mes blessés, que j'avais pendant le combat fait porter dans une ferme située à 2,200 mètres du fort. Je les fis sortir par petites fractions, afin d'éviter le feu de l'artillerie de Guadalupe, qui continuait à tirer sur tous les groupes.

« Lorsque cette opération fut terminée, la nuit était sur le point de tomber, et mes troupes se retirèrent au camp en échelons, avec le plus grand ordre, et sans que les Mexicains osassent s'avancer contre elles.

« Pendant le plus fort du combat, les deux compagnies de chasseurs à pied qui avaient été laissées dans la plaine, se trouvèrent enveloppées par une nuée de cavaliers soutenus par l'infanterie; ces deux compagnies firent sous mes yeux une défense telle que je ne savais qu'admirer le plus, ou de ceux qui marchaient sous le feu de Guadalupe, ou des chasseurs qui, sans s'étonner du nombre des ennemis qui les entouraient, se rallièrent avec le plus grand calme et tuèrent ou dispersèrent les cavaliers qui se précipitaient sur eux. »

« Dans ce glorieux combat, furent tués quinze officiers, parmi lesquels le sous-intendant militaire Raoul, qui, dans l'organisation de tous les services administratifs, avait su joindre à une grande supériorité de vues une activité remarquable. »

Un témoin oculaire raconte ainsi ce douloureux événement : « Je me trouvais avec mon sous-intendant et mon officier d'administration à l'ambulance volante; les boulets et les obus sifflaient au-dessus de nos têtes, mais sans nous toucher. Malheureusement il n'en fut pas ainsi de notre brave sous-intendant militaire, M. Raoul. Il se trouvait à cent mètres de nous, au milieu de l'état-major, veillant à tout, avec son sang-froid, avec son habileté ordinaires. Soudain un boulet l'atteignit; il tomba.....

« Te dire la douleur que cette mort nous a causée est impossible; car ce n'était pas seulement un excellent administrateur, c'était aussi un excellent homme. »

A côté du rapport du général de Lorencez, il faut citer celui de Zaragoza, que le *Moniteur universel* du 15 juin 1862 n'a pas dédaigné de reproduire, car rien n'est plus glorieux et plus honorable que les éloges accordés par un adversaire.

Rapport sur la défense de Puebla, par le général Zaragoza.

Armée de l'Est, quartier du général en chef.

« Après avoir commencé mon mouvement rétrograde à partir des cumbrès de Aculcingo, je suis arrivé dans cette ville le 3 de ce mois, ainsi que j'ai eu l'honneur d'en informer Votre Excellence. L'ennemi me suivait à une petite journée de distance, et ayant laissé à l'arrière-garde la seconde brigade de cavalerie, composée d'environ 300 hommes, pour qu'elle lui fît obstacle autant que possible, je me postai à Puebla. Je donnai immédiatement des ordres pour mettre en état de défense régulière les hauteurs de Guadalupe et Loreto, et je fis terminer à la hâte les fortifications de la place, qui jusqu'alors avaient été négligées.

Dans la matinée du 4, je prescrivis au général Miguel Negleto, officier des plus distingués, de se mettre à la tête de la seconde division placée sous ses ordres, forte de 1,200 hommes, prête à combattre dès qu'il en donnerait le signal, et d'occuper les hauteurs de Loreto et de Guadalupe, qui furent garnies de deux batteries d'artillerie de campagne et d'obusiers de montagne. Le même jour, je fis former, avec les brigades Barriozabal, Diaz et Lamadrid, trois colonnes d'attaque, composées, la première de 1,082 hommes, la seconde de 1,000 et la dernière de 1,020, tous fantassins, outre une colonne de cavalerie de 550 chevaux que commandait le général Antonio Alvarez, à qui je confiai une batterie de campagne. Ces forces demeurèrent assemblées sur la place San José jusqu'à midi, après quoi elles rentrèrent dans leur quartier. L'ennemi passa la nuit à Amozoc.

« A cinq heures du matin de la journée du 5 mai, nos trou-



Débarquement à la Vera-Cruz.

pes marchèrent dans l'ordre de bataille que l'on avait assigné; j'ordonnai au commandant général de l'artillerie, colonel Zeferino Rodriguez, de distribuer le reste de ses pièces sur les remparts de la place, en les mettant à la disposition du commandant militaire de l'État, le général Santiago Tapia. »

Qu'on nous permette de souligner et de mettre en italiques quelques phrases de la suite de ce rapport :

« A six heures du matin, on aperçut l'ennemi, *qui ne prit que le temps nécessaire pour camper* et lança ses colonnes d'attaque; L'une, composée d'environ 4,000 hommes avec deux batteries, marchait vers les hauteurs de Guadalupe; l'autre, de 1,000 hommes seulement, menaçait notre front. Cette attaque, *que je n'avais pas prévue, bien que je connusse l'audace de l'armée française*, modifia mon plan et me décida à la défensive. J'ordonnai en conséquence à la brigade Berriozabal d'aller au pas redoublé renforcer Loreto et Guadalupe, et au corps de carabiniers à cheval de prendre la gauche de l'infanterie pour charger au moment opportun.

« Puis après, je commandai au bataillon de la Réforme, de la brigade Lamadrid, de se porter au secours des troupes placées sur les hauteurs et qui se trouvaient de plus en plus engagées. Je fis marcher le bataillon de sapeurs de la même brigade, avec ordre d'occuper un village qui se trouve situé presque au sommet de la colline; il y arriva si à propos qu'il arrêta la marche d'une colonne qui se dirigeait de la côte sur la même colline, en se battant pour ainsi dire corps à corps. Les Français *firent trois charges successives* et furent repoussés chaque fois; la cavalerie postée à la gauche de Loreto, saisissant la première occasion, les attaqua vivement, ce qui les empêcha de se reformer pour tenter une nouvelle charge.

« Au moment où le combat était le plus animé sur les hauteurs, une *autre lutte non moins acharnée* avait lieu dans la plaine, à droite de mon front de bataille.

« Le général Diaz, avec deux corps de sa brigade, l'un des corps de la brigade Lamadrid avec deux pièces de campagne et le reste de la brigade Alvarez, rencontrèrent et refoulèrent la colonne ennemie, qui *marchait intrépidement contre nos positions*. Elle se replia vers la hacienda de San José, où elle fut rejointe par ceux que nous avions délogés de la colline, et qui, *déjà organisés de nouveau, se préparaient à se défendre et sonnaient de nouveau la charge*. Je ne pouvais les attaquer, parce qu'ils avaient une force numérique plus grande que la mienne. Je fis donc faire halte au général Diaz, qui les poursuivait avec ardeur, et je me contentai de conserver une position menaçante.

« Les deux forces belligérantes demeurèrent vis-à-vis l'une de l'autre jusqu'à six heures du soir. L'ennemi se retira alors dans son campement de la hacienda de los Colomes, tandis que nos soldats rentraient peu après dans leurs lignes.

« La nuit se passa sur le champ de bataille, où l'on ramassa les morts et les blessés de l'ennemi. Cette opération dura tout le jour suivant, et quoique je ne puisse dire le chiffre exact des pertes des Français, on assure qu'ils avaient eu un millier d'hommes tant tués que blessés, outre huit ou dix prisonniers. »



Convoi de muletiers mexicains.

Interrompons-nous ici pour faire observer qu'il est naturel à tous les belligérants d'exagérer les pertes de l'ennemi. Le général Zaragoza use de cette faculté; mais une lettre digne de foi, datée de Puebla et communiquée au *Moniteur*, rétablit la vérité. Déjà, à la date du 10 mai, on admettait à Puebla que l'armée mexicaine avait perdu 240 blessés et 140 morts, et que l'armée française n'avait eu que 142 hommes hors de combat.

L'armée française s'est battue avec beaucoup de vigueur ; telles sont les paroles par lesquelles, dans la conclusion du rapport

du 9 mai 1862, le général Zaragoza rend hommage à nos troupes.

Un témoin nous raconte aussi les événements qui suivirent la journée du 5 mai :

« Nous dûmes, après cette attaque, retourner en arrière, pour attendre les renforts qui, dit-on, nous sont envoyés de France. Le 18 mai, nous étions de retour à Orizaba, sans que l'ennemi eût osé nous attaquer. Deux faits d'armes illustrèrent cette retraite. Le premier eut lieu à un village nommé San-Augustin del Palmar. Notre interprète, avec quatre chasseurs d'Afrique, fit prisonniers trente cavaliers mexicains, dont le chef, qui était un des plus fameux bandits, fut fusillé, puis pendu à un arbre, avec un écriteau portant ces mots : *Voleur et assassin!*

« Le second fait d'armes eut lieu le 18 mai. Le général mexicain Marquez était venu la veille au soir visiter notre général avec sa troupe, qui se compose d'environ quinze cents hommes, pour se joindre à nous. Le 18, à trois heures de l'après-midi, à environ quatre lieues d'Orizaba, le général Marquez envoya prévenir le 99e de ligne qui se trouvait au village d'Ingenio, où il gardait les montagnes, qu'une partie de Mexicains, sous les ordres de Zaragoza, général au service de Juarez, se disposait à l'attaquer. Aussitôt, le colonel du 99e de ligne envoya le deuxième bataillon de son régiment au secours du général Marquez. Nos soldats, prenant un ravin pour tourner les troupes de Zaragoza, arrivèrent sur le sommet du mamelon, juste au moment où l'ennemi passait le défilé situé au-dessous. Il se trouva ainsi pris entre deux feux. Le bataillon du 99e et les cavaliers du général Marquez le chargèrent avec une telle vigueur, qu'à six heures du soir il avait disparu.

« Nos soldats se sont couverts de gloire dans cette affaire ; ils ont pris un drapeau à l'ennemi, fait 1,200 prisonniers, tué ou blessé 400 hommes environ. Les pertes du bataillon ont été de 2 hommes tués et 26 blessés. »

Réinstallé à Orizaba, le général de Lorencez s'occupa d'assurer les communications avec la Vera-Cruz. Les parties des ponts détruites par l'ennemi furent restaurées ; des rampes établies pour le passage des voitures ; les ouvriers, protégés par le régiment d'infanterie de marine, les zouaves et le contingent de Marquez, auquel on accorda des rations de vivres, avec indemnité pour les chefs.

Les rues d'Orizaba se coupent à angle droit. Cette disposition permit de construire des retranchements flanqués les uns sur les autres et formant un triangle avec le réduit du général, placé dans le principal quartier de la ville.

L'amiral Jurien de la Gravière, qui revenait en France, écrivait, à la date du 10 mai, à bord du *Montézuma* :

« Voici, en quelques mots, dans quelle situation je laisse les affaires au Mexique. Le mouvement excité par le débarquement prématuré des Espagnols est si complétement apaisé que j'ai pu revenir d'Orizaba à Vera-Cruz sous l'escorte d'une petite troupe mexicaine. L'armée opposante est tellement désorganisée, tellement ébranlée par la crainte des désertions, qu'elle n'a pas su défendre la position des Cumbrès contre notre avant-garde, qui n'a eu, dans cette brillante affaire, qu'une trentaine de blessés.

« Les troupes débarquées avec le général comte de Lorencez sont dans l'état le plus florissant. Le petit nombre de malades laissés à Orizaba appartiennent presque tous à la première colonne qui a si longtemps séjourné dans la terre chaude. Dans la flotte, les frégates n'ont pas un seul malade ; l'état sanitaire des vaisseaux n'est guère moins satisfaisant. La ville de la Vera-Cruz est seule devenue le foyer d'une épidémie qui a déjà fait des victimes bien regrettables, mais qui doit approcher, m'assure-t-on, de sa période de décroissance. »

Dans les premiers jours de juin, les généraux Zaragoza et Ortega, à la tête d'environ douze mille hommes, se rapprochèrent d'Orizaba. Leur attaque paraissait imminente ; pourtant, après trois ou quatre jours d'hésitation, elles disparurent.

Elles revinrent, le 12 juin, camper sur le Borrego, montagne qui s'élève auprès de la petite ville d'Ingenio, à quatre kilomètres en avant d'Orizaba. De prétendues propositions d'accommodement furent envoyées au comte de Lorencez par Zaragoza ; il n'était muni d'aucune autorisation de son gouvernement : mais, disait-il, « je crois que mon gouvernement ne désapprouvera pas cette nouvelle manifestation en faveur de la paix, car je puis, sans outre-passer mes pouvoirs, faire tous mes efforts pour éviter l'effusion du sang entre les fils de deux nations qui ne sont ennemies qu'en apparence, par suite d'une erreur et grâce à des intrigues. Telle a, du reste, été depuis le commencement des hostilités, la croyance du cabinet constitutionnel. » Le général de Lorencez repoussa avec indignation les propositions du commandant en chef mexicain. Il lui était impossible, au reste, d'entamer des négociations régulières, car tous les pouvoirs politiques étaient concentrés entre les mains de M. Dubois de Saligny.

Deux compagnies du 99e de ligne, dans la nuit du 13 au 14 juin, portèrent sur le sommet du mont Borrego la meilleure réponse qu'il convenait de faire à Zaragoza. La dépêche suivante du général de Lorencez rend compte de ce brillant fait d'armes :

« Orizaba, le 24 juin 1862.

« Monsieur le maréchal,

« J'ai l'honneur de rendre compte à Votre Excellence des faits qui se sont accomplis depuis mon dernier rapport, daté du 11 de ce mois.

« Le 12 juin, le général Zaragoza, qui la veille était encore à Palmar, arriva avec son corps d'armée à Temacalucan, à six kilomètres d'Ingenio et douze d'Orizaba. Vers sept heures du soir, il m'envoya un parlementaire porteur d'une lettre étrange dans laquelle il m'offrait une capitulation qui aurait pour condition principale l'évacuation, dans un temps donné, du territoire de la république.

« Je savais que le corps de 5,000 hommes du général Ortega, parti de Jesus-Maria, s'avançait vers ma droite du côté nord de la ville. Le 99e, bien que dans une excellente position défensive, se trouvait dès lors trop en l'air, et j'avais besoin de ce régiment pour défendre Orizaba, dont la garnison se trouvait diminuée par le départ de 2,000 hommes que le général Marquez avait dirigés sur la Vera-Cruz. Il y avait intérêt à gagner du temps pour faire revenir le 99e ; je fis donc taire un instant mon indignation pour adresser au général Zaragoza une réponse évasive.

« J'envoyai en même temps un officier à Ingenio avec ordre de ramener le 99e pendant la nuit à Orizaba. Ce régiment me rejoignit en effet le 13, à six heures du matin, dans l'ordre le plus parfait, sans avoir laissé le moindre objet à Ingenio et sans avoir été inquiété dans sa marche. Peu de temps après son arrivée, les éclaireurs ennemis se tiraillaient avec les miens.

« La journée du 13 fut employée aux dernières dispositions de défense.

« Dans la nuit du 13 au 14, le colonel L'Hériller, commandant le 99e, fut prévenu que l'ennemi prenait position sur la cime du mont Borrego, jusqu'alors jugée inaccessible. Il donna l'ordre à la 3e compagnie du 1er bataillon de son régiment d'en gravir les pentes à pic et dépourvues de tout sentier, d'en chasser l'ennemi et de s'y maintenir à tout prix. Après avoir gravi pendant une heure et demie des pentes d'un accès presque impossible, M. le capitaine Detric fut assailli, vers une heure et demie, par une vive fusillade. Loin d'en être ébranlé, il se précipita sur l'ennemi et lui enleva trois obusiers de montagne, dont deux venaient de faire feu sur lui.

« Cependant le sommet du mont Borrego n'était point encore atteint ; l'ennemi était nombreux ; le lieutenant Sombret, le sergent-major Gat et le sergent-fourrier Croz étaient blessés. Le capitaine Detrie maintint sa compagnie en position, la faisant reposer, ne doutant pas que des renforts ne lui fussent envoyés. En effet, la 2e compagnie du 1er bataillon vint le rejoindre à trois heures et demie du matin ; MM. les capitaines Detrie et Leclère organisèrent leur colonne d'attaque et s'élancèrent sur l'ennemi à la baïonnette, aux cris de vive l'Empereur. Les Mexicains revinrent deux fois à la charge et ils furent deux fois repoussés. Le capitaine Detrie a été blessé à la main, son revolver broyé, ses vêtements criblés de balles ; mais la position appartenait définitivement à la 3e et à la 2e compagnie du 1er bataillon du 99e.

« Ces deux compagnies s'étaient trouvées en présence de trois des corps de l'armée du général Ortega. Ces trois corps formaient environ 2,000 hommes ; 2,500 fantassins et 500 cavaliers étaient restés dans la plaine, au pied de la montagne.

« Malheureusement, monsieur le maréchal, le combat du

mont Borrego ne peut se décrire; mais quand on a vu les positions, et que, surtout en les gravissant soi-même, on s'est fait une idée des difficultés surmontées dans la nuit la plus profonde, on n'hésite pas à proclamer l'héroïsme de cette poignée de vaillants soldats.

« La 3e compagnie a eu cinq tués et dix-sept blessés; la 2e compagnie a eu seulement un blessé.

« Les résultats de ce glorieux combat sont les suivants : environ 250 Mexicains restés sur le champ de bataille, morts ou grièvement blessés; 3 obusiers de montagne, 1 drapeau, 3 fanions de bataillon, 200 prisonniers étaient restés entre les mains de cent quarante de nos soldats; un général, trois colonels, deux lieutenants-colonels avaient été tués; tout le corps du général Ortega, y compris les 3,000 hommes restés dans la plaine, en fuite et complétement dispersés.

« Pendant la nuit, le corps du général Zaragoza avait ouvert une parallèle à 1,200 mètres en avant de la porte de Puebla, entre la route et le Rio Blanco; un large fossé de culture formait le prolongement naturel de cette parallèle entre la route et une dérivation du Rio Blanco. Dix-huit pièces, dont deux de siége, étaient réparties sur cette ligne en plusieurs batteries.

« Le 14, à cinq heures du matin, les Mexicains ouvrirent un feu très-vif d'artillerie sur nos batteries, et leur tir venait converger sur un petit espace. Nos batteries n'avaient pas encore une épaisseur de parapet suffisante; il fallut répondre au feu de l'ennemi et continuer le travail. Les artilleurs, les sapeurs du génie et les travailleurs des zouaves et du 99e rivalisèrent de courage et de dévouement. Je citerai particulièrement à Votre Excellence M. Denans, aspirant de marine de 1re classe, commandant une section de montagne qui, presque à découvert, a dirigé son feu avec une grande précision pendant une heure.

« A défaut de sacs à terre, le général Douay, chargé de la défense de cette partie de la ville, a employé des balles de coton pour faire des épaulements et protéger ses troupes contre le feu de l'ennemi.

« M. le lieutenant Bailly, de la batterie montée de marine, et M. le lieutenant de Condé, de la batterie montée de terre, ont fait preuve de courage et de sang-froid dans le commandement de leur section.

« Pendant que ces événements se passaient à la porte de Puebla, les deux autres sections de la batterie Bruat prenaient leur position de combat au nord de la ville avec le 99e, et lançaient quelques obus sur des groupes de cavaliers qui se montraient.

« Vers deux heures, M. Bonnet, capitaine en second de la batterie de montagne, avait dirigé avec succès sur les assiégeants le feu des obusiers mexicains pris par le 99e.

« A huit heures, le génie commença sur notre gauche une tranchée destinée à étendre notre action jusqu'au Rio Blanco.

« Le soir, tout le monde était trop fatigué par deux nuits sans sommeil pour pouvoir songer à une action de vive force sur les batteries de l'ennemi. Cette opération fut ajournée au lendemain.

« Mais les résultats du combat de nuit des deux compagnies du 99e avaient jeté l'épouvante dans le corps de Zaragoza, et il avait profité de la nuit du 14 au 15 pour évacuer sa position et se mettre en pleine retraite sur la Canada de Istapan et San Andrès.

« J'ai fait détruire les travaux de l'assiégeant, continuer les nôtres et construire deux maisons fortifiées au Borrego.

« J'ai eu l'honneur de rendre compte à Votre Excellence, dans une lettre du 11 juin, que je faisais donner des rations de vivres aux soldats de Marquez employés à protéger nos convois d'Orizaba à Vera-Cruz; j'étendrai cette mesure au corps entier.

« M. le général Douay a apporté dans la défense d'Orizaba le concours de toute son activité et de tout son dévouement; le service de l'artillerie a été parfaitement dirigé par M. le chef d'escadron Michel, et M. le capitaine de Coatpont, commandant le génie, mérite des éloges particuliers, ainsi que tous les officiers, sous-officiers et soldats sous ses ordres.

« L'état sanitaire est très-bon; le moral est parfait. Nos blessés se rétablissent d'une manière surprenante.

« Agréez, etc.

« Le général de division commandant le corps expéditionnaire du Mexique,

« Comte DE LORENCEZ. »

Quel rapport, quels combats! quel courage, que celui que n'ébranlent ni les fatigues, ni les privations, ni les maladies, ni les ardeurs d'une atmosphère tropicale. Que lui importe le nombre des ennemis! une sommation inacceptable est adressée au commandant en chef du corps expéditionnaire; on y répond par une victoire. Deux compagnies d'infanterie, sous les ordres des capitaines Detrie et Leclère, se trouvent en face de deux mille hommes retranchés dans une position jugée inaccessible; elles s'avancent sous une pluie d'obus et de balles; elles gravissent les escarpements du mont Borrego; et non-seulement elles se rendent maîtresses du sommet, mais encore leur triomphe détermine la fuite d'un corps de trois mille hommes qui se tenait en observation dans la plaine. Après d'inutiles tentatives contre les fortifications d'Orizaba, les troupes dirigées par Zaragoza se retirent, et, malgré deux jours entiers d'insomnie et de lutte incessante, les assiégés n'hésitent pas à faire une sortie pour détruire les travaux de l'assiégeant et accroître leurs moyens défensifs. Ce sont là des faits héroïques qui exciteront l'admiration de tous. Le résultat matériel des glorieux combats des 13 et 14 juin n'est rien en comparaison de l'effet moral qu'ils produisirent. Si le prestige du nom français avait besoin d'être relevé, il le serait par ces traits de courage, auxquels toutes les nations applaudissent comme nous.

Ces combats, dont Ingenio et le Borrego furent le prix, garantirent la tranquillité de l'établissement militaire d'Orizaba. Le 99e de ligne y prit cinq drapeaux, que le capitaine d'état-major Hubert Castex, aide de camp du général de Lorencez, présenta à l'Empereur le 15 décembre 1861, et qui furent déposés dans l'église des Invalides.

Le général Zaragoza se chargea d'expliquer ainsi sa défaite :

Rapport de M. le général Zaragoza.

« Armée d'Orient. — Général en chef. — En vue d'exécuter les ordres reçus pour l'attaque d'Orizaba, les divisions et les brigades firent leurs mouvements respectifs en avant; mais, pour des raisons dont je n'ai pas encore connaissance, le citoyen général Jesus-Gonzalès Ortega n'occupa pas le monticule appelé le Borrego à onze heures et demie du matin de la journée du 13, et qui était l'heure fixée pour une attaque combinée sur l'Angostura, passage qu'il fallait nécessairement forcer en attaquant avec avantage le flanc droit de l'ennemi, appuyé sur la même hauteur, pour développer les opérations de l'attaque, après avoir réduit l'ennemi au contour de la ville.

« Le monticule le Borrego ne fut occupé qu'à une heure de l'après-midi; dès lors je ne pouvais plus disposer d'un temps suffisant pour faire replier l'ennemi et établir à nouveau mon camp avec toute la sécurité désirable; je dus donc m'établir avec le reste de l'armée à mille pas de l'entrée d'Orizaba, en faisant couvrir ma gauche par la brigade Antillon, ma droite par la division Berriozabal, et mon centre par la division Negrete, placée à l'arrière-garde comme colonne de réserve, avec 22 pièces de bataille des deux côtés de la route.

« Je remis donc l'attaque à aujourd'hui, au point du jour, afin de réaliser les opérations concertées d'avance, et j'ordonnai au citoyen général Gonzalez Ortega d'appeler l'attention de l'ennemi par le flanc droit de celui-ci, lorsque le jour commencerait à paraître et lorsque notre ligne commencerait son feu d'artillerie.

« Mais malheureusement il est arrivé, suivant ce que j'ai pu comprendre des informations que m'ont fournies plusieurs officiers dispersés de la division Ortega, que, par suite d'une négligence, l'ennemi est parvenu à surprendre, à la faveur des ténèbres de la nuit, une partie de cette division et l'a délogée de la position qu'elle occupait; aussi ai-je vainement attendu la coopération de cette division à l'heure de l'attaque. L'ennemi répondit à un feu d'artillerie et se maintint ferme, assuré qu'il était de ne pas être inquiété par le flanc que la division Ortega devait menacer, et, dans cette confiance, il détacha même sur notre ligne une colonne qui fut complétement repoussée.

« Dans le reste de la journée, il n'y a eu que quelques coups de canon tirés de loin, et des deux parts un feu de tirailleurs d'infanterie qui nous a causé 18 à 20 hommes blessés, presque tous gravement, et parmi lesquels on compte quelques officiers

et le citoyen général Santiago Tapia : ce dernier fut blessé au pied dès le matin de bonne heure, mais la blessure est légère.

« Les faits que je viens de rapporter m'empêchèrent d'entreprendre une attaque, qui maintenant pouvait être funeste pour nous, et j'ordonnai la retraite à la plaine de l'Ingenio, où je me propose d'attendre l'ennemi pour l'attaquer avec avantage ; mais s'il ne bouge pas d'Orizaba, je me placerai sur des points convenables pour faire prendre leurs quartiers aux troupes.

« Liberté et réforme.

« Quartier général, à l'Ingenio, le 18 juin 1862.

« ZARAGOZA. »

Le général Zaragoza néglige de dire qu'il avait pour lui la supériorité du nombre : l'armée de l'Est, qu'il commandait, compte trois divisions, plus trois brigades détachées d'infanterie, deux brigades de cavalerie et un régiment d'artillerie.

La 1re division comprend les brigades Ohoran et Carbajal.

La 2e division comprend les brigades Michoacan, Puebla et Queretaro, ainsi composées :

1re brigade : 3 bataillons, dits Fijo, tirailleurs et chasseurs de Morelie;

2e brigade : 6e de ligne, 2e et 6e de Puebla;

3e brigade : bataillon mixte de Queretaro et 3e de Toluica.

L'effectif de cette division est évalué par le rapport de Zaragoza à 1,200 hommes, soit 150 hommes par bataillon.

La 3e division compte les bataillons suivants, dont la répartition par brigades n'est pas indiquée : 1er et 2e Oaxaca, Morelos, Guerrero et sapeurs d'Oaxaca, l'Indépendance de Jucitlan.

La brigade détachée du général Lamadrid a 3 bataillons de rifleros, de la Réforme et des sapeurs. Celle du général Berriozabal comprend les bataillons Fijo de Vera-Cruz, 1er et 2e léger de Toluca, formant ensemble 1,000 hommes.

La brigade Diaz compte 1,000 hommes; il n'est pas fait mention du nom de ses bataillons. Il en est de même de la 1re brigade de cavalerie, qui n'a que 300 hommes. La 2e brigade compte 3 régiments, les lanciers de Tolma et d'Oaxaca et les carabiniers ; en tout 550 chevaux.

On peut voir, par les noms des bataillons, que l'on avait réuni dans l'armée de l'Est tous les éléments disponibles aussi bien de la milice citoyenne que de l'armée active; par leur effectif, qui varie de 150 à 300, combien est faible leur valeur numérique et leur organisation. La constitution avait réglé que l'armée se composerait de 26,353 hommes de troupes permanentes et de 64,946 de troupes mobilisables, en tout 91,299 ; mais il en a été de cette loi comme de toutes les autres, elle n'a pas été exécutée.

Les avantages remportés par la petite armée française sur les meilleures troupes mexicaines réunies à grands frais et considérées comme le boulevard de la patrie eurent un retentissement qui aurait décidé la fin de la guerre si des renforts avaient pu survenir en temps opportun. Un Français établi à Mexico nous écrivait quelques jours après :

« Mexico, ce 28 juin 1862.

« Le gouvernement mexicain s'est départi, contrairement à ce que nous avions cru d'abord, de la prudente réserve qu'il avait observée jusqu'ici. Non content de l'échec qu'il avait subi dans la Barranca Seca, il a voulu tenter une nouvelle épreuve au Cerro del Borrego et à Orizaba. Cette fois, l'armée mexicaine doit avoir appris ce qu'il en coûte de se mesurer contre nos soldats. Ses généraux, le général Ortega en particulier, auront beau vouloir se disculper en invoquant un ordre arrivé trop tard, ils sauront désormais ce qu'est un vrai combat avec des troupes aguerries et disciplinées comme celles de la France.

« Le brillant fait d'armes dont je veux parler a eu lieu le 14 juin, sur un point très-rapproché d'Orizaba. Menacé de deux côtés à la fois, le général de Lorencez a su, avec un rare à-propos, profiter de l'indécision et des mouvements mal combinés de l'ennemi. Après avoir pourvu à sa défense, il détacha un petit corps du 99e de ligne sur la position occupée par Ortega. C'est celle du Cerro del Borrego, monticule d'un accès difficile à cause de l'épaisse végétation qui garnit ses pentes rapides.

« Du haut de ce monticule, les Mexicains pouvaient inquiéter sérieusement la petite garnison française et faciliter par une diversion les opérations de Zaragoza. Le général de Lorencez lança nos soldats dans un moment si opportun, et ceux-ci mirent tant d'ardeur à s'acquitter de leur mission, que la position fut enlevée avant que les Mexicains qui la garnissaient eussent eu le temps de se reconnaître. En voyant ce résultat, Zaragoza fit sonner la retraite, après avoir tiré quelques coups de canon qui n'ont occasionné aucun dommage aux nôtres.

« Cette affaire a produit à Mexico une profonde sensation. On se croyait sûr du succès, d'autant plus que l'armée mexicaine était forte de près de 18,000 hommes, tandis que les Français ne pouvaient guère leur en opposer que 4,000. Du côté de ces derniers, les pertes ont été insignifiantes; les bulletins mexicains l'avouent eux-mêmes. Les Mexicains, au contraire, ont perdu beaucoup de monde, tant tués que disparus. Le général Santiago Tapia a été blessé à la main et plusieurs officiers supérieurs sont restés sur le champ de bataille. Zaragoza a cantonné ses troupes à San Andrès Chalchicomula, Tehuacan, la Cagnada, San Agostin del Palmar, en attendant des renforts. »

A la nouvelle de l'échec du Cerro del Borrego, Doblado a adressé, le 17 juin, aux gouverneurs d'États, une circulaire dont voici la substance :

« La division de Zacatecas a éprouvé devant les portes d'Orizaba un revers d'une grande gravité. Le gouvernement, qui ne se laisse pas abattre par l'adversité, a dicté immédiatement les mesures commandées par les circonstances. Avant trois semaines, les pertes seront réparées et notre armée pourra reprendre l'offensive momentanément suspendue. Pour que ces mesures soient efficaces, il faut que chaque État complète, dans le plus bref délai possible, le contingent fixé par le décret du 17 décembre dernier. »

Comme complément de cette circulaire, le président Juarez a décrété, le 14, un subside de guerre imposé aux locataires et équivalant à un mois de loyer. Sont seuls exceptés du payement de ce subside les pauvres dont le loyer est au-dessous de quatre piastres par mois, et les employés civils et militaires dont les appointements sont grevés par le décret du 19 mai dernier. Aucune allusion n'est faite aux étrangers, chez lesquels, du reste, les collecteurs ne se sont pas présentés encore.

J'ai peine à croire cependant que les Mexicains, malgré ce que prétendent les documents officiels, entreprennent une nouvelle attaque comme celle qui vient d'avoir lieu ; mais la guerre pourrait bien dégénérer en petits combats derrière les buissons. Les guérillas commencent à pulluler dans l'État de Vera-Cruz, et elles sont officieusement renseignées par les habitants des villages et des bourgades. Il ne sort pas un convoi, une diligence de Vera-Cruz ou d'un centre de population placé sur la route qui mène à Orizaba, sans qu'elles viennent les guetter et essayer de les surprendre.

C'est ainsi que les correspondances ont été interceptées, entre la Soledad et le Chiquihuite, dans la journée du 15. Toutes les lettres apportées par le packet français et adressées au ministre de France, à Almonte et aux officiers du corps expéditionnaire, ont été saisies par les Mexicains et envoyées au général Llave.

Quelques jours auparavant, le 9, cent soixante-dix mules avaient été enlevées à Santa-Fé.

Le 10, un convoi, escorté de 30 hommes environ, était attaqué à Arroyo de Piedra par les jarochos.

Le 11, les guérilleros enlevaient sept chevaux que l'on faisait baigner dans la lagune de los Cocos, située à quelques pas de Vera-Cruz.

Si je cite ces faits, c'est pour montrer le vrai genre d'obstacles contre lesquels nous aurons sans doute à lutter, obstacles qui ne sont pas à dédaigner, si l'on songe à l'immense étendue du pays, aux forêts garnies de lianes et de végétaux épineux qui ne donnent accès qu'à ceux qui en connaissent les sentiers; aux ravins profonds qui labourent la surface du sol et où l'habitant sait trouver un facile refuge contre toute poursuite.

Bien que les Mexicains aient montré plus de courage qu'on ne le croyait généralement, ce n'est pas leur valeur qui les protégera le plus, ce sera le climat, la configuration du sol, les steppes brûlantes et salées que l'Indien peut toujours traverser impunément.

CHAPITRE V

Tableau général des mouvements de l'armée aux ordres du général Lorencez, depuis le 5 mai 1862.

Les opérations du corps expéditionnaire, depuis le 5 mai jusqu'à l'arrivée du général Forey, ont été officiellement résumées par les ordres du maréchal Randon, ministre de la guerre.

Après l'attaque infructueuse du 5 mai contre Puebla, le général de Lorencez, craignant de voir ses communications avec la Vera-Cruz interceptées par la saison des pluies et d'éprouver ainsi une grande difficulté pour assurer les ravitaillements de ses troupes, songea à rétrograder vers Orizaba, où le corps expéditionnaire arriva vers le 18 mai.

Ce fut trois jours après que parut ce remarquable ordre du jour :

« Soldats et marins,

« Votre marche sur Mexico a été arrêtée par des obstacles matériels auxquels vous deviez être loin de vous attendre, d'après les renseignements qui vous avaient été donnés. On vous avait cent fois répété que la ville de Puebla vous appelait de tous ses vœux et que sa population se presserait sur vos pas pour vous couvrir de fleurs.

« C'est avec la confiance inspirée par ces assurances trompeuses que nous nous sommes présentés devant Puebla. Cette ville était hérissée de barricades et dominée par une forteresse où les moyens de défense avaient été accumulés.

« Notre artillerie de campagne était insuffisante pour faire brèche aux murailles, un matériel de siége était devenu nécessaire ; nous n'avons point ce matériel ; mais, confiants dans votre intrépidité, vous vous êtes, sans hésitation, précipités sur des fortifications défendues par de l'artillerie et par un triple étage de mousqueterie, pendant que, sur vos flancs, vous aviez à soutenir les efforts de plusieurs bataillons mexicains et d'une nombreuse cavalerie.

« Vous avez fait ce que les soldats français seuls savent faire, et les plus avancés d'entre vous étaient parvenus sur les murs mêmes de Guadalupe, lorsqu'une pluie torrentielle, venant délayer la terre, rendit les pentes inaccessibles et nous mit dans l'impossibilité de renouveler les attaques.

« Soldats et marins, vous avez, le 5 mai, fait preuve d'un courage héroïque, et l'ennemi a si bien appris à vous connaître ce jour-là, que, pendant votre retraite de Puebla à Orizaba, quoique vous fussiez embarrassés par un convoi de plus de 200 voitures, il n'a pas osé vous attaquer ni même vous inquiéter.

« A Palmar, un peloton de 22 cavaliers mexicains mettait bas les armes devant un brigadier et quatre chasseurs d'Afrique.

« A Aculcingo, la cavalerie du général Marquez se trouvait, le 18, à cinq heures du soir, coupée par l'armée de Zaragoza qui débouchait des Cumbrès.

« Le second bataillon du 99e de ligne accourt d'Ingenio avec une section de la batterie de montagne pour dégager cette cavalerie ; il se précipite sur l'ennemi avec une telle vigueur qu'il lui enlève un drapeau, détermine la dispersion de l'armée de Zaragoza et la reddition de 800 fantassins et 400 cavaliers.

« Le bataillon du 99e de ligne, commandé par le commandant Lefebvre, s'est couvert de gloire au combat d'Aculcingo.

« Soldats et marins ! vos faits d'armes depuis votre départ de Cordova, le 19 avril, jusqu'à votre retour à Orizaba, le 18 mai, les difficultés que vous avez eues à surmonter seront jugés et appréciés par l'Empereur, et soyez assurés que Sa Majesté reconnaîtra par de nobles témoignages votre valeur et votre dévouement.

« Vive l'Empereur !

« Orizaba, le 21 mai 1862.

« Le général commandant en chef,

« Comte de Lorencez. »

Il importait d'installer promptement les troupes à Orizaba, où un hôpital de 460 malades avait été laissé sous la garde d'une section d'artillerie et de deux compagnies d'infanterie de marine présentant un assez faible effectif, mais qui avait dû successivement s'accroître par l'incorporation provisoire des malades dont la guérison était obtenue. L'armée allait donc rencontrer, à moitié chemin de Puebla à Vera-Cruz, une petite place de dépôt avec une garnison et des établissements bien installés dans un bon réduit, perfectionné encore pendant notre absence, et où quelques ressources en vivres, en munitions, en matériel de campement et en moyens hospitaliers avaient été prudemment ménagées. Les blessés et les malades étaient assurés d'y trouver du repos et des soins.

La situation d'Orizaba, sous un climat salubre et d'une douce température, l'existence de moyens de casernement indispensables à la troupe et aux animaux pendant la saison des pluies, les facilités d'y préparer une bonne défense et de pouvoir donner plus d'extension aux établissements militaires existants, formaient un ensemble de conditions favorables au maintien du corps expéditionnaire dans une position dont les instructions du ministre de la guerre avaient d'ailleurs indiqué à l'avance toute l'importance militaire et politique. Il fallait évidemment la conserver à tout prix pour produire l'effet moral qui résulterait de notre établissement dans cette localité, pour assurer aux renforts attendus la jouissance des magasins, manutentions et hôpitaux déjà formés, et surtout la possibilité de sortir des terres chaudes aussitôt après leur débarquement, en se concentrant dans une région qui, par son altitude, échappe complétement aux atteintes de la fièvre jaune.

De Tepeaca à Orizaba, le mouvement rétrograde s'était opéré dans l'ordre le plus imposant et avait été signalé, à la Baranca Secca, par le beau fait d'armes du 2e bataillon du 99e de ligne qui avait réussi à dégager les troupes de Marquez, vivement assaillies par Zaragoza, au moment où elles cherchaient à nous rejoindre. Dépourvu d'argent et d'approvisionnement, Marquez comptait tout au plus 4,000 hommes sous ses ordres, tant d'infanterie que de cavalerie, avec six obusiers de montagne. Ses fantassins étaient presque nus, sans chaussure, sans équipement, mal armés et fort à court de munitions ; ses cavaliers se trouvaient dans le même état de dénûment et montés sur des chevaux très-fatigués.

Le corps expéditionnaire français, fort de 6,000 hommes de toutes armes, rentrait donc le 18 mai à Orizaba. Pour se couvrir du côté des Cumbrès, il laissait les deux bataillons du 99e de ligne, renforcés de la batterie de montagne, au village d'Ingenio, situé dans un endroit resserré de la vallée du Rio Blanco et à cheval sur ce cours d'eau. Toutes les troupes et la plus grande partie des chevaux ou mulets étaient logés tant à Ingenio qu'à Orizaba, et soustraits ainsi aux dangers les plus sérieux de la saison des pluies. Les moyens d'augmenter la force défensive de la position étaient activement étudiés. On s'occupait sans relâche de l'organisation de tous les services administratifs, principalement de celle des hôpitaux.

En pourvoyant ainsi aux besoins les plus pressants, le commandement avait à se préoccuper, en même temps, des dispositions à prendre pour se relier avec la Vera-Cruz, d'où force allait être de tirer la plus grande partie des subsistances, une quantité considérable de matériel de campement et des hôpitaux, les munitions nécessaires au remplacement de celles consommées pendant la campagne, les effets d'habillement et de linge et chaussure laissés aux petits dépôts des corps, et enfin une certaine quantité de numéraire. La caisse de l'armée, garnie pourtant de plusieurs millions en traites, ne pouvait parvenir à réaliser dans le pays quelques centaines de piastres.

Avec un effectif de 4,500 à 5,000 combattants, il était impossible, sans s'exposer à être faible partout, d'échelonner, par l'établissement de postes permanents, la distance de 33 lieues qui sépare Orizaba de Vera-Cruz et que l'on parcourt sur une route frayée, il est vrai, mais nullement entretenue depuis fort longtemps, qui est toujours en très-mauvais état, impraticable aux voitures pendant les grandes pluies, et sur laquelle se rencontrent plusieurs passages difficiles à franchir en présence de l'ennemi. Il fut donc décidé que l'on se bornerait à occuper, sur cette route, le Fortin, Cordova, Potrero et Chichihuitte qui se trouvent encore dans la terre tempérée, et qu'on s'astreindrait invariablement à faire escorter par une force en état d'agir isolément les convois qui allaient être dirigés, sans discontinuité, d'Oribaza sur Vera-Cruz pour y prendre des chargements. L'occupation de Soledad, dont l'importance était vivement sentie, mais qui eût été, à cette époque de l'année, très-dangereuse sous le rapport sanitaire, fut remise au moment de l'arrivée des premiers renforts.

Après avoir laissé reposer pendant quelques jours à Orizaba les troupes que les dernières marches avaient beaucoup fatiguées et que la dyssenterie et la fièvre typhoïde éprouvaient en

ce moment, une colonne composée de deux bataillons d'infanterie de marine, un bataillon de zouaves, la section du génie des colonies, un peloton de chasseurs d'Afrique, une section d'artillerie de marine, une brigade de gendarmerie et une section d'ambulance, le tout donnant environ 1,500 combattants, fut dirigée le 23 mai sur Cordova, où elle arrivait le 24 avec des vivres pour quinze jours. La population de cette ville, qui nous avait toujours témoigné des dispositions hostiles, disparut presque tout entière à l'approche de nos troupes. Celles-ci furent portées, sans perte de temps, au Chichihuitte, le but principal de leur mission étant de s'assurer de la possession de cet important défilé, le passage le plus difficile de la route. Il était occupé par l'ennemi, qui en fut délogé assez facilement, mais après avoir réussi à brûler en entier les ponts existant aux deux issues, sur les rivières de l'Atoyac et du Chichihuitte.

Entreprendre la reconstruction immédiate de ces moyens de passage devenait dès lors indispensable.

Afin que les travaux considérables à exécuter sur ce point fussent activement poussés, la section du génie des colonies faisant partie de la colonne fut renforcée d'une section de la compagnie de sapeurs, maintenue jusqu'alors tout entière à Orizaba pour les besoins des travaux d'installation et de défense qu'on y exécutait en grand nombre. Il fut heureusement possible de trouver très à proximité les principales pièces de bois nécessaires. Quant aux fers et aux madriers, il fallut les demander à Orizaba, en les faisant transporter par les voitures d'administration et sous l'escorte de troupes empruntées à cette dernière place, dont la faible garnison était pourtant obligée de suffire à tant de services divers. En raison de la grande difficulté de pratiquer des rampes dans les berges rocheuses très-élevées et très-escarpées du Chichihuitte, il fallut d'abord consacrer tous les moyens dont on disposait au travaux du pont de cette rivière, sans l'existence duquel les voitures ne pouvaient passer. Mais en perfectionnant les anciennes rampes pratiquées dans le temps par Miramon sur les berges de l'Atoyac, cette seconde rivière pouvait être franchie par les voitures chargées, pourvu qu'elle restât guéable, et les travaux de son pont n'étaient pas aussi urgents. On arrêta donc de ne les exécuter qu'en second lieu, et en attendant on y suppléa en partie au moyen d'une passerelle établie sur pilotis et en aval du pont en construction, à une certaine hauteur au-dessus du niveau le plus habituel des eaux.

Tous ces travaux étaient assez avancés dans les premiers jours de juin pour permettre au convoi amené de Vera-Cruz par le général Douay, de franchir sans difficulté le défilé du Chichihuitte, et de faire parvenir le 10 de ce mois jusqu'à Orizaba un approvisionnement de vivres attendu avec impatience. Le pont de l'Atoyac ne fut terminé que dans le milieu de juillet. Il réunissait, comme celui du Chichihuitte, toutes les conditions de solidité désirables.

Pour fournir les travailleurs nécessaires à ces constructions et s'assurer la position définitive du défilé, le 1er bataillon du 2e zouaves fut chargé de l'occuper, et le chef de bataillon Morand fut nommé commandant supérieur de ce poste, où il commença une installation permanente en faisant élever immédiatement des abris pour l'ambulance et les magasins. Tenant ses troupes en haleine par de fréquentes reconnaissances, poussées quelquefois assez loin, il ne tarda pas à obtenir autour de lui une sécurité qui avait d'abord été fréquemment troublée par les guérillas ennemies.

Dès que les différents services furent organisés au Chichihuitte, le colonnel Hennique, du 2e régiment d'infanterie de marine, commandant la colonne, en ramena la plus grande partie à Cordova, dont il prit le commandement supérieur, et où furent immédiatement exécutés des travaux de défense et d'installation assez considérables et de nature à donner de la sécurité et du bien-être à la garnison. Le poste de Cordova fut chargé de ravitailler celui du Chichihuitte, qui lui était subordonné.

A la date du 26 mai, le corps expéditionnaire était réparti de la manière suivante :

A Ingenio, 2 bataillons, une batterie de montagne;

A Orizaba, le quartier-général, 3 bataillons, 4 pelotons de chasseurs d'Afrique, 10 pièces d'artillerie, une section du génie et la plus grande partie des troupes d'administration :

A Cordova, 2 bataillons, 2 pièces d'artillerie, 1 peloton de chasseurs d'Afrique, et quelques troupes d'administration;

A Chichihuitte, 1 bataillon, 2 sections du génie et quelques hommes du train avec des mulets.

La position du Fortin, située à moitié chemin d'Orizaba à Cordova et celle du Potrero, entre Cordova et Chichihuitte, étaient occupées par des troupes de Marquez, qui avait aussi détaché quelques cavaliers à Ingenio et au Chichihuitte. Conservant le plus gros de ses forces à Orizaba et dans les villages environnants, il s'occupait avec activité de les réorganiser; malheureusement presque tous les moyens lui manquaient, et nous n'étions guère en mesure de lui venir en aide sous ce rapport, ce que nous avons pourtant fait dans la mesure du possible. 3,500 fusils, saisis à la douane de Vera-Cruz, ont été livrés gratuitement à ses troupes, avec 3 obusiers de montagne pris sur l'ennemi. Des sommes d'argent, minimes il est vrai, puisque nous en manquions au point de ne pouvoir quelquefois faire la solde des officiers et payer le prêt du soldat, ont été avancées à nos alliés qui, malgré cette assistance, ne se sont pas trouvés en état d'escorter nos convois dans la terre chaude. Nous les avons néanmoins fait profiter de ces convois, en allouant la ration de nos propres soldats à 2,000 de ceux de Marquez, chargés d'occuper, isolément ou de concert avec nous, plusieurs des postes établis sur la ligne d'opération. Cette mesure avait pour effet d'augmenter d'une manière notable la plus grande difficulté que nous ayons eue à surmonter, celle d'assurer le service des subsistances. Nous devions espérer que la compensation se trouverait dans les services que ces troupes nous rendraient.

Les travaux de l'administration et du génie avaient pris un grand développement à Orizaba dans les premiers jours de juin. L'hôpital de San-José, situé dans l'intérieur du réduit, avait été uniquement consacré aux fiévreux, et le nombre de ses places de malades porté à 700. Des réparations aux toitures étaient en cours d'exécution, tous les murs intérieurs blanchis à la chaux, les cours et les abords déblayés d'une quantité d'immondices. Les effets de literie ne pouvaient être apportés de Vera-Cruz, où les envois de France en avaient pourtant réuni un grand nombre; il y avait été suppléé par des confections de pliants, de paillasses et l'achat de toutes les couvertures qu'on avait pu trouver. On s'était aussi procuré, par achats faits en ville à des prix très-élevés, tous les ustensiles indispensables à l'exploitation du service hospitalier. A l'hôpital de la Concordia, contenant 225 lits et placé dans d'excellentes conditions hygiéniques, on avait réuni tous les blessés. De grands travaux d'appropriation avaient dû aussi y être exécutés. Pour éviter autant que possible les rechutes des malades entrés en convalescence, un dépôt dit des convalescents fut d'abord établi à l'Escamela, puis transféré à Cocolapam. Il pouvait recevoir 180 hommes. Le génie parvint à tirer un parti très-satisfaisant de cet établissement. Pendant la marche sur Puebla, le four existant dans l'hôpital de San-José avait suffi à la cuisson du pain. On remédia à son insuffisance, après le retour, au moyen de deux fours de campagne que les ouvriers d'administration avaient déjà fait fonctionner sous les murs de Puebla. La manutention, placée très à proximité du magasin des subsistances, reçut plus tard une grande extension par la construction de fours en maçonnerie et d'accessoires.

L'éventualité d'une attaque de l'ennemi contre Orizaba, annoncée de tous côtés, imposait avant tout l'obligation d'augmenter la force défensive de cette place. On commença par pourvoir aux besoins de la défense la plus rapprochée, au moyen d'un système de barricades élevées dans les rues et se flanquant mutuellement. Chaque bataillon fut chargé, sous la direction du génie, de construire les barricades à la défense desquelles il devait être appliqué, et l'on se mit ainsi très-rapidement à l'abri d'une surprise. Après l'attaque du 14 juin, des travaux de défense très-considérables et dont nous parlerons plus tard furent élevés à l'extérieur.

L'administration avait demandé que les quelques beaux jours restant à espérer avant l'arrivée des grandes pluies fussent mis à profit pour faire entrer dans Orizaba toutes les denrées qu'il serait possible de se procurer au dehors. A cet effet, le 99e de ligne, établi à Ingenio, fut employé journellement à protéger des fourrages au sec et à fournir les travailleurs nécessaires à l'enlèvement de la paille et de l'orge existant en assez grande quantité dans les haciendas de Tecamalukan et de l'Encinal, situées en avant sur la route de Puebla. Nous privions ainsi l'ennemi de ressources dont l'acquisition devenait d'autant plus précieuse pour nous. Une partie de la cavalerie de Marquez,

mise à la disposition du colonel L'Hériller, du 99e, concourait à ces opérations, qui donnaient souvent lieu à des engagements, d'ailleurs sans importance, avec les troupes ennemies occupant, au nombre de 2 ou 3,000 hommes, le village d'Aculcingo et poussant de fréquentes reconnaissances vers Ingenio. Elles avaient aussi pour avantage de faciliter le passage de quelques approvisionnements de farines et de grains que nos agents se procuraient avec bien de la peine sur le plateau d'Anahuac, mais parvenaient rarement à dérober à la vigilance de l'ennemi.

Le général de Lorencez, ayant appris, le 11 juin, le coup de main exécuté le 10 entre la Pulga et Soledad, par un parti de 500 guérillas, contre un convoi de munitions expédié de Vera-Cruz sous la protection d'une escorte insuffisante de nos contre-guérillas, demanda au général Marquez de se porter dans la terre chaude avec la plus grande partie de ses forces disponibles pour refouler les bandes descendant de Huatusco et de Jalapa, et tâcher de rétablir la sécurité sur la route qui allait être parcourue par nos convois. Marquez se prêta avec empressement à cette combinaison et partit le 12 juin d'Orizaba avec 2,000 de ses cavaliers auxquels il ne voulut joindre aucune partie de son infanterie, qu'il jugeait hors d'état d'entreprendre une marche de quelque durée. Il se chargeait d'escorter quatre-vingts de nos voitures d'administration allant prendre un chargement de vivres à Vera-Cruz et de ramener ce convoi à Orizaba.

Dans la soirée du jour où Marquez se mettait en route, nous fûmes prévenus, par une insolente bravade de Zaragoza lui-même, qu'il se trouvait à Temacalukan, en marche sur Orizaba, où il se proposait de nous attaquer.

En conséquence, le colonel L'Hériller reçut l'ordre, dans la nuit du 12 au 13 juin, d'évacuer immédiatement Ingenio et de ramener le 99e à Orizaba, où il entrait de grand matin, suivi de très-près par l'ennemi.

La seule action importante, mais tout à fait décisive de la défense d'Orizaba, fut l'éclatant fait d'armes du capitaine Détrie, qui, à la tête d'une compagnie du 99e, enleva les formidables hauteurs du Borrego, dominant le réduit de la place, à mille mètres de distance, et que nous aurions dû certainement occuper à l'avance, afin d'être en mesure d'empêcher l'ennemi de s'y installer. On doit faire observer, à cette occasion, que si le général Ortega est parvenu à s'établir avec une partie de ses troupes et sans éveiller l'attention des Français, en temps opportun, sur les hauteurs du Borrego, c'est qu'il a trouvé le moyen, pendant la nuit, de tromper la vigilance des postes de nos alliés, qui, sous les ordres du général Tabouada, avaient pour mission expresse d'observer les positions situées au nord et à l'ouest d'Orizaba.

Ce fut du côté du nord-ouest qu'Ortega profita d'un terrain très-boisé pour s'engager sur des pentes d'un parcours plus long, mais par lesquelles il est bien plus facile d'atteindre le sommet du Borrego que par celles qui tombent directement sur la ville, et étaient réputées inaccessibles avant d'avoir été gravies, sac au dos, par nos soldats. Exécutant un mouvement de flanc très-risqué, il défila avec trois obusiers de montagne et presque toute sa division à petite distance des postes de Tabouada, qui ne s'aperçurent de rien et ne cherchèrent même pas ensuite à inquiéter son mouvement de retraite. La vigueur véritablement exceptionnelle du capitaine Détrie contraignit l'ennemi à abandonner les entreprises déjà commencées sur d'autres points et à se mettre précipitamment en retraite. Cette attaque avait tourné à son entière confusion. Nos troupes y acquirent l'ascendant des armes et d'utiles enseignements. Pour les mettre à profit, le Borrego fut occupé d'une manière permanente par un poste de 100 hommes auxquels il fallait journellement porter de l'eau à une hauteur de plus de 300 mètres. Un chemin muletier qu'on mit quarante jours à exécuter, des ouvrages de campagne habilement tracés, avec des abris pour la troupe dans leur intérieur, complétèrent l'établissement créé sur ce point important.

Le génie et l'artillerie ajoutèrent tous les jours, à partir de ce moment, aux moyens de défense d'Orizaba. La construction de trois batteries et d'une ligne de contre-approche en forme de crémaillère, en avant de la porte de Puebla et se dirigeant vers le Rio Blanco sur une longueur de 600 mètres, avait été commencée dès le 13 juin. Elle fut activement poursuivie. On profita du barrage du canal qui passe en cet endroit pour y faire les préparatifs d'une inondation à tendre vers la droite en introduisant l'eau dans un ancien fossé protégé par un redan déjà existant et susceptible de recevoir de l'artillerie. Une batterie de deux pièces et un petit retranchement pour la protéger furent établis au sud dans le but d'interdire à l'ennemi l'accès des ponts de Jalapilla qui franchissent le Rio Blanco et le Rio d'Orizaba près de leur confluent.

Au nord, trois redans dont l'emplacement était tout naturellement indiqué par trois petits mamelons découvrant parfaitement la plaine furent construits rapidement, ainsi qu'une batterie de deux pièces placée sous leur protection. Du côté de l'est, deux batteries, chacune de deux pièces, furent élevées au centre de retranchements d'un faible relief, mais d'un grand développement, et jugés indispensables, afin de découvrir le fond d'une vallée où l'ennemi aurait pu se masser à l'abri. Enfin, le poste de l'église indienne, situé en arrière de ces derniers ouvrages et leur servant de réduit, fut fortifié avec soin. Tous ces travaux sont actuellement achevés et rendent facile la défense d'Orizaba avec une faible garnison. Celle qui occupait la ville le 14 juin ne comptait pas plus de 2,800 combattants. Elle avait été attaquée par 14,000 Mexicains de l'armée de Zaragoza.

En abandonnant son entreprise contre Orizaba, le général Zaragoza avait fait repasser les Cumbrès à la plus grande partie de ses forces, mais il avait laissé à Aculcingo de quoi intercepter les arrivages du plateau d'Anahuac, et particulièrement de San Andrès et de Tehuacan, centres de production d'où nos troupes auraient pu tirer des ressources en vivres. Ces ressources ne paraissaient pas toutefois présenter assez d'importance pour entraîner aux opérations qu'il aurait fallu entreprendre pour se les procurer. Il était préférable de s'enfermer dans Orizaba, en restant en mesure de fournir largement aux escortes des convois qui rapporteraient avec certitude des approvisionnements de toutes sortes de Vera-Cruz.

Orizaba n'avait été ravitaillé jusqu'alors que par deux petits convois, arrivés l'un le 10 juin, sous la conduite du général Douay, et l'autre le 12, sous l'escorte de 300 cavaliers de Galvez, établi depuis longtemps à Tejeria avec la brigade de l'armée ennemie qui s'était rangée de notre côté pendant le premier séjour que nos troupes firent à Orizaba, avant le départ de l'expédition de Puebla. Le général de Lorencez comptait sur le convoi que devait amener le général Marquez; mais celui-ci, en arrivant à Vera-Cruz avec ses 2,000 cavaliers, ayant appris l'attaque dirigée contre Orizaba, avait jugé à propos de se mettre immédiatement en route pour cette place, laissant à Tejeria les voitures d'administration qu'il avait escortées et dont il ne voulait pas attendre le chargement. Il se serait rendu bien plus utile en amenant des vivres, et tout porte à croire qu'il le désirait; mais son action sur ses troupes n'était pas assez grande pour les maintenir pendant quelques jours dans des localités où sévissait la fièvre jaune.

On en eut une nouvelle preuve lorsqu'il vint, le 23 juin, déclarer que son armée, dont la réorganisation n'était pas encore assez avancée, se trouvait hors d'état de concourir utilement à l'escorte du convoi envoyé en chargement à Vera-Cruz. Il proposait d'employer à cette opération toutes les troupes françaises stationnées à Cordova, et de se charger de l'occupation de cette place, où il irait s'établir de sa personne, avec toute son infanterie, son artillerie et un peu de cavalerie. Sa proposition fut accueillie, mais on jugea à propos de le renforcer du bataillon de marins fusiliers et de la section d'artillerie de marine qui se trouvait déjà à Cordova et y fut maintenue. Après son départ, la garnison d'Orizaba restait composée en infanterie de quatre bataillons, savoir : le bataillon de chasseurs à pied, les deux bataillons du 99e et le 1er bataillon du 2e zouaves, remplacé au Chichihuitte par huit compagnies d'infanterie de marine, sous les ordres du lieutenant-colonel Charvet, et relevées elles-mêmes à Cordova par le 2e bataillon du 2e zouaves.

D'après les dispositions arrêtées de concert avec Marquez, le colonel Hennique partit le 26 juin de Cordova avec une colonne composée de quatre compagnies d'infanterie de marine, le 2e bataillon du 2e zouaves, deux pelotons de chasseurs d'Afrique et la section du génie des colonies, escortant jusqu'à Tejeria une centaine de voitures vides. Il avait l'ordre de les y laisser et de repartir immédiatement avec 180 voitures qui s'y trouvaient toutes chargées. C'étaient celles que Marquez avait dû nous ramener. Afin d'être en mesure de porter secours à cette colonne au cas où elle serait menacée sérieuse-

ment par l'ennemi, qu'on assurait occuper la terre chaude en grande force, il fallut encore s'affaiblir à Orizaba, en y prenant le 1er bataillon du 99e, désigné d'ailleurs pour relever les troupes d'occupation du Chichihuitte, qu'il fallait changer fréquemment en raison de l'insalubrité de cette localité. Ce bataillon, sous les ordres du commandant Souville, se met en route le 2 juillet de Cordova, et arrive le 3 au Chichihuitte.

N'y trouvant pas de nouvelles du convoi, et sur l'avis que 3,000 hommes de troupes ennemies sont postés à Soledad, menaçant d'intercepter la route, il se décide, en conformité de ses instructions, à se porter au secours du colonel Hennique, qui doit être en route depuis quelques jours pour opérer son retour, et arrive le 6 à Soledad, assez à temps pour empêcher le pont d'être brûlé par les Mexicains, qui évacuent précipitamment la position à son approche. La réunion de ces deux colonnes ne s'effectua que le 9 juillet à Soledad. Parti le 4 de Tejeria, le convoi avait donc employé six jours à parcourir une distance de six lieues et demie, en luttant contre des difficultés



Le général Zaragoza.

inouïes pour tirer les voitures des terrains marécageux que traverse la route.

Obligé souvent à de très-grands détours, à tripler et à quadrupler les attelages, ne pouvant avancer qu'au moyen du travail constant des sapeurs du génie, marchant souvent pendant dix-huit heures de suite et sans pouvoir trouver un bivouac où il fût possible au soldat de rencontrer le plus petit emplacement sec pour y prendre du repos, le colonel Hennique n'atteignit Orizaba que le 21 juillet, après dix-neuf jours de la marche la plus pénible, à partir de Tejeria, quoiqu'il n'ait eu relativement que peu de pluie et sans avoir été sérieusement inquiété par l'ennemi. Pour soulager le convoi et surtout pour faire arriver plus rapidement des vivres à Cordova et à Orizaba, où ils allaient manquer, un détachement du train des équipages, fort de 125 hommes et de 180 mulets de bât, accru en route de 60 mulets d'arrieros, avait été envoyé au-devant de lui, l'avait rencontré le 13 juillet à Palo-Verde, s'y était immédiatement chargé, et rentrait le 17 à Orizaba, avec 140 quintaux de farine et 100 quintaux de biscuit que nous étions réduits à considérer, en ce moment, comme une précieuse ressource, au milieu d'une population presque affamée et commençant à émigrer.

Durant le temps que la garnison d'Orizaba ne comptait plus que trois bataillons, on n'avait pas manqué de répandre les bruits les plus alarmants ardemment propagés par les adversaires que nous avions en grand nombre dans la population. Suivant eux, nous étions à chaque instant sur le point d'être attaqués par des forces très-considérables, munies d'une nombreuse artillerie. On fit bonne garde, et aucune de ces menaces ne se réalisa. Rien de sérieux ne fut entrepris contre nous après l'attaque infructueuse du 14 juin.

Toutefois, par mesure de précaution, le général de Lorencez prescrivit au colonel Hennique, qui disposait en ce moment de la plus grande partie de nos forces, réparties sur la ligne d'opération, et que l'ennemi semblait renoncer à inquiéter, de renvoyer à Orizaba le 2e bataillon du 2e zouaves dès qu'il jugerait pouvoir s'en passer. Quatre compagnies d'infanterie de marine, prises au Chichihuitte, y avaient déjà été amenées le 10 juillet.

Dès que le 1er bataillon du 99e, revenant de Soledad et précédant un peu le grand convoi, fut arrivé dans ce dernier poste qu'il était chargé d'occuper, les quatre autres compagnies d'infanterie de marine qui s'y trouvaient encore avec le lieutenant-colonel Charvet allèrent établir un camp près du pont du Rio Blanco, qu'il était devenu indispensable de réparer. Elles ne rejoignirent à Orizaba que le 30 juillet, après le complet achèvement de ces travaux de réparation exécutés sous leur protection par une section de la compagnie du génie.

Le convoi qu'on venait d'avoir tant de peine à faire parvenir jusqu'à Orizaba avait consacré près d'un mois à l'aller et au retour, et, après avoir absorbé pour les besoins de son escorte une grande quantité des vivres qu'il apportait, n'ajoutait pas aux faibles ressources existantes pour plus de vingt jours d'approvisionnements. Nous ne pouvions pas espérer, pendant la saison des pluies, obtenir une marche plus rapide, et il était d'ailleurs impossible d'augmenter les moyens de transport. Tous les efforts tentés pour se procurer des mulets de bât, avec lesquels seulement les transports sont praticables à cette époque de l'année, venaient échouer contre les mauvaises dispositions des habitants à notre égard, ou ne donnaient que des résultats insignifiants. Nous possédions à peu près tous les chariots, au nombre de deux cent soixante, existant dans le pays. Il fallait se résigner à les employer, malgré l'immense difficulté de leur circulation. D'un autre côté, la nécessité de conserver, dans les différentes positions occupées les forces nécessaires à leur défense, n'aurait pas permis de mettre en route en même temps les escortes de plusieurs convois, quand bien même nous aurions pu nous procurer un plus grand nombre de voitures.

Cet état de choses commandant la plus grande économie dans les distributions, il fut décidé, à la date du 24 juin, que la ration de pain serait réduite de 750 à 500 grammes; que les officiers n'en toucheraient plus qu'une seule, quel que fût leur grade; que la troupe ne recevrait plus que deux rations de vin par semaine, mais que la ration de viande serait portée d'abord à 360, puis à 400 grammes. Un ordre du 13 juin avait déjà prescrit la substitution du maïs vert à la paille dans la ration de fourrage. Le moment n'était pas éloigné où il deviendrait impossible de donner du grain aux chevaux, qui n'ont été nourris que de cannes à sucre et de maïs vert pendant les mois d'août et de septembre.

L'impossibilité de faire venir de Vera-Cruz plus d'un convoi par mois avait fait perdre l'espoir de créer une réserve d'approvisionnements, sans laquelle la situation restait très-précaire. Il fallait prendre son parti de vivre au jour le jour et accepter toutes les conséquences de cette obligation.

Pour amoindrir autant que possible la gêne qui en résultait, la plus grande activité fut apportée dans l'expédition des convois. C'est ainsi que, dès le 23 juillet, après n'avoir donné que deux jours de repos aux attelages, le commandant Lefebvre se mettait en route avec 7 compagnies du 99e, 40 sapeurs du génie et 3 pelotons de chasseurs d'Afrique, escortant 108 chariots vides et 260 mulets de bât, pour se rendre à Vera-Cruz. Aucune des difficultés déjà énumérées ne lui fut épargnée pendant la route. L'ennemi avait brûlé le pont de Soledad aussitôt après le passage du convoi précédent; mais le Rio Jemmapa put être franchi à gué et n'arrêta pas sensiblement la marche de cette colonne, qui eut beaucoup plus de malades et une dizaine de cas de fièvre jaune. Partie de Tejeria le 3 août pour opérer son retour, elle n'arriva que le 10 à Passo-Ancho, em-

ployant ainsi huit jours à parcourir une distance de 15 lieues. Attaquée au Rancho-del-Sardo, elle éprouvait quelques pertes et avait plusieurs attelages de mules enlevés. Enfin le convoi dont elle faisait l'escorte, et qui n'était composé au retour que de 80 voitures, dont le chargement avait été réduit de moitié, arrivait le 17 août à Orizaba.

Pendant la marche du commandant Lefebvre, lorsqu'il était attendu d'un jour à l'autre au Chichihuitte, une reconnaissance partie de ce dernier poste arriva le 11 août à Passo-del-Macho, au moment où une bande de guerillas, qui prit aussitôt la fuite, travaillait à détruire le pont en pierre situé à proximité, et auquel il eût été extrêmement difficile de suppléer, en raison de la hauteur et de l'escarpement des berges du cours d'eau qu'il franchit. Cette circonstance détermina à le faire garder par un poste composé de deux compagnies prises dans les troupes occupant le Chichihuitte, qui n'en est qu'à 10 kilomètres. Elles furent chargées de construire, sous la direction de l'un de leurs officiers, une redoute servant de réduit à la position de Passo-del-Macho, qu'elles couvrirent aussi par quelques petits ouvrages.

Le commandant Mangin, du 1er bataillon de chasseurs, avec un convoi très-léger, composé seulement de quelques voitures et d'environ 200 mulets de bât, requis dans tous les corps, fit rapidement, et malgré le plus mauvais temps, l'aller et le retour d'Orizaba à Vera-Cruz du 10 au 24 août, et ramena le courrier de France sous l'escorte d'un peloton de 25 gendarmes qu'on s'était décidé à faire marcher en remplacement des chasseurs d'Afrique, dont tous les chevaux étaient épuisés. Les quatre compagnies de chasseurs à pied qui, avec le peloton de gendarmerie, composaient l'escorte de ce convoi, n'arrivèrent à Orizaba que le 28 août. Elles n'avaient avec elles que huit voitures auxquelles il n'avait pas fallu moins de quatre jours pour se rendre de Tejeria à Soledad, par un temps affreux et de telles difficultés de terrain qu'il devenait d'obligation absolue d'abandonner, entre ces deux points, le mode de transport par voitures. Pour y substituer celui à dos de mulet, il fallait pouvoir s'en procurer en quantité suffisante et disposer en outre des troupes nécessaires à l'occupation de Soledad, où les voitures, sans franchir le Rio Jemmapa, viendraient se charger de denrées apportées jusque-là par des convois de mulets. L'arrivée des renforts, annoncée comme très-prochaine, pouvait seule nous donner les moyens de satisfaire à ces deux conditions.

Un convoi de 75 voitures vides et de 250 mulets, escorté par deux compagnies de chasseurs à pied, trois compagnies de zouaves et un peloton de chasseurs d'Afrique sous les ordres du commandant Morand, partit d'Orizaba le 25 août avec ordre de n'y ramener que des mulets chargés, en laissant à Tejeria toutes les voitures. Elles devaient servir à la composition des convois que les troupes de renfort seraient chargées plus tard d'escorter, en venant successivement prendre dans la terre tempérée les positions qui leur étaient réservées, et fournir des moyens de transport à la portion de l'armée que le nouveau général en chef destinerait probablement à agir sur la ligne d'opération de Jalapa.

En arrivant le 29 août à Soledad, dont le pont était brûlé, le commandant Morand trouve les eaux du Rio Jemmapa extrêmement élevées, et le gué tout à fait impraticable. Aucune promesse d'argent ne peut décider un seul Indien à tenter le passage de la rivière pour aller à Vera-Cruz réclamer les moyens que la marine aurait pu fournir. Un sergent de zouaves est victime de son dévouement en faisant les efforts les plus persévérants, avec quelques autres nageurs, pour tâcher d'arriver sur l'autre rive. Il y a impossibilité absolue de trouver un passage plus facile. Mais on espère que la première colonne de renfort va paraître de l'autre côté, et qu'elle sera peut-être munie du matériel nécessaire pour établir un passage. Le commandant Morand attend donc pendant quelques jours, sous une pluie torrentielle, constamment harcelé par des guérillas, et sans que ses nageurs puissent réussir à établir une communication avec la rive gauche au moyen du câble qu'on avait eu le soin d'apporter d'Orizaba. Ses espérances ne se réalisant pas, il est obligé de rétrograder pour demander des vivres que le commandant Lefebvre lui envoie de Chichihuitte à Passo-Ancho, où il s'établit en attendant la baisse des eaux.

Toutes ces difficultés, prévues d'ailleurs depuis longtemps, faisaient ressortir l'obligation impérieuse d'établir un moyen de passage assuré à Soledad, et d'occuper cette position d'une manière permanente. L'avis était parvenu à Orizaba, de l'arrivée, à la date du 28 août, en rade de Vera-Cruz, du renfort amené par le colonel Brincourt, composé de deux bataillons du 1er zouaves, un escadron du 1er chasseurs d'Afrique, deux compagnies du train des équipages avec voitures, mulets, et, par surcroît de prévoyance bien utile, un approvisionnement considérable de bâts, de manière à pouvoir utiliser au transport à dos tous les mulets d'attelage. En conséquence, et quoique les bruits d'une attaque projetée par l'ennemi fussent encore persévérants, il fut décidé que le 1er bataillon du 2e régiment d'infanterie de marine irait occuper Soledad, sous le commandement supérieur du lieutenant-colonel Charvet, et qu'il se mettrait en route dès qu'on aurait reçu la nouvelle de l'arrivée sur ce point de la première colonne de renfort, qui y serait provisoirement maintenue.

Le commandant du génie, ayant reçu l'ordre de faire transporter à Soledad tous les matériaux qu'il pourrait se procurer pour y établir un moyen de passage permanent, avait fait ses préparatifs avec une extrême diligence. Des cordes et des



Un ranchéro, fermier mexicain.

poulies requises dans une usine d'Orizaba, des madriers trouvés à Cordova et de gros tonneaux vides fournis par l'administration sont mis rapidement en route, avec la plus grande partie de la compagnie de sapeurs et dix matelots choisis dans le bataillon de fusillers marins. Ce détachement rejoint le 7 septembre, à Passo-Ancho, le commandant Morand, qui, le lendemain, se reporte sur Soledad avec toutes ses troupes ainsi renforcées. En arrivant il ne trouve pas encore guéable le Rio Jemmapa, mais il aperçoit sur l'autre rive la première colonne de renfort amenée par le lieutenant-colonel Labrousse, du 1er de zouaves.

Le commandant Morand apportait le matériel nécessaire à l'établissement d'un passage, et le lieutenant-colonel Labrousse un approvisionnement de vivres assez considérable. On s'occupe immédiatement de trouver le moyen de se mettre en communication. Une pirogue indienne, aperçue dans le village par les troupes du colonel Labrousse, est mise à l'eau. Assujettie par une amarre formée des cordes à parquer appartenant aux chasseurs d'Afrique, et montée par un soldat du 1er zouaves qui la dirige hardiment au moyen d'une perche, elle aborde la rive droite. Une corde peut donc être jetée d'un bord à l'autre, et la communication est ainsi établie, en dépit de la rapidité

et du volume des eaux. Dans l'espace de quatre heures, le génie construit un radeau, transformé immédiatement en traille au moyen du câble et des poulies amenées d'Orizaba. Les vivres venant de Vera-Cruz sont transbordés et chargés sur les voitures vides du commandant Morand. Celles du colonel Labrousse seront renvoyées à Tejeria.

Les renseignements recueillis antérieurement avaient signalé l'emplacement d'une ancienne passerelle détruite, à 300 mètres en amont du pont brûlé. Des îlots et des rochers y formaient des piles naturelles. Le génie entreprit ainsi la reconstruction de cette passerelle, qu'il termina avec le plus complet succès dans la soirée du 10, et sur laquelle hommes et mulets chargés pouvaient passer en toute sécurité.

Ainsi, le 10 au soir, le Rio Jemmapa était franchi par un double moyen de communication ; une colonne, forte de 350 hommes, escortant 250 mulets chargés de vivres, partit aussitôt de Soledad, sous les ordres du capitaine du génie Barillon, qui avait habilement dirigé ces travaux. Elle arriva le 14 septembre à Orizaba.

La position de Soledad, gardée provisoirement par le colonel Labrousse, était d'une occupation très-difficile sous le rapport militaire. Quelques ouvrages de campagne y furent immédiatement commencés et tracés de manière à garder à la fois les deux rives du Rio Jemmapa. On entreprit aussi des travaux d'appropriation pour établir des magasins et une ambulance dans l'église et les maisons échappées à l'incendie et aux dévastations des guérillas. Aucun habitant n'était resté dans cette localité.

Le commandant Morand était rentré le 19 septembre à Orizaba, avec son convoi, surmontant pendant sa marche tous les obstacles déjà rencontrés par ceux qui l'avaient précédé dans la conduite de ces opérations.

Le lieutenant-colonel Charvet partit le même jour avec le 1er bataillon d'infanterie de marine pour relever à Soledad le lieutenant-colonel Labrousse, chargé d'occuper le Chichihuitte, tandis que le 2e bataillon du 1er zouaves et un peloton du 1er chasseurs d'Afrique, escortant un convoi de 60 voitures, venaient s'installer à Cordova sous les ordres du colonel Brincourt, désigné pour remplacer, dans le commandement supérieur de cette dernière place, le colonel l'Hériller, rentrant avec le 99e tout entier à Orizaba.

Les deux bataillons du 2e zouaves et deux pelotons du 2e chasseurs d'Afrique, avec une section de la batterie de montagne, en partaient aussitôt et s'installaient à Ingenio, où il avait été décidé que les avant-postes seraient reportés.

Nos troupes allaient avoir pour la première fois depuis longtemps une abondance de vivres qui devait contribuer, avec le retour du beau temps, à faire oublier les fatigues occasionnées par des marches d'une difficulté inouïe.

Tous les mulets du train se ressentaient beaucoup du travail incessant qui leur avait été demandé; mais on allait pouvoir leur donner une meilleure nourriture et un peu de repos. Il était facile, avec du temps, de réparer le matériel roulant gravement avarié, et de reconstituer le convoi, composé de 260 grands chariots, qui formeront encore la ressource la plus utile qu'il soit possible d'obtenir dans le pays. Son organisation primitive avait été l'œuvre du regrettable sous-intendant militaire Raoul, tué glorieusement au combat de Puebla.

Pendant que le corps expéditionnaire du Mexique parvenait à se maintenir à Orizaba au prix de travaux de tous genres et en tirant de Vera-Cruz ses principales ressources, la fièvre jaune sévissait cruellement dans cette dernière ville, où le capitaine de vaisseau Roze, secondé par le lieutenant-colonel d'état-major Lacroix, avait à lutter contre les plus grandes difficultés.

Cette ville avait été laissée sous la garde d'une partie des équipages de la flotte et d'une seule compagnie du 99e, donnant un total de 5 à 600 hommes, dont la moitié se trouvait toujours hors d'état de servir.

Au fur et à mesure des pertes rapides et si considérables éprouvées par cette petite garnison, la marine, à force d'abnégation, était parvenue à l'entretenir au même effectif en se dégarnissant à bord de ses bâtiments, au point de les laisser avec des équipages tout à fait insuffisants.

Avec environ 300 hommes disponibles, tant marins que militaires, un personnel d'officiers de santé et d'administration très-restreint et sur lequel l'épidémie frappait à chaque instant, il fallait pourvoir à la défense de la place, mal protégée par un mauvais mur sans fossé et ouvert en plusieurs endroits du côté de la terre ; assurer le service des hôpitaux, dont le mouvement ne cessait jamais d'être considérable ; fournir les corvées nécessaires au travail pénible et dangereux, sous un climat dévorant, du débarquement et de l'emmagasinement des approvisionnements apportés par la voie de mer ; et enfin préparer et exécuter les chargements des convois dirigés sur Orizaba, opération exigeant la plus grande activité, et surtout des prévisions minutieuses pour que les différents services fussent pourvus convenablement.

Officiers, médecins, fonctionnaires de l'intendance et agents des divers services administratifs, élevant leur zèle et leur dévouement à la hauteur des difficultés de la situation, firent face à tout avec une énergie que les menaces incessantes de l'ennemi et l'interruption des communications avec l'armée ne faisaient qu'exalter. Grâce à tant d'efforts, il fut possible de profiter en temps utile des ressources que les convois de France venaient mettre successivement à la disposition du corps expéditionnaire.

La garnison de Vera-Cruz rendit les plus grands services à notre armée ; elle contribua pour une large part au résultat obtenu, et qui eût été impossible sans l'énergie de son concours.

Ainsi se trouvait atteint, au moment de l'arrivée des renforts, le seul but qui fût sérieusement offert à la constance et au dévouement du premier corps expéditionnaire du Mexique. Il est parvenu à s'installer fortement et à assurer sa ligne de communication avec Vera-Cruz, dans des conditions inouïes. Ce sera l'honneur de cette partie de la campagne de l'armée française au Mexique.

CHAPITRE VI

Discussion des crédits demandés pour le ministère de la guerre. — Examen du traité du 31 octobre 1861 et de la convention de la Soledad.

Le jour approchait où, comme le dit le maréchal Randon dans son rapport rétrospectif du 17 novembre, de nombreux renforts allaient changer complétement le caractère et la marche de nos opérations militaires, et marquer une phase toute nouvelle dans l'expédition française au Mexique.

Les vues qui avaient déterminé le gouvernement français depuis le commencement de la guerre, furent derechef affirmées, à la séance législative du 26 juin, à l'occasion des crédits demandés pour le ministère de la guerre.

M. Jules Favre présenta sur l'expédition et sur la manière dont elle était conduite, des observations que M. Billault se chargea de réfuter victorieusement. Ce fut un grand-tournoi oratoire, où chacun des antagonistes déploya autant de réserve que de talent; le public recueillit avec avidité les explications données par le ministre ; c'était la première fois qu'il entrevoyait les causes obscures de la rupture qui avait éclaté brusquement entre les trois puissances signataires de la convention de Londres.

M. Jules Favre entra en matière en rappelant que lorsque, quelques jours auparavant, le gouvernement était venu demander à la Chambre des subsides pour dégager un corps d'armée arrêté par des obstacles inattendus, il avait rencontré une adhésion unanime. C'est qu'en effet, secourir nos concitoyens menacés, faire respecter notre drapeau, c'est là un devoir pour tous sans acception d'opinions ; et quand le gouvernement satisfait à de telles nécessités, il n'a pas d'opposition à redouter.

« Toutefois, continue l'orateur, un vote de salut n'est pas un vote de confiance, et nous manquerions à notre devoir de représentants du pays si nous ne cherchions pas à retenir le gouvernement sur une pente que nous croyons fatale. D'ailleurs, n'eussions-nous d'autre mérite que de provoquer des explications que l'opinion attend avec impatience, ce serait assez pour remplir ce difficile devoir.

Je suis placé entre deux écueils : irriter ou étouffer le débat. Je tâcherai d'éviter l'un et l'autre.

Dans la situation où sont les choses, il semble que tout doive se borner à un interrogatoire de la chambre au gouvernement. Quelles sont les résolutions qu'il doit prendre et qui intéressent si fort l'avenir financier, politique et militaire de la France? Il suffit de poser la question et de rappeler les faits sommairement.

Les documents officiels ont fait connaître au pays les raisons qui avaient déterminé le gouvernement à entreprendre une expédition contre le Mexique au mois de novembre dernier.

Si dans un moment où l'état du monde faisait une loi au

gouvernement de ne pas éparpiller nos forces; où le défaut d'équilibre du budget, solennellement annoncé, imposait le devoir de sévères économies, une guerre lointaine et coûteuse était entreprise, sans doute elle était indispensable pour protéger nos nationaux menacés par un gouvernement sans foi, et le rappeler au respect des traités.

Ces vues nous étaient communes avec deux autres puissances; l'Angleterre et l'Espagne avaient comme nous des griefs à venger et des droits à assurer, et leur coopération, en allégeant nos charges, devait rendre le succès plus facile et plus prompt.

Bien que les documents vous soient connus, messieurs, je vous demande la permission de vous rappeler quelques passages, quelques pièces qui sont le point de départ nécessaire de la discussion. Le traité du 31 octobre, conclu entre les trois puissances, marquait nettement le but de l'expédition combinée.

L'art. 1er porte qu'il sera envoyé au Mexique des forces de terre et de mer suffisantes pour saisir et occuper les forteresses et les positions militaires du littoral. L'art. 2 déclare que les trois puissances ne rechercheront pour elles-mêmes aucune acquisition de territoire, aucun avantage particulier; qu'elles n'exerceront dans les affaires intérieures du Mexique aucune influence de nature à porter atteinte à l'indépendance du pays, à son droit de choisir librement son gouvernement. Voilà ce que portent les deux principaux articles du traité. A cet égard, nulle contestation possible.

A côté du texte du traité se trouve le commentaire des instructions données à notre plénipotentiaire chargé d'accompagner et de diriger l'expédition. Ces instructions sont conformes à l'esprit du traité. Elles représentent que le but de l'expédition est d'occuper les ports du littoral mexicain; elles ajoutent qu'en cas de résistance le plénipotentiaire est autorisé à employer la force; mais elles expliquent la nature de cette coaction et elles rappellent que les puissances se sont interdit d'intervenir dans les affaires intérieures du pays.

Il est vrai qu'elles ajoutent qu'il est cependant certaines hypothèses qui s'imposent à toute prévoyance; que si la partie saine de la population, fatiguée d'anarchie, tentant des efforts pour constituer un gouvernement présentant des garanties de force et de stabilité, tentatives auxquelles les puissances ont intérêt, ces tentatives ne devraient pas être découragées.

Eh bien! messieurs, je me propose d'examiner si notre armée a été accueillie au Mexique par la sympathie de la partie saine de la population, et si elle s'est appuyée sur des hommes méritant l'estime et la considération.

Et d'abord, je me demande s'il n'était pas dangereux de donner à un plénipotentiaire armé des pouvoirs aussi vagues! Vous l'autorisez à se rendre dans un pays étranger et à y chercher à la tête d'une armée quelle est l'opinion publique. Vous l'exposiez assurément à courir une aventure pouvant engager l'honneur de la France et nous jeter dans d'inextricables embarras.

Il n'y a pas d'illusion à se faire en présence de ces expressions : *la partie saine de la population.* On veut parler de celle qui se porterait au-devant de l'étranger envahissant le pays, et je dis que ce ne pouvait être que la partie la plus méprisable de la population.

Qu'aurait-on pensé, messieurs, de ceux qui, sous la Convention, auraient accueilli avec sympathie l'ennemi qui envahissait la France!

Je ne veux faire aucune assimilation, mais j'ai le droit de signaler le danger que des instructions aussi vagues faisaient courir à notre drapeau.

D'ailleurs ce n'est pas là une vaine hypothèse, et les événements ont justifié mon opinion.

Quoi qu'il en soit, cette expédition fut décidée; la France ne devait y entrer que pour 2,500 ou 3,000 hommes.

Des inquiétudes légitimes se manifestèrent aussitôt. On disait que la protection de nos nationaux n'était que le programme servant à dissimuler d'autres projets; on disait que nous n'allions au Mexique que pour y détruire le gouvernement établi et le remplacer par une monarchie; on prononçait même le nom du prince aventureux, quoique Autrichien (*rires*), qui avait accepté une pareille candidature.

Ce fut au milieu de ces incertitudes que s'ouvrit notre session. Vous n'avez pas oublié, messieurs, les interpellations qui furent adressés au gouvernement.

Vous avez entendu le discours de l'honorable M. Jubinal, qui pose nettement la question. Si vous allez au Mexique pour venger vos griefs, disait-il, le droit est avec vous; mais vous le violez si vous prétendez imposer à un peuple une forme de gouvernement dont il ne veut pas; si vous abusez de votre force, vous commettez un acte d'autant plus criminel qu'il s'agit d'une nation faible qui ne peut résister, d'une nation qui est peut-être en proie à de regrettables discussions, mais qui a le droit de les préférer à la servitude.

A ces paroles si nettes et si justes de M. Jubinal, j'ajoutais quelques observations, et je cherchais à démontrer que l'expédition était impolitique et injuste.

Impolitique, car la grandeur de l'effort et de la dépense n'était pas en rapport avec le résultat poursuivi.

Impolitique, car elle pouvait nous jeter dans des complications diplomatiques très-graves et changer l'équilibre de nos alliances.

Injuste, car le Mexique, dès qu'il avait connu les réclamations de la France, avait offert de négocier et avait présenté des cautions solvables.

On exigea plus que la réparation de nos griefs, c'était commettre un attentat contre la souveraineté nationale d'un peuple.

Vous vous rappelez, messieurs, quelle fut, à ces interpellations, la réponse de l'honorable M. Billault. Il dit que nous n'allions au Mexique que pour protéger nos concitoyens menacés par un gouvernement anarchique; que nous ne voulions que le redressement de nos griefs, et que nous ne pouvions pas être éternellement les dupes d'un gouvernement qui nous jouait.

M. le ministre ajoutait que ce qui devait rassurer l'opinion publique, c'est que cette expédition était faite en commun avec l'Angleterre et avec l'Espagne; enfin M. le ministre me demandait pourquoi, au delà des faits patents et déclarés, j'entrevoyais je ne sais quelle convention directe au profit d'un intérêt étranger. La convention est claire et précise, me disait-il; sur quelles preuves s'appuient vos suppositions?

Des preuves? les événements que la politique du gouvernement a provoqués vont me les fournir.

Je sais bien que M. le ministre a ajouté, dans cette discussion précédente à laquelle je fais allusion, que notre présence sur les côtes du Mexique pourrait faire naître des éventualités qui ne nous permettraient pas de rester inactifs.

L'honorable M. Billault pensait qu'à l'apparition de notre drapeau la population du Mexique viendrait se ranger à son ombre et nous proclamerait ses libérateurs. Alors que faisait-on en présence d'un si beau spectacle? Pouvait-on se refuser la satisfaction de présider militairement à la fondation d'un nouveau gouvernement? (*Bruit.*)

Telles étaient les explications données par le gouvernement, et M. le Ministre, se servant d'un moyen oratoire souvent employé, vous disait : « Nos troupes sont en marche sur Mexico ; « elles y sont peut-être ; pourquoi discuter? »

Ils ne me convient pas d'apprécier quels sentiments furent provoqués dans cette Chambre par le discours du ministre ; cependant, assurément, l'expression en fut plus silencieuse que de coutume.

Quant à moi, mon opinion n'a pas changé, mais je ne pensais pas que mes prévisions seraient si vite réalisées, et que les faits se chargeraient de me donner aussi complétement raison.

Si je rappelle ces faits c'est pour les caractériser et en tirer des conséquences pratiques. Vous savez que l'expédition partit en novembre et n'arriva au terme de son voyage qu'en décembre 1861. C'est à cette époque que la Vera-Cruz tomba au pouvoir des Espagnols, arrivés les premiers. Il est officiellement constaté que l'armée combinée n'avait ni chevaux de train, ni chariots, ni aucun matériel.

On se flattait sans doute de trouver ces moyens d'action sur les lieux. On ne se les procura qu'avec difficultés, dépenses et lenteurs. Je dis que ces choses sont officielles, car le document qui les constate est revêtu de la signature du représentant officiel de la France.

Dans cette affaire, où les fautes sont accumulées, l'époque choisie n'était pas heureuse. On voyait déjà poindre, à une époque rapprochée, le moins terrible où le fléau de la fièvre jaune pourrait devenir l'auxiliaire de la nation mexicaine, si les hostilités étaient ouvertes. Il fallait donc se hâter. On le pouvait. Je ne cherche pas sur qui doit peser la responsabilité de ces faits, je les constate.

Toutefois, comme l'action militaire devait être précédée d'une

action politique, une proclamation fut lancée. Là, avec moins de talent que l'honorable ministre qui lors de la discussion de l'adresse me faisait l'honneur de me répondre, le commandant de l'expédition s'adressait à la nation mexicaine. Il lui disait : « Les bras de la France vous sont ouverts. Laissez ceux qui « font peser le joug sur votre front. Ce joug, nous sommes ici « pour le briser. »

Personne ne vint. Cette proclamation resta sans écho. Le ministre des affaires étrangères mexicain fit savoir qu'il ne répondrait qu'à des réclamations diplomatiques. Il ajouta que l'armée combinée pouvait se trouver menacée sur le littoral par la fièvre jaune et qu'il ouvrirait à l'armée les portes du Mexique à deux conditions : 1° c'est que les réclamations laisseraient intacte l'existence du gouvernement ; 2° que si le traité vers lequel on marchait n'était pas signé, les troupes rétrograderaient et viendraient reprendre leurs positions sur le littoral. Ceci se passait en février 1862.

Les plénipotentiaires firent une note où ils énoncèrent leurs réclamations, et le comte de Reus fut chargé de franchir le défilé qui sépare le littoral des terres hautes pour aller s'entendre avec le ministre mexicain. On tomba promptement d'accord, et il ne pouvait guère en être autrement. Le Mexique consentait à négocier, et offrait pour sa dette la caution des États-Unis.

Ainsi tombait l'objection de cette perpétuelle illusion dans laquelle, selon l'honorable M. Billault, les hommes d'État mexicains voulaient maintenir les gouvernements européens.

C'est dans ces circonstances et dans ces conditions que la convention de la *Soledad* fut signée par les plénipotentiaires. Le traité stipulait l'ouverture des négociations, et en même temps la nécessité, pour les armées combinées, de prendre campement sur les terres hautes, à l'abri de la fièvre jaune.

Les Mexicains envoyèrent une garde d'honneur de 2,000 hommes, chargée d'escorter notre armée, et les pièces officielles prouvent combien fut sage la conduite des plénipotentiaires, qui se voyaient forcés ou d'embarquer leurs troupes, ou de les laisser dévorer par le fléau dont j'ai parlé.

Le traité portait qu'on devait attendre en cet état de choses jusqu'au 15 avril, époque où le refus ou le consentement des puissances serait arrivé d'Europe.

Sur cette première question, l'accord de trois puissances fut rompu. Les cabinets de Madrid et de Londres approuvèrent la convention de la Soledad, celui des Tuileries la désapprouva.

Ici je m'arrête, et je demande au gouvernement la raison de ce refus de ratification. C'est là un incident d'une haute gravité. Un gouvernement doit donner à ses agents des indications précises, et ne pas les exposer à un désaveu. Pourquoi notre plénipotentiaire a-t-il été désavoué? C'est ce que M. le ministre nous dira.

Quoi qu'il en soit, la convention n'étant pas ratifiée, il s'ensuivait des promesses formelles à exécuter.

Malheureusement, et ceci est pénible à raconter devant une Chambre française, le chef du corps expéditionnaire français se crut obligé de ne pas se conformer à la parole donnée. Il avait promis, en cas de non-ratification du traité, de ramener ses troupes en deçà du défilé, qu'elles n'avaient franchi qu'à raison même du traité. Le traité était rompu, et il resta au delà de ce défilé.

Ce chef a allégué des raisons... des raisons vagues; seulement, il m'est permis de dire au nom de notre pays que des sentiments chevaleresques se concilient peu avec de pareilles contradictions. Nous n'avons pas l'habitude de côtoyer les écueils en les éludant. Ce qui m'autorise à tenir ce langage, c'est celui de notre plénipotentiaire aux conférences d'Orizaba.

Aux questions de sir Charles Wyke, qui lui demande la raison du refus de ratification, M. Dubois de Saligny répond qu'il n'a pas confiance, et, quand on lui demande pourquoi il a signé la convention, il répond qu'il se serait cru lié par sa responsabilité si le gouvernement du Mexique n'avait annulé par toutes sortes de moyens la convention de la Soledad.

Je ne serai pas sévère en disant qu'un pareil langage est fâcheux. Il fallait que le plénipotentiaire précisât ces raisons, qu'il ne parût pas si dédaigneux à l'égard de la signature de la France.

Ce qui est certain, c'est que nos soldats sont restés en vertu d'un traité qui n'a pas été ratifié; que c'est à propos de cette non-ratification que la rupture a eu lieu entre les puissances, et que la France s'est trouvée seule dans son action. Je suppose que l'honorable M. Billault me dira à cet égard ce qu'il m'a dit à propos de l'adresse.

Messieurs, si la France était restée seule, je suis sûr que les événements où l'on s'est engagé ne se seraient pas produits.

Mais la France, après avoir éliminé l'Espagne et l'Angleterre, a ouvert ses rangs à des factieux, à des émigrés, à des hommes chassés par la force des armes aussi bien que par la volonté nationale.

C'est là un second épisode qui va motiver une seconde et éclatante rupture. Cet épisode a été l'objet d'une délibération en règle entre les représentants des trois puissances, délibération qui a été rapportée dans un procès-verbal publié dans toute l'Europe.

Vous savez que quand le bruit se répandit que l'expédition du Mexique allait voir arriver dans ses rangs les anciens partisans du gouvernement renversé, notamment le général Miramon, le représentant de l'Angleterre déclara qu'il le ferait arrêter et juger comme ayant volé l'argent de la légation anglaise. Miramon fut effrayé; il tourna du côté de la Havane. Que fîmes-nous? Nous prîmes sur notre bord le général Almonte, le père Miranda. Qu'étaient-ils? Des partisans du gouvernement clérical et militaire qui avait été renversé et auquel avait succédé le gouvernement constitutionnel de Juarez.

Almonte ne pouvait mettre le pied sur les côtes du Mexique sans encourir la rigueur des lois, et il apparut au milieu des forces françaises. Y apparaissait-il sans mandat? Je ne saurais l'admettre, car les faits sont constants.

Almonte paraît connaître ses pouvoirs; il disait qu'il venait soutenir la candidature du prince Maximilien. Le procès-verbal de la conférence le constate en propres termes; il porte : « Le « général Almonte a déclaré qu'il comptait sur les trois puis- « sances pour changer le gouvernement en une monarchie et « nommer un archiduc; qu'il croyait que ce projet serait bien « reçu et pourrait être réalisé avant deux mois. »

Ainsi Almonte était le mandataire d'un prince, le courtier d'une candidature monarchique qui se présentait en venant derrière des baïonnettes étrangères.

Croyez-vous, messieurs, que sa prétention ne dût pas exciter une très-grande émotion?

Les représentants de l'Angleterre et de l'Espagne dirent que la convention de Londres était essentiellement violée par sa présence.

Avaient-ils tort? Evidemment non. Cette convention avait dit que les puissances s'interdisaient toute pression sur le gouvernement mexicain.

Eh bien ! un proscrit, un émigré, un condamné se joignait à nous. C'était évidemment déchirer la convention de Londres ; mais il faut encore examiner le fait eu égard à la violation du droit des gens et de la morale. La guerre, messieurs, est toujours une extrémité cruelle; elle est permise pour repousser la force, pour venger une insulte, pour secourir un allié.

Mais supposez qu'elle soit entreprise pour imposer un gouvernement dont la nation ne veut pas, pour faire prévaloir l'ambition de tel ou tel citoyen chassé de son pays, c'est un crime. Que penser de la moralité de celui qui vient déchaîner sur son pays le fléau de la guerre étrangère? Pour moi, je ne saurais retenir ici les sentiments qui sont au fond de mon cœur.

L'histoire a enregistré plus d'un acte de ce genre, mais tous ceux qui ont tourné leurs armes contre leur patrie ont été flétris par une réprobation éclatante.

Il n'est pas de principe plus sacré que l'amour de la patrie, de la nationalité, l'horreur de l'intervention étrangère.

Je ne sais quel avenir est réservé à la France. (*Bruyantes interruptions.*) Je suis sûr qu'elle arrivera à la conquête entière de sa liberté. Si elle pouvait être appelée à subir le joug d'un pouvoir qui détruirait les citoyens éminents, qui ferait planer partout la terreur, nous subirions ce joug avec indignation et nous nous efforcerions de le briser.

Mais si un libérateur se présentait escorté par les troupes autrichiennes et prussiennes, c'est à lui que j'irais comme à l'ennemi... (*Interruption.*) Et je croirais accomplir un devoir sacré en versant tout mon sang pour empêcher que cet insolent auxiliaire vînt fouler le sol de la patrie.

De tels sentiments, messieurs, n'ont d'autre inconvénient que d'être un lieu commun. Quel est votre sentiment, quel est votre jugement sur Almonte, sur le gouvernement qui le prend avec lui et en fait son instrument? Car Almonte s'est expliqué

en toute franchise, et il a dit qu'à l'ombre de notre drapeau il chercherait quelle forme de gouvernement convenait au Mexique.

On a dit qu'il eût été indigne de la France de l'abandonner. Oui, s'il était venu nous demander un asile ; mais il venait jeter la guerre sur le sol de son pays. Au moment où il se présente, la main de la France est là qui tient notre drapeau.

Nous ne nous étonnons pas dès lors que Juarez ait dit que tant qu'Almonte serait là, lui Juarez se refuserait à toute négociation. Lui refuserons-nous notre estime?

Juarez a dit :

« S'ils sont avec Almonte, je considère cela comme une déclaration de guerre. » C'est alors qu'une conférence s'est engagée entre les représentants des trois puissances. Il a été déclaré que la présence d'Almonte devenait pour la nation espagnole et pour la nation anglaise un empêchement absolu de continuer leur concours. On demanda le rembarquement d'Almonte.

L'amiral Jurien de la Gravière s'y refusa. Les représentants anglais et espagnols n'approuvèrent pas cette déclaration, et c'est là-dessus que solennellement on se divisa.

Il y a ici encore une autre cause de discorde. J'en ai déjà dit un mot, et je dois insister à cet égard pour obtenir du gouvernement des explications nécessaires. Chaque puissance s'était réservé le droit de formuler des réclamations individuelles.

La France, il faut le dire, paraissait engagée d'une manière insignifiante.

Il y avait des créances constatées par des traités antérieurs et s'élevant à 750,000 dollars. A cela il fallait ajouter des réclamations éventuelles de nos nationaux, qui pouvaient atteindre le chiffre de 4 millions.

Or, que fut-il dit, dans les conférences, au nom de la France? On parla d'abord de 12 millions de francs, puis de 75 millions de francs. Cette somme énorme de 75 millions de francs s'appliquait à un emprunt connu sous le nom d'emprunt Jecker, que l'on pouvait faire reconnaître par le nouveau gouvernement qui serait installé.

A cet égard, la France était dans une erreur inconcevable qu'il faut dissiper.

Sur cet emprunt Jecker, il suffit de rappeler la déclaration de lord Russell. Lord Russell a dit : « Lorsque Miramon était sans ressources, sans le sou, la maison Jecker prêtait 3,750,000 francs, pour lesquels elle reçut des bons payables à des époques échelonnées, et cela pour la somme monstrueuse de 75 millions de francs.

Juarez fut sommé d'avoir à payer cette somme. Il refusa. Il fut soutenu par tous les hommes impartiaux. On consentit à payer les 750,000 dollars, mais non pas les 15 millions de dollars.

Et pour compléter ces renseignements, j'ajoute que la maison Jecker était une maison suisse qui a été entraînée par la chute de Miramon. Elle tomba en faillite. Les bons se sont vendus à vil prix. Une société d'honnêtes spéculateurs les a rachetés. Elle veut s'en servir; elle veut toucher les 75 millions.

Voilà le créancier que la France prend sous son patronage.

Et que se passe-t-il en Europe?

Beaucoup le savent, et si je le dis, c'est pour protester contre une abominable calomnie qui a couru à l'étranger. Le *Times* n'a-t-il pas dit que les 75 millions avaient été rachetés par des personnages connus? On dédaigne de pareilles calomnies; on a tort. On se croit suffisamment protégé par un système de surveillance qui arrête l'outrage à la frontière; mais si l'accusation n'entre pas en France, elle circule impunément dans toute l'Europe.

Cette affaire Jecker, qui n'est qu'une scandaleuse usure, a été présentée au gouvernement français comme une créance légitime, valant un cas de paix ou de guerre. Eh bien! il faut que cette affaire soit éclaircie, que cette calomnie soit démentie, que le gouvernement déclare qu'il n'exigera que le payement des sommes réellement prêtées; mais que, quant à ces spéculations honteuses, la France s'en éloigne avec dégoût; enfin, que si l'on a pu être un moment abusé, on s'arrête dès qu'on a été éclairé.

Les choses en sont arrivées à un point tel, qu'il faut absolument qu'on s'explique sur les résolutions que l'on veut prendre. A mes yeux, le seul parti compatible avec les intérêts, avec l'honneur du pays, c'est de traiter avec le Mexique et de se retirer. (*Murmures.*)

Je ne sais, messieurs, si je me trompe, mais rien ne me paraît plus facile que de justifier cette opinion. L'opinion contraire ne repose que sur des illusions généreuses ou des partis pris funestes.

Oui, il n'y a que deux partis à prendre : traiter avec le Mexique ou faire la guerre. La guerre, pourquoi? Où sont nos ennemis?

Si nous ne sommes pas les partisans d'Almonte, nous n'avons pas d'ennemis au Mexique, nous n'avons que des débiteurs, à moins que les paroles prononcées dans cette Chambre ne soient qu'un jeu pour tromper le public (*rumeurs*), car on a déclaré qu'on n'allait au Mexique que pour protéger nos nationaux; que si des efforts étaient faits par une partie de la population pour essayer de fonder un gouvernement stable, on se bornerait à ne pas la décourager. Voilà ce qu'on nous a déclaré aujourd'hui. Mais n'est-il pas évident que le gouvernement français a été trompé? N'est-il pas démontré que le pouvoir de Juarez, qu'il suffisait, disait-on, de toucher pour le voir tomber, possède dans ce pays une force qn'on ne soupçonnait pas?

Faire la guerre, c'est donc s'engager, non-seulement dans une difficile entreprise, mais dans le plus injuste des partis. Cette résolution extrême de faire la guerre ne peut être prise qu'autant qu'on a un but équitable.

Quel serait le but d'une guerre de la France au Mexique? Serait-ce de venger un échec? Nous n'avons pas subi d'échec. Nos soldats, au milieu d'obstacles naturels insurmontables, ont héroïquement porté le nom et l'honneur de la France; ils peuvent rentrer dans leur patrie avec la gloire qui s'attache à un généreux dévouement, aux devoirs loyalement accomplis.

Les soldats de Sébastopol, de Magenta et de Solferino savent assez qu'ils appartiennent à une race qui ne recule jamais devant le danger, et que revenir du Mexique ce n'est pas amoindrir leur caractère. Si l'on ne veut pas qu'ils reviennent, il faut qu'ils avancent.

Sans doute, la France est assez puissante pour aller à Mexico en sacrifiant des hommes et de l'argent; mais y a-t-il ici un but qui puisse absoudre de tels sacrifices? Avancer, c'est s'engager dans une entreprise où ce qu'il y a de plus funeste, c'est la victoire; car, après la victoire, viendra la responsabilité!

Le gouvernement stable que vous établiriez, il faudrait en effet le soutenir; il faudrait, pour le faire durer, inscrire dans nos budgets une dépense de 30 millions; il faudrait 3 ou 4,000 hommes à Mexico, peut-être 12 à 15,000 dans l'intérieur.

Voilà quels sacrifices seront nécessaires si le gouvernement persévère dans une résolution fatale et refuse de reconnaître (ce que les gouvernements peuvent faire avec honneur comme les individus) qu'il a commis une erreur. Le gouvernement français n'a-t-il pas fait cette expérience déjà? Ne s'est-il pas arrêté à Villafranca avant d'avoir atteint le but qu'il voulait atteindre? »

A ces mots s'élevèrent des rumeurs : « Non, » dit une voix. M. Jules Favre poursuivit en ces termes :

« Je ne veux pas, quant à moi, accepter une partie de responsabilité dans cette affaire. Je proteste de toutes mes forces contre la politique qui m'y obligerait, et j'appelle une solution prompte qui dégage la France de cet embarras.

Le résultat de l'expédition n'aura été que de refroidir nos relations avec deux puissances voisines, d'éveiller les défiances des États-Unis, d'alarmer les républiques de l'Amérique du Sud.

Une sage politique consiste à réparer les fautes commises et non à les aggraver par de l'obstination.

Du mal, d'ailleurs, peut quelquefois sortir le bien. La prospérité éblouit; Dieu permet les mauvais jours pour nous éclairer. La France comprendra peut-être quel péril il y a pour elle à se laisser engager dans les grandes questions de politique extérieure sans que ses mandataires aient été consultés. Le chef de l'État lui-même, dans l'isolement de l'autorité que la nation lui avait abandonnée pour qu'il protégeât l'ordre, n'a-t-il pas senti le besoin d'associer la nation à sa responsabilité? N'a-t-il pas donné aux représentants du pays la prééminence dans les affaires qui touchent à la fortune publique?

Eh bien! tout cela serait illusoire s'il était possible que, sans vous consulter, on jetât la France dans des entreprises compromettantes. J'espère que cette leçon ne sera pas renouvelée et que cette assemblée en sera réduite, ou à de vains regrets, ou à des vœux impuissants. »

CHAPITRE VII

Discours de M. Billault. — Les Français victimes de longues vexations au Mexique. — Nécessité de maintenir le respect de la France et de ses intérêts. — Ultimatum du ministre français à Mexico. — Pourquoi les ministres français et anglais quittent cette capitale. — Attitude des États-Unis. — Impossibilité de réduire l'expédition à l'occupation des côtes. — Opinions de l'Angleterre et de l'Espagne. — Terme moyen.

L'impression produite par ce discours se manifeste par des mouvements divers. La séance fut suspendue quelques instants, avant que M. Billault prît la parole; il répondit :

« Messieurs, dans ce vote patriotique que vous avez émis il y a quelques jours, l'honorable M. Jules Favre n'a vu qu'un vote de salut, non un vote de confiance. Il se trompe, et j'espère que la confiance de la chambre sera bien plus entière encore quand des explications complètes lui auront été données par le gouvernement.

Le gouvernement avait le désir, il avait la volonté très-nette d'expliquer à la Chambre, au pays, une affaire où les erreurs des uns et le mauvais vouloir des autres ont singulièrement troublé l'opinion du pays, peut-être même de l'Europe. Il est donc de l'intérêt comme du devoir de sa politique de faire connaître les motifs qui l'ont inspiré, les prévisions qui le dirigent.

J'aurai à demander à la Chambre une longue bienveillance. Je ne veux parler qu'appuyé par des documents diplomatiques. Ce qui me rassure, c'est que votre attention ne se fatigue jamais quand il s'agit de l'honneur et des intérêts de la France. (*Marques générales d'assentiment.*)

Le premier point qui doit vous préoccuper, qui a préoccupé le gouvernement, c'est de savoir si au Mexique les choses en sont arrivées à ce point que le parti extrême de la guerre soit devenu une nécessité inévitable. On a dit que des motifs insuffisants, même blâmables, avaient déterminé le gouvernement.

Il y a trente ans que le Mexique accumule contre la France les avanies, les vexations, que nos compatriotes venus dans ce pays pour s'y livrer au commerce ou à l'industrie sont victimes et de l'anarchie permanente qui y règne et des exactions de tous les gouvernements, tour à tour réactionnaires ou libéraux, qui le dévorent.

Je ne parlerai pas de cette anarchie elle-même; je ne m'occuperai que de ce qui dans ce fait constitue des griefs personnels pour la France. Combien de conventions après la prise de Saint-Jean-d'Ulloa? convention Neuville en 1853, troisième convention en 1859, toutes violées successivement dès que le drapeau de la France s'est éloigné.

Il y a plus encore. Les fonds perçus sur les douanes pour nous servir de garantie, déposés dans un lieu qu'on croyait sacré, au mont-de-piété de Mexico, étaient pris par le gouvernement mexicain. De pareils faits se reproduisirent fréquemment. L'Angleterre en fut victime comme nous. Les fonds étaient volés, permettez-moi le mot, messieurs, il est vrai. (*Très-bien!*)

L'anarchie était à son comble; en vingt-six années, soixante et quelques présidents se succédaient au pouvoir. La situation des étrangers était intolérable.

Quand se forma le gouvernement de Juarez, qui prenait le titre de libéral et de constitutionnel, quand toutes les factions eurent été vaincues par Juarez, on espéra qu'un rayon de justice éclairerait le nouveau gouvernement. M. de Saligny fut envoyé au Mexique et une quatrième convention fut passée.

Elle n'a pas été exécutée plus que les autres; on ne put rien obtenir, et pendant que dans l'espace de trente années tous les traités étaient violés impunément, nos concitoyens étaient pillés, rançonnés, assassinés; chaque parti pressurait successivement les indigènes et les étrangers. N'y avait-il pas un terme nécessaire à une pareille situation?

Le commerce français est considérable dans cette partie des Amériques. Ce n'est pas seulement au Mexique, c'est dans douze ou quinze républiques de l'Amérique méridionale qu'il faut maintenir le respect de la France et de ses intérêts.

Dans cette situation, quelle a été la conduite de M. de Saligny? D'accord avec le ministre anglais, il venait de faire une énergique protestation, quand un nouveau méfait vint mettre le comble à tous les autres. Un décret promulgué par Juarez brisa toutes les conventions passées avec les gouvernements étrangers, et déclara que les produits des douanes engagés à ces gouvernements seraient perçus par l'administration mexicaine.

C'est alors que le ministre de France fit avec le ministre anglais une nouvelle protestation, et nous écrivit qu'il avait dû rompre toutes relations avec le gouvernement mexicain. Il ajoutait qu'il était impossible de tolérer plus longtemps une pareille situation, et que d'ailleurs le gouvernement mexicain attribuait notre longanimité à notre impuissance.

Par dépêches du mois de septembre 1861, le ministre des affaires étrangères approuva la conduite de notre représentant, et lui prescrivit de poser un dernier *ultimatum* et de se retirer s'il n'était pas exécuté. L'ultimatum demandait le retrait de ce décret qui avait violé toutes les conventions. Le gouvernement mexicain fit des promesses, donna de belles paroles, mais on n'aboutit à rien; les ministres anglais et français durent quitter Mexico.

La question était posée de savoir si la France et l'Angleterre devaient reculer dans cette situation et abandonner leurs nationaux. Je le demande, y a-t-il quelqu'un dans notre enceinte qui, en présence de pareils méfaits, aurait pu conseiller au gouvernement de courber la tête et de s'abstenir?

Non, car la dignité de la France était engagée. Il y a de ces situations impérieuses où, quoi qu'il puisse arriver, on ne peut transiger ni avec l'honneur ni avec le devoir. (*Vive approbation.*)

Il ne faut jamais compromettre la sainteté du pavillon et le respect qui lui est dû. Deux Américains du Sud, voyageant à l'abri du pavillon anglais, ont failli mettre l'Europe en feu.

Et nous, après trente années d'avanies et d'injures à venger, nous n'en avions pas poursuivi la réparation! Le gouvernement porte plus haut le drapeau de la France. (*Très-bien! très-bien!*) Il veut qu'il soit respecté, partout et toujours, dans l'ancien monde et dans le nouveau. Il veut qu'on sache que personne ne peut impunément toucher au pavillon de la France. (*Vive approbation.*)

L'Angleterre pensa comme nous qu'il n'y avait plus qu'à recourir à la force. Elle avait subi les mêmes offenses, et dernièrement, à la tribune de la Chambre des communes, un ministre, énumérant les griefs de l'Angleterre contre le Mexique, rapportait le fait suivant : Une somme d'argent avait été enlevée de la légation anglaise à Mexico; il y eut procès et l'accusé fut acquitté sous ce prétexte qu'il n'y avait pas eu vol, mais prise de possession. (*Rire général.*)

L'Espagne avait aussi sa part d'insultes et d'injures; elle n'hésita pas davantage à rechercher par la force le redressement de ses griefs.

Et enfin, pour citer une autorité qui, aux yeux de l'honorable préopinant, aura plus de valeur que les gouvernements monarchiques, j'invoquerai la politique d'une grande république soumise en ce moment à de redoutables épreuves, mais qui n'en est pas moins un grand peuple aussi libéral que possible.

Eh bien! la politique de l'Amérique vis-à-vis du Mexique a été la même que celle des États européens : elle a même été plus loin. Il y a dans les messages des présidents des États-Unis des détails précieux à cet égard. Un de ces messages, après avoir tracé un sombre tableau de l'anarchie du Mexique, dit qu'il y aurait intérêt pour les États-Unis à occuper les provinces du Mexique qui avoisinent la mer, et ajoute qu'une semblable mesure serait vue avec faveur par la population américaine.

Ainsi la république des États-Unis elle-même constate ce fait que les Mexicains devraient être disposés à accueillir avec reconnaissance la protection du drapeau étranger.

Cela établi, que fallait-il faire? La France avait épuisé tous les moyens de conciliation, ils n'avaient pas réussi, on devait se résoudre à agir. Mais ici se présentait un autre ordre d'idées; quel moyen employer pour obtenir réparation! Nous savions par une expérience de vingt années que les promesses ne coûtaient rien au gouvernement mexicain, mais que jamais elles n'étaient exécutées. C'était la situation la plus difficile du monde.

L'anarchie du Mexique était dépeinte de la façon la plus énergique par notre représentant. Les uns, nous disait-il, veulent une dictature; les autres la souveraineté d'une convention nationale. Mais tout le monde reconnaît l'impuissance de la constitution de 1857; de toute manière le *statu quo* est impossible. M. de Saligny nous donnait les détails les plus affreux sur l'anarchie de ce pays dans lequel tous les gouvernants pillaient tous les gouvernés.

Que faire dans une pareille situation? Occuper les douanes de la Vera-Cruz et de Tampico semblait le moyen le plus simple et le moins coûteux. Mais il y avait à cela une difficulté

radicale. On savait que l'occupation des ports rendait les droits de douane stériles. Les Mexicains formaient un cordon autour du port occupé, et si le commerce voulait pénétrer dans le pays, il était forcé de payer un nouveau droit à l'intérieur.

Quand les étrangers se plaignaient trop fort, le gouvernement mexicain élevait le droit à l'intérieur. (*On rit.*)

Ainsi, occuper la Vera-Cruz et Tampico, et se saisir des douanes, c'était d'un côté saisir le néant, et d'un autre côté exposer les occupants aux effets désastreux de la fièvre jaune. Tout cela était impossible.

Il y avait eu un exemple d'un procédé plus énergique. En 1846, dans une situation semblable à celle de la France, les États-Unis avaient envahi le Mexique, ils avaient marché sur Mexico. Il y avait alors une apparence d'organisation gouvernementale dans ce malheureux pays, qui a descendu depuis tous les degrés de l'humiliation et de la misère. Après une année de séjour, les satisfactions furent données, et l'armée américaine put quitter Mexico.

Nous pouvions penser que par les mêmes moyens nous aboutirions peut-être aux mêmes résultats, et que nous pouvions suivre l'exemple des États-Unis. Mais à Mexico nous nous serions trouvés en face d'un gouvernement impuissant à tenir ses promesses et n'ayant pas la volonté de les tenir ; en face d'un pays livré à l'anarchie : en face d'une cinquantaine d'hommes qui se sont faits les seigneurs violents du pays et se disputent la puissance.

On pouvait encore accorder au Mexique un long délai pour se libérer, à condition que les populations se donneraient un gouvernement plus sérieux, qui respectât les citoyens et les lois. On n'impose pas un gouvernement par la force des baïonnettes étrangères, et il ne pouvait entrer dans l'esprit des trois puissances d'imposer par la force un gouvernement.

Enfin, si ce pays était véritablement perdu pour la vie politique et la civilisation, il n'y avait qu'à le pressurer par un dernier coup, ou bien, s'il était encore à même de comprendre le sentiment de sa dignité, on pouvait le mettre à même de se donner un gouvernement équitable.

La France ne voulait prendre la responsabilité d'aucune de ces deux hypothèses.

Le gouvernement de la France n'a pas été seul dans cette situation. L'Espagne et l'Angleterre ont accepté ces hypothèses. On a dit que notre politique avait refroidi à notre égard deux grandes puissances. Si cela était, il n'y aurait pas de la faute du gouvernement français ; mais, grâce à Dieu, cela n'a pas été.

L'Espagne et l'Angleterre, malgré leurs dissidences, et quelle que soit d'ailleurs leur opinion, ne sont que mieux disposées à prouver leur bon vouloir à la France. J'en ai en mains les preuves officielles.

Maintenant, comment l'Espagne et l'Angleterre ont-elles accepté ces hypothèses. »

Ici M. le ministre donne lecture de deux dépêches adressées, les 2 et 9 octobre 1861, par M. Barrot, ministre de France à Madrid, à M. le ministre des affaires étrangères de France. Il résulte de ces dépêches que deux combinaisons étaient en présence, celle de l'Angleterre et celle de l'Espagne.

L'Angleterre voulait aller au Mexique uniquement pour exiger les réparations qui lui étaient dues, demeurer sur le littoral, et n'atteindre en rien la forme du gouvernement. L'Espagne, au contraire, disait que rien ne serait fait si on n'établissait au Mexique un gouvernement sérieux, susceptible de tenir ses engagements.

M. le ministre cite également deux dépêches des 15 et 17 octobre 1861, adressées en réponse aux précédentes par M. le ministre des affaires étrangères de France, et une dépêche envoyée à Londres le 11 octobre 1861 : d'où il résulte qu'entre les deux opinions de l'Angleterre et de l'Espagne, la France entendait adopter un terme moyen.

Il ne suffisait pas, comme le voulait l'Angleterre, de rester sur le littoral. Mais il ne fallait pas non plus, ainsi que le demandait l'Espagne, imposer au Mexique une forme de gouvernement. Si un retour du Mexique à la monarchie était possible, ce pays aurait à exprimer ses sentiments, que le gouvernement français encouragerait avec désintéressement.

A l'égard de la forme du gouvernement que pourrait se donner le Mexique, la France n'a aucun parti pris.

CHAPITRE VIII

Principes du traité du 31 octobre. — Instructions données par les gouvernements anglais et espagnols. — But et moyens. — Les États-Unis demandent qu'on pénètre dans l'intérieur du Mexique.

« Voilà comment la question s'engagea, continue M. le ministre ; il y eut des négociations pour ramener à l'opinion de la France les deux opinions extrêmes, et ces négociations aboutirent au traité du 31 octobre.

Je dois signaler un détail de ce traité. Dans les conventions primitives, il n'avait pas été question de l'éventualité d'une expédition à l'intérieur. Mais il était stipulé que les puissances ne devraient pas s'occuper d'autres objets que de ceux de l'expédition.

De ces deux principes, l'un fut admis, l'autre effacé. Il fut admis qu'une expédition dans l'intérieur pouvait être faite, et cela dans le but même de ne pas décourager les populations opprimées.

Il a été question d'un prince étranger, pour lequel l'expédition du Mexique aurait été faite, d'un trône à bâtir de toutes pièces avec le sang et les trésors de la France au profit d'un prince qui ne lui appartient pas. Il faut chaque chose à sa place. Il faut que les grands principes ne disparaissent pas devant des imputations de ce genre.

Il était désirable qu'un gouvernement se fondât au Mexique. Dans cette hypothèse, on avait à chercher quelle en serait la forme. Certains Mexicains penchaient en faveur d'une monarchie. Il y avait eu des présidents qui avaient cherché à établir des négociations dans ce sens avec l'Europe : on pensait qu'un prince étranger conviendrait mieux pour asseoir un gouvernement sérieux et durable.

La France n'a dit qu'une chose : Je déclare n'avoir ni pour mon pays, ni pour la famille impériale aucune ambition. Je ne veux aucune conquête. Je veux la réparation qui m'est due. Je demande aux autres gouvernements s'ils sont dans la même pensée, et s'ils ne tireront aucun résultat étranger de combinaisons communes?

On indiqua un prince occupant une situation désintéressée, qui l'était bien à l'égard de la France, et qui n'avait droit qu'à la bienveillance générale. Cela fut dit en conversation, comme indication, et pris ainsi par les deux autres puissances.

Les instructions données par le gouvernement anglais portent que, si le gouvernement mexicain, par un mouvement spontané, place sur le trône un archiduc, rien dans la convention de Londres ne s'y oppose. Elles ajoutent : « Nous n'avons « pas à exercer une pression sur les Mexicains ; c'est à eux de « consulter leur propre intérêt. »

Le gouvernement espagnol ne fut pas aussi précis. Le 13 octobre 1861, M. Mon, ambassadeur d'Espagne à Paris, écrivait à son ministre des affaires étrangères :

« M. Thouvenel a aussi voulu me dire quelque chose de la « convenance qu'il y aurait qu'il régnât au Mexique un bon « souverain, si les Mexicains voulaient un roi ; mais nous « sommes convenus que je ne connaissais pas à Votre Excel- « lence d'autres intentions que celle d'aller ensemble au Mexi- « que pour obtenir la réparation de nos griefs, protéger et « appuyer l'établissement d'un gouvernement d'ordre et même « de forme monarchique, si tel était le désir des Mexicains, car « c'est à eux qu'il appartient de l'établir. »

Cette dépêche, je le répète, est du 14 octobre ; on ne répondit de Madrid à M. Mon que le 9 décembre. On disait dans cette réponse que toute liberté devait être laissée aux Mexicains de se prononcer, et on ajoutait : « Mais le gouvernement ne « peut pas dissimuler que nos vœux seraient qu'un prince de « la dynastie des Bourbons fût proposé. Néanmoins, nous ne « ferons rien pour arriver directement à ce résultat. »

Voilà donc le traité du 30 octobre 1861 et ses intentions expliquées par toutes les parties. Le but est la réparation des dommages subis. Le moyen, c'est la contrainte par la guerre. Déclaration est faite qu'on ne se limitera pas au littoral, mais qu'au besoin on frappera un coup à l'intérieur ; le désir des puissances est qu'il y ait un contre-coup dans la nation elle-même.

Dans la supposition que le Mexique manifesterait le vœu d'avoir un gouvernement quelconque, plus régulier, plus fort, plus national, déclaration est faite qu'aucune puissance ne veut en tirer un profit personnel. En cas de tendances vers une

monarchie, il y a indication qu'un souverain qui ne donnerait pas d'ombrage à au moins deux puissances pourrait être nommé.

Cette dernière indication n'était que subsidiaire; elle était au troisième ou quatrième plan.

Voilà la situation bien nette, bien claire. Maintenant il y a des personnes qui ont trouvé que cette hypothèse d'une monarchie substituée à une république était odieuse, et qu'il fallait la flétrir. Messieurs, le gouvernement de la France respecte profondément l'indépendance des peuples et le principe de la souveraineté nationale. L'indépendance des peuples, c'est un principe que la France a écrit sur son drapeau et avec son épée sur l'Europe. (*Mouvement.*) Si nous prévoyons une organisation quelconque qui pourrait avoir lieu dans un pays, ce ne saurait être pour préparer des obstacles à la liberté, dont nous connaissons les ressources et l'avenir. (*Très-bien!*)

Mais il y a un pays qui ne saurait être suspect de propension pour la monarchie, un pays qui a un grand respect pour



Une femme de ranchéro.

la souveraineté populaire, je veux parler des États-Unis; quelle est la pensée, quel est le désir des États-Unis? Une dépêche du président de cet État, en date du 12 janvier 1860, porte ceci :

« Le Mexique devrait être une république prospère. Est-il « possible qu'un tel peuple soit abandonné à l'anarchie et à la « ruine sans que nous fassions quelque effort pour le délivrer « et le sauver? Les États-Unis laisseront-ils cet État se détruire « lui-même et les ruiner? Un gouvernement comme celui du « Mexique, qui ne peut réprimer de tels attentats, déserte tous « ses devoirs. C'est à Mexico qu'il faut aller. Il faut pénétrer « dans l'intérieur du pays pour trouver les coupables.

« Il faut aller à Mexico chercher réparation du passé et les « garanties de l'avenir. Le Mexique est un navire à la dérive. « En bon voisin, le gouvernement des États-Unis doit présen- « ter une main secourable pour le piloter. (*Bruit.*) S'il ne le « fait pas, il est à croire que d'autres le feront. » (*Nouvelle agitation.*)

Messieurs, je m'appesantis peut-être trop sur ces faits. (*Non, non!*) Mais je veux démontrer que pour tous les gouvernements, qu'il s'agisse d'États ayant à leur tête un empereur, un roi ou un président, il n'y avait qu'une seule et unique politique pour la réparation des dommages éprouvés et des avanies subies, il n'y avait plus qu'un seul moyen : frapper au cœur le gouvernement mexicain, en pénétrant dans Mexico; il n'y avait qu'une espérance : voir le peuple se relever et manifester ses intentions.

Voilà donc un premier point du débat bien établi!

Notre situation et nos projets se dessinent nettement.

Il n'y a rien là qui ressemble à ces hypothèses aventureuses inventées par ceux qui ne savent pas le fond des choses, qui supposent qu'un grand gouvernement va de gaieté de cœur compromettre le sang de ses soldats et les biens de la France!

De telles suppositions, dénuées de tout fondement, n'obtiendront pas de faveur dans cette assemblée. »

CHAPITRE IX

Explications de M. Billault. — L'action combinée des trois puissances. — Conduite du plénipotentiaire espagnol. — Espérances de négociations. — Décrets de Juarez. — M. Calderon Collantès recommande l'énergie. — A qui incombe la responsabilité de la convention de la Soledad. — Nouvelles persécutions de Juarez contre les étrangers.

M. Billault disait vrai; des marques d'approbation l'accueillirent; puis, comme on craignait que ses forces fussent épuisées par d'aussi longs développements, on lui cria de toutes parts : « Reposez-vous! suspendons la séance! »

Elle fut en effet suspendue, et au bout de dix minutes, M. Billault reprit :

« Messieurs, l'emploi de la force était résolu. Les trois puissances envoient une expédition combinée. Les rôles de chacun sont distribués. L'Espagne envoie 6 ou 7,000 hommes; la France 2,500 hommes; l'Angleterre une flotte et quelques soldats de marine destinés à être momentanément débarqués.

Messieurs, on a assimilé la retraite des Anglais à celle des Espagnols. Je n'admets pas cette assimilation; je ne m'explique sur aucun des faits; j'établis seulement une différence qui ne peut être niée. L'Espagne, convaincue qu'il fallait pénétrer dans l'intérieur du pays, envoie un corps d'armée. L'Angleterre était plus hésitante, s'en rapportait à nous, ne désirant pas s'en mêler. (*Bruit.*)

Quelques troupes anglaises avaient été momentanément mises à terre; elles furent rembarquées bien avant que les dissentiments dont j'aurai à parler se fussent produits. Il faut rendre à chacun la justice qui lui est due. Je ne blâme ni ne loue aucune des puissances étrangères; j'établis seulement les faits de chacun. L'Europe jugera.

L'expédition est donc partie. Ce n'était pas pour recommencer les négociations, car nous savions à cet égard à quoi nous en tenir. Ce qu'il fallait, c'était agir, marcher, renverser un fantôme de gouvernement, imposer la justice, et, si le pays voulait, prendre en main sa propre cause et fixer son avenir, l'occasion lui en était offerte.

Au lieu de cela, qu'a-t-on fait? Les trois plénipotentiaires, je dois dire plutôt les quatre ou cinq plénipotentiaires, arrivèrent avec des idées sensiblement différentes. Les plénipotentiaires français ont des instructions nettes et formelles. L'Angleterre hésite; tout ce qui tend à une action à l'intérieur ne paraît pas convenir à la politique du gouvernement anglais.

Le plénipotentiaire espagnol semble, je dis semble, messieurs, le plénipotentiaire espagnol semble avoir sur le Mexique des idées toutes spéciales. Il croyait à la force de Juarez, il croyait à ses ministres, il avait des rapports avec plusieurs d'entre eux; il avait de nombreuses relations dans le pays; il n'avait pas des griefs de l'Espagne et de la France le même assentiment qui avait dicté le traité. (*Mouvement.*)

Le résultat fut qu'un adoucissement se manifestât dans l'expédition. Elle arrivait pour imposer une volonté; elle s'arrêta. Elle entama des conversations plus ou moins diplomatiques. Elle avait des réparations à demander; elle envoya à Juarez une sorte d'ultimatum, et elle semblait charger le gouvernement même sur la chute duquel on comptait de réformer le gouvernement.

Voilà comment l'affaire a été engagée.

Messieurs, lors de la discussion de l'adresse, je disais, en répondant à l'honorable M. Jules Favre : Nous sommes sur la route de Mexico; nous y sommes peut-être. Messieurs, je me trompais. On s'était engagé dans une voie tout autre. On s'a-

bandonnait à des espérances de négociations, à des espérances d'accommodement du gouvernement de Juarez.

Ces espérances-là, jamais la France ne les avait eues. Nous savions qu'il n'y avait pas à traiter avec le gouvernement mexicain ; que la parole, que la signature de ces hommes étaient sans valeur; que tous ces chefs avaient employé leur existence éphémère à tromper les étrangers, à pressurer les nationaux. (*C'est vrai! c'est vrai!*)

La France et ses représentants n'avaient pas dans cette situation la prépondérance que donne la plus forte part de troupes. L'Espagne avait le principal corps d'armée ; l'Angleterre se tenait à peu près en dehors, mais elle avait sa politique.

Dans cette situation, les plénipotentiaires français subirent, leurrer, qu'à compter sur de vaines promesses qui ne seraient pas tenues. (*C'est vrai! c'est vrai!*) Le gouvernement comprit que Juarez comptait sur la mauvaise saison, sur la fièvre jaune, sur les pluies; c'étaient là les alliés de Juarez.

Le corps expéditionnaire était arrivé en janvier, et l'on avait devant soi plusieurs mois, jusqu'au mois d'avril, pour agir; mais le temps se perdait, et on allait se trouver dans une position très-difficile, sinon impossible.

Dès que le gouvernement connut la fausse voie où l'on s'était engagé, il s'empressa d'émettre son opinion. Il faut que vous sachiez les faits, messieurs; je ne parle pas seulement pour vous, mais aussi pour le dehors. Il faut qu'un gouvernement comme celui de l'Empereur reste pur de l'accusation d'avoir compromis légèrement le nom de la France. Il faut, quand on



Mexicaine de la Tierra-Caliente.

mais le mot est trop fort, je dirai plutôt les plénipotentiaires français consentirent à cet essai. C'était une chose bien inutile, mais c'était une chose bien dangereuse. Juarez ne perdit pas le temps précieux qu'on lui laissait; il savait qu'il lui importait de gagner du temps.

Le 18 décembre, il promulgue un décret fermant le port de la Vera-Cruz; on y déclarait traîtres ceux qui avaient, disait-on, favorisé la cause des envahisseurs. Grâce était accordée à tous les Mexicains compromis... à tous... excepté à ceux qui, dans l'opinion du gouvernement, étaient indignes de la recevoir (*on rit*); et le gouvernement se réservait de faire connaître ses raisons pour chaque cas particulier.

Ce que Juarez craignait, ce n'était pas d'être contraint à promettre de payer, c'était que ses compatriotes ne revinssent pour se mettre à la tête d'un mouvement. Alors, tous ceux qui sont mécontents de l'état présent des choses sont des traîtres?

Messieurs, lorsqu'en France on connut cette première démarche faite vers Juarez, le gouvernement français n'hésita pas à blâmer cette voie, qui ne pouvait nous amener qu'à nous a dix ans de gloire derrière soi, qu'il ne reste pas un nuage devant. (*Vive approbation.*)

M. Thouvenel écrivit à ses plénipotentiaires que, puisque la conciliation ne réussissait pas, il fallait agir avec énergie, que les négociations, les retards n'avaient d'autre résultat que de permettre au gouvernement de Juarez de se fortifier contre nous. Notre ministre à Madrid se mit en rapport avec le gouvernement espagnol, et il trouva ce gouvernement exactement dans les mêmes sentiments que nous.

M. Calderon Collantes déclarait, lui aussi, qu'il fallait agir avec rapidité, avec énergie, qu'il était absurde de demander à un gouvernement ennemi la permission de s'établir sur tel ou tel point du pays, qu'on ne pouvait, coûte que coûte, abandonner l'entreprise dans laquelle on était engagé; que l'Espagne, pour sa part, était à cet égard très-décidée. (*Bruit.*)

Une conversation analogue eut lieu à Londres entre nos ambassadeurs et M. le comte Russell. Le comte Russell reconnut aussi qu'il eût mieux valu agir avec plus de rapidité; mais, je dois le dire, le cabinet anglais n'est pas sorti de la réserve

qu'il a toujours eue lorsqu'il a été question d'agir à l'intérieur du pays. Sa circonspection sur ce point ne s'est pas démentie. (*Mouvement.*)

Il fallait donc agir avec énergie. Mais, pendant que s'échangeaient les correspondances, difficiles et lentes, entre l'Europe et le Mexique, les négociations continuaient dans ce pays à suivre la voie regrettable qui avait été adoptée, et Juarez, au lieu de répondre aux espérances que ces négociations pouvaient donner, prenait, avec l'énergie d'une tyrannie qui ne recule devant rien, les mesures les plus violentes pour étouffer à l'intérieur toute manifestation de l'opinion qui pouvait lui créer des difficultés. Il rendait dans ce but un décret qui est un monument de la tyrannie la plus sanguinaire.

La peine de mort y est écrite dix-sept ou dix-huit fois. Tout étranger détenteur d'une arme est puni de dix ans de galères; tout Mexicain entre les mains duquel une arme est trouvée est condamné à mort! Voilà comment ce gouvernement répondait à l'appel adressé par les trois puissances aux populations mexicaines pour qu'elles fissent connaître leurs vœux.

C'est en présence de ces faits que fut signée la convention de Soledad, convention négociée par le général Prim seul, acceptée ensuite par les autres plénipotentiaires. Que disait-elle? L'expédition allait faire la guerre au gouvernement de Juarez; elle allait provoquer l'établissement d'un autre gouvernement au Mexique, et le premier acte du général Prim est de prêter la force morale d'une sorte de reconnaissance au pouvoir de Juarez.

Il stipule en février que des négociations s'ouvriraient en avril; il demande la permission pour les troupes alliées de prendre des positions salubres. Il s'engage à rétrograder vers les terres chaudes, où règne la fièvre jaune, si les négociations ne réussissent pas. Nos malades sont confiés à la garde de la loyauté éprouvée du gouvernement mexicain, le drapeau du Mexique doit flotter sur les forts de la Vera-Cruz à côté du drapeau de la France, de l'Angleterre et de l'Espagne.

C'étaient là des conditions contraires à la politique du gouvernement français, des conditions déplorables.

— Humiliantes! dit une voix. »

Le ministre continue :

« Les journaux ont dit que le gouvernement de l'Empereur avait demandé à l'Espagne le rappel du général Prim. Le gouvernement de l'Empereur n'a souci que de sa propre dignité; il laisse les autres gouvernements juges de la leur. (*Très-bien! très-bien!*)

Il s'est borné à désavouer pour sa part la convention de Soledad comme contraire à l'honneur de la France.

Une voix. — Et c'était vrai!

M. le Ministre. — Ce sentiment, il fallait savoir si nos alliés le partageraient. M. Barrot écrivit que le gouvernement espagnol blâmait aussi la convention de Soledad; que le président du conseil reconnaissait les fautes commises, et se disait prêt, si le parti conservateur se montrait au Mexique, à l'appuyer de l'autorité morale de l'Espagne. M. Barrot lui déclara que le gouvernement de l'Empereur ne permettrait pas que les soldats français sortissent du Mexique humiliés. (*Très-bien! très-bien!*)

L'Espagne, répond M. le duc de Tétouan, fera pour son drapeau tout ce que la France fera pour le sien; elle ne reculera devant aucun sacrifice. (*Mouvement prolongé.*)

Ainsi, l'Espagne semblait d'accord avec nous pour juger la convention de Soledad. De nouvelles instructions furent envoyées au Mexique.

Le commandement de nos troupes fut donné au général de Lorencez; la direction diplomatique fut confiée à M. de Saligny, et on lui traça cette ligne de conduite : Avant tout, poursuivre le redressement de nos griefs, aider moralement à l'établissement d'un gouvernement offrant des garanties, sans l'imposer.

Ainsi, à chaque pas, le principe fondamental de notre politique au Mexique est rappelé, confirmé.

Nous n'imposons rien, nous demandons un gouvernement qui réponde à notre loyauté par la sienne. Quant à la souveraineté du peuple, qu'elle prenne la forme qu'elle préférera; république ou monarchie, elle est libre à cet égard. Ce que nous voulons, nous, c'est un gouvernement.

La convention de Soledad signée, les plénipotentiaires restèrent en conversations officieuses en attendant l'ouverture des conversations officielles au mois d'avril.

Dans le pays, pendant ce temps, que se passait-il? Des choses qui rendaient impossible le maintien de cette convention. Au lieu d'imposer aux brigands qui l'entouraient le respect de nos nationaux, Juarez les livre à toutes les vexations, à toutes les exactions, à tous les périls. J'ai les mains pleines de récits de Français emprisonnés, pressurés, obligés de livrer leur fortune à ceux qui nous combattent. Une personne notable de Mexico écrivait que Juarez mettait de côté tout sentiment de honte et persécutait tous les étrangers, notamment les Français et les Espagnols.

Le ministre d'une puissance étrangère et amie, qui portait à nos nationaux l'appui plus bienveillant qu'efficace de son pavillon, signalait les mêmes avanies. Ainsi nous étions à cinquante lieues de distance avec nos soldats, et des citoyens français étaient ainsi couverts d'outrages! Quoi de plus intolérable! Ce n'était pas sans doute pour assister à de pareilles choses que le drapeau de la France flottait au Mexique! (*Très-bien! très-bien!*) Il était donc impossible de maintenir plus longtemps une pareille situation.

Pendant ce temps, qu'arrivait-il? On exécutait le sanguinaire décret du 25 janvier de Juarez. On menaçait de mort les Mexicains qui pendant notre occupation de la Vera-Cruz avaient bien voulu se charger de l'administration municipale. Pouvait-on supporter un pareil état de choses!

Il y a un juge de cette situation que personne ne récusera, c'est le général Prim lui-même. »

CHAPITRE X

Correspondance du général Prim. — Le général Almonte. — Dernière conférence à Orizaba. — Lettre de l'amiral Jurien de la Gravière. — Pourquoi on ne peut traiter avec Juarez. — Trois mois de délais diplomatiques.

Ici l'orateur donne lecture d'une lettre adressée le 20 mars dernier à l'amiral Jurien de la Gravière par le général Prim. Voici le sens de cette lettre : « Nous jugeons la situation de même, dit le général Prim. Votre idée, comme la mienne, est d'agir énergiquement si le gouvernement mexicain ne fait pas droit à nos justes réclamations. Nos concitoyens sont soumis à des contributions forcées; le gouvernement mexicain menace de fermer les communications commerciales de la Vera-Cruz. En voilà trop, en voilà assez pour brûler nos papiers et marcher en soldats. Réunissons-nous donc, et que cela finisse! (*Mouvement prolongé.*)

Cette lettre, continue l'orateur, n'a pas été publiée dans les documents distribués aux cortès; mais, la réponse qu'elle a provoquée de la part de l'amiral Jurien de la Gravière y étant insérée, je crois n'avoir pas manqué aux convenances diplomatiques en lisant cette dépêche. » (*Très-bien, très-bien.*)

L'orateur donne ensuite lecture d'une seconde lettre du général Prim, qui, le 21 mars, adressait à l'amiral Jurien une nouvelle lettre dans laquelle il déclarait que les alliés ne pouvaient permettre que le gouvernement mexicain poursuivît ses vexations de toute nature; il ajoutait que le ton de la correspondance du général Doblado ne pouvait convenir à la juste fierté des alliés, et terminait en disant qu'il ne fallait pas chercher dans d'autres motifs la cause de son humeur belliqueuse. (*Exclamations et rires.*)

« Je ne prétends pas blâmer personne.

Une voix. — Cela n'est pas nécessaire!

M. le Ministre. — Le gouvernement de l'Empereur se borne à expliquer sa conduite. Quant à ceux qui n'ont pas fait comme lui, leurs gouvernements et le monde en sont juges. (*Très-bien! très-bien!*)

Les lettres que j'ai lues étaient des 20 et 21 mars. Le 23 mars, le surlendemain, le général Prim écrivait encore à l'amiral Jurien et lui disait : Je commence mes préparatifs de départ (*exclamations et rires*), et mes troupes se rembarqueront dès que nous aurons eu notre dernière conférence.

Que s'était-il donc passé entre le 21 et le 23! La raison officielle de ce brusque changement a été la présence du général Almonte parmi les troupes françaises. Je donnerai tout à l'heure des détails particuliers sur cet épisode spécial. Je veux auparavant dire quelques mots sur la situation des commissaires espagnol et français.

Vous avez vu par les lettres des 20 et 21 mars que le général Prim était disposé à redresser par la force la réparation

des griefs de sa nation. Mais l'état des choses ne comportait-il pas d'autres mesures? et le commissaire français n'avait-il pas raison de vouloir obtenir de Juarez une amnistie sérieuse et de demander que la volonté du peuple mexicain pût se manifester librement?

N'était-il pas juste d'exiger que la population, délivrée de son oppression, pût faire connaître ses intentions? Si elle avait voté la république, elle eût été dans son droit; si elle avait voté autre chose, elle eût encore été dans son droit. C'est sur ce point que le commissaire espagnol oppose une résistance absolue.

Quant à la présence du général Almonte dans notre camp, l'amiral français écrivait le 22 mai au général Prim que ce n'était pas de son aveu que les émigrés mexicains avaient quitté la Vera-Cruz sous la protection des troupes françaises; qu'à son avis ils auraient dû attendre l'armistice. L'amiral ajoutait qu'avant il fallait rétablir l'ordre et la tranquillité au Mexique.

Ainsi, voilà bien quelles étaient les deux politiques en présence. On ne s'entendait que pour reconnaître qu'il fallait réprimer la conduite de Juarez; on n'était plus d'accord quand il s'agissait de donner au peuple mexicain des moyens de faire connaître sa volonté.

Et cependant d'autres peuples n'ont-ils pas été convoqués de la même manière? (*Très-bien!*) Est-ce qu'ils n'avaient pas été aidés par le drapeau de la France, qui, l'honorable M. Jules Favre le reconnaîtra, n'était pas pour eux un drapeau étranger?

N'est-ce pas à l'aide de ce drapeau qu'ils se sont délivrés de gouvernements tyranniques? N'ont-ils pas voté librement à l'ombre de ce drapeau? (*Très-bien! très-bien!*) Ce que vous trouvez bien au delà des monts, trouvez-le donc bien au delà des mers! (*Vive approbation.*)

Le 11 avril, les commissaires alliés eurent à Orizaba leur dernière conférence. Du procès-verbal de cette séance, l'honorable M. Jules Favre n'a cité que des paroles des plénipotentiaires étrangers qui se trouvaient en contradiction avec le droit de la France.

Pourquoi ne pas avoir rapporté une seule des phrases des deux plénipotentiaires qui soutenaient les intérêts de notre pays? (*Très-bien!*) Quand dans une assemblée française on discute des intérêts français, on devrait tenir plus de compte de l'opinion de nos représentants. (*Très-bien! très-bien!*)

Quand cette dernière conférence se réunit, l'accord n'existait plus entre les commissaires alliés. M. Wyke avait toujours été disposé à traiter avec Juarez. L'Angleterre oubliait, à mon sens, toutes les conventions violées depuis vingt-cinq ans. C'était son affaire, et je n'ai pas à discuter sur ce point.

Un de nos représentants à cette conférence était l'amiral Jurien de la Gravière, et, qu'il me soit permis de rendre ici un hommage mérité à ce caractère loyal, généreux; l'amiral Jurien s'est acquitté de sa tâche avec le plus profond sang-froid, mais avec le sentiment de notre infériorité numérique vis-à-vis des Espagnols; ils étaient six mille, nous n'étions que douze cents.

Hé bien! que dit l'amiral Jurien, dans la parole duquel vous aviez, messieurs, je n'en doute pas, une entière confiance? (*Oui! oui!*) Il déclare que nulle part il n'a vu pareille terreur, spoliations plus arbitraires, joug plus accablant.

Et quand il juge ainsi la situation, il écarte tous les projets relatifs à l'archiduc Maximilien. « Il n'est pas question de monarchie, dit-il; ce qu'il faut, c'est un gouvernement moral et respecté; la plus grande partie de la population veut le terme de l'anarchie; mais elle n'ose se prononcer, et nous attend à Mexico. »

C'est ainsi que l'amiral Jurien apprécie la situation, et il ajoute : « On ne peut traiter avec un gouvernement qui permet les exécutions sanguinaires et les édits de mort : il faut que nos troupes aillent à Mexico. »

Je reviens maintenant à la correspondance des 21 et 22 mars. Vous avez été frappés, messieurs, de voir M. le général Prim, qui, dans les deux premières lettres, considérait que les vexations du gouvernement mexicain devaient décider les alliés à agir, annoncer le 23 son intention de quitter le Mexique avec ses troupes.

On a recherché les motifs de la détermination du général Prim, et on a dit que, du 21 au 23 mai, il y avait eu une conférence entre M. Wyke, le général Prim et deux ministres mexicains, dont l'un, M. Etcheverria, était l'oncle du général Prim, ce qui assurait mieux les bonnes relations. (*Ah! ah!*)

Pas de suppositions, messieurs; pas une seule supposition! il faut respecter tout le monde. Le général Prim est un homme qui, à part ses dissentiments avec la France, et, quel que soit le sentiment qu'on puisse avoir sur sa conduite, ne doit pas être suspecté. (*Bruit.*)

J'ai le désir, et c'est la volonté de l'Empereur, quel que soit notre désaccord momentané avec deux grandes puissances, d'apporter dans mes paroles toute la courtoisie et la convenance nécessaires. (*Très-bien! très-bien!*)

Quoi qu'on dise, les trois gouvernements restent en bons termes, et l'écho d'outre-Manche nous apportait hier des paroles éloquentes suffisamment significatives à ce sujet.

Aussi je ne veux blesser personne, je ne veux laisser place à aucune allusion. Les faits sont là, qu'on les juge.

Donc, du 21 au 23 mars, on avait vu M. Etcheverria avoir une conférence avec le général Prim et M. Wyke. Les ministres mexicains avaient renoncé à plusieurs de leurs prétentions, et notamment à la taxe de 2 0/0 sur les étrangers.

On avait dit : si ces promesses ne sont pas tenues, il sera toujours temps de déclarer la guerre; mais il ne faut pas la déclarer pour des motifs futiles. Pourquoi, demandait-on, les plénipotentiaires français ne consentiraient-ils pas à mettre à l'épreuve la sincérité du gouvernement mexicain?

Pourquoi? Mais vingt ans de vexations et d'avanies nous avaient édifiés. Attendre! mais c'eût été une dérision amère. C'est là une explication bien faible pour ce changement du 21 au 23; la guerre le 21, le rembarquement des troupes le 23. Le motif de la rupture a été cette divergence complète. La France a voulu une réparation énergique; elle n'a pas été fâchée de mettre le Mexique en mesure de se déclarer lui-même sur le gouvernement qu'il désirait.

Nous étions tous d'accord sur ce point, au départ. Chacun a coopéré plus ou moins à ce but accepté. Quand nous en sommes arrivés de plus en plus aux moyens pratiques, l'Angleterre s'est abstenue.

Quand nous avons persévéré à marcher à l'exécution du plan concerté en commun, nous avons vu l'Espagne se retirer à son tour.

Le général Almonte, dit-on, a été le motif de cette retraite. Je m'étonne de cette préoccupation du général Prim, surtout en face d'un fait précédent. Un général qui avait figuré dans une situation bien plus vive, bien plus tranchée que celle du général Almonte, Miramont, s'était présenté sur les rives du Mexique. L'Angleterre l'avait arrêté, et d'autorité, sans consulter les autres puissances elle l'avait renvoyé aux Antilles.

Qu'est-ce qui s'en est plaint? Le gouvernement espagnol. Cela résulte d'une dépêche du 7 mars 1862, adressée par le cabinet de Madrid au commandant des forces espagnoles au Mexique, et qui le loue de s'être plaint de la conduite de l'Angleterre, et qui ajoute, en l'engageant à faire ses efforts pour empêcher des faits pareils de se produire : « Le gouvernement « de Sa Majesté a mission de protéger tout le monde et d'em- « pêcher tout acte passif ou violent. » Comment se fait-il que le général Almonte n'ait pas trouvé les mêmes dispositions chez le général Prim? Comment ce dernier a-t-il oublié le principe proclamé par sa souveraine?

Quelle était la position du général Almonte? Les troupes de France sont arrivées au Mexique au mois de janvier; les Espagnols y étaient arrivés déjà. Tout le monde en Europe, Français, Anglais, Espagnols, était convaincu que l'expédition avait été immédiatement entamée, qu'en février la situation était tranchée, et que le pavillon français flottait à Mexico. Personne ne supposait des délais diplomatiques de trois mois.

Le général Almonte est arrivé le 1er mars à la Vera-Cruz; il était parti d'Europe au commencement de février, ayant la conviction que la liberté était rendue à la nation mexicaine, et qu'il trouverait son pays ouvert.

Ne dites donc pas qu'on l'a expédié de France avec la mission d'allumer la guerre civile. Nous n'avions pas besoin d'une guerre civile. Ce que nous aurions voulu, c'est que tous les citoyens mexicains représentant une opinion, quelle qu'elle fût, se rendissent au grand congrès de la nation, ouvert sous la protection de la France, et exprimassent librement leur volonté sur le gouvernement du pays. Ainsi, l'arrivée du général Almonte ne devait avoir lieu qu'au moment où le scrutin serait ouvert sur la volonté nationale.

Tant qu'il a été à l'abri de notre drapeau, il n'a pas fait un

seul acte ; il a lancé une proclamation, mais seulement le 7 avril, après la rupture des négociations.

Nous l'avons protégé. Contre qui? Contre le décret du 25 janvier qui frappait de mort ceux qui rentraient. Le général Almonte n'était pas proscrit. Il avait quitté son pays de sa propre volonté. Il y revenait. On voulut l'arrêter à la Vera-Cruz! Qui donc? les troupes du général Zaragoza. On nous écrivit une note déclarant que le gouvernement de Juarez entendait que tous les citoyens frappés par son décret lui fussent livrés. Ainsi, à la Vera-Cruz même, où flottait notre drapeau, on nous signifiait insolemment qu'on se saisirait des Mexicains qui ne seraient pas de l'avis de Juarez, et qu'ils seraient immédiatement mis à mort. Le général Almonte ne se trouve pas en sûreté à la Vera-Cruz, il suit un de nos bataillons. A Cordova, on veut l'arrêter. Une perquisition a lieu et le chef de ce petit détachement est sommé d'avoir à livrer Almonte au gouvernement de M. Juarez. On comprend l'indignation de cet officier et son refus.

La veille, le général Robles, dont le caractère est entouré du respect de tous dans un pays où si peu de gens ont droit au respect, le général Robles, soupçonné de venir causer avec le général français, pendant cette espèce d'armistice qui succéda à la convention de la Soledad, fut pris au lasso comme une bête féroce et fusillé immédiatement. Après cela, qui oserait dire que la France dût livrer le général Almonte? (*Nombreuses marques d'assentiment.*)

— Nous demandons, interrompt M. J. Favre, qu'il ne suive pas l'armée française, et qu'on le renvoie en Europe.

— Les hommes qui ont votre sympathie, reprend le ministre, demandaient qu'on le leur livrât; et le leur livrer, c'était le vouer à la mort. Cette sympathie me semble étrange. Quoi donc? Le nom de républicain est-il donc si puissant qu'il excuse toutes les mauvaises comme les belles choses? Et suffit-il d'écrire sur son chapeau : Je suis républicain, pour pressurer son pays?

— N us abhorrons, dit M. J. Favre, toutes les tyrannies, même celles qui se déguisent. (*Exclamations et rumeurs.*)

— Les tyrannies qui se déguisent, poursuit M. Billault, sont celles qui professent la souveraineté nationale, et ne la respectent que lorsqu'elle leur obéit. (*Vive marque d'approbation.*) Il n'y a pas en France un soldat qui n'eût cru son drapeau déshonoré si on avait livré Almonte. (*Oui! oui! Très-bien! très-bien!*) Il n'est pas un homme politique qui osât conseiller une pareille conduite. Nous allions porter à Mexico les idées de civilisation, le respect et le droit de tous; nous ne pouvions y mentir nous-mêmes. Quand le drapeau français flottera sur les murs de Mexico, la générosité du gouvernement ne se démentira pas. On appellera tout le monde, toutes les opinions, la population malheureuse, affranchie, à exprimer ses idées sur le gouvernement; la liberté se fera là. Elle aime ces opérations. La France les aime aussi. Elle les a protégées par ses armes en Italie. (*Très-bien! très-bien!*)

Ainsi, ne faites pas de ce qui a été relatif au prince Maximilien le fait principal. Le fait principal, c'était que de justes réparations fussent accordées; le fait principal, c'était que tout citoyen mexicain vînt à ce grand scrutin et dît sa pensée sur la tyrannie de Juarez. (*Très-bien! très-bien!*) Qu'ils s'expliquent, et si le gouvernement de Juarez leur convient, *ainsi soit-il.* (*Rire d'approbation.*)

Ainsi, Messieurs, je résume la situation. Nous avons rompu la convention de la Soledad, parce quelle était contraire aux instructions, parce que le gouvernement de Juarez, pendant deux mois, n'a su empêcher aucune vexation, aucune avanie, parce que, loin de réprimer les avanies, il en a été lui-même l'auteur, parce qu'en demandant qu'on lui livrât Almonte, il a voulu déshonorer notre drapeau.

La convention rompue, les Espagnols se sont retirés. Mais j'oubliais de dire quelques mots sur un autre motif qu'on a prêté à la rupture, sur les créances et sur l'ultimatum de notre représentant. Je ne m'appesantirai pas là-dessus, messieurs; mais il y a ici quelque chose de profondément pénible pour l'honneur d'un gouvernement loyal et pour ceux qui le servent; j'ai besoin de dire quelques mots là-dessus. (*Parlez! parlez!*) Ah! je sais, la calomnie est féconde en ressources, et elle emploie des voies bien étranges. Vous dites que nous avons arrêté le journal le *Times.* Non, jamais il n'a été arrêté.

— On en a arrêté d'autres, dit une voix.

— C'est vrai, reprend le ministre; il faut nous expliquer. Il y a à Paris une vingtaine d'hommes, la plupart Français, dont le métier est d'expédier aux journaux étrangers, contre les serviteurs de l'Empereur, les plus odieuses calomnies. On attaque leur honneur, leur probité, leur intelligence. Que faire?

Nous ne connaissons ni les calomniateurs, ni les sources où ils puisent. (*Bruit.*) On ne publie pas ces calomnies en France, car une répression sévère ne se ferait pas attendre. On les envoie à l'étranger, et de là elles reviennent en France. La plus misérable calomnie fait ainsi son chemin, et, répandue par une feuille étrangère, elle fait le tour de l'Europe.

Messieurs, cette organisation de la calomnie est odieuse et abominable! (*C'est vrai! c'est vrai!*) Comment réprimer son indignation contre de tels faits? Comment comprimer ici le sentiment de la dignité du gouvernement que l'on sert? En présence de telles attaques, la situation d'un honnête homme est intolérable.

Dans le *memorandum* de M. de Saligny, il y avait deux parties. D'abord, on y évaluait à 12 millions de piastres les dommages à réparer envers nos nationaux. Qu'il me suffise de dire qu'un grand nombre de personnes avaient été lésées; qu'à la Vera-Cruz seule il y avait 300 dossiers de plaintes.

Mais vous dites que cette somme est excessive. Soit, je l'accorde pour un moment. Je vous réponds que nous avons toujours déclaré qu'une commission de liquidation serait instituée pour constater les faits. Nous avons toujours dit que les droits des réclamants seraient vérifiés, qu'il n'y aurait d'admises que les réclamations accueillies par une commission, mais comprenez-le bien, messieurs, par une commission française.

Il y a encore autre chose, c'est le contrat Jecker. Il a été l'objet d'insinuations de toutes natures. On s'est appuyé sur des dépêches de sir Charles Wyke. Je ne parle pas de ces dépêches, parce que je ne veux pas discuter les créances anglaises.

L'Espagne, à cet égard, a été nette et précise; l'Angleterre l'a été moins, mais elle n'a pas fait d'opposition.

Voyons donc cette affaire Jecker.

Miramon était encore au pouvoir. Il était à Mexico au commencement de 1860. Juarez se disait président à la Vera-Cruz. Miramon, à Mexico, battait monnaie, car il faut dire qu'il ne vaut pas mieux que Juarez. (*Rires d'adhésion*), Il prenait partout où il pouvait. Il fit un emprunt à la maison Jecker; il lui dit : Je vais vous donner 15 millions de piastres (75 millions de francs) en bons remboursables par cinquièmes sur les douanes. Chaque négociant qui aura 100 fr. de droit de douane à payer, payera 20 fr. en bons, et vous, vous négocierez ces bons comme vous pourrez. Jecker prend les 75 millions de francs en bons, il dit (moi, je l'ignore) avoir remis 3 millions de piastres. (Une interruption s'élève ici du côté où siége M. J. Favre.) Je désirerais, messieurs, entendre l'interruption, car j'aurais à cœur d'y répondre. (*Le silence se rétablit.*)

Jecker émit les bons. Les négociants, et parmi eux beaucoup de Français, prirent ces bons, car on pouvait les avoir au rabais et payer 20 fr. avec ce qu'on aurait acheté 5 ou 6 fr. Dans cette situation, vous le comprenez, messieurs, nous avions un intérêt. On avait entamé avant la rupture une négociation avec le ministre de Juarez, et ce ministre ne s'était pas montré récalcitrant. Il avait dit qu'on acceptait la négociation, qu'on traiterait; seulement, il demandait qu'on y mît quelques ménagements, parce qu'il comprenait que cela ne mettrait pas le congrès en bonne humeur; mais, je le répète, nous avons la preuve que le ministre adhérait à la négociation.

— Lisez le document qui le prouve, dit M. J. Favre.

— Non, non, ne le lisez pas! s'écrient plusieurs députés.

Le ministre reprend :

— Il suffit que j'affirme. (*Très-bien! très-bien!*) Je me borne à affirmer que le ministre mexicain a reconnu le principe de la créance, et a dit qu'il serait fait droit. Il y avait lieu à une négociation sur le chiffre . voilà tout.

Maintenant il faut, messieurs, que vous connaissiez les instructions du gouvernement français. Le 28 février 1862, M. Thouvenel adressait une dépêche à M. de Saligny. »

M. le Ministre lit cette dépêche. Il en communique ensuite une autre en date du 14 mars, dont voici le sens :

« Je n'ai pas voulu laisser ignorer au gouvernement anglais que nous ne refusions pas de chercher s'il y aurait un moyen de nous relâcher de quelques-unes de nos exigences. Ce sont les circonstances qui, à la distance où vous êtes, vous diront

s'il ne vaut pas mieux faire quelques concessions. L'institution d'une commission française qui déterminerait le montant de l'indemnité nécessaire pour satisfaire strictement à nos réclamations, a paru au ministre anglais une chose qui pouvait se faire.

Je vous invite à étudier cette combinaison; je ne vois pas de raison pour que nous n'abandonnions pas ce qui dépasserait strictement le chiffre des réclamations parfaitement justifiées. »

« Ainsi, messieurs, continue M. le Ministre, tout a été net et précis. Il a été dit qu'on ne réclamait que ce qui était strictement dû.

Il avait été question de réserver ce qui était relatif à l'affaire Jecker.

Le général Prim y inclinait. Sir Charles Wyke, après réflexion, dit qu'il n'y consentait pas.

En résumé, messieurs, ce n'est pas l'affaire financière qui a amené la rupture. L'affaire financière ne fournissait aucune base aux calomnies qu'on a répandues. Elle sera liquidée selon la justice.

Reste la dissidence complète entre les plénipotentiaires sur la politique à suivre. Vous connaissez l'accord primitif, les déviations successives. Je me suis expliqué sur tout. Je n'ai plus qu'à vous indiquer deux lettres écrites en avril 1862. L'une est de M. Doblado au général Prim. Il écrit : « Je ne voudrais pas vous voir quitter le sol mexicain sans que nous fassions un traité, comme preuve de la sympathie que vous avez conquise ici par votre conduite noble et vraiment diplomatique. (*On rit.*) En une demi-heure, nous nous entendrons. En attendant, recevez mes remercîments pour la manière chevaleresque dont vous avez agi (*nouveau bruit*), et disposez de moi comme d'un serviteur dévoué. »

M. le général Prim fit connaître à nos plénipotentiaires cette proposition, que nous ne pouvions pas accepter. Il répondit, le 13 avril, une lettre dans laquelle il montre à M. Doblado son désir de traiter et lui dit : « Puisque vous êtes disposé à venir à Orizaba, venez vite, vite. »

Ainsi il y avait entre Juarez et l'Espagne des espérances de traité qui ne se sont pas réalisées.

Quant à sir Ch. Wyke, il a fait un traité. Il a obtenu toutes les réparations pécuniaires qu'il a désirées. Mais, connaissant la valeur de ce genre de promesses, il a exigé des garanties, et alors on lui a donné celles d'un prêt d'argent promis au Mexique par les États-Unis, contre l'engagement de certaines provinces mexicaines. Mais le traité passé avec les États-Unis sera-t-il ratifié à Washington? Nous avons lieu d'espérer que non. C'est la seconde fois que Juarez offre aux États-Unis certains territoires de la république mexicaine contre des prêts d'argent. Nous avons lieu de penser que cette offre sera repoussée une seconde fois par le gouvernement américain. En tout cas, le gouvernement anglais, observateur perspicace des conséquences possibles du traité signé par son représentant, a refusé nettement sa sanction. (*Mouvement d'approbation.*) Il a compris que les États-Unis avaient là une politique autre que celle de l'Europe, et que sanctionner ce traité, ce serait s'associer à la vente du Mexique aux États-Unis pour de l'argent. (*Très-bien!*)

Ainsi donc, des trois puissances arrivées au Mexique, deux en sont sorties, les Anglais d'abord sans violation de leurs engagements et par des inspirations d'une politique un peu différente de la nôtre; les Espagnols ensuite. Nous n'avons rien à dire de la conduite de l'Espagne. Vous êtes à même maintenant de l'apprécier. La France est restée seule avec son drapeau, avec une poignée d'hommes, parce que le drapeau de la France ne se détermine pas volontiers, malgré les conseils qu'on lui donne, à reculer. (*Rires d'approbation.*) Et voici le résumé des instructions qui ont été envoyées à nos représentants au Mexique pour régler leur conduite dans cette situation nouvelle. Il y est déclaré que ce n'est pas du camp français, mais du pays même que doit partir la régénération politique du Mexique; qu'en ce qui touche personnellement le général Almonte, il n'y a rien à retrancher de la confiance qu'inspire son caractère; mais que notre responsabilité ne saurait se confondre avec la sienne, dans les événements où il pourrait s'engager; que ce que nous voulons uniquement, c'est la réparation de nos griefs et la sécurité à l'avenir de nos nationaux.

Une dernière instruction a été envoyée au Mexique, messieurs, une de ces instructions dont le caractère touche profondément la Chambre, le pays, l'Europe. Elle a été donnée directement par l'Empereur, lorsque, acceptant cette situation isolée que nous faisait le départ de nos alliés, il voulait donner à nos soldats engagés dans la lutte confiance et résolution, et marquer la ligne de conduite dont nos plénipotentiaires ne doivent pas dévier. L'Empereur écrivait au général de Lorencez :

« Il est contre mon intérêt, mon origine, mes principes, d'imposer un gouvernement quelconque au Mexique. Que la nation mexicaine se donne la forme de gouvernement qui lui conviendra. Nous ne lui demandons que de la sincérité dans les relations; nous ne désirons qu'une chose : c'est le bonheur de ce beau pays, sous un gouvernement stable et régulier. »

Des marques générales d'approbation accueillent la lecture de cette lettre. Le ministre conclut en ces termes :

« Ainsi, messieurs, du premier jour jusqu'au dernier, pas d'hésitation dans la politique du gouvernement, toujours le même but, le même principe, la même volonté. Quant aux choses auxquelles on a voulu donner une importance qu'elles n'ont pas, il les a toujours reléguées au rang secondaire qu'elles doivent occuper.

Nous voilà donc en face de l'ennemi. Qu'allons-nous faire? Ce n'est pas sans étonnement que j'ai entendu développer ce programme : Traiter avec le Mexique, puis se retirer. Traiter! Mais quel traité pourrions-nous donc obtenir du Mexique? Des promesses? Nous savons ce qu'elles valent. Se retirer quand le sang français a coulé, quand l'honneur de la France est engagé, quand toutes les fibres françaises seraient émues d'une pareille lâcheté, c'est le mot (*vif mouvement d'approbation*), quand nos compatriotes sont là, opprimés par un indigne gouvernement! Quelle honte, messieurs! (*Oui! oui!*) Quoi! ce drapeau de la France, qui a vaincu les drapeaux les plus illustres, qui a promené sa gloire sur toute l'Europe, il se retirerait sans honneur du Mexique! Je suis sûr que le patriotisme de l'honorable préopinant lui-même ne s'associe pas à ce conseil que son improvisation lui a suggéré. (*On rit.*)

Vous dites que nous n'avons pas d'ennemis au Mexique, que nous n'y avons que des débiteurs; mais quand les débiteurs refusent de satisfaire leurs créanciers et les insultent, il n'y a plus d'autres juges que Dieu et la force. Vous oubliez que nous avons patienté vingt-cinq ans, que toutes les populations américaines nous regardent faire, et que s'il est constaté à leurs yeux que ce grand gouvernement de la France se retire du Mexique sans y avoir atteint son but, il faudra que tous les Français qui habitent le nouveau monde se retirent aussi, abandonnant leurs intérêts, leur orgueil, et prennent la fuite à la queue de votre drapeau! (*Très-bien! très-bien!*) Non.

Notre honneur est engagé, il faut que justice nous soit rendue, que ce gouvernement mexicain disparaisse devant le souffle de la France ou qu'il prenne une forme sérieuse qui nous offre des garanties pour l'avenir. Nous ne voulons pas établir là un de ces gouvernements qui ne vivent que par le souffle étranger; nous voulons des satisfactions pécuniaires pour nos nationaux qui ont souffert, des satisfactions militaires pour l'honneur de nos soldats, des satisfactions diplomatiques pour la dignité de la France. Si nous ne les obtenons pas, si cette nation est tellement usée qu'elle ne puisse renaître à la loyauté et à l'ordre, alors nous nous ferons justice nous-mêmes, puis nous l'abandonnerons à son mauvais sort. Mais n'ayons pas de doute sur la légitimité de cette guerre. Disons qu'elle est juste, nécessaire, légitime, et que nos soldats sachent bien que, de même que l'Empereur, vous les entourez de vos sympathies; que tout le pays est derrière eux, et que le drapeau de la France ne cessera jamais d'être le drapeau du droit, de la justice, de la civilisation et de la liberté. » (*Acclamations bruyantes.*)

M. le ministre reprit sa place au milieu d'une double salve d'applaudissements.

Les cinq sections du ministère de la guerre furent successivement mises aux voix et adoptées.

CHAPITRE XI

Instructions données par Napoléon III au général Forey. — Dépêche du 8 juillet 1862. — Notice biographique sur le général Forey. — Composition de la flotte destinée à transporter des troupes au Mexique. — Composition du corps expéditionnaire.

Si quelques malentendus avaient pu subsister après d'aussi catégoriques explications, la lettre que l'Empereur écrivit au général Forey les aurait fait disparaître. Le 3 juillet 1862,

l'Empereur donnait au général Forey les instructions suivantes :

« Fontainebleau, 3 juillet 1862.

« MON CHER GÉNÉRAL,

« Au moment où vous allez partir pour le Mexique, chargé de pouvoirs politiques et militaires, je crois utile de bien vous faire connaître ma pensée.

« Voici la ligne de conduite que vous aurez à suivre : 1° faire à votre arrivée une proclamation dont les idées principales vous seront indiquées ; 2° accueillir avec la plus grande bienveillance tous les Mexicains qui s'offriront à vous ; 3° n'épouser la querelle d'aucun parti ; déclarer que tout est provisoire, tant que la nation mexicaine ne se sera pas prononcée ; montrer une grande déférence pour la religion, mais rassurer en même temps les détenteurs de biens nationaux ; 4° nourrir, solder et armer, suivant vos moyens, les troupes mexicaines auxiliaires ; leur faire jouer le rôle principal dans les combats ; 5° maintenir parmi vos troupes, comme parmi les auxiliaires, la plus sévère discipline ; réprimer vigoureusement tout acte, tout propos blessant pour les Mexicains, car il ne faut pas oublier la fierté de leur caractère, et il importe au succès de l'entreprise de se concilier avant tout l'esprit des populations.

« Quand nous serons parvenus à Mexico, il est à désirer que les personnes notables de toute nuance, qui auront embrassé notre cause, s'entendent avec vous pour organiser un gouvernement provisoire. Ce gouvernement soumettra au peuple mexicain la question du régime politique qui devra être définitivement établi. Une assemblée sera ensuite élue d'après les lois mexicaines.

« Vous aiderez le nouveau pouvoir à introduire dans l'administration, et surtout dans les finances, cette régularité dont la France offre le meilleur modèle. A cet effet, on lui enverra des hommes capables de seconder sa nouvelle organisation.

« Le but à atteindre n'est pas d'imposer aux Mexicains une forme de gouvernement qui leur serait antipathique, mais de les aider dans leurs efforts pour établir, selon leur volonté, un gouvernement qui ait des chances de stabilité et puisse assurer à la France le redressement des griefs dont elle a à se plaindre.

» Il va sans dire que, s'ils préfèrent une monarchie, il est de l'intérêt de la France de les appuyer dans cette voie.

« Il ne manquera pas de gens qui vous demanderont pourquoi nous allons dépenser des hommes et de l'argent pour fonder un gouvernement régulier au Mexique.

« Dans l'état actuel de la civilisation du monde, la prospérité de l'Amérique n'est pas indifférente à l'Europe ; car c'est elle qui alimente nos fabriques et fait vivre notre commerce. Nous avons intérêt à ce que la république des États-Unis soit puissante et prospère, mais nous n'en avons aucun à ce qu'elle s'empare de tout le golfe du Mexique ; domine de là les Antilles ainsi que l'Amérique du Sud, et soit la seule dispensatrice des produits du Nouveau Monde.

« Nous voyons aujourd'hui, par une triste expérience, combien est précaire le sort d'une industrie qui est réduite à chercher sa matière première sur un marché unique, dont elle subit toutes les vicissitudes.

« Si, au contraire, le Mexique conserve son indépendance et maintient l'intégrité de son territoire, si un gouvernement stable s'y constitue avec l'assistance de la France, nous aurons rendu à la race latine, de l'autre côté de l'Océan, sa force et son prestige, nous aurons garanti leur sécurité à nos colonies des Antilles et à celles de l'Espagne ; nous aurons établi notre influence bienfaisante au centre de l'Amérique ; et cette influence, en créant des débouchés immenses à notre commerce, nous procurera les matières indispensables à notre industrie.

« Le Mexique, ainsi régénéré, nous sera toujours favorable, non-seulement par reconnaissance, mais aussi parce que ses intérêts seront d'accord avec les nôtres et qu'il trouvera un point d'appui dans ses bons rapports avec les puissances européennes.

« Aujourd'hui donc, notre honneur militaire engagé, l'exigence de notre politique, l'intérêt de notre industrie et de notre commerce, tout nous fait un devoir de marcher sur Mexico, d'y planter hardiment notre drapeau, d'y établir, soit une monarchie, si elle n'est pas incompatible avec le sentiment national du pays, soit tout au moins un gouvernement qui promette quelque stabilité.

« NAPOLÉON. »

Par une dépêche du 8 juillet, M. Thouvenel informe M. Dubois de Saligny de la résolution prise par le gouvernement français.

Le ministre des affaires étrangères au ministre de France au Mexique.

Monsieur, l'Empereur a résolu l'envoi de renforts considérables au Mexique, et Sa Majesté a confié le commandement en chef de ses troupes à M. le général Forey. Les renforts ne tarderont pas à rejoindre le corps expéditionnaire ; mais M. le général Forey les devancera au Mexique, son départ devant avoir lieu dans quelques jours. Sa Majesté a décidé que cet officier général réunirait dans ses mains tous les pouvoirs qui avaient été précédemment conférés à M. l'amiral Jurien de la Gravière, et qu'il serait simultanément investi, par conséquent, de ceux de plénipotentiaire et de commandant en chef de notre expédition.

THOUVENEL.

Le général Forey (Élie-Frédéric) est né à Paris, le 10 janvier 1804, et se trouvait par conséquent en âge de choisir une carrière au commencement de la Restauration, alors que les idées pacifiques prédominaient, et que les souvenirs de gloire étaient à l'index. Il fallait donc une vocation sérieuse pour entrer à l'École de Saint-Cyr, et la perspective qui s'offrait aux yeux du néophyte avait perdu la splendeur dont elle eût été entourée quelques années auparavant. Le jeune Forey végéta longtemps dans les fonctions d'officier instructeur du 2e régiment d'infanterie légère ; mais la conquête de l'Algérie le mit à même d'acquérir des grades et de la réputation. Il était à l'attaque du fort de l'Empereur, le 4 juillet 1830 ; nommé capitaine en 1835, il se distingua à Médéah, à Constantine, aux Portes de Fer. En 1840, il fut promu au grade de chef de bataillon de chasseurs à pied, et à celui de colonel, le 4 novembre 1844. Peu de temps après son retour en France, de fatales dissensions intestines le mirent à même de faire preuve d'activité et d'énergie. Il fut nommé général de brigade, comme s'étant particulièrement distingué dans la journée du 13 juin 1849, et général de division, le 22 décembre 1852.

Membre du comité supérieur de l'infanterie, le général Forey s'occupait avec succès d'administration militaire, quand il fut appelé à commander la réserve de l'armée d'Orient. Il eut un moment la direction du siége de Sébastopol. En 1857, il fut placé à la tête de la 1re division d'infanterie de l'armée de Paris, qui forma, deux ans plus tard, le premier corps de l'armée des Alpes. Il eut l'honneur, à Montebello, le 20 mai 1859, du premier combat de la campagne.

Commandeur de la Légion d'honneur en 1849, grand-croix le 21 octobre 1854, le général Forey fut élevé, le 16 août 1859, à la dignité de sénateur.

Le 27 juillet 1862, le général Forey remit le service de la 1re division d'infanterie au baron Neigre, commandant la 1re brigade de cette division.

Le général Manèque, désigné pour succéder au général Forey, n'était pas encore arrivé à Paris. Le colonel d'Auvergne, nommé chef d'état-major général du corps expéditionnaire au Mexique, fut remplacé par le lieutenant-colonel de Chamberet dans les fonctions de chef d'état-major de la 1re division d'infanterie de l'armée de Paris. Le commandant en chef et tous les officiers de son état-major quittèrent Paris dans la matinée du lundi 28 juillet, et allèrent s'embarquer à Cherbourg, sur le vaisseau à vapeur le *Turenne*, qui devait les transporter à la Vera-Cruz.

Des bâtiments, dont le nombre augmentait chaque jour, se pressaient dans le port de Cherbourg. On y disposait le *Tourville*, pour recevoir le général Berthier, commandant une des brigades du corps expéditionnaire, avec 34 officiers, 1,021 soldats, 32 chevaux et 8 voitures.

Le vaisseau l'*Ulm* devait porter 18 officiers, 992 soldats, 85 chevaux et 6 voitures ;

Le vaisseau la *Ville-de-Lyon*, 32 officiers, 1,020 soldats, 30 chevaux et 8 voitures ;

Le vaisseau la *Ville-de-Bordeaux*, 29 officiers, 1,016 soldats, 14 chevaux et 6 voitures ;

Le transport-écurie l'*Allier*, 11 officiers, 380 soldats, 364 chevaux et 47 voitures ;

Le vaisseau le *Breslaw*, 30 officiers, 884 soldats, 25 chevaux et 10 voitures ;

Le vaisseau le *Duquesne*, 31 officiers, 1,014 soldats, 14 chevaux et 6 voitures;

Le transport-écurie l'*Eure*, 9 officiers, 393 soldats, 347 chevaux et 32 voitures;

Le transport-écurie le *Jura*, 9 officiers, 385 soldats, 353 chevaux et 44 voitures.

D'autres troupes devaient être réparties à bord du *Darien*, des frégates à vapeur la *Foudre* et l'*Ardente*, de l'*Eylau*, de l'*Impérial*, du *Finistère*, etc.

Voici quelle était la composition du corps dont le général Forey avait la direction suprême :

Chef d'état-major général, colonel d'Auvergne;
Commandant de l'artillerie, colonel Vernet de Laumière;
Commandant du génie, colonel Vialla;
Chef du service administratif, intendant militaire Wolf;
Grand-prévôt, chef d'escadron de gendarmerie, Chavannes de Chastel;
Vaguemestre général, commandant les troupes de l'administration, lieutenant-colonel Huguenev;
Trésorier-payeur, Louet.

1re DIVISION D'INFANTERIE.

Commandant, général de division Bazaine;
Chef d'état-major, lieutenant-colonel Lacroix;
Commandant de l'artillerie, chef d'escadron d'artillerie de marine Delsaux;
Commandant du génie, capitaine du génie Bourgeois;
Intendance, sous-intendant Erlant;
Prévôt, capitaine de gendarmerie Lamarche.

1re brigade, général baron Neigre : 18e bataillon de chasseurs à pied, 1er régiment de zouaves, 81e régiment d'infanterie de ligne;

2e brigade, général de Castagny : 20e bataillon de chasseurs à pied, 3e régiment de zouaves, 95e régiment d'infanterie de ligne, un bataillon de tirailleurs algériens;

17e batterie du régiment d'artillerie de marine, batterie de montagne servie par des marins, détachement du 1er escadron du train d'artillerie, 13e compagnie de sapeurs du 3e régiment du génie, détachement de gendarmerie.

2e DIVISION D'INFANTERIE.

Commandant, général de division comte de Lorencez;
Chef d'état-major, colonel Letellier Valazé;
Commandant de l'artillerie, chef d'escadron Michel;
Commandant du génie, capitaine Lebescond de Coatpont;
Intendance, sous intendant Gaffiot;
Prévôt, capitaine de gendarmerie Amat;
Aumônier, l'abbé Montferrand.

1re brigade, général Douay : 1er bataillon de chasseurs à pied, 2e régiment de zouaves, 99e régiment d'infanterie de ligne;

2e brigade, général de Berthier : 7e bataillon de chasseurs à pied, 51e régiment d'infanterie de ligne, 62e idem, 1er bataillon du 2e régiment d'infanterie de marine, 8e batterie du 1er régiment d'artillerie à pied, 4e compagnie *bis* du 1er escadron du train d'artillerie, 1re batterie du 9e régiment d'artillerie monté, 6e compagnie de sapeurs du 2e régiment du génie, détachement de gendarmerie.

BRIGADE DE CAVALERIE.

Commandant, général de Mirandol;

1er régiment de marche : 4 escadrons de chasseurs d'Afrique;

2e régiment de marche : 4 escadrons de chasseurs d'Afrique, 1 escadron de hussards.

Les régiments qui faisaient partie du corps expéditionnaire ou qui y étaient représentés par une de leurs fractions étaient :

Le 51e régiment d'infanterie de ligne, dont le dépôt était à Angers;

Le 62e de ligne, état-major et bataillons de guerre au Mexique; dépôt du corps à Dijon;

81e de ligne, état-major et bataillons de guerre, id.; dépôt au Puy;

99e de ligne, état-major et bataillons de guerre, id.; dépôt à Lons-le-Saulnier;

1er bataillon de chasseurs à pied, état-major et compagnies de guerre au Mexique; dépôt à Saint-Omer;

7e bataillon, id., état-major et compagnies de guerre, id.; dépôt à Toulouse;

18e bataillon, id., état-major et compagnies de guerre, id.; dépôt à Strasbourg;

20e bataillon, id., état-major et compagnies de guerre, id.; dépôt à Auxonne;

1er régiment de zouaves, état-major et bataillons de guerre au Mexique; dépôt à Coléah (Algérie);

2e régiment, id., état-major et bataillons de guerre, id.; dépôt à Oran (Algérie);

3e régiment, id., état-major et bataillons de guerre, id.; dépôt à Constantine (Algérie);

12e régiment de chasseurs à cheval, deux escadrons de guerre au Mexique; état-major et portion principale du corps à Carcassonne;

5e régiment de hussards, un escadron de guerre au Mexique; état-major et portion principale du corps au Mans;

1er régiment de chasseurs d'Afrique, deux escadrons de guerre au Mexique; état-major et portion principale du corps à Mustapha (Algérie);

2e régiment, id., deux escadrons de guerre, id.; état-major et portion principale du corps à Oran (Algérie);

3e régiment, id., deux escadrons de guerre, id.; état-major et portion principale du corps à Constantine (Algérie);

1er régiment d'artillerie, une batterie de guerre, id.; portion principale du corps à Alger;

3e régiment, id., une batterie de guerre, id.; portion principale du corps à Vincennes;

7e régiment, id., une batterie de guerre, id.; portion principale du corps à La Fère;

9e régiment, id., une batterie de guerre, id.; portion principale du corps à Vincennes;

11e régiment, id., une batterie de guerre, id.; portion principale du corps à Rennes;

1er escadron du train d'artillerie, une compagnie de guerre au Mexique; portion principale du corps à Alger;

3e escadron, id., une compagnie de guerre, id.; portion principale du corps à Vincennes;

5e escadron, id., une compagnie de guerre, id.; portion principale du corps à Metz;

1er régiment du génie, une compagnie de guerre au Mexique; portion principale du corps à Montpellier;

2e régiment, id., une compagnie de guerre, id.; portion principale du corps à Arras;

3e régiment, id., une compagnie de guerre, id.; portion principale du corps à Metz;

Escadron du train des équipages de la garde impériale, une compagnie de guerre au Mexique; portion principale du corps à Paris;

3e escadron du train des équipages militaires, une compagnie de guerre au Mexique; portion principale du corps à Oran (Algérie).

4e escadron, id., une compagnie de guerre, id.; portion principale du corps à Châteauroux;

5e escadron, id., deux compagnies de guerre, id.; portion principale du corps à Vernon;

Détachements de gendarmerie (force publique), d'infirmiers militaires et d'ouvriers d'administration.

CHAPITRE XII

Débarquement du général Forey à la Vera-Cruz. — Son ordre général. — Proclamation aux Mexicains. — Belle conduite des travailleurs noirs et mulâtres. — Premiers actes du nouveau commandant en chef. — Détails sur le général Almonte.

La translation de tant de militaires en Amérique, avec un matériel de guerre considérable et une artillerie de siége, ne pouvait s'effectuer que lentement, et plusieurs mois devaient nécessairement s'écouler avant que les forces indispensables pour assurer le succès fussent réunies sur les côtes du golfe mexicain. La mission du général Forey devait donc être celle d'un homme d'État avant d'être celle d'un capitaine. Arrivé en rade de la Vera-Cruz, le 22 septembre 1862, il commença par annoncer à tous l'espèce de vice-royauté qui lui était confiée :

ORDRE GÉNÉRAL.

En arrivant au Mexique pour se mettre à la tête du corps expéditionnaire dont le commandement lui est confié par l'Empereur, le général en chef porte à la connaissance de tous que Sa Majesté a voulu que les pouvoirs militaires et diplomatiques fussent réunis dans sa main, et qu'en conséquence elle l'a nommé, par décret du 6 juillet 1862, son ministre plénipotentiaire au Mexique.

M. Dubois de Saligny, d'après les ordres de l'empereur, continuera à résider au Mexique dans la position d'un chef de mission dont les pouvoirs sont momentanément subordonnés à ceux d'un ambassadeur extraordinaire.

Vera-Cruz, le 22 septembre 1862.

Le général de division, sénateur, commandant en chef le corps expéditionnaire au Mexique.

Signé, FOREY.



Environs d'Orizaba.

Cet ordre général s'adressait principalement aux Français. Une proclamation, lancée deux jours plus tard, fit connaître à la population les vues que Napoléon III avait développées dans sa lettre du 3 juillet :

Mexicains,

« L'empereur Napoléon, en me confiant le commandement de la nouvelle armée qui va bientôt me suivre, m'a chargé de vous faire connaître ses véritables intentions.

« Lorsque, il y a quelques mois, l'Espagne, l'Angleterre et la France, subissant les mêmes nécessités, ont été amenées à se réunir pour la même cause, le gouvernement de l'Empereur n'envoya qu'un petit nombre de soldats, laissant à la nation la plus outragée la direction principale dans le redressement des griefs communs. Mais, par une fatalité difficile à prévoir, les rôles ont été intervertis, et la France est demeurée seule à défendre ce qu'elle croyait l'intérêt de tous. Cette nouvelle situation ne l'a pas fait reculer. Convaincue de la justice de ses réclamations, forte de ses intentions favorables à la régénération du Mexique, elle a persévéré et persévère plus que jamais dans le but qu'elle s'est proposé.

« Ce n'est pas au peuple mexicain que je viens faire la guerre, mais à une poignée d'hommes sans scrupule et sans conscience qui ont foulé aux pieds le droit des gens, gouvernent par une terreur sanguinaire, et, pour se soutenir, n'ont pas honte de vendre par lambeaux à l'étranger le territoire de leur pays.

« On a cherché à soulever contre nous le sentiment national en voulant faire croire que nous arrivions pour imposer à notre gré un gouvernement au pays; loin de là : le peuple mexicain, affranchi par nos armes, sera entièrement libre de choisir le gouvernement qui lui conviendra, j'ai mission expresse de le lui déclarer.

« Les hommes courageux qui sont venus se joindre à nous méritent notre protection spéciale; mais au nom de l'Empereur, je fais appel, sans distinction de parti, à tous ceux qui veulent l'indépendance de leur patrie et l'intégrité de son territoire. Il n'entre pas dans la politique de la France de se mêler, pour un avantage personnel, des querelles intestines des nations étrangères; mais lorsque, par des raisons légitimes, elle est forcée d'intervenir, elle le fait toujours dans l'intérêt du pays où son action s'exerce.

« Souvenez-vous que partout où flotte son drapeau, en Amérique comme en Europe, il représente la cause des peuples et de la civilisation.

« Vera-Cruz, le 24 septembre 1862.

« Le général de division, sénateur, commandant en chef le corps expéditionnaire du Mexique.

Signé, « FOREY. »

Le même jour avait eu lieu un engagement sérieux entre le détachement d'ouvriers indigènes du génie, fort de 120 hommes, venus de la Martinique et de la Guadeloupe, et un nombreux parti de guérillas et un corps de troupes régulières composé de 500 hommes. Cette attaque avait pour but de chasser nos troupes de Tojeria, poste entre la Vera-Cruz et Orizaba, où les convois se relayent et se rapatrient. Les pertes de l'ennemi furent de 30 hommes et 3 officiers. De notre côté, nous n'eûmes qu'un très-petit nombre de morts et de blessés. Parmi ces derniers, le nommé Théobald, ouvrier blessé d'une balle à la cuisse, mérita pour sa belle conduite la médaille militaire. En général, tous les noirs et mulâtres composant le détachement de travailleurs indigènes, reçurent bravement le baptême du feu et repoussèrent l'ennemi avec honneur.

Ce détachement était commandé par M. Maréchal, capitaine d'artillerie de la marine, et MM. Scherer et Duval de Sainte-Claire, lieutenants tous deux, sortant du génie de la guerre.

C'était préluder dignement à la réception du commandant en chef. Il mit pied à terre, le 25 septembre, à 7 heures et demie du matin. Tous les bâtiments sur rade le saluèrent de leurs détonations. Il trouva toute la garnison sous les armes, la passa en revue, et dans une allocution chaleureuse, lui rappela le but politique de l'expédition. Comme ses dernières paroles se perdaient au milieu des cris de : Vive l'Empereur ! Il jeta par hasard les yeux sur l'hôtel-de-ville, l'*ayuntamiento*.

— Pourquoi, dit-il, le drapeau mexicain n'est-il pas arboré?

— Général, on l'a amené quand nous sommes entrés dans la ville.

— Qu'on le hisse de nouveau! que la population mexicaine sache bien que ce n'est pas à elle que nous venons faire la guerre.

Le drapeau flotta bientôt sur la maison commune, et fut accueilli par la foule avec une vive satisfaction.

Conformant ses actes à ses promesses, le général Forey composa une municipalité composée d'hommes ayant la confiance du pays, et pouvant mériter celle des Français. Il destitua Almonte et déclara nuls les décrets qu'avait promulgués ce prétendu président provisoire de la république mexicaine.

Le 3 mai 1862, des notables de la Vera-Cruz s'étaient réunis à l'hôtel-de-ville, et le colonel don José-Sanchez Facio avait déclaré que, vu la triste condition du pays, il était devenu indispensable de renoncer à la forme actuelle du gouvernement et de nommer un dictateur, afin qu'il se mît en rapport avec les chefs de l'expédition européenne, et qu'un gouvernement nouveau garantît la vie et la propriété des Mexicains, ainsi que celle des étrangers domiciliés.

Le colonel avait en conséquence proposé à l'assemblée de désavouer l'autorité du président actuel de la république, et de reconnaître don Juan Almonte comme dictateur.

La motion avait été adoptée, et quelques habitants de Cordova et d'Orizaba y avaient ultérieurement adhéré.

Ainsi avait été investi d'une sorte de pouvoir, ce général dont nous avons si souvent entendu le nom retentir dans les discussions du Corps législatif.

Le premier décret qu'il rendit, relativement à l'enrôlement forcé des employés et des soldats, était ainsi conçu :

En vertu des amples facultés dont j'ai été investi par le plan promulgué à Cordova, je décrète la loi suivante :

Art. 1er. Tous les Mexicains sont tenus d'accepter et d'exercer les emplois ou commissions qui leur seront confiés par le chef suprême de la nation et par les gouverneurs des départements dans les limites de leurs attributions.

Art. 2. Les excuses ou refus sans motifs légitimes ou justifiés seront considérés comme délits de désaffection au gouvernement et au nouveau régime établi.

Art. 3. Sont regardés comme motifs légitimes d'excuse ou de refus, l'âge de soixante ans et les maladies chroniques pouvant mettre absolument obstacle à l'exercice desdits emplois ou commissions.

Art. 4. Ceux qui sans motifs légitimes refuseront d'accepter ou d'exercer les emplois auxquels ils auront été nommés, encourront la peine du bannissement pour le terme de six mois à deux ans, qui leur sera inexorablement appliquée par le chef suprême de la nation, et par les gouverneurs des départements.

J'ordonne que le présent décret soit imprimé, publié, etc.

Dieu et la loi.

Orizaba, 4 juin 1862.

Almonte.

Après les glorieux faits d'armes du mois de juin 1862, Almonte avait publié une proclamation dont voici la traduction littérale :

« Mexicains,

Deux grands événements ont eu lieu hier dans les environs de cette ville. L'armée de Juarez, commandée par les chefs démagogues les plus célèbres par leurs crimes contre la société, s'est présentée, la menace à la bouche, et a eu l'imprudence d'envoyer une sommation arrogante au brave et chevaleresque commandant des forces françaises.

La déroute la plus complète, qu'ont fait subir 150 braves soldats du 99e, sous les ordres de l'intrépide et honorable capitaine Detrie, à 4,000 hommes de la fameuse division de Zacatecas, telle a été la réponse que l'armée de l'empereur des Français a donnée à ces hordes vandales qui croyaient l'intimider !

Zaragoza, profitant de l'obscurité de la nuit, a levé furtivement son camp, qu'il avait osé placer en face du nôtre, avec l'aspect de l'hostilité la plus arrogante, et aujourd'hui il se retire en désordre et précipitamment, poursuivi de près par la cavalerie nationale, et il va repasser pour la quatrième fois, avec autant de honte que les autres, les Cumbrès d'Acultzingo. Les généraux en chef libéraux, Gonzalez, Ortega, le héros de Calputalpam, Alatorre, Pedraza, Colombres, Alcocer et beaucoup d'autres ont trouvé leur humble sépulture dans la montagne du Borrego.

Cette ville qui, pleine de confiance dans la valeur et dans l'enthousiasme de l'armée franco-mexicaine, a été témoin de la lutte, a pu se convaincre de l'impuissance de ceux qui avaient cru, dans leur férocité, qu'en promettant le pillage de la place, ils donneraient à leurs troupes la valeur que n'a pu leur inspirer la cause impie qu'elles défendent.

Mexicains, le même sort qu'a subi la soi-disant illustre et héroïque division de Zacatecas et qu'avaient éprouvé avant elle à Acultzingo et Baranca Seca les hordes de Zaragoza et de Doblado, les attend chaque fois qu'elles oseront faire face à l'invincible armée française et à l'enthousiaste armée nationale ; car ces dernières défendent la cause de l'indépendance et de la nationalité mexicaines, et les autres celle de la barbarie et du pillage. Mettez donc toute votre confiance dans l'armée franco-mexicaine et en votre compatriote.

J.-N. Almonte. »

Pendant qu'Almonte tenait ce langage, des guérillas appartenant à son parti saccageaient l'hacienda (la plantation) du Potrero, près de Cordova, administrée par notre compatriote M. Legrand ; pillaient l'établissement d'un autre compatriote, M. Prévost, qui se vit forcé de fuir avec sa famille à Jalapa ; enlevaient de la grande filature de Cocolapam pour 4,000 piastres de coton et pour 300 piastres de papier ; incendiaient les haciendas de Penuela et de San-Cayetano ; brûlaient le village d'Amatlan ; ravageaient enfin les environs de Cordova.

Par un second décret, Almonte donna cours forcé aux monnaies françaises, anglaises, espagnoles et des États-Unis, en fixant leur valeur en espèces mexicaines. « Vous figurez-vous, nous écrivait alors un négociant de Vera-Cruz, l'ébahissement du paysan mexicain forcé de calculer mentalement au marché la valeur de ses produits en sous, en shillings, en francs, en crowns, en réaux de vellon, etc. Je doute fort que nos campagnards français s'accommodassent d'une nouveauté pareille. »

Un troisième décret d'Almonte imposait dans la province de Vera-Cruz une contribution de 2 0/0 sur la valeur des immeubles dans les villes et dans les campagnes. On devait l'acquitter tout entière dans le courant du mois, à partir de la



Arriero, muletier mexicain.

promulgation. Ceux qui n'auraient pas payé dans les dix jours après l'expiration du terme, devaient subir sur leur cote une augmentation de 50 0/0.

Un quatrième décret émettait pour 500,000 piastres de billets.

Art. 1er. Il sera émis 770,000 titres nationaux d'une valeur totale de 500,000 piastres. On émettra 70,000 billets d'une valeur de 5 piastres, 100,000 billets d'une piastre, 200,000 billets de 2 réaux et 400,000 billets d'un réal.

Art. 2. Lesdits billets nationaux circuleront dans toute la république comme monnaie courante pour la valeur fixée.

Art. 3. L'acceptation des billets nationaux est obligatoire dans tous les payements que le gouvernement et les particuliers auront à faire, soit dans tous les achats, soit dans les transactions commerciales.

Les articles 4 et 5 règlent le mode de circulation des billets pour le cas où la valeur du billet donné en payement excéderait la valeur de la chose vendue.

Art. 6. Ceux qui refuseront de vendre sur payement de billets nationaux, ou qui enchériraient, pour ne pas recevoir les billets, les objets destinés à la consommation, ou qui établi-

raient des différences de prix pour leur marchandise selon que le payement s'effectuerait en argent ou en billets, perdront pour ce seul fait, en faveur de l'acheteur, l'objet ou les objets demandés par voie d'achat, et ils encourront en outre une amende du double de la valeur de ces objets. Un tiers de l'amende sera accordé au dénonciateur, les deux autres tiers entreront dans la caisse municipale de la localité.

Art. 7. Les billets nationaux seront admis dans toutes les douanes de terre et de mer et dans tous les bureaux de recettes de la république pour la moitié des droits et contributions, de quelque classe ou dénomination que ce puisse être. L'autre moitié sera payée en monnaie courante d'or, d'argent ou de cuivre.

Art. 8. Tout employé qui refuserait d'admettre les payements dans les termes et d'après les dispositions qui précèdent sera destitué.

Art. 9. Le gouvernement décrétera, quand le moment sera venu, l'époque et le mode d'amortissement des billets nationaux.

Dieu et la loi.

Orizaba, 1er juillet 1862.

Almonte.

Aussitôt que ce décret a été publié à la Vera-Cruz, tous les magasins, les maisons de commerce, les hôtels, les cafés fermèrent leurs portes. Une protestation, signée par un très-grand nombre d'habitants, et entre autres par tous les résidents français, fut remise aux consuls, ainsi qu'à M. Roze, qui commandait la place.

M. Roze suspendit provisoirement la circulation du papier-monnaie, et demanda au général Lorencez la révocation du décret. Les magasins furent rouverts; mais Almonte, qui ne paraissait pas disposé à tenir compte des ordres du commandant français, essayait encore de mettre les billets en circulation, lorsque la volonté ferme du général Forey réduisit à néant l'éphémère autorité qu'avait usurpée cet émigré. Toutes les dépêches et correspondances constatent la joie que causa sa chute, et les applaudissements qui furent prodigués au commandant en chef des forces françaises.

Les citoyens Saranno, gouverneur civil, et Marin, gouverneur militaire, reprirent les fonctions qu'Almonte leur avait enlevées, et qu'il avait réunies dans les mains du général Adrian Wool.

CHAPITRE XIII

Mort du général Zaragoza. — Marche de l'armée française dans l'intérieur. — Occupation de Cordova. — Le général *Tata*. — Occupation de Jalapa. — Mouvement de la marine. — Mort et obsèques de l'ingénieur Romagnesi. — Persécutions contre les étrangers à Mexico.

Après s'être concilié de la sorte l'esprit des habitants, et avoir par conséquent consolidé la sécurité de la Vera-Cruz, le général Forey s'occupa d'organiser les subsistances et les moyens de transport. La saison des pluies touchait à sa fin; mais les routes, séchées par le soleil tropical, n'en restaient pas moins à leur état normal. Elles n'avaient pas été faites pour livrer passage à une armée qui traînait avec elle un immense et formidable matériel.

La prudence exigeait que l'offensive ne fût reprise que dans les meilleures conditions, et avec toutes les forces françaises. Zaragoza, mort à Puebla de la fièvre typhoïde, le 8 septembre, avait été remplacé dans le commandement de l'armée d'Orient par Gonzalès Ortega. Il concentrait autour de lui la plus grande partie des troupes dont le gouvernement de Juarez pouvait disposer. Il fallait être en mesure de les refouler, et il n'était pas moins important de quitter les côtes malsaines pour gagner les premiers plateaux, si renommés par leur salubrité. Là, au dire de tous les voyageurs, on se trouve au milieu d'une nature incomparable, sous un ciel perpétuellement rafraîchi par les brises venues des deux océans, où règne le soleil des tropiques qui a perdu son accablante chaleur et n'a retenu que sa fécondité; le climat le plus tempéré engendre les cultures les plus variées; à côté du blé, de la vigne, de l'olivier croissent le coton, le caféier, le cacaoyer, l'indigo, la canne à sucre; et non loin de la liane sur laquelle se récolte la vanille, du nopal, sur lequel vit l'insecte de la cochenille, s'élèvent le pin, le chêne, qui forment d'abondantes forêts. Le sous-sol est encore plus riche que le sol. Sur les cinquante milliards auxquels on évalue la somme totale du numéraire en circulation dans l'univers, le Mexique passe pour avoir fourni à lui seul vingt milliards; il recèle surtout des mines précieuses d'argent. En trois siècles, il en a fourni pour cent millions par an. De tels avantages ont autorisé M. Mercier de la Combe, dans une brochure intitulée : *Le Mexique, l'Amérique du Nord et l'Europe*, à prédire un magnifique avenir à ces contrées encore si étrangères à la civilisation. « Le Mexique, a-t-il dit, est placé presque au centre du globe, à moitié chemin de l'Europe et de l'extrême Asie, entre l'Atlantique et le Pacifique. Il touche et commande à l'un des lieux les plus prédestinés du monde, l'isthme de Panama. C'est dans ces régions que, tôt ou tard, sera creusé de main d'hommes le détroit qui forcera l'Atlantique et le Pacifique à mêler leurs eaux, deviendra une des grandes voies du commerce et de la civilisation, accélèrera et augmentera les relations de l'Amérique avec la Chine, le Japon, la Nouvelle-Zélande, la Nouvelle-Hollande, celles de l'Europe avec l'Océanie, le Chili, le Pérou, l'Équateur, la Californie, et rapprochera de trois mille cinq cents lieues le Havre de San-Francisco.

S'acheminant vers les plateaux, le général Forey et son état-major entrèrent le 22 octobre à Cordova, qu'une distance de 220 kilomètres sépare de la Vera-Cruz. C'est une ville industrieuse et commerçante, où l'on fabrique des étoffes de laine et de coton. Son territoire produit en abondance le tabac, le sucre et le café. Elle fut fondée en 1618 par don Diego-Fernandez Cordoba, qui la fit bâtir sur un plan régulier, et dont elle a conservé le nom. Elle renferme 10,000 habitants, qui n'opposèrent point de résistance matérielle aux troupes françaises, mais dont la plupart appréhendaient la perte de leur indépendance nationale. Le général Forey les rassura en ces termes :

« Habitants de Cordova,

Ma proclamation aux Mexicains, dont vous avez déjà eu connaissance, manifeste clairement l'objet de notre intervention. Cependant, je me vois dans la nécessité de vous adresser particulièrement la parole, habitants de cette cité, parce que l'on m'a dit que vous aviez pour nous peu de sympathie, que vous nous étiez hostiles.

Serions-nous donc des ennemis qui venions pour ravager, pour détruire ou pour attenter à votre indépendance en vous imposant nos lois? Non! Notre mission est de respecter vos propriétés, vos coutumes, vos lois, et si quelqu'un y porte atteinte, vous me verrez prêt à le châtier!

Attenter à votre indépendance!... Ah! c'est ce que vous répètent chaque jour des écrivains sans bonne foi, des agents d'un gouvernement qu'à cause de sa conduite passée, nous ne pouvons regarder comme l'expression de la volonté nationale. Ne les croyez pas, ils vous trompent.

Nous sommes venus voir quel gouvernement vous désirez; et quand la nation, libre et loyalement consultée, aura manifesté sa volonté, la France le reconnaîtra et joindra ses efforts aux siens, pour faire des Mexicains une nation libre qui marche, appuyée sur de bonnes institutions, dans la voie du progrès, à la tête duquel, vous le savez, est placée notre belle patrie, une nation dans le gouvernement de laquelle les autres rencontrent la bonne foi qui doit régner entre les peuples civilisés comme entre les individus.

Telle est notre mission. Est-elle de nature à vous éloigner de nous? Non, au contraire, elle doit rallier le noble peuple mexicain à la grande nation française, et c'est là notre but.

Cordova, le 22 octobre 1862.

Le général de division, sénateur, commandant en chef le corps expéditionnaire du Mexique.

Signé Forey. »

Le 25 octobre, le général Forey arriva à Orizaba. Sur sa route, il visita les habitations rurales des hacienderos et des rancheros, conversa avec eux et sut s'en faire bien venir; aussi l'appelaient-ils, dans leur dialecte, *tata* (petit père) : ce qui correspond au mot russe *Batouschska*.

Une brigade commandée par le général Bertier partit le même jour pour Jalapa, et campa le 30 octobre à Puente-Nacional. A la nouvelle de son approche, les autorités et les troupes mexicaines de Jalapa se retirèrent à Perote, et à San-Andrès Chalchicomula. La colonne, forte d'environ 6,000 hommes, se composait de deux bataillons du 51e, de deux du 62e, d'un bataillon de chasseurs à pied, de cavalerie et d'artillerie.

A la Vera-Cruz, dans la nuit du 26 au 27 octobre, un fort coup de vent du nord, un *norte*, balaya la rade où se trouvaient le *Saint-Louis*, le *Navarin*, le *Chaptal*, le *Tourville*, l'*Eure*, l'*Ardèche*, la *Cérès*, le *Souverain*, le *Breslau*, le *Jura*, l'*Ulm*, l'*Allier*, le *Fontenoy*, l'*Ariége*, la *Moselle*, l'*Yonne*, etc. L'ancrage qui est peu sûr en temps ordinaire dans les rades foraines de ces parages, l'était devenu moins encore à cause du grand nombre de navires mouillés. La corvette à vapeur le *Chaptal*, fut le seul bâtiment qui échoua, après avoir brisé ses chaînes. L'ouragan eut cet avantage qu'en renouvelant l'atmosphère, il acheva de chasser la fièvre jaune, le terrible vomito, qui avait fait tant de victimes. Une des dernières qu'il fit avant de s'éteindre fut M. Romagnési, ingénieur de la marine, à bord du vaisseau cuirassé la *Normandie*. En l'absence de l'amiral Jurien de la Gravière, le capitaine Rouissel prononça, le 2 novembre, sur la tombe du regrettable défunt, cette touchante oraison funèbre :

« MESSIEURS,

En l'absence de l'amiral, qui ne cède à personne, vous le savez, le douloureux honneur de rendre les derniers devoirs aux officiers de son escadre, c'est à moi qu'appartient aujourd'hui de conduire le deuil qui nous rassemble une fois de plus sur cette île funèbre.

Le jeune ingénieur qui emporte tant d'espérances et laisse tant de regrets, Romagnési, entre nous tous, eût dû être épargné.

Rien ne l'obligeait à venir partager avec nous les dangers et les fatigues de cette laborieuse campagne. Ce n'était pas pour lui un devoir : il s'en fit un honneur et un plaisir.

Nous l'avons vu plein de courage et de sécurité, sourire jusqu'à la dernière heure, essayant de consoler ses camarades éplorés. Tous nous l'aimions, tous nous le pleurons.

S'il eût pu être sauvé, il l'eût été deux fois, par le médecin et par l'ami, par la science et par le dévouement qui ont lutté au delà même du dernier espoir.

Puissent sa famille et ses amis trouver dans l'expression sincère de nos sentiments quelque adoucissement à leur douleur !

Mais, messieurs, notre tâche n'est pas finie. Avec l'aide de Dieu, nous l'accomplirons dignement jusqu'au bout. N'est-il pas dans la destinée des marins de braver la mort sous toutes les formes ! Nous le savons, et nous restons marins. C'est que nous savons aussi que mourir à son poste, frappé par le soleil ou par l'ennemi, souvent moins dangereux, n'est pas mourir sans gloire et sans mériter un souvenir.

La marine écrit chaque jour de son sang le plus jeune et le plus pur sa page, déjà longue, dans l'histoire de l'expédition du Mexique.

Sacrificios aura aussi sa pyramide commémorative, et les noms qu'on y lira seront honorés. »

Aux bâtiments mouillés entre l'île de Sacrificios et la Vera-Cruz, vinrent s'adjoindre la *Mayenne*, l'*Orénoque*, le *Darien*, le *Montézuma* et le *Palikari*. Les renforts commencèrent à descendre à terre, et campèrent momentanément aux environs de la Vera-Cruz. Les troupes ne paraissaient pas avoir souffert de leur longue traversée; elles étaient disposées à braver les obstacles qui pourraient leur barrer le passage jusqu'à Mexico.

Si leur ardeur avait eu besoin d'être stimulée, elle l'eût été par les sévices que les Français et les étrangers habitant cette capitale avaient à supporter depuis le commencement du conflit. Dès le mois de mai 1862, ils s'étaient vus dans la nécessité de signer cette protestation, qui fut revêtue de 314 signatures :

« Mexico, mai 1862.

Les soussignés, obéissant aux nécessités de leur situation à Mexico, et comprenant qu'il ne leur appartient pas de prendre une part active dans les questions et les événements qui s'agitent en ce moment, se sont abstenus de protester publiquement contre les injures, les calomnies et les outrages insensés dirigés contre l'armée française, contre le Gouvernement de la France et ses représentants.

Mais, ce que les soussignés considèrent comme un devoir impérieux, c'est de protester hautement contre l'étrange prétention de certaines personnes de se présenter comme les organes légitimes des sentiments et des idées de la population française; c'est de protester énergiquement contre certaines publications, signées ou non signées, provoquées par des influences aujourd'hui bien connues, et destinées, y est-il dit, à éclairer le Gouvernement de la mère patrie sur les véritables intérêts de la colonie française au Mexique.

Les soussignés déclarent donc qu'ils repoussent toute espèce de solidarité avec les idées exprimées dans ces écrits; et, inspirés par le sentiment de la dignité nationale, autant que par la raison et la justice, ils attendent, pleins de confiance et d'espoir, l'accomplissement de la noble mission confiée à l'honneur et à la loyauté de la France. »

M. de Saligny mandait au ministre des affaires étrangères, le 17 juillet, que M. Dastugnes, un des membres les plus estimés de la colonie française à Mexico, avait été récemment enlevé, aux portes mêmes de la capitale, par le nommé Cuellar, longtemps voleur de grand chemin, nommé depuis colonel dans les troupes de Juarez, lequel avait menacé notre compatriote de le fusiller s'il ne payait une rançon fixée d'abord à 2,000 piastres, puis à 5,000. Voici ce que l'on écrivait au ministre de France au Mexique :

« Je suis chargé de porter à votre connaissance un nouvel et odieux attentat commis contre la personne de l'un de nos compatriotes. M. P. Dastugnes, ce Français qui déjà a été pillé plusieurs fois, tant par les bandes libérales que par les bandes réactionnaires, et dont les réclamations figurent dans les archives de la légation impériale, a été enlevé, il y a huit jours, à quelques lieues de Mexico, et emmené prisonnier par Cuellar.

On a d'abord exigé 2,000 piastres pour prix de sa mise en liberté, somme qu'il lui est tout à fait impossible de payer; quelques jours après, on a élevé la rançon à 5,000 piastres, avec menace de le fusiller si la somme fixée n'était pas remise dans un très-court délai. Sa famille ignore si ces menaces ont été suivies d'exécution, quoiqu'il y ait lieu de le craindre, car ces mêmes bandes ont pendu, il y a peu de temps, plusieurs personnes qui n'ont pu payer ces misérables. »

Le cabinet mexicain fermait les yeux sur ces faits déplorables, mais il affectait, en paroles, le plus grand désir de paix et de conciliation. Dans une circulaire aux gouverneurs d'État, en date du 21 août, M. de la Fuente, à la fois ministre des relations étrangères et de *gobernacion* (intérieur), commençait par présenter d'abord quelques explications sur l'accroissement de pouvoir donné par le congrès de l'Union au gouvernement de Juarez. « L'attitude que le gouvernement a prise en vertu de cette concession ne doit pas, dit-il, causer d'alarmes à ceux qui aiment sincèrement les institutions libérales et qui savent bien qu'une dictature transitoire, non-seulement est pour nous un moyen constitutionnel, mais encore que ce moyen a été employé par les républiques anciennes et modernes, par celles-là même qui se trouvaient le plus imbues de l'esprit démocratique. Dans l'état où en sont les choses, le pouvoir additionnel confié à l'administration est pour la république et pour le gouvernement lui-même une nécessité cruelle, mais une nécessité. J'ai dit une nécessité cruelle pour le gouvernement, parce que le magistrat suprême de la nation souhaitait sincèrement qu'on n'interrompît jamais la pratique des institutions populaires si précieuses à la république, non-seulement pour leur mérite, mais aussi à cause des sacrifices qu'elles lui ont coûté. »

Après cet exorde, M. de la Fuente disait :

« Le gouvernement mettra tout en œuvre pour activer la conclusion de traités d'alliance avec les nations que la nôtre doit regarder comme sœurs, et dont les habitants ont démontré leurs sympathies pour le triomphe de notre cause. Il s'efforcera aussi d'amener le bon accord entre ces nations, pour réaliser la grande pensée d'une confédération américaine, qui augmenterait la force et la respectabilité de chacune des républiques établies sur ce beau continent; car, si l'on parvenait à établir comme lien et comme base de cette alliance la création d'une assemblée internationale, au sein de laquelle on devrait discuter et terminer les différends qui surgiraient entre les parties contractantes, ces républiques pourraient se glorifier d'une institution qui commencerait et avancerait de beaucoup l'œuvre de la confraternité des nations, assise sur la base inébranlable du droit établi par les traités. »

En ce qui concernait les réclamations de la France et les

rapports avec l'Europe, le ministre Fuente était peu explicite; il se contentait de dire :

« Jamais le gouvernement ne négligera de remplir religieusement les conventions des traités qui règlent nos relations avec les puissances amies, et par tous les moyens, il fera en sorte que les stipulations favorables à la république soient observées. Il est bien entendu que notre bonne volonté ne peut s'étendre aux stipulations ayant rapport à la France, par suite de l'état de guerre qui existe entre cette puissance et la république. » Dans le même manifeste, le gouvernement mexicain annonçait la convocation du congrès national pour « subordonner sa marche aux justes inspirations des représentants du peuple, leur rendre compte de ses actes, provoquer les délibérations que la chose publique exige et mériter de leur jugement éclairé et consciencieux la confiance dont il a besoin pour répondre aux aspirations du pays. »

M. de la Fuente déclarait « qu'en tout ce qui serait patriotique, la liberté de la presse et le droit de réunion seraient parfaitement favorisés. » Le programme finissait en souhaitant pour Mexico le titre de « boulevard de l'Amérique latine. » Il n'empêcha pas le gouvernement de Juarez de rendre les décrets les plus arbitraires et les plus draconiens. Voici celui qui concernait les ecclésiastiques :

« Art. 1er. Les prêtres de tout culte qui, abusant de leur ministère, exciteraient à la haine ou au mépris des lois ou du gouvernement et de ses ordres, seront punis d'un an à trois ans d'emprisonnement ou de déportation.

Art. 2. On supprime, dans la crise actuelle, tous les chapitres ecclésiastiques dans toute la république, à l'exception de celui de Guadalajara, à raison de sa conduite patriotique. Tout accord des membres de ces corporations pour l'exercice de leurs fonctions sera puni comme délit de conspiration.

Art. 3. Il est interdit aux prêtres de tous les cultes de faire usage, hors des églises, de leurs habits sacerdotaux et de tout emblème distinctif de leur ministère.

Cette disposition aura son effet dans les dix jours de sa publication.

Les parties contrevenantes payeront des amendes de dix à cent piastres, ou subiront un emprisonnement de quinze à soixante jours.

Mandons et ordonnons que le présent décret soit imprimé, publié et exécuté.

Délivré au palais du gouvernement fédéral, à Mexico, le 30 août 1862.

Benito Juarez. »

Il fut question d'expulser en masse tous les Français du territoire de la république. Le banquier Jecker et quelques autres étrangers furent arrêtés tout d'abord, tandis que leurs compatriotes, laissés en liberté, étaient en butte à de perpétuelles menaces. Le 16 septembre, anniversaire de l'Indépendance, seize maisons habitées par des Français furent assaillies à coups de pierres.

Le gouvernement de Mexico réprima ces manifestations hostiles, et prononça la dissolution de la junte patriotique qui voulait la déportation en masse des étrangers. Les délégués de cette junte, conduits par quelques députés du congrès, avaient déjà, à plusieurs reprises, demandé d'une manière presque menaçante à Juarez de rendre un décret à cet égard. Juarez, lassé de ces instances, y coupa court en ordonnant la fermeture du club.

Aussi l'emprisonnement prolongé de MM. Frizac, Clairin, Dessaché, Caricaburu, Barrès, Bonhomme et du banquier Jecker causa-t-il quelque surprise à Mexico; et elle augmenta lorsqu'ils eurent reçu un ordre de départ. Cet ordre fut blâmé par une protestation que signèrent tous les membres du corps diplomatique présents à Mexico, à l'exception du ministre d'Angleterre :

« Mexico, 6 octobre 1862.

Monsieur le Ministre,

Les soussignés, membres du corps diplomatique présents à Mexico, ont appris avec regret l'arrestation de plusieurs étrangers, auxquels l'autorité mexicaine aurait signifié l'ordre de partir de la capitale dans quarante-huit heures pour se rendre hors du territoire de la république.

Les soussignés aiment à croire que le gouvernement ne donnera pas suite à une mesure aussi extrême sans avoir des preuves évidentes que ces étrangers ont commis des actes hostiles envers l'État, et que leur présence à Mexico offre un danger réel.

Ils espèrent, par conséquent, que le gouvernement de la république voudra bien leur faire part de sa résolution définitive, se réservant de lui faire des communications ultérieures et essentielles au sujet de la même mesure.

Les soussignés ont l'honneur de renouveler à S. Exc. M. le ministres des relations extérieures les assurances de leur haute considération.

Signé : Ch. Corwin, États-Unis; E. de Wagner, Prusse; Te de Saint-Pastor, Équateur; Aug-T. Kint de Roodembeck, Belgique; M. Nicolas Corpancho, Pérou; Narciso de Saint-Martin, Vénézuéla.

A S. Exc. Juan-Antonio de la Fuente, ministre des relations extérieures. »

Le ministre de Prusse, chargé de protéger par intérim à Mexico les intérêts de la France, menaça Juarez et ses ministres de les rendre responsables des pertes éprouvées par les Français expulsés; mais le gouvernement mexicain envoya les proscrits à Colimas, port de la mer Pacifique, et se montra résolu à faire exécuter les mesures qu'il avait prises. Pour prévenir toute résistance, il intercepta les communications avec les ports du golfe, malgré les démarches des ministres d'Angleterre et des États-Unis. La correspondance du packet français, parti de Saint-Nazaire au milieu d'octobre, et celle du packet anglais, parti de Southampton le 2 novembre, restèrent en route. Des lettres, expédiées à cette époque par la voie d'Acapulco et de Panama, portaient :

« Jusqu'à ce que les correspondants d'Europe expédient leurs lettres à Mexico, par l'isthme de Panama, ou jusqu'à ce que les événements, quels qu'ils soient, aient rouvert les communications entre Mexico, Vera-Cruz et Tampico, nous serons, ici, sans relations directes avec l'Europe et les États-Unis; aujourd'hui, les nouvelles politiques nous arrivent de San-Francisco, où elles sont transmises, de New-York, par le télégraphe électrique qui traverse les plaines de l'Ouest et les montagnes Rocheuses; nous avons reçu, cependant, ces jours derniers, par hasard, en quelque sorte, quelques journaux français jusqu'au 15 octobre. Nos avis télégraphiques européens, par la voie de San-Francisco de Californie, vont jusqu'au 24 octobre. »

Le gouvernement de Juarez avait interdit, par décrets des 5 et 8 octobre, toute communication avec l'ennemi. Par un nouveau décret, en date du 5 novembre, il ordonna qu'aucun courrier, ordinaire ou extraordinaire, ne pourrait passer d'aucun point de la république mexicaine sur la partie du territoire qu'occupaient les troupes françaises, et que tout porteur de correspondances serait immédiatement puni de mort, comme traître à la patrie. Le même jour, le district de Mexico fut mis en état de siége, et le gouvernement en fut confié à M. Manuel Ferreros, par les ordres duquel de grands travaux de défense furent exécutés autour de cette capitale.

C'était avec Puebla, le point où se concentrait la résistance des troupes mexicaines, dont le système était d'éviter autant que possible une affaire en rase campagne.

CHAPITRE XIV

Administration militaire et subsistances. — Occupation de Tampico. — Distribution de médailles à Puebla.

Le général Forey comprenait cette tactique, et, ne voulant point s'exposer à un échec devant une place où se massaient des forces immenses, il s'avançait avec lenteur, tenant surtout à pourvoir aux besoins de l'armée française. Trois hôpitaux, chacun de trois cents lits, furent installés à Orizaba, et un quatrième à Cordova. L'intendance parvint à réunir des vivres pour dix jours pour les 10,000 hommes placés de la Soledad à Orizaba.

Des marchés passés avec des fournisseurs indigènes à des prix modérés et garantis par de forts cautionnements versés dans les caisses de l'État, assurèrent, pour tout le corps d'armée, la fourniture de la viande fraîche jusqu'au 31 mars 1863, et des approvisionnements :

En sucre et café, pour 200 jours;
En tabac, pour 140 jours;
En tafia, pour 90 jours.

Quant à la nourriture des chevaux, l'administration l'assura également :

A Orizaba, par des achats d'orge et en faisant faucher les prairies environnantes qui produisaient plus de 10,000 quintaux de foin;

Au delà d'Orizaba et jusqu'à Mexico, en passant un marché par lequel un entrepreneur s'engagea à fournir 1,000 quintaux de farine, livrables partie à Puebla, partie à Mexico, et l'orge ou le maïs et la paille nécessaires à la subsistance des chevaux.

En voyant l'administration militaire assurer ses approvisionnements à des prix relativement modérés dans des circonstances aussi difficiles, on trouvait tout naturellement, dans l'ensemble de ces mesures, une garantie de la possibilité de faire vivre l'armée des ressources du pays, lorsque la réunion de ses moyens de transport lui permettrait de commencer les opérations militaires.

Il importait de discipliner les auxiliaires mexicains, et de les attacher à la cause française, tout en ménageant leur susceptibilité nationale. Une note signée du secrétaire politique, M. Billard, et affichée le 6 novembre à Orizaba, contenait ces mots : « Le général en chef de l'armée française a donné ordre que l'armée mexicaine fût nourrie, vêtue et payée aux frais du trésor français. Cette disposition ne saurait être considérée comme une humiliation pour l'armée mexicaine, mais bien comme une avance dont le gouvernement français sera remboursé dès qu'un gouvernement régulier aura été établi à Mexico. »

Il n'entrait point dans les vues des représentants de la France au Mexique, d'épouser les querelles de telle ou telle faction. Un homme politique appartenant au parti qu'avait renversé Juarez, le père Miranda, arriva à Orizaba le 6 novembre; le commandant en chef lui remontra qu'il croyait sa présence aussi inutile que nuisible au milieu de l'armée française, et que, fidèle à la politique de conciliation initiée par lui, il ne devait accorder, même en apparence, de protection spéciale à un homme d'aucune opinion. Miranda signa alors la déclaration suivante qu'il remit au général Forey :

« En me présentant au quartier général français, je déclare n'avoir d'autre intention que celle de contribuer, par mes paroles et mes actes, à la meilleure issue de l'intervention française comme la comprend le général en chef. En conséquence, je promets de m'abstenir de toute démarche qui pourrait dénaturer la politique de l'empereur Napoléon, politique dont le but est de réunir tous les hommes honorables dans un seul parti animé de l'amour de la patrie; de fonder un gouvernement stable et moral qui garantisse les propriétés, la vie et la liberté de tous les citoyens, et l'oubli entier du passé. Je m'engage enfin à employer mon influence et mes paroles pour calmer les esprits et assurer au plus tôt possible l'entière pacification du pays. »

Orizaba, 8 novembre 1862.

Le 8 novembre, 2,500 mexicains qui défendaient Jalapa reculèrent devant l'avant-garde du général Bertier. Une colonne de 200 hommes s'empara de Medelin, point important pour assurer le ravitaillement des troupes, refuge des guerilleros qui infestaient les environs de la Vera-Cruz. Le 12, cinq compagnies du 1er zouaves enlevèrent les retranchements établis au Penon, pour barrer la route en corniche qui domine le lit profond du Rio Blanco.

Des dépêches du 25 novembre rendent compte de ces beaux faits d'armes.

Medelin, refuge des guerilleros qui inquiétaient les routes autour de la Vera-Cruz, était le premier point à occuper; un parti de contre-guerilleros, commandé par M. Stœchlin et appuyé par une compagnie du 95e de ligne, a reçu, le 3 novembre, l'ordre de l'enlever. Une vigoureuse résistance les attendait au Pazo de la station du chemin de fer, mais le brillant courage de nos troupes, qui ont traversé le Jamapa ayant de l'eau jusqu'à la ceinture, a bientôt décidé le succès, et Medelin, tombé en notre pouvoir, a été confié à la garde du 2e bataillon du 3e zouaves, parti de la Vera-Cruz le 2 novembre.

Le 4 novembre, un détachement d'infanterie de marine et un peloton du 1er chasseurs d'Afrique, commandé par le capitaine de Montarby, sortis de la Soledad pour faire une reconnaissance, ont surpris une réunion de chefs de guerilleros; le lieutenant-colonel Manuel Romo a été arrêté, quelques prisonniers français ont été délivrés, et le détachement, inquiété dans sa retraite, a repoussé et mis en déroute les cavaliers ennemis.

Cinq compagnies du 1er zouaves, parties de Cordova le 11 novembre, ont enlevé le 12, au pas de course, deux retranchements établis au Penon pour barrer la route en corniche qui domine le lit profond du Rio Blanco. Cette route conduit au pont d'Omealca, qui est la clef des terres chaudes et sert de passage à tout le commerce au sud du Rio Blanco. Le 13, Omealca a été occupé; le pont, quoique fortement barricadé, n'a pas été défendu.

La présence de nos zouaves, renforcés par un peloton du 5e hussards, a produit un excellent effet sur la population; les habitants, rassurés, ont pris les armes et ont détruit une troupe de guerilleros qui dominait le canton; vingt-deux d'entre eux et leur chef, nommé Heredia, redouté dans le pays par ses exactions, ont été tués. On espère que l'exemple énergique des habitats d'Omealca trouvera des imitateurs, et que les populations, lasses d'être rançonnées, purgeront elles-mêmes le pays des bandits qui l'oppriment.

Le général de Bertier, arrivé le 7 novembre à Jalapa avec 5,500 hommes environ, renforcé par le 3e zouaves et les troupes du général Marquez que le général Forey lui envoyait directement d'Orizaba, a reçu l'ordre de se porter en avant sur Perote, où, selon toute apparence, il devait trouver des moyens d'approvisionnement.

Les troupes débarquées à la Vera-Cruz ont été successivement dirigées sur Orizaba et cantonnées dans ses environs; tout est disposé pour l'occupation de San Andres, sur le plateau d'Anahuac, au delà du passage des Cumbres, dont la route n'est pas aussi dégradée qu'on avait lieu de le craindre; quelques travaux de peu d'importance y permettront la circulation des voitures. L'occupation de San Andres, coïncidant avec le mouvement du général de Bertier sur Perote, promet des résultats avantageux sous tous les rapports.

L'état sanitaire de la Vera-Cruz est satisfaisant; les derniers régiments débarqués et dirigés immédiatement sur Orizaba y étaient arrivés en bonne santé, après avoir traversé les terres chaudes le sac au dos et sans y laisser de malades.

Sur le cadavre d'un des soldats français tués le 5 mai devant Puebla, on avait trouvé une médaille qui portait le nom du brave auquel elle avait été décernée, Louis Chazal. Pensant que ce glorieux trophée devait être précieux pour la famille du malheureux Chazal, Ortega, général en chef de l'armée d'orient, la fit remettre, avec deux prisonniers, au général Forez; mais indigné de la conduite du gouvernement de Juarez, le général français refusa d'accepter cet acte comme point de départ de courtoises relations. Il répondit :

Corps expéditionnaire du Mexique, secrétariat du général en chef.

Orizaba, 10 novembre 1862.

Général, ignorant le retour à Puebla du courrier, qui par ordre de Votre Excellence a conduit à Orizaba deux militaires français, dont l'un porteur d'une lettre de Votre Excellence et d'une médaille, je n'ai pu répondre à cette lettre de Votre Excellence et la remercier d'avoir mis en liberté ces deux militaires. Je suis également reconnaissant envers Votre Excellence, d'avoir fait remettre entre mes mains la médaille d'un zouave; ce sera un souvenir cher à sa famille, à laquelle je la ferai remettre.

Il me répugnait même pour un motif d'humanité d'entrer en correspondance avec le gouvernement du Mexique, qui ne connaît pas ces lois, ainsi qu'on le voit, par la manière dont il les exerce; cependant je n'éprouve aucune répulsion à adresser une lettre politique à Votre Excellence, que j'apprécie et estime comme un brave soldat, sans la confondre avec le gouvernement qu'elle sert, regrettant en même temps que sa vaillante épée ne soit pas au service d'une cause meilleure, de la cause de la patrie, qui a tant besoin de sortir de la triste situation dans laquelle l'ont placée de déplorables luttes intestines.

J'envoie à Votre Excellence une proclamation que j'adresse

aux Mexicains pour leur faire comprendre mieux encore les louables intentions de la France.

Recevez, monsieur le général, l'assurance de mes sentiments de la plus haute considération.

Le général de division, sénateur, commandant en chef le corps expéditionnaire du Mexique,

FOREY.

Le général Ortega ne crut pas devoir laisser cette lettre sans réplique, voici quelle fut sa réponse :

Armée d'orient. — Général en chef.

Monsieur le général, j'ai reçu avec la note de V. Exc., datée d'Orizaba le 10 du courant, la proclamation que vous avez adressée aux Mexicains et que vous avez bien voulu me transmettre.

Si la première de ces pièces ne contenait que les sentiments de reconnaissance qu'y témoigne V. Exc. parce que la liberté a été rendue à quatre prisonniers français du 5 mai; si elle se réduisait à m'accuser réception de la communication par laquelle j'ai remis à V. Exc. la médaille d'un zouave et à des termes flatteurs pour ma personne, je n'aurais pas un mot à dire; il ne me resterait qu'à conserver, vis-à-vis d'un général français, et d'une façon tout à fait personnelle, une dette de gratitude; mais cette note, monsieur le général, renferme des expressions insultantes pour le gouvernement de mon pays, et, comme conséquence forcée, pour le pays dans lequel je suis né, le gouvernement étant l'expression de la volonté du pays; aussi je dois adresser en réponse quelques mots à V. Exc., bien qu'ils soient jusqu'à un certain point superflus, après ce qui a été dit dans une foule de documents officiels.

Je commencerai par dire à V. Exc., en faisant abstraction de l'affection que je professe personnellement pour le président actuel de la république mexicaine, que je ne suis pas enrôlé au service de mon pays, que je ne vis et n'ai jamais vécu de la profession de soldat, et que rien ne m'a forcé à agir d'une manière déterminée, sous la pression du gouvernement de Mexico : citoyen libre et indépendant, comme il s'en trouve dans les républiques, je suis venu, de centaines de lieues, offrir, dans un rang subalterne, mon épée et tout ce que je vaux au gouvernement mexicain, parce que ce gouvernement est celui que s'est donné le peuple de la république, unique source d'autorité parmi nous, parce que ce gouvernement est l'émanation de la démocratie du Mexique, et parce que la défense de ce gouvernement n'entraîne rien moins que la défense de l'autonomie et des droits de ma patrie, principes que je défendrai à tout prix...

V. Exc. dit qu'il lui répugnerait, par un principe d'humanité, d'entrer en correspondance avec le gouvernement de Mexico. Je ne comprends pas, en vérité, quelle raison de justice motive cette répugnance de votre part, et je crois, par cela même, que la calomnie de quelques mauvais Mexicains, qui se sont efforcés par haine politique de défigurer les actes du président actuel de la république, est ce qui a fait que V. Exc. s'est formé, à cet égard, une opinion erronée. Pour appuyer cette vérité, je vous déclarerai que tous les prisonniers français qui ont été mis en liberté par le général Zaragoza et par le soussigné l'ont été avec le consentement et l'autorisation du président de la répuplique, le citoyen Benito Juarez, c'est-à-dire de l'homme que l'on suppose ne pas respecter même les principes les plus clairs et les plus flagrants du droit naturel...

Je retourne à V. Exc. les expressions d'estime dont vous me favorisez, et je me permets, à mon tour, de vous dire en toute sincérité que je désirerais que le vaillant et illustre général français qui a conquis tant et de si légitimes lauriers en Afrique, en augmentant les gloires de la France, comprît les véritables intérêts de cette dernière dans la question actuelle, intérêts qui ne consistent certes pas à s'unir à quelques mécontents politiques pour apporter la guerre à une nation qui conserve les plus grandes sympathies pour la France libérale et progressiste; qu'il comprît les droits indisputables du Mexique, appuyés sur l'opinion presque unanime de tout le peuple de la république, opinion sanctionnée d'une manière solennelle par les derniers documents officiels du congrès souverain, et qu'il fît par anticipation le pas que lui imposera la nécessité, alors même que, par les hasards et les caprices de la guerre, la victoire lui serait partout propice.

Que V. Exc. agrée personnellement les témoignages de mon estime et de ma considération.

Liberté, indépendance et réforme.

Puebla-de-Zaragoza, 16 novembre 1862.

Le général mexicain commandant en chef l'armée d'orient,

ORTEGA.

A M. le général de division, sénateur et commandant en chef du corps expéditionnaire du Mexique, — Orizaba.

Sans se préoccuper de ces pourparlers, les troupes françaises étendaient leurs cantonnements.

Le 11 novembre, le débarquement des troupes et du matériel était parvenu à la Vera-Cruz, et les vaisseaux et transports avaient repris immédiatement la route de France. L'occupation de Medelin avait préparé celle d'Alvarado, dont les environs étaient signalés comme riches en bétail, en chevaux et mulets. Le 3e zouaves et un escadron de chasseurs d'Afrique, sous les ordres du colonel Mangin du 3e zouaves, s'emparèrent de ce port sans résistance le 23 novembre. Après l'avoir mis sous la protection des canonnières la *Sainte-Barbe*, l'*Éclair* et la *Tempête*, portant un détachement d'infanterie de marine, la petite colonne expéditionnaire fut rappelée et dirigée sur Jalapa, où elle devait se joindre aux troupes de Bertier. Elle fut annoncée aux habitants par une proclamation de ce général :

Jalapa, le 23 novembre.

CITOYENS DE JALAPA,

Une brigade de l'armée expéditionnaire française vient d'entrer dans votre ville.

Sa mission n'a pas d'autre objet que de vous donner, en se conformant pleinement aux lois de la guerre, confiance dans nos projets sur vous. Soyez confiants et ne nous regardez pas comme des ennemis.

Nous remplirons toutes les promesses que le général en chef a faites dans sa proclamation, et nous ne nous en écarterons en aucune manière.

Nous respecterons votre indépendance ; nous n'exercerons sur vous d'oppression d'aucune sorte; nous ne protégerons d'autre parti que celui de l'ordre, de la paix et de la concorde, que nous voulons voir enfin régner dans votre beau pays ; car c'est la seule chose sur laquelle tout gouvernement doit s'appuyer pour rester fort.

Hommes de tous les partis, si vous désirez le bonheur de votre pays, approchez-vous franchement; nous vous offrons la main de l'amitié, et tous ensemble nous travaillerons à la reconstruction de votre édifice social.

Les troupes françaises séjourneront dans votre ville jusqu'à la conclusion de la paix, et nous mettrons tous nos soins à protéger vos personnes et vos propriétés.

Le même esprit prédominait partout où les soldats français avaient pénétré. La Vera-Cruz jouissait d'un ordre et d'une tranquillité qu'elle n'avait guère possédés antérieurement, car nous ne supposons que pas les autorités mexicaines eussent publiés beaucoup d'ordres du jour pareils à celui-ci :

Nul ne peut être mis en jugement, emprisonné, ni subir d'amende, si ce n'est par les magistrats, et conformément aux lois.

Personne ne peut être incorporé par force comme soldat dans les troupes mexicaines.

Les denrées du pays, les chevaux et le bétail nécessaires à l'entretien des armées française et mexicaine ne peuvent être pris qu'en vertu d'une réquisition régulière et après payement.

Les militaires et la garde civique sont tenus de protéger les voyageurs et de purger les routes des voleurs qui dépouillent les habitants.

Amnistie pleine et entière est accordée à tous ceux qui ont pris les armes contre l'armée, pourvu que, rentrés paisiblement dans leurs foyers, ils se présentent devant leurs alcades et qu'ils leur promettent de vivre en bons citoyens. Nul Mexicain ne sera inquiété en raison de ses opinions politiques.

Le général en chef désire que l'autorité française soit l'aide et le soutien de tous; il espère, par ces moyens, rétablir la confiance, mettre fin aux maux de la guerre, assurer la

liberté individuelle et ramener l'abondance au sein des familles.

DURAND SAINT-ARNAUD,
Commandant à la Vera-Cruz.

Vera-Cruz, 24 novembre 1862.

Les opérations du mois de novembre furent complétées par la prise de Tampico, port situé au nord-nord-ouest de la Vera-Cruz, sur une langue de terre formée par le lac de ce nom, la langue de Tamiagua et le golfe du Mexique. C'est une ville de 8,000 âmes, qui exporte des piastres fortes, du jalap, des cuirs, de la salsepareille, et reçoit en échange les soieries, les huiles et les vins de France, les tissus de laine et de coton, le fer et l'acier de l'Angleterre.

Avant même l'arrivée du général Forey, on avait reconnu que le port de Tampico servait à l'introduction d'armes destinées aux troupes de Juarez, et le siége avait été résolu. Dès le 9 juin, la corvette à vapeur le *Berthollet*, les canonnières à vapeur l'*Éclair* et le *Grenade* avaient commencé à le surveiller.

Le 17 novembre, une escadrille française, sous les ordres de l'amiral Jurien de la Gravière, quitta la Vera-Cruz, et après avoir relâché pendant trois jours à l'île Lobos, elle franchit la barre de la rivière de Tampico, distante de la ville d'environ 12 kilomètres. Le 81e régiment de ligne, que le général Forey avait mis à la disposition de l'amiral, débarqua sans coup férir, et la ville fut occupée le 23. La canonnière la *Lance* remonta la rivière et mouilla devant Tampico avec 8 canots à vapeur et deux grandes embarcations armées en guerre.

Le bulletin du *Moniteur* du 2 janvier contenait les détails suivants sur cette expédition :

On reçoit de Tampico de nouveaux détails sur l'occupation de cette ville le 22 novembre par l'amiral Jurien de la Gravière. Le 81e régiment de ligne a été débarqué près de la ville, après avoir heureusement franchi la barre difficile du fleuve dans les embarcations de la division navale. A l'approche de nos troupes, la ville a été évacuée par la garnison mexicaine, et la population a fait à nos soldats l'accueil le plus empressé. Le gouverneur Pavon parcourait encore la campagne à la tête de quelques partisans.

La canonnière la *Lance*, qui était parvenue à franchir la barre, a remonté le fleuve jusqu'à Panuco, ville située à 28 milles dans l'intérieur. A l'un des détours de la rivière, elle a rencontré un rassemblement hostile qu'elle a facilement dissipé en lui envoyant quelques obus. Des Français établis à Tampico avaient prêté un secours utile à cette expédition. Le 1er décembre, l'amiral Jurien était de retour à la Vera-Cruz, ayant laissé devant Tampico les bâtiments nécessaires pour transporter les mulets que doit fournir la province de Tamaulipas.

Les conséquences de l'occupation de Tampico ne sont pas moins importantes au point de vue politique et commercial qu'au point de vue militaire. Elle a, en effet, pour résultat de priver le gouvernement de Juarez des recettes de douane de ce port, recettes devenues très-considérables, en même temps qu'elle lui enlève une place fort nécessaire au ravitaillement de son armée.

La prise d'Alvarado, occupée également sans coup férir, est aussi un utile succès, car l'envoi d'une canonnière suffira pour maintenir ce port ainsi que la ville de Zlacotalpam. C'est encore un point de ravitaillement important dont Juarez va être privé.

D'après les lettres de la Vera-Cruz, les troupes françaises allaient se concentrer dans la zone tempérée. Ce mouvement se ferait par Jalapa, ce qui impliquerait l'occupation de Perote. L'approvisionnement sur cette route paraît facile, puisque la brigade du général de Bertier vit à Jalapa des ressources du pays, ce qui serait encore plus facile à Perote, ville située à l'entrée du plateau, sur le bord d'une plaine assez étendue qui produit toute espèce de céréales.

La situation politique paraît s'améliorer. Les guérillas se sont beaucoup éloignées. On ne parle plus de convois attaqués ; enfin, le pays semble fatigué des persécutions incessantes de bandits qui, au lieu de travailler, ne songent qu'à marauder et à dépouiller les populations. Un exemple frappant de cette répulsion est la résistance des habitants d'Arroyo Seco qui ont repoussé la guérilla de Heredia, tuant celui-ci avec vingt de ses compagnons.

Les troupes françaises viennent de prendre possession du grand village de Coscomatepec, entre Jalapa et Cordova. C'est un coup violent porté aux guerilleros, auxquels, dans leurs expéditions en terres chaudes, cette importante ligne de retraite fera désormais défaut.

Aux termes d'une récente convention, des entrepreneurs se sont engagés à fournir aux ingénieurs 300,000 journées de travail pour établir un chemin de fer qui reliera Tejeria au Chiquihuite.

Mentionnons encore un glorieux combat soutenu, le 30 novembre, par 184 hommes de trois compagnies du 62e de ligne contre 800 hommes de troupes régulières, que commandait le général Diaz-Miron, gouverneur de la province de la Vera-Cruz. Cachés derrière des taillis, les Mexicains accueillirent par un feu roulant l'avant-garde des trois compagnies qui escortaient un convoi de huit voitures, et qui venaient d'atteindre un rond-point situé près de la Rinconada. La cavalerie mexicaine les chargea à fond de train pour achever l'œuvre de l'infanterie. Mais, sans tenir compte de l'infériorité numérique, les Français, sous la conduite du capitaine de Brion, s'ouvrirent un passage au bout d'une heure et demie de lutte. La perte des Mexicains fut évaluée à 140 hommes et la nôtre fut relativement moins considérable.

Cette suite d'avantages remportés par les troupes françaises jetait l'inquiétude parmi les défenseurs du Mexique; le président jugea nécessaire de remonter leur moral; conformément à une décision du congrès, des médailles militaires devaient être distribuées aux chefs, officiers et soldats qui avaient pris part à la défense des Cumbres et à l'action du 5 mai, devant Puebla.

La fabrication des médailles avait retardé de plusieurs mois cette distribution, qui fut enfin fixée au dimanche 30 novembre.

On voulut donner à cette cérémonie toute la solennité possible. Le président de la république, les ministres des relations et de la guerre, des députations du congrès, de l'armée du Centre, de la junte patriotique, etc., et une foule de particuliers quittaient Mexico, le 28, pour y assister. Arriva Juarez le même jour, à Puebla, vers six heures du soir. M. le général Gonzalez Ortega s'était porté à sa rencontre, avec son état-major; 9,000 hommes formaient la haie, depuis la porte de la ville jusqu'au palais de l'archevêché; le peuple, portant des torches, encombrait les rues, et il s'écoula plus d'une heure avant que le président pût les parcourir pour se rendre à l'habitation qui lui avait été préparée. Nous n'entrerons pas dans le détail des fêtes qui ont eu lieu à cette occasion : banquet avec toasts patriotiques ; concert au théâtre, avec discours, poésies, etc.; courses de taureaux par les amateurs, et distribution des prix par les dames patronesses; promenades civiques au clair de lune ; visite aux hôpitaux militaires ; visite aux fortifications ; bals, etc.; tel fut, en résumé, le programme dont la réalisation remplit pendant une semaine de bruit et d'allégresse la ville de Puebla, si paisible et si triste en temps ordinaire.

La cérémonie de la distribution des médailles avait été renvoyée au jeudi 4 décembre, pour laisser à certains corps de l'armée le temps de recevoir leurs nouveaux uniformes. Profitant de ce retard, M. Nunez, ministre des finances, partit à son tour, de Mexico, le 3 avec la famille du président et madame Mata, fille de l'infortuné Melchor Ocampo. Le 4 eut lieu la cérémonie :

Avant l'aurore, l'armée d'orient était sur pied, et tous les corps prenaient leurs positions.

On avait construit sur la place un élégant pavillon où se placèrent M. le président, ses ministres, les dames invitées et plusieurs particuliers de distinction.

La distribution des médailles commence un peu après dix heures du matin et se termine à deux heures de l'après-midi.

Les soldats montaient par un côté et descendaient de l'autre, en passant devant le président et en recevant leur médaille de ses mains ou de celles des dames, qui étaient madame Juarez, épouse du président; madame Mata, fille d'Ocampo; madame Blanco, épouse du ministre de la guerre, et mademoiselle Olivares, célèbre au Mexique par ses poésies.

De longues harangues patriotiques furent prononcées à cette occasion par MM. Juarez, Prieto, Hernandez y Hernandez, et autres. On ne ménagea pas les décorations; 2,393 furent données aux défenseurs des Cumbres, et 5,017 à ceux qui avaient soutenu l'assaut et pris part à l'affaire du 5 mai. La médaille revenant au général Zaragoza fut remise à sa famille.

Le lendemain, la garnison fit un simulacre d'attaque contre les fortifications de Puebla; il y eut un bal, et le surlendemain, 6, M. Juarez et ses ministres, moins celui de la guerre, revinrent à Mexico, où ils rentrèrent à six heures et demie du soir. 5,000 hommes environ formaient la haie de la porte de la ville au palais, et une salve de 21 coups de canon annonça le retour du président dans la capitale.

En l'absence du président et de ses ministres, la capitale était restée sous la garde du général Comonfort. Peu de temps après, on écrivait de Mexico :

Les communications demeurent rigoureusement interceptées entre la capitale et les ports du Mexique ; ce n'est plus que par la voie du Texas qu'il est possible d'échanger des correspondances avec l'Europe.

A Mexico, où l'on ne se rend pas bien compte des difficultés que présente la marche d'une nombreuse armée régulière, on



Femmes d'arrieros.

s'étonnait que le général Forey ne se fût pas encore porté en avant, car on ne doutait pas du succès de l'expédition.

Ordre avait été donné à tous les chefs de postes secondaires de se retirer à l'approche des troupes françaises, en détruisant les ouvrages qui pouvaient nous servir de point d'appui. C'est ainsi que la forteresse de Perote a été démolie avant l'arrivée du général Bertier.

Les guérillas hostiles au gouvernement de Juarez ne cessent de harceler ses soldats ; les provinces de Mexico, de Guadalajara et de Queretaro sont les seules que leur proximité de la capitale mette à l'abri de ces incursions ; encore a-t-on dû envoyer dans ces États des renforts commandés par le général Mendez. Ces guérillas attendent l'arrivée du général Forey pour se porter en avant, en marchant sur les ailes de son corps d'armée.

Le congrès a continué au président Juarez les pouvoirs extraordinaires qui lui avaient été conférés par la précédente législature, mais non sans qu'il y ait été apporté quelque restriction.

Le gouvernement juariste éprouve des difficultés insurmontables pour réaliser la contribution de un pour cent sur toute espèce de capital. L'absence de numéraire et de confiance empêche les possesseurs nationaux et étrangers de satisfaire aux contributions dont on les a surchargés.

En présence de ces embarras, le gouvernement avait convoqué, pour le 12 novembre, une assemblée des plus forts contribuables. Huit seulement ont répondu à cet appel et ont procuré 20,000 piastres ; mais le ministre des finances en réclamait 400,000 par mois, qu'il jugeait indispensables à la gestion des affaires ; néanmoins, on n'a pu trouver au delà de cette somme de 20,000 piastres une fois payée.

La combinaison ayant donc échoué, un décret présidentiel du 4 courant, contre-signé par le ministre des finances, a réparti pour cinq mois, entre 254 capitalistes du district fédéral, un subside de guerre s'élevant mensuellement à doll. 152,400. Chaque versement mensuel s'opérera dans les huit premiers jours du mois ; les capitalistes qui s'exécuteront dans le délai prescrit seront exempts de tout impôt extraordinaire, de tout emprunt forcé et de toute exaction d'argent, quelle qu'elle soit, sur tous leurs biens, dans le district ou ailleurs, en dehors des contributions ordinaires, et ils seront libres de tout service militaire ; mais les récalcitrants seront envoyés immédiatement à l'armée d'orient, pour y servir en qualité de soldats, jusqu'à la fin de la guerre. Les capitalistes du sexe féminin, ne pouvant être enrôlés, verront s'accroître de 50 p. c. la quote qui leur est signalée, et le recouvrement s'opérera par la saisie et la vente aux enchères de leurs propriétés.

Le 6 décembre, M. le général Comonfort a réglementé le payement du subside de guerre dont nous venons de parler. Pour en faciliter le versement, les payements mensuels s'effectueront en deux fois, la première et la troisième semaine de chaque mois ; les capitalistes qui justifieront de l'impossibilité où ils se trouvent de verser toute la somme en numéraire seront autorisés à en acquitter un tiers en armes de munitions, en habillements militaires, en tabac travaillé, en fer, en cuivre, en plomb, en poudre, en capsules, en soufre ou en salpêtre, à la satisfaction du quartier-maître de l'armée du centre.

On a organisé en arrière de l'armée d'Ortega, ou d'orient, deux nouvelles armées, dites du centre et de la réserve, et que l'on a placées sous les ordres de Comonfort et de Doblado. Mais ces deux armées n'existent que sur le papier. Leur création n'a d'autre but que de réunir les débris du corps d'Ortega lorsque ses soldats se débanderont ; ce n'est qu'alors qu'elles acquerront un effectif sérieux.

Les fortifications de la capitale progressent rapidement. Ordre a été donné de forer huit puits artésiens pour la troupe en cas de siége.

Le manque d'argent est un des principaux obstacles qui s'opposent à une résistance sérieuse. Les levées extraordinaires ont amené sous les drapeaux un certain nombre de recrues, et les journaux officiels font monter l'effectif actuel de l'armée à 40,000 hommes. Mais ce sont des soldats sans discipline, sans instruction et sans autre moyen d'existence que les réquisitions et le pillage. On leur fait chaque jour de brillantes promesses ; on cherche à exalter leur courage en leur rappelant leur succès à Puebla, en les appelant des héros ; mais on ne peut leur fournir aucune solde.

CHAPITRE XV

Occupation de Palmar et de San Andres. — Belle conduite d'un escadron de chasseurs d'Afrique. — Ordre général. — Occupation de Perote et de Tehuacan. — Bruit de la prise de Puebla.

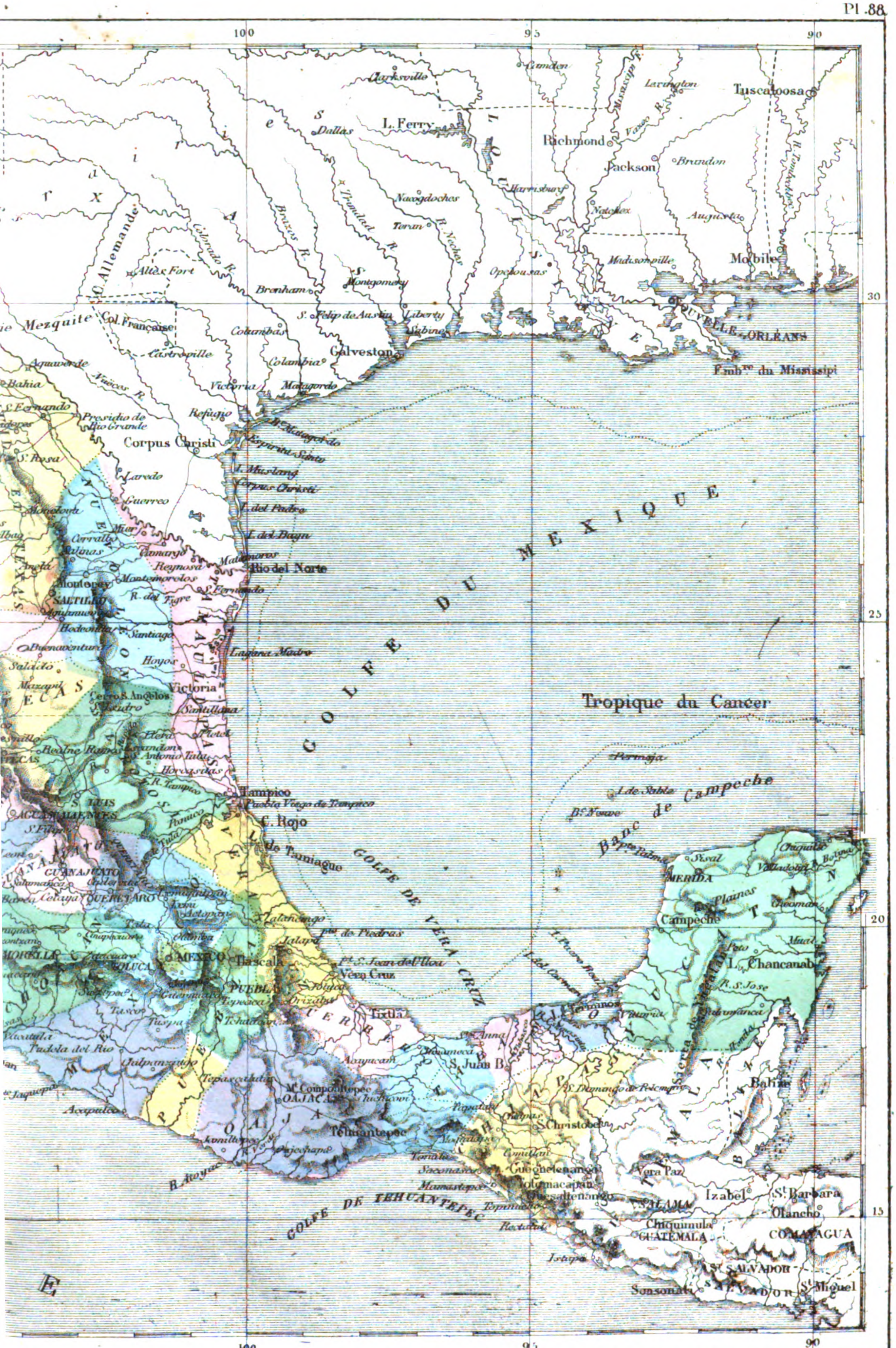
Les Français répondirent à ces manifestations par de nouveaux succès. Le 1er décembre, le général Douay, avec sa brigade, était parti d'Orizaba pour occuper Palmar et San Andres. Les forces mises à sa disposition étaient divisées en deux colonnes : la plus importante devait suivre la route des Cumbres et s'établir à Palmar : la seconde, plus légère, commandée par le colonel L'Hériller, devait se diriger sur San Andres par Maltrata. Le 2, le général Douay, avec la première colonne, arrivait de bonne heure au bivouac d'Aculcingo, où son avant-garde mettait en fuite 50 cavaliers ennemis. Il franchit la première Cumbre sans que l'ennemi, malgré les travaux qu'il avait élevés, défendît sérieusement le passage de le montagne. Le 3, il campait à la Canada, et entrait le 4 à Palmar, qu'il mit en état de défense.

Le 5 décembre, le général Douay se porta à la rencontre du colonel L'Hériller, parti le 1er décembre d'Orizaba avec le 99e,



Gravé chez Erhard r Bonaparte 42.

Gustave Barb...



Editeur, Paris.

Paris Lith G Paulon, rue Cassette, 8

une batterie de montagne et un escadron de chasseurs d'Afrique, se dirigeant sur San Andres.

Dans sa marche, le colonel L'Hériller parvint à San Antonio de Abajo au moment où cette ferme achevait de brûler. Quelques fermes voisines étaient en feu. Cet officier supérieur sentit la nécessité de se hâter pour préserver des flammes San Andres, et il résolut de surprendre les Mexicains par une marche de nuit.

Le 4 décembre, à trois heures du matin, le colonel L'Hériller partait avec ses trois compagnies d'élite et le 6e escadron du 1er chasseurs d'Afrique. Après six kilomètres de marche, une grande'garde ennemie fut surprise et en partie enlevée par les chasseurs, qui prennent 8 hommes et 8 chevaux. M. de Prud'homme, lieutenant au 99e, officier d'ordonnance du colonel L'Hériller, qui marchait à la tête des chasseurs et dirigeait leur mouvement, a été tué de deux coups de feu.

Bien que que sa marche dût être éventée par cet incident, le colonel L'Hériller continua à se diriger sur San Andres. Au point du jour, un groupe de cavaliers apparut sur la droite; un peloton de chasseurs les mit en fuite et les poursuivit jusqu'à l'entrée de la ville, où il fut arrêté par une vive fusillade. Le colonel L'Hériller, croyant à une sérieuse défense, disposait sa troupe pour attaquer, lorsque des notables vinrent lui annoncer que l'ennemi se retirait. Le capitaine de Montarby fut envoyé à sa poursuite avec deux pelotons; au bout d'un kilomètre, il le joignit et le chargea sans hésiter, bien qu'il eût devant lui 5 à 600 hommes, infanterie et cavalerie, sous les ordres du général Alvarez. Les Mexicains, voyant le petit nombre des chasseurs, s'arrêtèrent et cherchèrent à les entourer. La situation du capitaine de Montarby devenait difficile, lorsqu'il fut rejoint par le commandant Jamin avec les deux autres pelotons de l'escadron. Chargés de nouveau, les Mexicains se retirèrent en désordre. Les chasseurs d'Afrique revinrent à San Andres, ramenant 9 prisonniers et 12 chevaux, après avoir mis 50 hommes hors de combat. Quelques cavaliers seulement étaient contusionnés ou légèrement blessés. Parmi ceux qui s'étaient fait remarquer étaient les lieutenants Demolin et Leroy;

Le maréchal des logis Hermann, qui avait enlevé la grand'garde;

Le maréchal des logis chef Zulezzi, qui avait eu son cheval blessé de coups de sabre, et avait lutté corps à corps avec les Mexicains;

Les maréchaux des logis Dameseis, de la Chasse et de Bournazel;

Le chasseur Blin, qui avait déjà contribué à la capture du lieutenant-colonel Ramo;



Les trois Dolorès.

Le chasseur Roche, blessé d'un coup de lance;

Les chasseurs Dupré, Gilles, Schucittzer et Zang, tous du 1er régiment de chasseurs d'Afrique.

A huit heures du matin, le colonel L'Hériller occupait San Andres, où le reste de sa colonne le rejoignit à midi. Des postes furent aussitôt placés dans toutes les fermes voisines pour empêcher l'ennemi de les brûler et de détruire les récoltes sur pied.

L'établissement des troupes françaises sur l'Anahuac s'était donc accompli à San Andres comme à Palmar, dans la journée du 4 décembre.

Le commandant en chef s'empressa d'apprendre à l'armée ce résultat :

ORDRE GÉNÉRAL.

Le général en chef s'empresse de porter à la connaissance de l'armée que le mouvement qu'il a ordonné pour s'emparer des débouchés sur les hauts plateaux a réussi selon ses désirs, qu'il a été exécuté avec autant d'énergie que d'intelligence par

les deux colonnes commandées l'une par le général Douay, l'autre par M. le colonel l'Hériller.

La première colonne n'a rencontré aucune résistance et s'est établie au centre d'une contrée fertile, où elle va trouver des ressources encore abondantes, malgré les dévastations commises systématiquement par un ennemi qui ne craint pas, dans son aveuglement, de ruiner et d'affamer ses propres concitoyens.

La deuxième colonne, qui se portait sur San Andrès par la montagne, ayant surpris par une marche de nuit une grand'-garde ennemie, un peloton de chasseurs d'Afrique l'enleva avec une grande décision et lui prit des hommes et des chevaux... Le colonel, ayant continué sa marche, arriva au jour devant San Andrès, où il fut accueilli par une fusillade assez vive. La ville fut enlevée promptement par l'infanterie; l'ennemi au nombre de 5 à 600 hommes d'infanterie et de cavalerie, se mit en fuite; mais, poursuivi vigoureusement par les chasseurs d'Afrique, il fut bientôt atteint, et alors s'engagea un combat à l'arme blanche qui se termina par la déroute complète de l'ennemi, qui laissa bon nombre d'hommes et de chevaux en notre pouvoir, ainsi que des armes de toute espèce.

Après ce brillant fait d'armes, la ville de San Andres a été occupée par nos troupes, que la population, fatiguée depuis longtemps des excès commis par les prétendus patriotes, a accueillies avec les cris de *Vive l'Empereur! Vive la France!*

Ces opérations préliminaires n'avaient pas principalement pour but de combattre l'ennemi, mais de nous procurer des approvisionnements, de rassurer les populations effrayées par les menaces des juaristes, et enfin de préparer la marche sur Puebla en menaçant l'ennemi par les deux routes qui, se réunissant à Amozoc, assuraient la concentration des troupes.

Les différents corps débarqués à la Vera-Cruz continuèrent leur marche sur Orizaba; peu de jours après, il ne restait dans les terres chaudes que ceux strictement nécessaires pour garder notre ligne d'opérations.

Afin de compléter l'occupation du plateau, il fallait assurer la tranquillité des environs de Jalapa, dont la possession dégagea la route de la Vera-Cruz à Orizaba et couvrit le flanc droit des colonnes française; le général mexicain Marquez, à la tête de 1,700 cavaliers et fantassins, y vint rejoindre la brigade du général Bertier. Le 3e régiment de zouaves arriva à Jalapa peu de temps après, et, le 10 décembre, le général de division Bazaine vint prendre le commandement des troupes qu'il devait conduire à Perote.

Cette ville, distante de Jalapa de 30 kilomètres, est située sur le grand plateau du Mexique, élevé de 2,100 mètres au-dessus de l'Atlantique et du Pacifique, qu'il sépare; mais pour le gravir, on ne rencontre point d'escarpement. Une large route bordée par une végétation luxuriante, monte insensiblement par une pente douce jusqu'au plateau.

La colonne dès sa première marche franchit San Miguel del Soldado, village connu par ses belles cascades et d'où l'œil embrasse un panorama admirable, aux horizons les plus étendus; elle atteignit ensuite Las Vignas, petit hameau sans importance, semé des deux côtés de la route, et après avoir traversé une hacienda d'une étendue considérable, elle parvint à Perote dont elle s'empara sans résistance.

La division Bazaine devait communiquer avec le gros de l'armée venant d'Orizaba, au point de jonction d'Amozoc; c'est dans cette ville, qui n'est qu'à 12 kilomètres de Puebla, que sont fabriqués les brides, les mors, les éperons, les harnais, dont s'enorgueillissent les cavaliers mexicains. Les avant-postes de la division Bazaine se reliaient sur la gauche à celle du général Douay, qui, campé sur le plateau d'Anahuac, se tenait sur la défensive, se bornant à protéger les récoltes et les villages qui l'entourent.

Le 18 décembre, une colonne sous les ordres du colonel Jolivet, du 95e, partait d'Orizaba pour rejoindre le général Douay à Palmar en passant par Téhuacan; attaqué le 21 à l'hacienda de Chapulco par un fort détachement de guérillas et de lanciers de la brigade de Zazatecas, le colonel Jolivet les fit charger par un escadron du 2e chasseurs d'Afrique et chargea lui-même à sa tête, en même temps qu'il faisait appuyer le mouvement de sa cavalerie par le reste de sa colonne. Poursuivi l'épée dans les reins jusqu'aux portes de Tehuacan, et après avoir plusieurs fois cherché à se rallier, l'ennemi se mit en fuite et ne reparut plus. Dans cette affaire, qui fait le plus grand honneur au 2e chasseurs d'Afrique, le colonel cite comme s'étant plus particulièrement fait remarquer : M. le capitaine Jourde, M. le sous-lieutenant Redon, le maréchal des logis Magdeleine, le trompette Collet, blessé, le brigadier Lherbier, qui tint toujours la tête de la charge, enfin le chasseur Fauchies, qui tua un cavalier au moment où celui-ci tenait en joue son capitaine.

Le lendemain, la colonne prit possession de Tehuacan, que l'ennemi évacua après un échange de quelques coups de fusil, et deux jours après elle repartait pour Palmar.

Le 28, entre Jalapa et Puente National, trois compagnies du 62e mirent en déroute des guérillas qui perdirent 50 hommes tués et un grand nombre de blessés.

L'extension des troupes françaises sur un vaste territoire, la facilité avec laquelle elles dispersaient leurs adversaires, firent croire un moment à un succès décisif. D'après les dépêches qui parvinrent en Europe au commencement de l'année 1863, Puebla avait été pris; 5,000 hommes de l'avant-garde française avaient suffi pour mettre en déroute 25,000 Mexicains commandés par Ortega, et le général Forey, installé à Puebla, y attendait des renforts. Le télégraphe répandit la grande nouvelle d'un bout à l'autre de l'Europe, et un grand nombre de personnes y ajoutèrent foi comme elles avaient cru jadis à la prise de Sébastopol. Le journal *la France* alla même jusqu'à dire :

« Nous recevons, au moment de mettre sous presse, des informations personnelles qui confirment la nouvelle donnée par les dépêches américaines de la prise de Puebla.

« Le général Forey aurait tourné la position de Guadalupe et dirigé par le nord, contre la ville, une attaque de vive force qui a complétement réussi. Les troupes mexicaines, mises en déroute, se sont retirées dans la direction de la capitale.

« Les habitants de Puebla, soumis par les généraux mexicains au régime de la terreur, ont parfaitement accueilli les Français. Nous devons ajouter qu'aucune dépêche directe du général Forey n'a encore été reçue, mais que nous avons tout lieu de croire à l'exactitude de nos informations. »

Le *Moniteur officiel* se chargea de donner une leçon aux gens trop pressés :

« La nouvelle publiée dans les journaux d'hier, et annonçant l'entrée à Puebla d'une division de l'armée française, est la reproduction d'une dépêche affichée à la bourse de Boston le 6 janvier, et apportée par exprès à San Antonio; elle a été insérée dans un journal d'Austin (Texas).

« Cette nouvelle ne présente donc pas un caractère d'authenticité incontestable. Toutefois, comme elle provient de sources peu disposées à propager les succès des armes françaises, il n'est guère probable qu'elle soit sans fondement.

« Avant de publier des nouvelles qui peuvent être démenties par les faits, ne serait-il pas plus sage d'en attendre l'arrivée régulière et la confirmation authentique? »

Croire prématurément à la prise de Puebla, c'était ne pas calculer les obstacles qu'une armée pouvait rencontrer sur des routes presque impraticables, avec ses bagages et ses convois. 1,200 mules et 250 voitures étaient arrivées de New-York, 450 mules de Santiago; mais on en attendait encore 2,500 de Puerto-Rico et de la Havane. Le vent du nord qui soufflait avec violence interrompait les relations de la rade avec la terre, et retardait des débarquements nécessaires aux troupes. Les navires de commerce *Ossian* et *Lance*, frétés à Toulon par l'administration de la marine, étaient retenus à Sacrificios. Ce qui gênait les mouvements de l'armée, c'était aussi le nombre de ceux qui payaient leur tribut au climat meurtrier du Mexique. La fièvre jaune, comme nous l'avons dit, avait disparu à la fin d'octobre; mais les dyssenteries et les fièvres pernicieuses faisaient de cruels ravages. Le capitaine Roussel, dont nous avons cité de nobles paroles, succomba au moment où il allait être promu au grade de contre-amiral. La *Normandie*, qui avait tant souffert, fut confiée au capitaine de frégate Ollivier, pour être conduite aux Saintes Le personnel militaire et administratif, dont la présence n'était pas absolument nécessaire à la Vera-Cruz, rallia le gros de l'armée expéditionnaire; la garde de ce point d'arrivée et de tous les services qu'on y avait concentrés demeura confiée aux troupes, aux officiers et aux chirurgiens de la marine. Afin de renforcer la garnison, le gouvernement français demanda au vice-roi d'Égypte la cession momentanée d'un régiment noir de 1,200 hommes, tout orga-

nisé avec ses officiers et sous-officiers. Les ouvriers domestiques ou soldats noirs, arrivés des Antilles, bravaient les épidémies, et il était vraisemblable que les soldats noirs du Caire échapperaient à l'influence des miasmes délétères. Saïd-Pacha, par un des derniers actes de son règne prématurément interrompu, abandonna 450 hommes dont il pouvait disposer et qui allèrent s'embarquer dans le port d'Alexandrie, à bord de la frégate la *Seine*.

CHAPITRE XVI.

Conseil de guerre à la Vera-Cruz. — Les trois Dolorès. — Affaires de Tampico et d'Acapulco.

Ce n'étaient pas seulement les maladies endémiques ou épidémiques qui étaient à redouter sur les côtes mexicaines, une partie des habitants avait vu les Français avec satisfaction, une autre les avait acceptés, une troisième les repoussait et ne reculait même pas devant le crime. Un certain Manoël Gonzalez tenait un débit de vin et de liqueurs, où tous les soirs un saltimbanque faisait danser des singes au son de l'orgue; quelques femmes discréditées, appartenant à la plus basse classe, venaient danser dans ce bouge ces danses indigènes qui sont une combinaison de la cachucha et du bolero espagnol, avec la voluptueuse chorégraphie des habitants primitifs de la Tierra-Caliente. Trois canonniers français furent attirés dans le cabaret de Gonzalez, environnés de toutes les séductions imaginables et admirablement servis; quand ils sortirent l'hôte refusa de prendre leur argent; mais à peine furent-ils dans la rue qu'ils ressentirent d'atroces douleurs; ils se souvinrent alors qu'on leur avait donné des bouteilles particulières auxquelles les Mexicains n'avaient pas touché, et, rassemblant leurs forces, ils se traînèrent au quartier de cavalerie où ils arrivèrent mourants; leur état pitoyable excita parmi leurs camarades une exaspération que les chefs eurent beaucoup de peine à réprimer.

La science sauva les trois artilleurs, qui furent bientôt en état de fournir des documents à l'accusation. Un conseil de guerre se réunit sous la présidence du lieutenant-colonel Mangin; le capitaine Barbe remplissait les fonctions de procureur impérial.

Sans attendre les poursuites, Manoël Gonzalez alla dans les montagnes se mettre à la tête d'une bande de guérillas, tous ses complices furent arrêtés et confrontés avec les victimes du guet-apens, des preuves accablantes s'accumulèrent contre eux, ainsi que contre une femme de quarante-cinq ans, Antonia Zamudio, qui avait préparé les boissons empoisonnées.

Le conseil de guerre condamna à la peine de mort Manoël Gonzalez (contumace), Bartolo Bonveras et Justo Pustos; à dix ans de travaux forcés, José Cormona; à cinq ans Roman Zamudio; Antonia Zamudio fut condamnée aux travaux forcés à perpétuité; une femme plus jeune, Dolorès Barajas, à dix ans; deux autres, Dolorès Arellano et Dolorès Carrajal, furent acquittées; ces sirènes, dont les chants et les danses attiraient l'étranger dans le bouge de Manoël, étaient appelées les trois Dolorès.

Des attentats non moins odieux étaient commis à Tampico, des officiers et des soldats français avaient péri sous le couteau de bandits traîtreusement embusqués. Le colonel de la Canorgue, commandant de la place, fut obligé de faire afficher la proclamation suivante :

MEXICAINS,

« Depuis le jour où la ville de Tampico a été occupée par les troupes françaises, votre liberté, vos droits, vos familles ont été respectées, et notre conduite vis-à-vis de vous a été celle que nous devions tenir vis-à-vis d'une population que nous estimons et que nous estimerons toujours, quels que soient les dissentiments qui séparent aujourd'hui nos gouvernements.

« Néanmoins quelques assassins ont voulu s'honorer du nom de Mexicains pour assassiner mes soldats dans les rues. Les assassins n'appartiennent à aucune nation.

« En conséquence, tout individu qui sera arrêté en train d'assassiner ou voulant assassiner sera fusillé le lendemain matin. Tout individu qui lui donnera asile dans sa maison sera traité comme son complice et sera frappé de la même peine.

« Tampico, le 27 décembre 1862.

« Le colonel, premier commandant.

« Signé, A CANORGUE. »

Les attaques ouvertes n'avaient pas été ménagées pendant le mois de décembre aux hommes du 81e de ligne et au 3e régiment de chasseurs d'Afrique qui gardaient Tampico.

Le 12, les troupes mexicaines avaient reparu et enlevé quatre militaires aux environs de la ville. Le colonel de la Canorgue se hâta de lancer contre elles une colonne de cavalerie (3e régiment de chasseurs d'Afrique) qui les atteignit, le 19, près d'Altamira, et les mit en déroute.

Pendant que notre colonne était à Altamira, des forces mexicaines assez nombreuses, et qui avaient de l'artillerie et de la cavalerie, se présentaient à l'improviste devant Tampico, en débouchant par Pueblo-Viejo, village situé à six kilomètres de la ville.

Une colonne expéditionnaire du 81e de ligne, sous les ordres du chef de bataillon Le Creurer, fut alors expédiée de Tampico, le 17 décembre, dans la direction de la Puerta. Un ordre général du commandant en chef de l'expédition du Mexique parle en ces termes de cette affaire, où le 81e trouva une nouvelle occasion de se distinguer :

ORDRE GÉNÉRAL.

L'éloignement de Tampico et la difficulté des communications ont retardé jusqu'ici l'arrivée des rapports adressées au général en chef par le colonel commandant le 81e de ligne, au sujet de plusieurs engagements qui ont eu lieu aux environs de Tampico dans le courant de décembre 1862; ce régiment, envoyé dans cette ville pour faciliter la livraison de moyens de transport qui devaient y être faits pour les besoins de l'armée, s'y est vu en quelque sorte bloqué par des forces ennemies considérables, et quoique sans autre cavalerie qu'un faible peloton du 3e régiment de chasseurs d'Afrique, remontés avec des chevaux du pays, sans artillerie, il n'a pas hésité à attaquer des forces bien supérieures

C'est ainsi qu'à la laguna de la Puerta, 4 compagnies du 1er bataillon, sous les ordres du commandant Le Creurer, avec 20 chasseurs commandés par M. Jeantet, sous-lieutenant, ayant rencontré une troupe de cavalerie mexicaine, sous les ordres d'un chef redouté dans ce pays, le nommé Chino Gonzalès, le petit peloton de chasseurs se porta en avant et aborda l'ennemi avec une telle résolution, qu'il tourna bride et ne fut rejoint qu'après une course à fond de train de 4 kilomètres.

Alors se livra un combat corps à corps dans lequel bon nombre de cavaliers mexicains payèrent de leur vie leur rencontre avec nos chasseurs d'Afrique; leur chef, en outre, Chino Gonzalès, tomba entre nos mains grièvement blessé.

Les militaires du 3e chasseurs d'Afrique, qui se sont particulièrement distingués dans cette affaire, sont : M. Jeantet, sous-lieutenant, qui devança beaucoup son peloton, se jeta avec bravoure sur les cavaliers ennemis; Michel, brigadier, qui a fait Chino Gonzalès prisonnier, au moment où, quoique blessé, il le menaçait de son révolver; Demonaint, chasseur, qui a tué deux cavaliers au moment où l'un d'eux tirait sur M. Jeantet; Mignot, maréchal des logis.

Le 21 du même mois, le commandant Le Creurer, à la tête de 220 hommes de son bataillon, ayant dirigé une reconnaissance en avant d'Altamira, et obligé de traverser un fourré en quelque sorte impénétrable, se vit entouré par l'avant-garde d'un corps nombreux venu de 140 lieues de l'intérieur du Mexique, sous les ordres du général Campistran.

Dans cette position difficile, il eut à livrer plusieurs combats contre une série d'embuscades, qui offraient d'autant plus de périls que l'ennemi était partout et pour ainsi dire invisible.

Malgré ces circonstances défavorables et le nombre toujours croissant de l'ennemi, car le général Campistran lui-même était accouru sur les lieux à la tête de 350 de ses meilleurs cavaliers et fantassins, les Mexicains furent partout repoussés, poursuivis dans de brillants retours offensifs, et le détachement du 81e rentra à Altamira, n'ayant fait à peu près que des pertes insignifiantes par suite de la vigueur des attaques; tandis que l'ennemi a eu plus de 50 hommes mis hors de combat, dont 5 officiers tués et une centaine de chevaux tués, blessés ou pris; les jeunes soldats du 81e ont montré dans cette circonstance une ardeur et un aplomb au-dessus de tout éloge; le général voudrait pouvoir citer tous ceux qui se sont distingués; mais ce serait citer le détachement en entier, il se borne à mentionner ici ceux qui lui ont été plus particulièrement recommandés, ce sont :

MM. Castaigne, lieutenant;
Cantin, capitaine;
de Revanger, sous-lieutenant;
Maître, sergent;
Poullain, voltigeur, que sa compagnie a elle-même signalé pour son brillant courage.

Delebecque, fusilier, et Haupaix, fusilier, qui a été blessé grièvement. Le général en chef a réservé une mention toute particulière pour le commandant Le Creurer, dont le sang-froid, l'énergie et les bonnes dispositions ont assuré le succès de ce combat dans un terrain des plus difficiles et contre un ennemi bien supérieur.

Enfin, le 22 du même mois, 600 hommes d'infanterie et 50 cavaliers qui occupaient le village de Pueblo-Viejo, sur la rive droite de la rivière de Tampico, et qui de là empêchaient les arrivages et gênaient les communications avec la mer, furent attaqués par 200 hommes du 81e embarqués sur des canots et chaloupes à vapeur de la marine impériale.

L'ennemi, embusqué dans toutes les maisons du village, ouvrit un feu de mousqueterie des plus vifs sur ces embarcations qui y répondirent de leur mieux; mais, la nuit étant arrivée et le débarquement étant impossible, l'attaque, en choisissant un point de débarquement des plus favorables, fut remise au lendemain. En effet, le 23, les compagnies de la veille, renforcées de deux autres, débarquèrent à l'embouchure de la rivière qui joint la laguna à la rivière de Pueblo-Viejo, et marchèrent sur cette ville par le haut; mais l'ennemi ne les attendit pas, et fut inutilement poursuivi pendant 7 kilomètres.

Les compagnies du 81e, embarquées le 22, ont fait preuve de sang-froid en restant pendant deux heures dans les canots exposés à un feu très-vif; elles ont eu 1 soldat tué et 11 blessés.

Le général en chef croirait manquer à son devoir s'il oubliait de mentionner ici les braves marins de la canonnière la *Lance*, qui, embusqués dans les canots de ce bâtiment, s'échouèrent à 100 mètres du rivage et appuyèrent la tentative de débarquement du feu de leur artillerie, en restant avec un courage stoïque sous celui de l'ennemi, qui leur tua deux hommes et en blessa neuf. Le général en chef s'est empressé de mettre sous les yeux de S. Exc. le ministre de la marine les noms de ceux pour qui des propositions de récompense lui ont été adressées, mais qu'il n'a pas pouvoir d'accorder. Les militaires du 81e, qui se sont le plus particulièrement distingués dans cette circonstance par leur énergie et leur sang-froid, sont :

MM. Fischer, capitaine, et Rapatel, sous-lieutenant.
Mangeot, caporal.
Giraud, fusilier.
Bergeot, id.
Camorel, id.

Ces quatre derniers ont été blessés; le nommé Bergeot est mort des suites de sa blessure.

Le général en chef est heureux de témoigner, en finissant cet ordre au colonel de la Canorgue, toute sa satisfaction pour le bon esprit et l'ordre dont tout son régiment a fait preuve pendant son séjour à Tampico, où il s'est attiré la sympathie de toute la population, par l'exacte discipline qu'il a observée, le calme qu'il a montré devant plusieurs odieux attentats et le courage qu'il a déployé dans diverses rencontres avec l'ennemi.

Au quartier général à Orizaba, le 21 janvier 1863.

Le général de division commandant en chef,

Signé : FOREY.

A la première nouvelle de l'apparition des forces mexicaines, on avait rappelé notre colonne d'Altamira; elle put rentrer à Tampico le 23, mais non sans avoir essuyé en route quelques attaques, qui furent du reste facilement repoussées. On prit même aux Mexicains une soixantaine de chevaux.

Depuis ces rencontres, l'ennemi parut augmenter et ne laissa guère passer de jour sans tirer des coups de fusil. Aussi la garnison, qui devait être diminuée, reçut au contraire des renforts, et la flottille fut augmentée de deux canonnières.

Cependant une autre démonstration avait lieu devant le port d'Acapulco.

Acapulco, ville située sur l'océan Pacifique, dans l'État et à 280 kilomètres sud-sud-ouest de Mexico, jouissait autrefois du privilége de recevoir le fameux galion, qui apportait à Manille les différents articles de manufacture dont l'Espagne s'était réservé le droit de fournir cette contrée. Ce privilége qu'elle devait à son port, l'un des plus beaux du globe, était du reste la source de toute sa prospérité. Le galion partait, en février ou mars, avec un chargement de cochenille, cacao, vin, huile, laine, dont la valeur, jointe à 1,250,000 francs d'argent monnayé, représentait environ 3 millions; il arrivait à Manille, prenait des mousselines, des calicots teints, des chemises de gros coton, de la soie écrue, des bas de soie, de la bijouterie, des épices, et revenait à Acapulco au bout de trois ou quatre mois, à la faveur des moussons, qui commencent au mois d'août. Son entrée dans le port était bientôt connue de tous les marchands mexicains. Sa population s'élevait alors tout à coup à 8 ou 9,000, qui, aussitôt que les acquisitions étaient faites, s'empressaient de fuir l'air chaud et empoisonné d'Acapulco. Environnée de hautes montagnes de toutes parts, exposée à la chaleur étouffante de la zone torride, cette ville est à peine rafraîchie par le vent qu'y amène une coupure que l'on a pratiquée dans les hauteurs, du côté de la mer, et qui encore ne peut déplacer les miasmes pestilentiels d'un marais voisin, source permanente des fièvres dont les habitants et les étrangers sont les victimes. Si à cela on ajoute un sol exposé aux tremblements de terre, on conçoit qu'Acapulco ait dégénéré depuis que le galion ne s'y montre plus périodiquement; cependant, on y compte encore plus de 7,000 habitants, et un assez grand nombre de navires viennent mouiller dans son immense bassin, abrités contre les vents par de hautes montagnes.

Un habitant de cette ville, M. Ghilardi, avait, dans une correspondance, imputé des faits inexacts aux officiers et à l'équipage de la corvette la *Bayonnaise*.

Le 8 décembre se présentaient devant la rade la frégate la *Pallas*, l'aviso à vapeur le *Diamant*, les corvettes à voile la *Cornélie* et la *Galatée*. Peu après, une baleinière sous pavillon parlementaire apportait une lettre à l'adresse du gouverneur de la place, D. Diego Alvarez, fils du vieux proconsul de l'État de Guerrero, le général Juan Alvarez. Cette lettre, signée par le contre-amiral Bouet, était ainsi conçue :

« Monsieur, convaincu de la perturbation que causerait dans les relations commerciales une hostilité déclarée entre la division française et la place d'Acapulco, qui n'a pas les moyens de se défendre, je suis disposé à entrer en arrangement sous les conditions suivantes :

« Le général Alvarez démentira publiquement l'article mensonger sur la corvette la *Bayonnaise*, qui a été publié, au nom de M. Ghilardi, dans le journal el *Chalaco*, numéro 633, sous la date du 3 novembre dernier.

« L'amiral sera alors disposé à conclure avec le général commandant la province une convention de neutralité dans laquelle il sera stipulé que les bâtiments de guerre français auront toutes les facilités désirables pour faire des vivres, de l'eau et du charbon chaque fois qu'ils se présenteront devant Acapulco.

« Les bâtiments de la station française du Pacifique s'abstiendront en conséquence de tout acte d'hostilité contre la place d'Acapulco.

« Ces conditions remplies, je renoncerai à la demande de démantèlement des forts que j'ai adressée au gouverneur. »

Diego Alvarez répondit qu'il n'avait rien de commun avec M. Ghilardi ni avec les articles envoyés par lui au *Chalaco*, ce journal n'étant pas publié au Mexique, mais au Pérou, et qu'il n'en pouvait dès lors être responsable. Quant à consentir à ce que l'escadre française s'approvisionnât dans le port d'Acapulco, il ne le pouvait sans trahir son devoir et son pays. Il se voyait donc obligé de repousser les propositions du contre-amiral.

Sur cette réponse, le contre-amiral Bouet ouvrit le feu contre les forts et contre la ville. Le bombardement, commencé le 10 à huit heures trois quarts du matin, dura presque sans interruption jusque dans la soirée du 11. Les pièces rayées de l'escadre éteignirent rapidement le feu des forts Guerrero, Iturbide et Galeana, dont l'artillerie ne produisit aucun effet, car, outre que les canons mexicains étaient mal montés, leur tir n'atteignait même pas à la moitié de la distance où se trouvait l'escadre. Dans la ville, nos bombes démolirent plusieurs maisons et occasionnèrent de graves accidents et des pertes au commerce étranger. Les Mexicains avaient eu la précaution de se retirer dans la campagne, hors de por-

tée. Le 11 au soir, deux des batteries évacuées furent enclouées par les compagnies de débarquement du *Diamant* et de la *Galatée*. Le lendemain 12, les compagnies de débarquement de la *Pallas*, de la *Cornélie* et de la *Galatée* emportaient deux autres batteries et enclouaient les pièces. Il existait un fort central; mais sa position dans la montagne, à environ trois kilomètres, au milieu de bois épais, ne permettant pas de compromettre les compagnies de débarquement en y envoyant du monde, l'amiral renonça au projet de s'emparer de ce fort, dont la possession n'eût d'ailleurs servi à rien; et l'escadre reprit la mer.

CHAPITRE XVII

Situation de l'armée française à la fin de 1862. — L'armée mexicaine. — Détails sur les forteresses de Puebla et de Mexico. — Les guerillas et les guerilleros.

En résumé, si les grandes opérations militaires avaient été empêchées par l'insuffisance de l'effectif et la difficulté des communications, la fin de l'année 1862 n'avait pas été stérile.

Avant l'arrivée du général Forey l'occupation française s'échelonnait sur la ligne que jalonnent la Vera-Cruz, Cordova et Orizaba. Pendant les derniers mois de 1862, elle s'étendit le long de la côte du golfe du Mexique et à l'intérieur des terres. Sur la côte, les forces françaises prirent successivement possession, au nord, de Tampico et de Soto-de-la-Marina; au sud, de Medelin, d'Alvarado et de l'île de Carmen. Dans l'intérieur, nos troupes cantonnées à Orizaba firent place à des troupes fraîchement arrivées et se portèrent à San-Augustin-del-Palmar et à San-Andres Chalchicomula, après avoir franchi sans difficultés sérieuses les Cumbres d'Acultzingo. Palmar est à 75 kilomètres environ de Puebla et à 195 kilomètres de Mexico. San-Andres est à peu près à pareille distance de ces deux villes.

Pendant que ce mouvement s'exécutait d'une part, d'autres corps, commandés par le général Bertier, se lançaient sur la seconde des deux routes qui relient Vera-Cruz à Puebla. Ils traversaient, pour ainsi dire au pas de course, les petits bourgs de Santa-Fé, Paso-de-Ovejas, Puente Nacional, Plan-del-Rio, et occupaient presque sans coup férir la jolie ville de Jalapa, ancienne capitale de l'État de Vera-Cruz. Quelques jours plus tard, un corps détaché quittait Jalapa, gravissait la côte sinueuse et rapide qui commence à la Banderilla, passe par San-Miguel-del-Soldado et se termine à la Roya. De là, abordant les premiers plans du grand plateau qui couronne les Cordillères, il s'enfonçait résolûment dans la grande forêt de Las-Vigaz, touchait à Cruz-Blanca et s'emparait du village considérable de Perote, situé à l'entrée de la plaine aride et couverte de sel qui finit à Nopalucan.

Ces mouvements rendaient les Français maîtres de la double voie de communication qui unit le grand plateau central au port de Vera-Cruz. Perote, San-Andres et Palmar sont situés sur une ligne droite placée en dedans de ce cordon montagneux qui sépare les contrées froides des contrées tempérées et chaudes, ligne marquée par deux jalons gigantesques : le *cofre* de Perote et le pic d'Orizaba. Bien que Perote soit à 130 kilomètres de Puebla et à 250 kilomètres de Mexico, par conséquent à une distance plus grande que Palmar et San-Andres, rien de sérieux ne pouvait empêcher les trois colonnes principales d'opérer leur jonction à Amazoc, où les deux grandes routes se confondent, et qui n'est qu'à 17 kilomètres de Puebla. Une distance de 75 kilomètres séparait les trois colonnes à leur point de départ; mais elle était si facile à franchir, et diminuait tellement à mesure que l'on avançait vers le sommet du triangle, que les trois colonnes ne couraient aucun risque d'être isolées ou coupées par les guérillas.

Tandis que l'armée française se consolidait ainsi dans le cœur du pays, l'armée mexicaine se repliait de ville en ville, de bourgade en bourgade, pour aller se masser derrière les murs de Puebla. En se retirant, elle démantela et désarma le fort de Perote, très-peu capable d'ailleurs de se défendre contre une artillerie comme la nôtre. Elle dégrada aussi tant qu'elle put les deux grandes routes, afin de rendre notre marche difficile, surtout celle de notre artillerie et de nos équipages. Sous ce rapport, les dégâts furent considérables du côté des Cumbres.

En dehors des forces mexicaines concentrées à Puebla, il y avait encore de petits détachements d'infanterie et surtout de la cavalerie qui tenaient la campagne, même dans des endroits assez rapprochés de nos lignes. Ainsi Tehuacan, évacué à notre approche, fut réoccupé par une troupe de guerilleros. Il en fut de même de San-Juan-Coscomatepetl, petit village situé à 21 kilomètres de Cordova. A San-Martin-Tepetlarco, bourg insignifiant, les Français se montrèrent un instant, et les autorités locales s'enfuirent dans les montagnes; mais elles revinrent, sous les ordres de don Françesco Talavera, aussitôt que les derniers soldats de la France eurent disparu à l'horizon.

Les autorités de Jalapa et quelques habitants des environs s'étaient retirés, tant à Tesuitlan, petite ville commerçante, distante d'environ 40 kilomètres de Perote, qu'à Tuxpan, port situé sur le golfe, entre la Vera-Cruz et Tampico.

A la fin de l'année 1862, les Mexicains concentrèrent leurs forces à Puebla et à Mexico; l'effectif de l'armée d'orient avait été porté à 21,000 fantassins, 7,000 cavaliers et 2,000 artilleurs. Le général en chef Gonzalez Ortega était assisté des généraux Mendoza, quartier-maître, Negrete, O'Haran, Ignacio Mejia et Lamadrid; l'artillerie dirigée par le général Paz, l'ensemble des fortifications construit sous la direction de l'officier du génie Colombres. Elles se composaient de deux forts principaux, ceux de Guadalupe et de Loreto, et de sept forts secondaires, auxquels on a donné les noms de Independencia, Zaragoza, Ingenieros, Hidalgo, Morelos, Iturbide et Reforma. Le fort de Guadalupe avait des murailles épaisses de 4 mètres, entourées de fossés, et était armé de 40 canons de rempart. 100 pièces de gros calibre étaient réparties dans les autres forts, placés de manière à pouvoir croiser leurs feux. D'immenses approvisionnements avaient été amassés dans la ville, d'où, en prévision d'un siége prolongé, on avait fait sortir les bouches inutiles. Tous les couvents avaient été convertis en magasins ou en casernes.

On écrivait de Puebla, le 25 décembre :

« Le Pérou nous a envoyé sept mille fusils, débarqués le 13 courant dans le port de Guatusco. Nous comptons les recevoir ici vers le 31. On attend incessamment dans le même port la goëlette *Félicie*, partie pour le Chili, le 10 novembre, à la recherche de treize mille fusils que les Chiliens nous envoient gratis. Nous avons déjà reçu le montant de souscriptions populaires ouvertes à Santiago et à Lima, pour nous aider dans la guerre que nous fait la France. »

L'armée du centre, commandée par Comonfort, avait un effectif de 12,000 hommes sur le papier, mais elle ne se composait en réalité que des contingents de Nuevo-Léon, Conhuila et Tamanlipas; le général Comonfort ne cessait de demander des contingents nouveaux aux gouverneurs d'États, et poussait activement les ouvrages fortifiés autour de la ville, consistant surtout en épaulements en terre à batteries rasantes, garnies à l'extérieur de fossés très-larges, mais peu profonds et remplis d'eau. L'eau pouvait être, au besoin, la principale ressource défensive de Mexico. La vallée dont cette capitale occupe le centre, a 72 kilomètres de long sur environ 48 de large; c'est une cuvette ovale allongée, au fond de laquelle est la ville. Non loin des murs, s'étend le lac de *Tezcuco*, qui occupe une surface de 40 kilomètres carrés, et dont le niveau est à 75 centimètres seulement au-dessous du sol de la place d'armes. Le terrain sur lequel la ville est bâtie est gorgé d'eau; on la rencontre partout en effet à une profondeur invariable de 75 centimètres. Au sud-est, et communiquant avec le Tezcuco par le canal éclusé de Las-Vigas qui traverse une partie de la ville, se trouve le lac de *Chalco;* celui-ci occupe une surface de 24 kilomètres carrés, et son niveau est à un mètre dix centimètres au-dessus de la place d'armes de Mexico. Au nord-est et au nord, on rencontre, d'une part, le lac de *San-Cristobal*, dont la superficie est d'environ 12 kilomètres carrés et le niveau de 3 mètres 54 centimètres plus élevé que la place d'armes, et, d'autre part, le lac de *Zumpango*, qui n'a guère que 4 kilomètres carrés de superficie, mais dont le niveau est à près de neuf mètres au-dessus de la place d'armes. Ces deux derniers ne sont séparés du lac de Tezcuco que par une digue dont la rupture suffirait pour exhausser son niveau d'un mètre et pour l'entraîner dans les rues de la ville, dont le sol, déjà sursaturé, comme nous l'avons dit, n'a aucune faculté d'absorption. Il y a plus d'un exemple de pareils accidents à Mexico, où l'on a gardé le souvenir des inondations de 1553, 1580, 1604, 1607 et 1629. Ce fut pour les prévenir que les vice-rois espagnols entreprirent autrefois ces travaux gigantesques dans lesquels des millions de piastres et des milliers d'Indiens durent être sacrifiés.

Chargé d'organiser l'armée de réserve, l'ancien ministre des affaires étrangères Doblado avait réuni environ 7,000 hommes, qu'il employait à réduire les bandes de partisans, entre autres celles de Lozada, du côté de Cepia, et de Thomas Mejia, du côté de Queretaro.

Voilà les forces que les Mexicains croyaient pouvoir opposer aux troupes de la France, mais ils comptaient principalement sur la guerre d'escarmouches et d'aventures. Favorisés par l'étendue de leurs déserts arides, par leurs montagnes abruptes et leurs forêts presque impénétrables, ils se formaient en guérillas nombreuses. Ces guérillas, pour la plupart mal armées, mais montées sur de petits chevaux agiles et infatigables, étaient commandées par des chefs qui avaient une connaissance parfaite des localités, et parmi lesquels on citait quelques jeunes gens, fils de grands propriétaires du pays, entre autres les frères Rincon Gallardo, fils du marquis de Guadualupe, Vicente Viva Palacio, et Jésus de la Serna. Cette cavalerie mobile était chargée d'épier nos mouvements, d'inquiéter nos convois, d'embarrasser nos communications, et à mesure que les récits exagérés de ses succès se répandaient dans le pays, elle se renforçait de nouvelles recrues. Cuelbar, auprès du Serro Cimarron, avait enlevé des bestiaux et un convoi de farine, de grains et de légumes secs. Les guérillas de Coscomatepetl avaient fait main basse, le 21 décembre, sur quarante mules chargées de vin et sur deux cents têtes de bétail. Une autre guérilla avait surpris et fusillé un nommé Gayaroga à Tancanescui, hacienda voisine du Tampico, où ce malheureux nous menait six cents mules.

Quelques guerilleros poussaient l'audace encore plus loin; ainsi, un nommé Manuel Gomez, qui s'était rallié et avait gagné la confiance des officiers français, fit tout à coup défection. Ce chef était sorti de Vera Cruz avec soixante chevaux, ayant mission de protéger un convoi de bétail et de provisions. A peine arrivé dans la campagne, il s'empara du convoi et se hâta de rejoindre ses compatriotes. En revanche, le nommé Trujeque, chef d'une guérilla au service de Juarez, avait passé aux Français avec armes et bagages; mais à quelle utilité réelle pouvaient être de pareils auxiliaires et le genre de combats qu'ils connaissaient? Il était urgent de frapper un grand coup; c'était Puebla qu'il fallait attaquer et prendre, et les retards venaient de ce qu'à deux mille lieues de distance, il avait été absolument impossible de se rendre un compte exact des obstacles.

CHAPITRE XVIII

Négociations avec l'Espagne. — Instructions données à don José de la Concha. — Sa réception par l'Empereur. — Audience accordée par Napoléon III à l'ambassadeur d'Espagne. — Projets du cabinet de Madrid. — Échange de notes entre les cabinets de Paris et de Madrid.

Pour achever l'histoire de l'expédition du Mexique pendant l'année 1862, il nous reste à mentionner d'intéressantes relations entre la France et l'Espagne. Le cabinet de Londres avait renoncé, sans aucune idée de retour, à l'exécution de la convention du 31 octobre 1861; mais celui de Madrid eût voulu revenir sur le passé. Le maréchal O'Donnell et ses collègues considéraient la convention non comme abolie et en état de rupture, mais comme en état de suspension, et ils étaient disposés à entamer des négociations pour arriver à l'accomplissement du traité, si le gouvernement en témoignait le désir. C'est dans cette vue que, le 30 juillet, le lieutenant général don José de la Concha, marquis de la Havane, fut nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près l'Empereur des Français.

Voici les instructions qu'il reçut.

Le premier secrétaire d'État à M. l'Ambasadeur de S. M. à Paris.

Madrid, 29 juillet 1862.

L'importante mission conférée à V. Exc. a pour principal objet de resserrer les liens qui doivent unir les deux peuples voisins. La reine notre souveraine veut que les relations entre l'Espagne et la France soient amicales et cordiales. Le gouvernement de la reine est disposé à entrer en conférence pour remettre en vigueur la convention du 31 octobre, qu'elle n'a jamais considérée comme rompue, mais seulement suspendue.

Dans la pensée du gouvernement de la reine, la première chose à faire serait la réunion des trois drapeaux de France, Angleterre et Espagne sur le territoire mexicain. Si le gouvernement anglais se décidait à envoyer son drapeau avec des forces de terre et de mer suffisantes pour représenter la puissance et l'influence de cette grande nation, l'Espagne enverrait également son drapeau avec des troupes nécessaires pour le faire respecter partout où il flotterait. La deuxième condition serait d'assurer l'intégrité du territoire mexicain et de respecter l'indépendance de ses habitants, pour constituer le gouvernement le plus conforme à ses croyances, à ses habitudes et à ses besoins.

Les trois gouvernements amis et alliés appuieront les réclamations que chacun d'eux adressera au gouvernement mexicain... Dans vos relations avec le gouvernement impérial, Votre Excellence saura unir à la déférence due au pouvoir suprême d'un pays ami la dignité qui appartient au représentant de la reine d'Espagne, dont le cœur magnanime n'a que de la bienveillance pour les souverains ses alliés et amis, et un ardent amour pour l'honneur et la prospérité de la patrie.

Par ordre de la reine.

Signé, Saturnino-Calderon-Collantes.

Les principales pensées contenues dans ces instructions, se retrouvèrent dans le discours que le marquis de la Havane adressa à Napoléon III, en présentant ses lettres de créance :

Sire,

« J'ai l'honneur de remettre à Votre Majesté Impériale les lettres qui m'accréditent comme ambassadeur extraordinaire et plénipotentiare de la reine d'Espagne.

« En me confiant cette mission, la reine m'a chargé d'assurer Votre Majesté de ses sentiments d'affection sincère ainsi que de la sympathie que lui inspire la nation française. Ces sentiments sont partagés par le peuple espagnol, qui sait apprécier, ainsi que sa souveraine, l'intérêt que Votre Majesté et le peuple français ont témoigné à plusieurs reprises pour la gloire et la prospérité de l'Espagne.

« La reine, mon auguste souveraine, dont le vif désir est de conserver entre l'Espagne et la France ces relations de confiance réciproque, sera toujours heureuse de voir resserrer les liens qui doivent unir les deux peuples.

« Mon ambition est de parvenir, par mon zèle et ma sollicitude dans l'accomplissement de cette haute mission, à mériter la bienveillance et l'estime de Votre Majesté.

« Interprète de ma souveraine, je vous prie, sire, d'accepter, dans cette occasion, les vœux qu'elle forme pour le bonheur de Votre Majesté, celui de l'Impératrice, du Prince impérial, et pour la prospérité de la France. »

L'Empereur répondit :

« Monsieur l'Ambassadeur,

« Depuis mon avénement au trône, je n'ai négligé, vous ne l'ignorez pas, aucune occasion de témoigner à la reine d'Espagne ma vive sympathie, comme à la nation espagnole ma profonde estime. J'ai donc été aussi surpris qu'affligé de la divergence d'opinion survenue entre nos deux gouvernements. Quoi qu'il en soit, le choix que vient de faire la reine, pour la représenter, d'un homme si connu par la loyauté et la noblesse de ses sentiments, me fait espérer une appréciation impartiale des événements qui ont eu lieu. Vous trouverez auprès de moi l'accueil dont vous êtes digne. Je vous sais, en effet, animé pour la France des mêmes sentiments que votre prédécesseur, qui a laissé parmi nous les meilleurs souvenirs. J'apprécie, n'en doutez pas, les intentions conciliantes qui vous ont fait accepter une mission dans des circonstances délicates. Il ne dépend que de la reine d'Espagne, vous pouvez en donner l'assurance, d'avoir toujours en moi un allié sincère et de conserver au peuple espagnol un ami loyal qui souhaite sa grandeur et sa prospérité. »

Le cabinet de Madrid trouva que, sous les formes courtoises de ces paroles perçait un mécontentement dont il se plaignit. Après un échange de notes diplomatiques, le marquis de la Havane sollicita et obtint une audience de l'Empereur. Il fut reçu à Saint-Cloud, le 29 août, et Napoléon III, qui connaissait l'objet de l'audience, entra sur-le-champ en matière. « Je suis, dit-il, très-surpris de l'impression produite en Espagne par mon discours et des interprétations qui lui ont été données; j'affirme

qu'elles sont de tout point sans fondement, mais trois mots suffisent pour faire pendre un homme. »

L'Empereur rappela la conduite qu'il n'avait cessé de tenir vis-à-vis de l'Espagne depuis son avénement. Reconnaissant qu'il était de l'intérêt de la France de maintenir une bonne amitié avec l'Espagne, il avait dès son avénement au trône jugé d'autant plus nécessaire de démontrer par des faits sa ferme résolution à cet égard, que la dynastie antérieure avait été unie par des liens de famille à la reine Isabelle. L'Empereur cita les diverses circonstances où il avait donné des preuves de ses intentions : « Quand des flibustiers menaçaient Cuba, ajouta-t-il, j'ai fait des démarches à Londres et à Washington pour que, par une triple déclaration, on garantît à l'Espagne la possession de cette île. Lorsque les hostilités ont éclaté entre l'Espagne et le Maroc, le gouvernement impérial a déclaré à l'Angleterre que ni la guerre, ni les vues que pourrait avoir l'Espagne, ne contrarieraient la politique française. Je n'ai pas caché mes sympathies pour le triomphe des armées espagnoles, et j'ai donné l'ordre que l'administration de la guerre fournît tout ce dont le gouvernement espagnol pourrait avoir besoin. Bien des personnes d'une haute position politique étaient d'avis qu'on laissât sans solution et que l'on réservât pour l'éventualité à venir la question de la dette de 1823. Animé d'un esprit de conciliation et constant dans mes vues, j'ai résolu cette question à l'avantage notable des intérêts espagnols; je me suis efforcé en tout de les mener à terme, pour qu'on ne pût jamais supposer que je me réservais une raison de mésintelligence avec l'Espagne.

« Suivant toujours une politique favorable à l'Espagne, j'ai pris une part active à la question du Mexique, question à laquelle l'Espagne avait plus d'insultes à venger et plus d'intérêts à sauvegarder que la France; pour cette raison, et afin que l'Espagne jouât le rôle principal, j'ai envoyé un nombre de troupes inférieur au chiffre de l'armée espagnole, et bien que plus tard j'aie augmenté le nombre des troupes françaises au Mexique, j'en ai confié le commandement à un général de grade inférieur à celui du général Prim. C'est en témoignage de cette politique constamment favorable à l'Espagne que l'on n'avait pas donné de nouvelles instructions au général Lorencez, on lui avait seulement confirmé celles données à M. de la Gravière, chargé toujours d'agir de concert et de suivre les indications du général espagnol tant qu'elles ne seraient pas contraires à la dignité de la France.

« C'est pour cette raison que je n'ai pas approuvé la convention de la Soledad, qui a donné le temps à l'arrivée d'Almonte, avant que la situation du pays n'eût changé.

« Je ne m'étonne pas que la politique de l'Espagne ait été, dans cette question, comme elle paraît l'être en d'autres, différente de celle de la France. Mais j'avais pensé qu'à l'égard de la question mexicaine, la politique des deux nations était au fond la même. Je l'avais pensé dès le principe, l'accord des deux gouvernements ayant été si parfait dans les incidents des négociations qui avaient précédé l'action commune des trois puissances. »

L'Empereur termina, en protestant de son constant désir de maintenir et fomenter la bonne amitié entre les deux nations, ainsi que du plaisir qu'il éprouvait à voir l'Espagne dans les mêmes dispositions, et autorisa don José Concha à soumettre à M. Thouvenel le compte rendu de cette audience avant de l'envoyer au gouvernement espagnol.

L'ambassadeur se hâta d'expédier ce compte-rendu à M. Calderon Collantès, qui répondit par quelques lignes seulement :

Le ministre des affaires étrangères à l'ambassadeur d'Espagne, à Paris.

Madrid, 10 septembre 1862.

La noblesse et l'élévation avec lesquelles Sa Majesté Impériale s'est exprimée vis-à-vis de Votre Excellence, dans le but de convaincre le gouvernement des sentiments amicaux qu'il professe pour la reine et pour le peuple espagnol, contribueront à resserrer chaque jour davantage les relations que vous avez la mission importante de cultiver avec votre zèle bien connu.

Signé : C. COLLANTÈS.

Renouveler le pacte du 31 octobre 1861, coopérer à l'expédition mexicaine, tel était le rêve du gouvernement espagnol, qui le formula dans cette note :

Note verbale remise au ministre des affaires étrangères par S. Exc. M. le marquis de la Havane, ambassadeur d'Espagne à Paris.

Octobre 1862.

Le gouvernement de Sa Majesté Catholique a déclaré à plusieurs reprises qu'il ne considérait pas la convention de Londres du 31 octobre 1861 comme annulée, mais seulement comme en suspens, et qu'à son avis elle pouvait être remise en vigueur par l'accord des puissances qui l'avaient signée.

Le but de la convention était d'obtenir les satisfactions dues aux offenses faites aux gouvernements contractants, des indemnités pour les préjudices éprouvés par leurs sujets, et, autant que possible, la garantie que de pareils faits ne se renouvelleraient pas à l'avenir.

Aucun de ces résultats n'a encore été obtenu; le désaccord survenu entre les plénipotentiaires et parmi les chefs de l'expédition en arrêta la marche, juste au moment où elle paraissait devoir atteindre le but que les puissances s'étaient proposé.

Depuis lors le gouvernement français poursuit seul sa tâche. Il triomphera sans le moindre doute des résistances armées qu'il pourra rencontrer; toutefois il est à craindre que des obstacles d'une autre nature l'empêchent de faire entrer la République mexicaine dans une situation solide et stable qui, en assurant l'ordre dans l'intérieur, présenterait à l'extérieur la garantie de l'exécution des engagements pris par son gouvernement; car celui-ci, nonobstant toute la liberté laissée au pays pour se constituer, pourrait être considéré comme imposé par la France.

L'action commune stipulée par la convention de Londres aurait évité ce grave inconvénient, vu que les trois puissances signataires s'étaient engagées, d'une part, à s'abstenir de toute intervention dans les affaires intérieures du Mexique pouvant porter atteinte au droit de la nation mexicaine à choisir la forme de gouvernement qui lui conviendrait, et, de l'autre, à ne pas rechercher pour elles-mêmes des acquisitions territoriales, ni des avantages spéciaux.

Prenant pour point de départ l'existence du traité de Londres, les puissances contractantes auraient à fixer les réclamations qu'elles ont à faire valoir devant le gouvernement mexicain, et les garanties que celui-ci aurait à donner pour assurer l'exécution de ses engagements et pour éviter la reproduction des offenses antérieures. Il est évident d'ailleurs que, si les gouvernements alliés doivent rester libres de décider des réclamations qu'ils jugeront devoir soutenir, il serait néanmoins convenable de ne pas mettre le Mexique dans l'impossibilité de s'acquitter des engagements qu'il aurait contractés. Ce ne serait, du reste, que s'en tenir à l'esprit de la convention de Londres, qui n'a pas été signée pour étouffer la nationalité mexicaine, mais bien au contraire pour l'aider à se relever de l'état d'anarchie où le pays se trouve plongé depuis si longtemps.

Cela suffit pour expliquer la pensée du gouvernement de Sa Majesté Catholique; cependant il n'est pas inutile d'ajouter que si, pour obtenir les résultats indiqués, l'occupation temporaire de la capitale de la République ou d'autres points du territoire était jugée nécessaire, le gouvernement de la reine se trouverait prêt à entrer dans un accord spécial ayant pour but de fixer les forces que chaque puissance aurait à y envoyer, et les postes qu'elles devraient occuper.

Dans cet ordre d'idées, le gouvernement de Sa Majesté Catholique est disposé à prendre part à de nouvelles conférences destinées à poursuivre le but que les trois puissances s'étaient proposé par la convention du 31 octobre dernier.

Le gouvernement de l'Empereur, s'il partage cette manière de voir, pourrait en faire l'ouverture au cabinet de Sa Majesté Britannique.

M. Drouyn de Lhuys, qui venait de succéder à M. Thouvenel, eut avec don José Concha deux conférences, qu'il a racontées dans les dépêches officielles des 24 et 31 octobre :

L'ambassadeur de S. M. à Paris, au ministre des affaires étrangères.

Paris, le 24 octobre 1862.

J'ai soumis à M. Drouyn de Lhuys un mémorandum énonçant les conditions auxquelles l'Espagne renouerait la conven-

tion de Londres. Je l'ai commenté convenablement, et, partant de la base que le gouvernement de l'empereur ne veut pas imposer au Mexique une forme déterminée de gouvernement, et qu'il n'aspire pas à des avantages territoriaux, et que pour l'instant son intention est uniquement d'assurer le prestige des armes françaises, il s'est engagé une longue conversation relativement à la solution que la France pourra donner à la question et aux avantages que les trois puissances et le Mexique pouvaient se promettre du rétablissement du traité de Londres.

Il a été fait, par le ministre et par moi, de nombreuses remarques sur la forme en laquelle pourrait se constituer un nouveau gouvernement en remplacement de celui de Juarez. J'ai communiqué au ministre, sur sa demande, les détails du projet précédent, rappelant que le gouvernement de la reine, au moment où il s'agissait, en 1860, d'une médiation pacifique, avait



Scène à Tampico.

proposé une combinaison pour la convocation d'une assemblée qui devait constituer le pays.

M. Drouyn de Lhuys a promis d'entretenir longuement le gouvernement de l'Empereur de cette question, et d'avoir avec moi une nouvelle conférence après avoir pris les ordres de l'Empereur.

La réponse du gouvernement français fut ainsi conçue :

Note verbale remise à l'ambassadeur d'Espagne par le ministre des affaires étrangères.

29 octobre 1862.

Le ministre des affaires étrangères a examiné, avec la plus sérieuse attention, la note verbale que M. l'ambassadeur d'Espagne lui a fait l'honneur de lui remettre, au sujet des affaires du Mexique.

Après avoir rappelé les objets essentiels que les trois puissances s'étaient proposé de réaliser, en signant à Londres la convention du 31 octobre 1861, la note exprime le regret que la marche de l'expédition envoyée au Mexique se soit trouvée arrêtée par suite du désaccord survenu entre les plénipotentiaires et les commandants respectifs, au moment où le but allait être atteint.

Le ministre de Sa Majesté Impériale ne peut que s'associer à ce regret; mais, sans vouloir rentrer ici dans une discussion rétrospective qui a déjà été suffisamment élucidée par la correspondance de son prédécesseur, il se bornera à exprimer à son tour la conviction que le gouvernement de l'Empereur a fidèlement interprété la convention du 31 octobre, et que, s'il a cru devoir continuer à agir isolément là où il n'avait pas de plus vif désir que celui d'opérer de concert avec ses alliés, c'est qu'il n'a pas dépendu de lui de concilier les divergences qui se sont produites, et qu'il a jugé que l'honneur de son drapeau et le soin de ses intérêts lui imposaient l'obligation de continuer seul la tâche commencée.

Il résulte de la note de S. Exc. le marquis de la Havane que le gouvernement de Sa Majesté Catholique serait disposé à s'entendre, aujourd'hui, avec ceux de France et d'Angleterre, en vue de déterminer, dans des conférences spéciales, les mesures qu'il serait opportun d'adopter de concert, et le chiffre des troupes que chacune des puissances aurait à fournir dans le cas où l'occupation temporaire de Mexico, ou d'autres points du Mexique, serait jugée nécessaire pour amener les résultats indiqués par la convention de 1861.

Le gouvernement de l'Empereur apprécie, ainsi qu'il le doit, ces suggestions, et le ministre des affaires étrangères de Sa Majesté se plaît à reconnaître les intentions qui les ont dictées. Pénétré de l'importance du concours moral et matériel de ses alliés, il ne saurait toutefois ne pas tenir compte de la situation que les faits accomplis lui ont imposée. Bien loin d'ailleurs de vouloir, même de la manière la plus indirecte, contester à l'Espagne et à l'Angleterre le droit de poursuivre leurs légitimes réclamations au Mexique, il a au contraire la confiance que l'expédition dont, par la force des circonstances, il se trouve seul aujourd'hui à supporter le fardeau, tournera à l'avantage de ces deux puissances en même temps qu'au sien propre. Il appelle de ses vœux les plus sincères le moment où, les efforts de ses armes ayant obtenu le succès qu'il eût été heureux de poursuivre en commun avec ses alliés, il sera permis de reprendre avec le Mexique de sérieuses négociations, d'assurer, avec la complète satisfaction des réclamations pendantes, la sécurité qui a jusqu'à présent manqué aux biens et aux personnes des étrangers résidant dans ce pays, et d'accomplir enfin, dans une nouvelle entente avec l'Espagne et l'Angleterre, l'entreprise commencée en commun et à la réussite de laquelle leur cordiale coopération peut si puissamment contribuer.

L'ambassadeur de S. M. à Paris à M. le ministre des affaires étrangères.

Paris, le 31 octobre 1862.

Je viens d'avoir une nouvelle conférence avec le ministre des affaires étrangères, M. Drouyn de Lhuys. Il reconnaît et apprécie beaucoup le désir du gouvernement de la reine de renouer le traité de Londres; il reconnaît également l'importance du concours moral et matériel que les alliés de la France auraient pu lui donner dans cette entreprise, qu'elle s'est vue dans la nécessité de soulever seule.

Toutefois, le gouvernement de l'Empereur, considérant la situation où il se trouve aujourd'hui en vue des faits déjà consommés, croit que, tant qu'au Mexique il n'y aura pas de gouvernement avec lequel on pourra entamer des négociations formelles pour assurer la complète satisfaction des réclamations pendantes, un nouvel accord entre les puissances signataires de l'ancienne convention serait complétement impossible. Le gouvernement français désire voir arriver l'heure de ce nouvel accord, espérant, en attendant, que ses efforts au Mexique tourneront au profit des trois puissances.

Le ministre m'a donné des explications plus amples, desquelles résulte pour moi la pensée que le gouvernement de l'Empereur regarde comme très-difficile d'établir un accord au moment où les opérations des troupes françaises vont commencer et au milieu des éventualités qui pourront surgir. J'ai déclaré au ministre que je n'avais rien à objecter à la résolution du gouvernement impérial: celui de la reine demeure libre, non-seulement de poursuivre au Mexique ses réclamations, mais encore d'agir suivant les éventualités.

J'ai ajouté que je ne me dissimulais pas que la France rencontrerait de grandes difficultés avant d'atteindre son but, car elle n'avait pas pour cela besoin seulement de la force matérielle, mais il lui fallait aussi et surtout la force morale, de na-

ture à exercer de l'influence sur l'esprit des populations mexicaines.

Il résulte du langage de M. Drouyn de Lhuys et de celui de son prédécesseur que le gouvernement impérial veut agir seul jusqu'à ce qu'il ait renversé le gouvernement de Juarez, mais qu'il n'entend pas néanmoins imposer au Mexique une forme déterminée de gouvernement. C'est aussi ce que donnent à entendre les proclamations du général Forey et les premières dispositions au moment du débarquement. Il me paraît superflu d'ajouter que le gouvernement français pense encore moins à des projets de conquête ou d'agrandissement territorial.

Après des explications aussi catégoriques, le cabinet de Madrid ne pouvait insister auprès de celui des Tuileries, néanmoins, il ne perdit pas courage, et enjoignit au marquis de la Havane de revenir à la charge, et de marcher avec persévérance vers le but qu'il avait indiqué :

Le ministre des affaires étrangères à l'ambassadeur de S. M. à Paris.

Madrid, le 24 novembre 1862.

Excellence, la reine ayant pris connaissance de votre dépêche du 31 octobre dernier, rendant compte de la réponse du gouvernement français aux propositions faites touchant la question du Mexique, S. M. a daigné m'ordonner de dire que, nonobstant la réponse de M. Drouyn de Lhuys, qui exclut la possibilité de tout nouvel accord jusqu'à ce que les troupes françaises occupent la capitale de la république mexicaine, V. Exc. devra profiter de toutes les occasions qui s'offriront pour persuader le gouvernement de l'empereur de la nécessité de cet accord, afin de mettre un terme aux graves complications de la question mexicaine.

Le gouvernement de la reine n'a été mû et il n'est dirigé, dans cette question, que par le sentiment d'humanité et d'affection pour un peuple auquel l'unissent tant de liens, et par le désir de la plus parfaite intelligence entre les trois gouvernements qui ont signé la convention de Londres.



Napoléon III et l'ambassadeur d'Espagne.

Le marquis de la Havane, conformément à ces instructions, remit à M. Drouyn de Lhuys cette note verbale.

29 novembre 1862.

Dans la note verbale concernant les affaires du Mexique, adressée à l'ambassadeur de Sa Majesté Catholique, en date du 29 octobre dernier, par M. le Ministre des affaires étrangères, Son Excellence déclarait que si, par la force des faits accomplis, la France s'est trouvée dans la nécessité de poursuivre seule l'expédition commencée en commun, elle n'en appelait pas moins de ses vœux les plus ardents le moment où les efforts

de ses armes permettraient d'accomplir, dans une nouvelle entente, l'entreprise au succès de laquelle la cordiale coopération des Puissances signataires du traité de Londres peut si puissamment contribuer.

En s'exprimant ainsi, M. le Ministre des Affaires étrangères fait comprendre que, dans son opinion, il serait difficile d'arriver à un nouvel accord avant que les troupes françaises ne fussent entrées dans la capitale de la République.

Sans vouloir contester la valeur de cette opinion, l'ambassadeur de Sa Majesté Catholique pense qu'il serait à désirer de voir le Gouvernement de l'Empereur indiquer dès à présent l'époque et les moyens qui lui paraîtraient les plus propres pour arriver à cet accord.

Ce n'est pas uniquement dans l'intérêt des réclamations espagnoles au Mexique que l'ambassadeur d'Espagne propose au Gouvernement de l'Empereur de faire cette déclaration ; il pense que ses avantages se feraient plus spécialement sentir par la confiance qu'elle serait destinée à inspirer aux populations de la république, qui reconnaîtraient, par ce fait, que le Gouvernement de l'Empereur n'a pas cessé de considérer comme étant en vigueur la déclaration contenue dans l'article 2 de la convention de Londres, d'après laquelle les Puissances signataires devaient s'abstenir d'exercer leur influence sur les droits des Mexicains de choisir et de constituer librement la forme de leur gouvernement.

Le ministre des affaires étrangères répondit :

Note verbale remise à l'Ambassadeur d'Espagne par le Ministre des Affaires étrangères.

1er décembre 1862.

Son Excellence M. l'ambassadeur d'Espagne, dans une note du 29 novembre dernier, après avoir rappelé les dispositions conciliantes manifestées par le Ministre des affaires étrangères de France au sujet du rétablissement éventuel d'une entente sur les affaires du Mexique, dès que les circonstances le permettront, exprime le désir que le Gouvernement de l'Empereur indique dès à présent l'époque et les moyens qui lui paraîtraient les plus propres pour arriver à cet accord. Ce n'est pas uniquement dans l'intérêt des réclamations espagnoles que M. le marquis de la Havane propose de faire cette déclaration ; suivant Son Excellence, les avantages s'en feraient plus spécialement sentir par la confiance qu'elle inspirerait aux populations mexicaines, qui reconnaîtraient, par ce fait, que le Gouvernement de l'Empereur n'a pas cessé de considérer comme étant toujours en vigueur le principe posé dans l'article 2 de la convention de Londres.

Malgré le changement qui s'est produit dans l'attitude et dans la conduite de ses alliés, l'Empereur n'a point modifié ses intentions premières. Aussi le Ministre des affaires étrangères n'hésite pas à répondre à Son Excellence M. l'ambassadeur de Sa Majesté Catholique qu'aussitôt que la phase des opérations militaires sera terminée, le Gouvernement impérial sera disposé à inviter les deux Puissances consignataires de la susdite convention à envoyer au Mexique des plénipotentiaires nommés *ad hoc* et qui n'aient pas été engagés dans les transactions antérieures, pour aviser de concert aux moyens de consolider au Mexique un état de choses qui puisse assurer la prospérité du pays et offrir des garanties de sécurité aux intérêts des nations étrangères.

Quant à l'accord sur les réclamations que les trois Puissances devront faire valoir à Mexico, il est entendu que celles de l'Espagne et de l'Angleterre ne sauraient faire obstacle aux demandes que la France aura à présenter par suite de la guerre qu'elle s'est vue obligée à soutenir.

Le Gouvernement de l'Empereur considérera les déclarations contenues dans la présente note comme définitives, dès que les Gouvernements d'Espagne et d'Angleterre y auront adhéré.

CHAPITRE XIX

Discussion sur les affaires du Mexique au Sénat espagnol. — Explications fournies par le général Prim. — Rejet de sa proposition.

Ces négociations étaient généralement ignorées, lorsque la discussion de l'adresse au Sénat espagnol vint leur donner quelque retentissement en ouvrant la session le 1er décembre 1862; la reine Isabelle s'était bornée à dire, dans le paragraphe qui concernait les relations extérieures : « J'espère voir la conclusion satisfaisante des difficultés que le désaccord des plénipotentiaires au Mexique avait opposées à l'exécution du traité de Londres. Les obstacles imprévus qui ont empêché cette exécution n'ont pas altéré mon désir de l'accomplir et de réaliser la pensée qui lui a servi de base. »

Le Sénat, auquel toutes les pièces diplomatiques furent communiquées, ne fit dans son projet d'adresse qu'une paraphrase du discours de la reine; mais il comptait au nombre de ses membres un des personnages les plus intéressés à des éclaircissements, le général Prim, comte de Reuss. Nous avons vu de quelle manière sa conduite avait été jugée par M. Billault, dont l'immense majorité du Corps législatif avait approuvé les paroles. Le général proposa d'ajouter à l'adresse ces mots : « Le Sénat est satisfait que le gouvernement ait déclaré qu'il n'a pas tenu aux plénipotentiaires de Sa Majesté que ce désaccord se produisît. » La discussion s'ouvrit le 9 décembre et se prolongea jusqu'à la fin du mois. Le comte de Reuss commença par déclarer qu'il n'avait aucune intention d'attaquer le ministère que présidait le maréchal O'Donnel; il se félicita de n'avoir pas été obligé de s'expliquer à la tribune après la rupture d'Orizaba, car il aurait alors attaqué avec amertume ceux qui avaient amené cette rupture. Malgré le sang-froid dont il se targuait, le général ne put se défendre d'un mouvement de colère, lorsqu'il s'écria : « Je comprends parfaitement que les ministres parlent toujours avec réserve dans des questions où se trouvent mêlés les gouvernements et les souverains étrangers; mais moi, en ma qualité de sénateur indépendant, sans prétention au pouvoir, ni avant, ni pendant, ni après, ni jamais, sans prétention de passer pour un homme d'État (toute mon ambition se bornant au rôle de soldat fidèle de la reine et de la patrie), je ne dois pas laisser passer un seul coup sans y répondre, de quelque part qu'il vienne. Toutefois, vis-à-vis des hommes politiques de mon pays qui m'ont attaqué, je ne viserai qu'à les désarmer sans les blesser; j'userai de la force des raisonnements. Mais pour celui qui d'au delà des Pyrénées a voulu me tuer avec des armes illégitimes et indignes, ainsi que l'a fait le ministre impérial, M. Billault, pour celui-là, je pousserai la défense à fond, de manière à lui faire sentir la pointe de ma lame de Tolède, et pour lui apprendre à traiter avec plus de respect les généraux et hauts fonctionnaires de la reine des Espagnes. »

Cette explosion de fierté castillane provoqua les applaudissements des tribunes publiques. Encouragé par ces adhésions, le comte de Reus poursuivit son discours. Il serait fastidieux d'en reproduire le texte, mais les explications qu'il donne se rattachent trop essentiellement au sujet que nous traitons pour être passées sous silence. Aussi tâcherons-nous de les résumer, sans rien omettre d'important. « Je ne suis pas, dit-il, l'ennemi de la France, et je ne l'ai jamais été. J'avais pour mission de réclamer de justes réparations et de relever, de concert avec l'Angleterre et la France, l'esprit politique au Mexique. La conférence marcha bien pendant la première période; mais quand je vis que la France voulait inaugurer une politique française spéciale, je résolus de me retirer, car je ne consentirai jamais à être le satellite d'une nation étrangère.

Les premiers dissidents éclatèrent à l'arrivée d'Almonte. Dans la conférence que j'eus avec lui, il se dit autorisé à soutenir la candidature de l'archiduc Maximilien au trône du Mexique. Ces assurances ne me convainquirent pas, et ma conduite fut d'accord avec les instructions que m'envoyait le gouvernement. Elles me recommandaient la stricte observation de la convention de Londres. Quand le ministre et l'amiral anglais attribuèrent à la France l'intention de la compter pour rien, quand ils m'informèrent qu'ils étaient décidés à se retirer, quel parti devais-je prendre ?

1° Aller à Mexico avec les Français, vaincre avec eux, être le satellite de la France; mais c'était injuste et contraire au traité;

2° Barrer le passage aux Français; mais cette conduite pouvait avoir de graves conséquences ;

3° Garder la neutralité, attendre une convention nouvelle, de nouvelles instructions ; mais ce parti avait aussi de graves inconvénients;

4° Me rembarquer : c'était le parti le plus sage, le plus conforme à mes instructions, et je l'ai adopté sans être mû par aucun intérêt personnel. Voici ce qu'aurait reconnu M. Billault, s'il avait retracé l'historique de l'expédition autrement que sur

les documents que lui avait fournis M. de Saligny et l'amiral Jurien de la Gravière. Il a cru trop aisément qu'il suffirait d'un souffle pour renverser Juarez, et que la monarchie ait au Mexique de nombreux adhérents.

Les plénipotentiaires sont arrivés à la Vera-Cruz avec des sentiments différents sur l'exécution du traité de Londres, mais ils n'allaient pas renverser Juarez, puisqu'en lui envoyant une note collective, ils le reconnurent implicitement. Le ministre de France au Mexique n'avait pas d'autres instructions que celles que j'avais reçues moi même de M. Collantès. Nous étions disposés à marcher en avant, et si nous ne l'avons pas fait, c'est que nous n'avions, au début, ni tentes, ni chariots, ni matériel, rien de ce qui est indispensable pour faire la guerre. Je blâmai, d'accord avec le plénipotentiaire anglais, M. Wykes, les réclamations françaises comprises dans l'ultimatum, surtout celles de M. Jecker, et le droit exorbitant de fixer les droits de douanes *ad libitum ;* mais l'Angleterre, que M. Billault, n'a pas attaquée, se retira la première. Je n'ordonnai l'embarquement des troupes espagnoles que parce que je crus voir, chez les plénipotentiaires français, un parti pris de laisser de côté le traité de Londres. Je regrette pour la France que ses soldats soient obligés de se porter en avant, malgré la convention de la Soledad. Je regrette de n'avoir pas pu, avant mon départ, avoir un entretien avec l'Empereur. Je me serais efforcé de convaincre Sa Majesté qu'elle devait avoir une politique libérale au Mexique comme en Italie. L'Empereur a été trompé par ses agents. Connaissant la vérité, il n'aurait pas fait violence aux Mexicains, disposés à lui donner toutes les satisfactions et à payer les créances légitimement dues.

J'adjure les hommes d'Etat de mon pays de ne jamais faire une question de parti de nos relations avec les républiques hispano-américaines. Ces peuples se sont séparés de la mère patrie, qui, voulant les faire rentrer dans le devoir par la force, a rencontré chez eux une résistance digne d'hommes de notre race, de notre sang, et après une lutte sanglante, la mère patrie, gémissante et endolorie, a fini par reconnaître l'émancipation. Depuis lors, nos relations avec ces peuples ont été réservées et froides. A l'avenir, puissent-elles être ce qui convient entre deux peuples frères issus du même sang, professant la même religion, parlant la même langue! Pour que la réconciliation soit éternelle, il faut que l'Espagne, n'oubliant pas ce qu'il lui en a coûté à elle-même pour se constituer, use vis-à-vis de ce peuple d'une grande indulgence. A cette mission l'Espagne doit employer des diplomates libéraux. Messieurs les sénateurs, ma conduite au Mexique et le discours que je viens de prononcer ici m'ont été inspirés par mon ardent patriotisme. Si j'ai bien fait, Dieu me soit en aide ; si j'ai mal fait, Dieu me châtie ! »

Tel fut en substance le remarquable plaidoyer du comte de Reus ; pendant trois journées consécutives, il tint la chambre attentive, et l'effet qu'avait produit son abrupte éloquence permettait de supposer que son amendement serait adopté. Cependant un des rédacteurs de l'adresse, M. Puxan, remplaçant le comte de Reus à la tribune, exprima au nom de la commission, le regret de ne pouvoir accepter cet amendement.

— Je voudrais le retirer, dit le général Prim, aussitôt que désarmé par la majorité de la commission, il put prévoir l'échec qui l'attendait.

Mais cette ressource ne lui était pas permise, le bureau avait prévu le cas, et après mûre délibération, conformément à un précédent et aux prescriptions du règlement, il avait décidé que les amendements à l'adresse ne pouvaient être retirés.

Celui du général Prim, mis aux voix sans appel nominal, ne fut pas pris en considération.

Tous les orateurs qui lui succédèrent à la tribune espagnole, s'attachèrent dès lors à critiquer sa conduite et ses explications dans la séance du 12 décembre; le marquis de Miraflorès lui reprocha de n'être pas allé avec les Français à Mexico, et d'avoir rédigé la convention de la Soledad. Le marquis demanda que le Mexique remplit ses obligations et que l'Espagne l'y obligeât par la force. Le ministre des affaires étrangères, M. Collantès regretta que l'esprit de parti eût dénaturé l'expédition du Mexique, et qu'on eût cherché par la suite à refroidir les relations de l'Espagne avec les cours étrangères; il déclara que les deux pensées dominantes du traité de Londres avaient été de demander des satisfactions bien légitimes et de mettre un terme à la déplorable situation du Mexique, sans s'immiscer dans ses affaires intérieures. Les prétentions exagérées de la France ont été, dit-il, la première cause des dissentiments. La note collective, adressée à Juarez par les plénipotentiaires alliés, avait pour but de détruire le mauvais effet de ces réclamations. Cette note n'était pas conforme aux instructions envoyées de Madrid. Elle fut désapprouvée par les trois puissances. Une rupture n'était cependant pas encore à craindre; mais un deuxième motif de dissentiment se trouva dans l'arrivée de Miramon à la Vera-Cruz et dans la conduite du plénipotentiaire anglais, M. Wykes, qui l'empêcha de débarquer. Le général Prim demanda que Miramon pût débarquer, mais sa demande fut refusée. Juarez ayant offert de remplir ses engagements, la question changea de face. L'ouverture des hostilités était impossible. Le ministre approuve une partie des clauses de la Soledad et désapprouve l'autre. L'ambassadeur de France à Madrid écrivit que le gouvernement espagnol désapprouvait la convention de la Soledad, tandis que la dépêche du cabinet de Madrid avait simplement pour objet d'informer le gouvernement français des idées de l'Espagne à cet égard. L'ordre fut expédié au général Prim d'attendre les conférences d'Orizaba et de marcher avec les Français sur Mexico, si elles ne donnaient pas un résultat satisfaisant.

En terminant, le ministre des affaires étrangères espagnol essaya de justifier la convention de la Soledad. L'Espagne n'était-elle point tenue d'être un peu généreuse envers son ancienne colonie, qui était sur le point d'être écrasée par trois grandes puissances? Le cabinet de Madrid, avec sa fierté pour ainsi dire proverbiale, aurait-il approuvé cette convention tant blâmée, s'il avait pu la considérer comme un acte indigne de l'Espagne?

Dans la séance du 15 décembre, le marquis de Novaliches soutint contre le général Infante, qui approuvait la conduite du comte de Reus, qu'il eût fallu refuser toute négociation, et s'ouvrir, par la force des armes, le chemin de Mexico.

Le discours de M. Bermudez Castro, prononcé le 17 décembre, fut le manifeste du parti ultra-conservateur.

Suivant l'orateur, le général Prim avait méconnu ses instructions qui étaient d'établir au Mexique un gouvernement stable, monarchique ou républicain. Le général Prim avait eu tort d'expulser Miramon et de mal accueillir Almonte; le général Prim avait commis la faute de se laisser tromper par les Anglais; le général Prim était le grand coupable, et en le voyant attaquer avec tant de véhémence, M. Calderon Collantès, qui ne l'avait cependant pas ménagé, ne put s'empêcher de le défendre. Le général lui-même reparaît à la tribune pour se disculper, protester de sa loyauté, de celle de M. Wykes et de l'amiral Dunlop, et conseiller à Juarez de se retirer pour épargner à son pays les horreurs d'une guerre où les Français ne pourraient manquer d'être victorieux.

Au milieu de ces débats se jette brusquement, le 22 décembre, un homme dont la compétence est incontestable, et qui ne désapprouve pas moins la politique du ministère que celle du comte de Reus.

C'est le lieutenant général Concha, marquis de la Havane, la veille encore ambassadeur d'Espagne à Paris, mais qui vient de donner sa démission afin de pouvoir s'exprimer librement, d'être affranchi de tout obstacle, de n'être retenu par aucune considération.

Va-t-il répondre à l'attente qu'a fait naître sa résolution?

Il convenait, dit-il, que l'on allât à Mexico, que l'on fît de la politique espagnole, car la guerre avec Juarez était rendue légitime par les assassinats et les vexations dont les sujets espagnols ont été victimes.

Le général Concha approuve l'ultimatum belliqueux du maréchal Serrano, dont le général Gasset était porteur. L'accord régnait entre les cours alliées, mais leurs plénipotentiaires se sont brouillés pour des questions d'influence.

L'orateur regrette que le général Prim n'ait pas châtié Zaragoza après son insolente lettre. Il déclare que la politique suivie à la Soledad a été la pire de toutes, bien qu'elle ait reçu l'approbation des alliés. Il dit qu'Almonte n'a pas été la cause des dissidences. Il approuve le projet d'établir la monarchie au Mexique, mais il s'oppose à ce qu'on fasse choix d'un prince espagnol à cause des dangers qui en résulteraient.

L'heure avancée interrompt le discours de l'ex-ambassadeur; il le reprend à l'ouverture de la séance du 23 décembre, pour soutenir que Prim devait aller à Mexico, après avoir rompu les négociations avec Juarez. Il pense que l'amiral de La Gravière avait raison de vouloir renverser Juarez, proclamer l'amnistie et convoquer une assemblée constituante.

L'orateur reproche au ministre Collantès d'avoir approuvé la conduite de Prim. Il déplore le désastre de Puebla, et exprime l'opinion que les Espagnols doivent retourner au Mexique et garder en tout cas une neutralité cordiale. Le général Concha considère comme funeste une politique qui réunirait l'Espagne et les États-Unis.

Ce discours, qui produisit une sensation profonde, ne fut qu'imparfaitement réfuté par le général Prim.

A mesure que la discussion se déroulait, l'ambassadeur de France à Madrid avait soin d'en faire connaître les phases au ministère des affaires étrangères. Cette communication amena un échange de dépêches, dont nous ne citerons qu'une seule de peur de fatiguer nos lecteurs. Celle que nous reproduirons suffit, d'ailleurs, pour porter la lumière sur les relations hispano-françaises ; c'est aussi un tableau curieux de ce qui se passe entre d'éminents personnages dans les hautes régions gouvernementales. Elle nous ouvre les portes de ce mystérieux sanctuaire où la diplomatie rend ses oracles ; nous assistons aux conférences des ambassadeurs, nous les entendons discuter le sort des nations.

Le Ministre des Affaires étrangères à l'Ambassadeur de France à Madrid.

Paris, le 22 décembre 1862.

Monsieur, j'ai reçu les dépêches que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, et j'ai placé sous les yeux de l'Empereur celles où vous me rendez compte de la discussion qui a eu lieu au Sénat espagnol au sujet des affaires du Mexique.

Le discours prononcé par M. le Ministre d'État de Sa Majesté Catholique dans cette discussion contient, à l'égard des événements survenus au Mexique depuis la signature de la convention de Londres, des assertions et des jugements qu'il nous conviendra peut-être de ne pas laisser sans réplique. Je peux me borner à dire aujourd'hui que les explications fournies par S. Exc. M. Billault au Corps législatif, et développées depuis dans la correspondance de mon prédécesseur, conservent aux yeux du gouvernement de l'Empereur toute leur valeur, et me permettent d'attendre, avant de répondre au discours de M. Calderon Collantès, que la suite des débats engagés dans les cortès m'en ait indiqué la nécessité.

Il est un point cependant qui me paraît appeler de ma part un éclaircissement immédiat ; je veux parler de l'échange d'idées qui a eu lieu entre M. le marquis de la Havane et moi au sujet de la rentrée éventuelle de l'Espagne dans une action commune avec la France, et des notes échangées entre nous et dans lesquelles ces idées ont été consignées. Les paroles prononcées par M. le Ministre d'État sur cet incident diplomatique ont été diversement reproduites, et il en résulte tout au moins, quant à l'opinion qu'il a exprimée sur les dispositions des deux Cabinets et sur la portée des engagements pris, une obscurité qu'il est de notre intérêt commun de faire cesser. Les affaires du Mexique ont été l'occasion de trop de confusion et de malentendus entre nous et le gouvernement de la Reine pour que je ne m'efforce pas de préciser avec la plus grande netteté les termes des pourparlers dont il s'agit et la valeur des assurances qui en ont été la suite. M. Calderon Collantès n'ayant pas d'ailleurs jugé à propos de présenter aux cortès les pièces écrites de cette négociation, je crois devoir les joindre à cette dépêche, bien qu'elles vous soient déjà connues, en les accompagnant des explications qu'elles comportent.

Dès mon entrée au ministère, M. le marquis de la Havane, s'inspirant du sentiment cordial dont il s'est montré constamment animé pendant tout le cours de sa mission, est venu m'entretenir du désir de son gouvernement de rétablir avec nous, en vue des affaires du Mexique, l'accord malheureusement rompu, et de rechercher les conditions de la coopération future des deux Puissances. Dans son opinion, la convention de Londres n'était point annulée par les dissentiments survenus entre ses signataires ; elle était simplement suspendue ; le but n'était point atteint : à l'exclusion stipulée de tout avantage particulier, chacune des trois Puissances avait toujours à poursuivre les satisfactions exigées pour ses offenses, les indemnités dues pour les dommages subis par ses nationaux, et des garanties pour l'avenir. La France accomplirait certainement à sa gloire l'œuvre de guerre que désormais elle supportait seule, mais le concours de l'Espagne lui deviendrait nécessaire, très-utile du moins, pour pacifier ce pays et conclure une paix solide dont les intérêts d'aucune des Puissances signataires de la convention de Londres n'auraient à souffrir. Si, pour obtenir ces résultats, l'occupation de la capitale ou de quelques autres points du Mexique était jugée indispensable, le gouvernement de la Reine était prêt à s'entendre avec celui de l'Empereur pour déterminer le chiffre des troupes à fournir et pour en combiner l'emploi.

Ces considérations, développées par M. l'ambassadeur d'Espagne, furent résumées dans une note qu'il me remit dans le courant du mois d'octobre.

Je pouvais me dispenser d'entrer avec M. de la Havane dans aucune discussion sur les événements antérieurs, auxquels j'étais personnellement resté étranger, et j'ai été heureux d'éviter avec lui, en cette circonstance, toute récrimination sur le passé. J'avais trouvé, lui ai-je dit, la France seule en guerre avec le Mexique. La question de savoir si la convention qui avait réglé la coopération de trois Puissances était encore en vigueur, alors que deux d'entre elles avaient abandonné l'entreprise commencée en commun, me paraissait du ressort de la discussion purement théorique et sans application pratique aux circonstances. Nous étions pénétrés de l'importance du concours moral et matériel que l'Espagne apporterait dans une œuvre commune ; mais les faits accomplis nous avaient imposé une situation que nous avions acceptée et que dominaient, pour le moment, les intérêts de notre dignité et de notre honneur militaire. Nous ne contestions, du reste, ni à l'Espagne ni à l'Angleterre le droit de poursuivre leurs réclamations ; nous pensions, en nous félicitant, que l'expédition dont nous nous trouvions seuls chargés tournerait à leur avantage, et nous serions heureux, le moment venu, de nous entendre avec nos alliés pour en consolider les résultats. J'ai consigné ces explications dans une note verbale que j'ai remise à M. le marquis de la Havane, le 27 octobre, en réponse à celle qu'il m'avait adressée.

Désirant toujours effacer la trace qu'avaient pu laisser dans nos relations avec l'Espagne les dissentiments qui nous avaient séparés au Mexique, M. le marquis de la Havane persistait cependant avec la plus honorable sollicitude à rechercher les moyens de renouer une entente dont sa haute intelligence des intérêts des deux pays lui faisait apprécier la valeur. Il ne cessa pas d'avoir avec moi sur ce sujet des entretiens remplis d'une confiance mutuelle.

M. l'ambassadeur d'Espagne pensait qu'il serait désirable que des plénipotentiaires fussent nommés par l'Espagne et par l'Angleterre avant que les opérations de notre armée fussent accomplies ; en outre, il jugeait utile d'arrêter dès à présent le mode de procéder pour constituer au Mexique un gouvernement national, et il suggérait un système indiqué déjà en 1860 par son gouvernement. M. le marquis de la Havane voulut bien me communiquer un projet de note verbale qu'il avait préparé sur ces bases. J'ai dû décliner ces nouvelles propositions, et si j'en fais mention, bien qu'elles n'aient eu aucune suite, c'est que l'un des comptes rendus de la partie du discours de M. Calderon Collantès, qui a trait à ces négociations, tendrait à faire supposer que nous aurions pris en effet des engagements analogues à ceux que nous proposait M. le marquis de la Havane, tandis que c'est précisément pour ne pas prendre un pareil engagement que j'ai prié M. l'ambassadeur d'Espagne de considérer comme non avenue la note qu'il avait bien voulu préalablement me soumettre. J'ai dû lui rappeler, en effet, les droits qui résultaient pour nous de notre état de guerre ; nous ne pouvions admettre, dans l'exercice que nous faisions de ces droits, aucun contrôle ou aucune restriction. Nous faisions la guerre, la paix devait en sortir ; quant et comment, je ne pouvais le dire. A la distance où nous étions des événements, je ne pouvais pas les devancer par des calculs hypothétiques. Je pouvais encore moins me lier par des engagements que les faits accomplis au Mexique auraient peut-être infirmés avant qu'ils y fussent connus. Il ne s'agissait pas d'ailleurs pour nous de fonder et de constituer un gouvernement, et la proposition même de M. le marquis de la Havane me paraissait d'ailleurs tenir trop peu de compte du rôle appartenant aux Mexicains dans une pareille œuvre. Nous n'avions pas à revenir sur ce que nous avons répété tant de fois, de notre désir de voir ce pays profiter de la crise qu'il traversait pour en faire sortir sa régénération, et de notre bonne volonté à l'aider dans les efforts qu'il voudrait tenter pour y parvenir ; mais l'œuvre de son salut est avant tout la sienne, ce n'est pas la nôtre. Si nos troupes entrent victorieusement à Mexico, nous ignorons l'influence

que cet événement exercera sur le pays; nous n'entendons exclure à l'avance aucune combinaison ni restreindre l'usage que la nation mexicaine pourra faire de ses droits souverains; si le gouvernement, quel qu'il soit, qu'elle voudra constituer, présente des garanties, nos intérêts les plus évidents nous conseilleront de travailler à le consolider. Quoi qu'il arrive, le Mexique ne sera jamais pour nous ni une conquête ni une colonie, nos intérêts n'y seront pas par conséquent opposés à ceux de l'Espagne ni de l'Angleterre; nous ne pourrions donc qu'accueillir avec empressement leur concours, dont nous apprécions hautement la puissante efficacité, pour consolider un état de choses qui nous assurerait à tous les garanties que réclament au même titre les intérêts de toutes les Puissances.

J'ajoutai enfin qu'avant de reprendre avec nos alliés de la convention de Londres une négociation destinée à régler une nouvelle entente, il était nécessaire de s'assurer des dispositions du cabinet anglais, et que rien jusqu'à présent ne m'autorisait à les préjuger.

M. l'Ambassadeur d'Espagne voulut bien tenir compte de ces considérations, et il m'adressa, le 29 novembre, une note dans laquelle il m'exprimait le désir de voir le gouvernement de l'Empereur indiquer l'époque et les moyens qui lui paraîtraient les plus propres pour arriver à cet accord. Je m'empressai de répondre le 1er décembre à M. le marquis de la Havane « qu'aussitôt que la phase des opérations militaires serait terminée, le gouvernement impérial serait disposé à inviter les deux Puissances cosignataires de la convention de Londres à envoyer au Mexique des plénipotentiaires nommés *ad hoc*, qui n'aient pas été engagés dans les transactions antérieures, pour aviser de concert aux moyens de consolider au Mexique un état de choses qui puisse assurer la prospérité du pays et offrir des garanties de sécurité aux intérêts des nations étrangères. » J'ajoutai que le gouvernement de l'Empereur considérerait les déclarations contenues dans la présente note comme définitives, dès que les gouvernements d'Espagne et d'Angleterre y auraient adhéré.

Tel est, Monsieur, le dernier acte de cette négociation, dont il m'a paru utile de rappeler les divers incidents avant d'en exposer la conclusion et pour en mieux faire saisir le caractère et la valeur. C'est un devoir pour moi de dire, en terminant, que M. l'Ambassadeur d'Espagne y a apporté un esprit dégagé de toutes préventions, une franchise et une loyauté auxquelles je me plais ici à rendre hommage.

DROUYN DE LHUYS.

D'autres dépêches, rapidement transmises, satisfirent entièrement le gouvernement français. Nous jugeons inutile de les reproduire, mais il importe de faire connaître celle qui en est la conclusion. Elle est adressée par le ministre des affaires étrangères à l'ambassadeur de France à Madrid :

Paris, le 23 décembre 1862.

Monsieur, j'ai reçu les dépêches que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser; vos messages télégraphiques des 19 et 21 de ce mois me sont également parvenus, et j'ai pu ainsi apprécier complétement les suites et la conclusion de l'incident qu'avait fait naître le langage tenu par M. Calderon Collantès, dans la séance du 13, devant le Sénat. Ce langage tendait à altérer le sens des explications qui avaient eu lieu entre ce ministre et vous à propos de divers incidents de l'affaire du Mexique et notamment à l'égard des appréciations dont la convention de la Soledad avait été l'objet, et à mettre en doute la parfaite exactitude des informations que vous aviez transmises au gouvernement de l'Empereur.

La dépêche télégraphique que j'ai eu l'honneur de vous adresser le 18 vous a montré, Monsieur, tout le prix que le gouvernement de l'Empereur attachait à ce que les assertions du premier secrétaire d'Etat de Sa Majesté Catholique, émises en opposition avec celles que vous aviez consignées dans votre correspondance avec mon prédécesseur, fissent de votre part l'objet d'une demande de réparation immédiate. Je n'ai donc pu apprendre qu'avec satisfaction que vous aviez devancé à cet égard les instructions que je vous ai transmises par ordre de Sa Majesté.

L'Empereur, à qui j'ai rendu compte de vos démarches, a bien voulu les approuver, et, comme je me suis empressé de vous l'annoncer par le télégraphe, Sa Majesté vous autorise à considérer comme une satisfaction suffisante les paroles que M. Calderon Collantès a prononcées devant le Sénat, dans la séance du 18. Ces explications, en effet, sous une forme plus ou moins enveloppée, contiennent une évidente rétractation des allégations qui avaient provoqué nos légitimes susceptibilités, et la notoriété que n'a pas manqué de recevoir la demande de réparation que vous avez adressée au premier secrétaire d'État, ne peut que contribuer à rendre encore plus complète la satisfaction qui nous a été donnée : vous devez donc considérer cet incident comme terminé.

DROUYN DE LHUYS.

Il le fut également devant le sénat espagnol. Le maréchal O'Donnel, duc de Tétouan, président du conseil, dans la séance du 29 décembre, résuma toute la polémique. Sa harangue substantielle débuta par fixer les bases de la politique espagnole. « Elle devait être, dit-il, de ne pas se mêler des affaires intérieures du Mexique, d'exiger le respect pour notre drapeau et nos intérêts, et, sans exclure la considération due à ces peuples malheureux, leur faire comprendre que notre conduite était dictée par la générosité et non par l'impuissance. Il est malheureusement vrai que cette politique d'abstention n'a pas été constamment suivie en Amérique ; de là de grands maux pour l'Espagne, et comme les populations ont pu supposer à tort que nous n'avions pas renoncé à toute idée de conquête, la haine contre nous n'a fait que s'accroître.

Un traité par lequel on reconnaissait les créances de l'Espagne, avait été conclu en 1853.

On a dit que l'Espagne avait été tard et mal au Mexique.

Voici ce qui s'est passé :

Lorsque j'ai appris les événements dont cette république avait été le théâtre, j'ai dit à mes collègues : Messieurs, six frégates de 1re classe avec 6,000 hommes de débarquement, et que l'on aille immédiatement canonner Vera-Cruz et le fort de Saint-Jean d'Ulloa. Cela ne se put pas faire ; nous n'avions pas les six frégates nécessaires. Plus tard, grâce au concours des cortès et au zèle et à l'intelligence de nos marins, le gouvernement a pu réunir tous les éléments nécessaires, et nous avons été au Mexique alors que cela a été possible.

« Des ordres pressants avaient été donnés au digne capitaine général de Cuba, et en moins d'un mois, grâce à lui, l'expédition du Mexique était prête. Quel était le but du gouvernement ? Allait-il intervenir dans les affaires du Mexique ? marcher sur la capitale ? Non, je le déclare formellement. Qu'arriva-t-il alors ? Le gouvernement de Juarez ayant suspendu le payement des intérêts de la dette vis-à-vis des nationaux européens, la France et l'Angleterre se décidèrent à se rendre aussi au Mexique, sans compter sur nous pour rien. Aussitôt que nous en eûmes la nouvelle, nous mandâmes au capitaine général de Cuba de préparer l'expédition dans le plus bref délai.

L'incorporation de Santo-Domingo à l'Espagne venait en ce moment d'exciter des alarmes dans les pays américains. Comme on aurait pu en Europe nous croire animés de vues ambitieuses que nous étions bien loin d'avoir, il nous parut convenable de proposer à la France et à l'Angleterre d'aller avec elles au Mexique dans le but indiqué, sans que l'on puisse dire que nous avions mendié alors un secours dont nous n'avions pas besoin. Le traité de Londres fut signé : l'expédition alliée mit à la voile. Notre armée occupa Vera-Cruz et le fort de Saint-Jean-d'Ulloa. Ce dernier acte fut dû à ce que le capitaine général de Cuba ignorait le lieu où devaient se réunir les escadres combinées.

Les alliés, à leur débarquement, furent reçus par nos troupes avec une excessive courtoisie ; mais le premier fait qui se passa entre les plénipotentiaires décida bientôt du sort de l'expédition. Les instructions de leurs gouvernements respectifs enjoignaient aux plénipotentiaires d'adresser au gouvernement constitué de la république un ultimatum établissant et fixant parfaitement les insultes reçues et les satisfactions exigées : on devait fixer un court délai pour répondre ; c'est-à-dire que l'on n'allait pas discuter avec Juarez, mais lui imposer des conditions ; s'il acceptait, à la bonne heure ! s'il n'acceptait pas, le canon !

Ce désaccord entre les plénipotentiaires se déclara au moment le plus solennel ; il n'y eut pas, à coup sûr, de la faute du gouvernement espagnol ni de celle de son représentant dans le fait fatal du non-envoi de l'ultimatum. Ce fut la faute du plénipotentiaire anglais, qui ne voulait pas appuyer les réclamations de son collègue français, contrairement à ce qui avait été convenu entre les deux Puissances. Eh bien ! quelle était la posi-

tion du plénipotentiaire espagnol, vu cette divergence entre ses collègues ?

Messieurs, il ne pouvait pas faire autre chose que se porter médiateur pour éviter une rupture.

Mais, après ce qui s'était passé, les commissaires devaient demander des instructions à leurs gouvernements respectifs, et le séjour à Vera-Cruz devenant impossible à raison des maladies, les alliés durent chercher des campements plus salubres ; de là la convention de Soledad. A l'égard de cette convention, j'insisterai sur ce qui a été déjà dit touchant l'approbation qui lui a été donnée par le gouvernement, tout en faisant des observations sur quelques-uns de ses articles.

Certainement l'article auquel s'appliquaient surtout ces observations, à savoir l'article qui ajournait les conférences au 15 avril, n'avait pas été une exigence du plénipotentiaire espagnol, mais bien du plénipotentiaire français. La vérité est que l'approbation du gouvernement espagnol n'a pas pu influer sur la rupture d'Orizaba, conséquence naturelle de l'état de désaccord où se trouvaient les commissaires, attendu que la nouvelle n'est arrivée à Mexico qu'après l'événement consommé.

Ce qui a exercé de l'influence sur la rupture, ç'a été l'arrivée du général Almonte, qui a contribué surtout à la mauvaise intelligence entre les plénipotentiaires. Almonte avait contracté en Europe des engagements supérieurs à ses forces ; car il ne comptait pas même sur le parti conservateur qui l'a proclamé traître à la patrie. La preuve en est dans la dépêche de l'ex-président Zuloaga, chef de ce parti au Mexique. Ce document prouve la manière dont furent reçus les plans d'Almonte et l'absence de toute influence de son nom sur son parti lui-même.

Parlant ici de parti, je vais dire quelques mots de ceux qui existent au Mexique. Dans ce malheureux pays on peut dire qu'il n'existe pas de parti, attendu que tous les hommes politiques ont figuré alternativement dans les rangs des divers partis, suivant qu'il leur convenait le mieux pour arriver au pouvoir ; témoin le général Santa-Anna, qui a été quatre fois président de la république par suite de quatre révolutions différentes. Je ne pense pas, comme le pense le comte de Reus, que l'on puisse appeler libéral le parti de Juarez.

Au Mexique, il n'y a pas autre chose que la proscription du vaincu et l'anarchie constituée en gouvernement. En conséquence, en Europe, cela ne peut pas s'appeler gouvernement libéral. Il y a plus ; Juarez, comme Mexicain, est à mes yeux flétri d'un de ces stigmates qui ne s'effacent jamais : celui d'avoir voulu vendre deux provinces de sa partie aux Etats-Unis. En ce qui touche la question qui nous occupe, entre Juarez et nous il y a un abîme, et tant que les insultes qui nous ont été faites et nos griefs n'auront pas été vengés, il ne saurait y avoir de relations d'amitié entre son gouvernement et le gouvernement espagnol. Mais si, contrairement à l'opinion du comte de Reus, je crois qu'il n'y a pas de parti libéral au Mexique, je nie qu'il y ait un parti conservateur, comme l'a avancé le marquis de la Havane ; car là il n'y a rien à conserver.

Je reviens à la question. Je me rappelle qu'il a été dit que votre plénipotentiaire aurait pu prendre un meilleur parti que celui de rembarquer les troupes ; qu'il aurait pu marcher sur Mexico. Mais, messieurs, a-t-on bien considéré les conflits qui auraient pu surgir par suite d'une collision entre les troupes alliées, alors que les plénipotentiaires se trouvaient divisés d'opinion ? Voilà pourquoi le gouvernement a cru qu'il devait approuver comme il a approuvé la conduite du comte de Reus ; mais il a pensé, et il pense encore, que le gouvernement impérial était étranger au désaccord ; aussi n'avons-nous pas voulu déclarer rompu, mais seulement suspendu, le traité de Londres.

Eh bien ! les négociations ont eu pour résultat la bonne intelligence avec la France, et si la France s'est vue, par un incident malheureux pour ses armes, forcée de porter au Mexique une affaire d'honneur, le gouvernement espagnol respecte sa conduite, attendant avec calme l'issue des événements ; mais sans oublier que nous n'avons pas encore reçu la satisfaction qui nous est due par le gouvernement de la république. »

La fin du discours d'O'Donnel fut consacrée à des considérations sur la politique intérieure de l'Espagne. Elles n'ont aucun rapport avec notre sujet ; aussi les supprimons-nous, en nous bornant à dire que le paragraphe de l'adresse relatif au Mexique fut voté, par le sénat espagnol, à la majorité de 95 voix contre 23.

CHAPITRE XX

Amendement présenté par M. Mon. — Conversation de cet ambassadeur avec M. Thouvenel. — L'archiduc Maximilien. — Justification du général Almonte. — Rejet de l'amendement.

La discussion sur le Mexique semblait avoir été épuisée par le Sénat espagnol ; cependant les Cortès la reprirent pour la traiter plus longuement encore, et l'on vit paraître à la tribune un diplomate non moins capable que le général Prim et le marquis de la Havane, de donner des éclaircissements sur ce qui s'était passé. C'était M. Mon, qui avait représenté l'Espagne à Paris à la fin de 1861 et dans les premiers mois de 1862. Les fonctions qu'il avait remplies lui imposaient une réserve et une discrétion qu'il avait jusqu'alors observée ; mais il était responsable envers son pays comme envers son gouvernement, et il lui importait de justifier sa conduite ; il désirait aussi faire prévaloir sa politique, qui tendait à reprendre l'exécution de la convention du 31 octobre 1862. M. Mon vint proposer et soutenir, le 7 janvier, un amendement ainsi conçu :

« Le congrès se félicite, avec Votre Majesté, de ce que les relations de l'Espagne et des puissances étrangères continuent d'être amicales. Tout en nourrissant l'espérance de voir se terminer d'une manière satisfaisante les difficultés auxquelles a donné lieu le désaccord des plénipotentiaires au Mexique, il regrette la non-réalisation des hautes fins que Votre Majesté s'était proposées en signant le traité de Londres. »

M. Mon commença son interminable discours en rendant compte à sa manière de son entrevue avec le ministre des affaires étrangères français. Dès qu'on traita de l'expédition, dit-il, M. Thouvenel me fit connaître qu'il avait des motifs de croire que, dès l'arrivée des alliés au Mexique, il apparaîtrait un parti monarchique, et que le gouvernement français verrait avec grand plaisir qu'il pût triompher : que, en prévision de cette éventualité, il avait naturellement examiné quels étaient les princes de familles régnantes qui se trouvaient en état d'occuper ce nouveau trône ; que, dès à présent, il avait dû reconnaître que penser à un prince appartenant à l'un des pays qui allaient faire l'expédition serait une cause de rivalité, et que, pour cette raison, il croyait préférable d'en écarter ceux qui se trouvaient dans ce cas. Il ajouta qu'en dehors des familles dont on venait de parler, l'archiduc Maximilien se présentait en premier lieu comme le plus apte par ses qualités personnelles, par son âge, par son habitude du commandement, etc., etc. Aussi, lui avait-il semblé que ce prince était le meilleur sur qui pût tomber le choix. Il n'en avait pas dit plus que cela, et il était prêt à le confirmer ; mais si on lui en prêtait davantage, c'est-à-dire si on voulait donner à entendre que la France avait voulu imposer une monarchie au Mexique et le prince Maximilien comme souverain, il le nierait formellement. Cela, il ne l'avait jamais dit, pas plus que les représentants de la France au Mexique, pas plus que le général Almonte, qui n'avait jamais été autorisé à le dire. Leurs proclamations étaient là, et on pouvait se convaincre qu'il n'avait jamais été fait la moindre allusion à l'archiduc. Cette déclaration, il la faisait en termes formels, et si quelque jour on jugeait nécessaire d'en parler, on pouvait le faire en ce sens en toute sécurité.

M. Mon soutint qu'il avait communiqué à M. Collantès les dispositions manifestées par le ministre des affaires étrangères français ; puis il continua en ces termes :

« Une dépêche que je reçus causa un profond regret, car elle disait :

« Il n'y a rien à ajouter aux instructions qui vous ont été données : mais il convient que vous sachiez que le projet de l'établissement d'une monarchie au Mexique prend chaque jour plus de fondement. Quelques Mexicains, résidant ou établis en Europe, travaillent dans ce sens ; mais le gouvernement de l'Empereur n'a pas fait *la moindre indication* à celui de Sa Majesté à ce sujet, et nous ne devons pas non plus nous écarter de ce principe fondamental de la politique espagnole en Amérique, qui est de laisser à ses habitants pleine liberté d'établir le gouvernement le plus en harmonie avec leurs besoins et leurs opinions. »

En voyant que Sa Seigneurie disait, le 22 janvier, qu'elle n'avait pas connaissance des intentions de l'Empereur, je compris toute l'importance que cette nouvelle pourrait avoir au Mexique, et je répondis, le 29 du même mois, que mon attention s'était arrêtée sur ce paragraphe de la dépêche ministé-

rielle. Je rappelai au ministre, dans ma dépêche, celles que je lui avais précédemment adressées, ainsi que la lettre particulière dans laquelle je lui avais parlé des intentions de l'Empereur.

J'ajoutai que je ne verrais pas avec indifférence Son Excellence dire qu'elle n'avait pas connaissance de ces intentions, parce que l'on pourrait me blâmer d'avoir commis une grave omission qui s'élèverait contre moi, quoique je ne l'eusse point commise.

Plus tard, le 6 février, je reçus une autre dépêche, dans laquelle M. le Ministre me disait :

« Votre Excellence connaît déjà les motifs qui m'ont obligé à garder le silence au sujet du contenu de sa note du 3 décembre. Le désir manifesté par M. Thouvenel, au nom de l'Empereur, qu'une monarchie fût établie au Mexique et que le monarque choisi fût le prince Maximilien, pouvait être considéré comme un secret; quelque circonspection en effet, et quelque réserve que l'on mît à s'en servir, il était toujours dangereux de le mentionner.

« Ainsi, rien n'a été dit au général Prim dans la dépêche du 22 janvier dernier; mais, à son départ, on l'a mis au courant de ce projet, et on lui a donné les instructions y relatives par écrit et de vive voix. »

Il en résulte que le général Prim connaissait à son départ la pensée de l'Empereur au sujet du prince Maximilien, et que, lorsqu'il a dit qu'il ignorait comment cette candidature était arrivée au Mexique, il ne pouvait manquer de faire naître un conflit entre lui et l'amiral Jurien de la Gravière, lorsqu'ils viendraient à s'en occuper, conflit qu'on eût pu éviter en éclaircissant la question, ce qui serait arrivé si le traité avait été signé à Paris au lieu de Londres. De plus, quand je connus ce projet, j'écrivis à notre ministre à Vienne et lui fis connaître ce qui se passait. Dès lors les communications s'échangèrent entre lui et le ministre d'État.

Ce point et celui du départ de l'expédition étant éclaircis, j'en vins à m'occuper de ce qui se passait au Mexique. Une des graves raisons qui empêchèrent les troupes de continuer leur marche sur Mexico fut la discussion qui s'éleva pour savoir si l'ultimatum devait être envoyé au sujet de toutes les réclamations, ou si les alliés devaient examiner la justice de ces réclamations.

Et quand donc, messieurs, les alliés sont-ils devenus les juges les uns des autres? Se peut-il que les plénipotentiaires décident de l'équité des réclamations? Non, c'est avant la conclusion du traité qu'elle a dû être jugée. Une fois ce traité conclu, les plénipotentiaires n'avaient rien à y voir, et ils ne devaient pas, pour ce motif, retarder la marche de l'expédition.

Telle est la véritable théorie du droit; telle est celle que le ministre d'État a défendue en s'occupant de cette question l'année dernière. Qu'en résulta-t-il? Il en résulta, messieurs, que l'expédition fut retenue pendant trois mois et que la question n'est pas encore résolue. L'opinion du ministre d'État en est arrivée là; mais la question n'a pas été résolue, parce que la France ne peut jamais reconnaître le principe qu'un plénipotentiaire puisse se faire juge de l'autre.

Quelle importance, messieurs, n'y aurait-il pas pour l'Amérique, quelle satisfaction n'éprouveraient pas les habitants de ce pays, s'ils voyaient que leurs réclamations avaient trouvé un écho! J'ai été obligé de fermer ma porte à une masse d'individus qui voulaient obtenir la qualité d'Espagnols, parce que le drapeau de l'Espagne avait le premier essayé de mettre un terme à ces faits scandaleux.

C'est un grand malheur qu'on se soit refusé à envoyer l'ultimatum; mais, ce que je n'ai pu encore comprendre, c'est le motif pour lequel on a signé la convention de la Soledad. Etions-nous en guerre avec le Mexique, oui ou non? Nous l'étions, comme cela ressort des instructions données par M. le ministre d'État à son plénipotentiaire. Eh bien! pourquoi traiter, si le gouvernement avait envoyé une expédition au Mexique pour faire exécuter les traités que l'on avait déchirés?

Si tout était fini et si l'on était arrivé à l'obligation de faire exécuter par la force ce que les Mexicains n'avaient pas voulu faire de bonne volonté, comment pouvait-on demander la permission de donner aux troupes des campements plus sains? N'avait-on pas occupé Vera Cruz de vive force? N'était-on pas en guerre avec le Mexique? Pourquoi donc demander la permission d'amener les troupes à Orizaba? Comment a-t-on pu hisser le pavillon mexicain à Vera Cruz? Est-ce que la guerre était finie? Non; comment pouvait-on consentir à ce que les Mexicains revinssent occuper le territoire qu'on leur avait enlevé par la force, et que leur pavillon y flottât?

J'ai entendu le gouvernement dire qu'il considérait le traité de Londres comme suspendu. Je ne comprends pas, messieurs, comment un traité peut être suspendu, lorsque par ce traité trois puissances s'engagent à faire une chose, et que de ces trois deux s'en vont et une reste seule. Comment un traité peut-il être suspendu, quoique existant, lorsque des trois puissances qui devaient agir d'un commun accord, deux se retirent et la troisième continue d'agir en complète opposition avec les deux autres?

Le gouvernement sait donc parfaitement bien que le traité est de fait rompu, parce que la France et l'Angleterre l'ont ainsi déclaré, et que là où il n'y a pas d'accord il ne peut y avoir de traité; mais qu'il n'est pas rompu en droit, parce que deux seulement des puissances qui l'ont fait n'ont pas et ne peuvent avoir la faculté de le rompre.

Je connais, messieurs, le général Almonte; j'ai été son collègue à Paris, et j'ai eu l'honneur de signer un traité avec lui. Me trouvant en bons termes avec lui, je lui dis, lorsqu'il m'informa qu'il se rendait au Mexique en même temps que l'expédition française, qu'il avait tort de le faire. J'en parlai dans ce sens au ministre français, et nous convînmes qu'il ne devait pas le faire. Cependant M. Almonte vint à Madrid, eut une entrevue avec le président du conseil, et partit ensuite pour le Mexique. Je suis certain qu'à la moindre insinuation qu'on lui eût adressée, il se serait abstenu de le faire.

Enfin, M. Almonte arrive au Mexique, et je demande, puisqu'il n'avait ni troupes ni influence dans le pays, quel motif suffisant il y avait dans le fait de son arrivée pour rompre un traité? Quelle crainte pouvait-il inspirer? Lui était-il défendu d'établir son influence dans le pays pour y faire prévaloir la forme de gouvernement qu'il croyait la meilleure?

Je n'ai jamais compris que son arrivée pût amener la rupture du traité. Almonte a-t-il levé un drapeau? Non; il n'a pas ouvert les lèvres, il n'a rien dit jusqu'au moment où les troupes se sont rembarquées, et alors il s'est montré, non pour représenter une nouvelle forme de gouvernement, mais pour exhorter les Mexicains à se donner celle qu'ils tiendraient pour la plus convenable, acceptant dans ce but l'aide de la France, et c'est ce qui ressort clairement de sa proclamation. »

Telle fut la partie historique et instructive du discours de M. Mon, le reste ne fut que l'exposé des idées personnelles qui le portaient à présenter son amendement. La discussion qu'il souleva n'eut de remarquable que cette déclaration de M. Calderon Collantès : « Les trois gouvernements avaient la pensée qu'à la présence des troupes des trois nations sur le territoire mexicain, il y aurait au Mexique une manifestation populaire en faveur de l'établissement d'un gouvernement régulier. Le contraire est arrivé, et, dans le principe, l'expédition a été sinon frustrée, tout au moins changée, sans qu'il fût possible au gouvernement espagnol d'éviter cette contrariété. La cause de la rupture des conférences d'Orizaba n'a pas été seulement la protection accordée par la France à Almonte, mais encore l'indication faite par M. de Saligny qu'il fallait aller à Mexico. »

L'amendement de M. Mon fut rejeté par cent cinquante voix contre soixante-douze; ce résultat fut dû surtout à la crainte qu'éprouvaient un grand nombre de députés de passer pour *afrancesados*, c'est-à-dire soumis à l'influence française. En outre, les débuts de l'expédition n'avaient rien eu d'honorable pour l'Espagne, et maintenant qu'elle en était sortie, personne ne se souciait d'y compromettre de nouveau son prestige et sa dignité.

CHAPITRE XXI

Ouverture de la session législative française. — Exposé de la situation de l'empire. — Operations du corps expéditionnaire pendant le mois de janvier. — Occupation de Quecholac par le général Douay. — Les Totonaques.

On attendait pour l'ouverture du Corps législatif français un résumé succinct de la situation politique par rapport au Mexique. Le discours prononcé par l'Empereur le 12 janvier, à l'ouver-

ture de la session législative, contenait seulement ces mots sur la question mexicaine :

« Des expéditions en Chine, en Cochinchine et au Mexique, prouvent qu'il n'y a pas de contrées si lointaines où une atteinte portée à l'honneur de la France demeure impunie. »

L'exposé de la situation de l'empire, distribué le 12 janvier 1863, au Sénat et au Corps législatif, renfermait ce passage relativement au Mexique et aux républiques contiguës qui auraient pu se coaliser avec lui, et qui s'en étaient abstenues sagement.

MEXIQUE ET AMÉRIQUE DU SUD.

Le gouvernement de l'Empereur a eu occasion de s'expliquer, dans la dernière session, sur les causes de dissidences qui, au Mexique, avaient amené l'Angleterre et l'Espagne à se séparer de la France. Malgré les discussions récentes dont ces événements ont été l'objet dans les Chambres espagnoles, nous ne croyons pas devoir rentrer ici dans des détails déjà connus.



Attaque d'une guerilla.

Sur tous les points, le gouvernement de l'Empereur maintient la manière de voir qu'il a exposée par l'organe des ministres de Sa Majesté devant le Sénat et le Corps législatif, en s'appuyant sur des documents diplomatiques. Il suffira donc, pour le moment, de rappeler que la retraite de nos alliés avait rendu nécessaire l'envoi de renforts considérables, puisque nous allions désormais poursuivre seuls une expédition commencée à trois. L'attente de ces renforts devait inévitablement entraîner des retards dans nos opérations; mais toutes les troupes parties de France ont actuellement rallié le corps expéditionnaire.

Pour assurer l'unité de direction, les pouvoirs diplomatiques et militaires ont été concentrés entre les mains du commandant en chef. La saison devenue favorable ôte toute inquiétude quant à l'état sanitaire de nos braves soldats, et va leur permettre de poursuivre énergiquement la guerre.

La question mexicaine est ainsi entrée dans une phase toute militaire, dont il n'y a qu'à attendre le dénoûment. Le gouvernement se bornera donc à exprimer la confiance que l'expédition se terminera bientôt glorieusement pour notre drapeau, et que le moment n'est plus éloigné où le succès de nos armes assurera aux intérêts qui nous ont amenés au Mexique les garanties durables qu'ils réclament depuis si longtemps.

Nos relations, toujours aussi amicales avec le Brésil, avec le gouvernement d'Haïti, sont moins satisfaisantes avec quelques autres État de l'Amérique du Sud, qui montrent peu d'empressement à tenir compte de nos légitimes réclamations. C'est surtout au Venezuela que le gouvernement de l'Empereur a le regret de voir s'accumuler des plaintes dont l'examen équitable nous est toujours refusé. Mais nous constatons avec plaisir que nous avons rencontré de tout autres dispositions au Pérou et à Buenos-Ayres.

A Montevideo, la négociation, qui était depuis si longtemps pendante, a enfin abouti au règlement que nous poursuivons en commun avec la Grande-Bretagne. Le payement de l'indemnité stipulée viendra soulager la misère d'un grand nombre de Français qui avaient eu à souffrir, dans l'Uruguay, de préjudices causés par des faits de guerre et qui en attendaient depuis de longues années la réparation.

Le cabinet de Lima, sous l'administration qui a précédé l'avénement à la présidence du général San-Roman, obéissant à des influences qui nous étaient hostiles, avait cherché à provoquer dans les républiques voisines des défiances contre notre expédition du Mexique. Nous ne pouvions attacher une grande importance à une agitation si peu justifiée; nous n'en avons pas moins remarqué avec plaisir l'attitude de plusieurs des États auxquels s'était adressé le gouvernement péruvien.

Le Guatemala, l'Equateur et la Confédération argentine ont témoigné, à cette occasion, d'un véritable sens politique, en se montrant indifférents aux appréhensions qu'on s'efforçait de leur inspirer et en déclinant les propositions qui leur étaient faites. Ces gouvernements ont prouvé par là qu'ils rendaient toute justice aux sentiments de bienveillance dont la France est animée à leur égard.

Des dispositions aussi favorables permettaient au corps expéditionnaire de prendre ses mesures en toute sécurité et de marcher prudemment vers son but avec la complète certitude de l'atteindre.

Le 1er janvier le général Douay se porta de San-Agostin-de-Palmar sur Quecholac et Tecamachalco, où il arriva sans tirer un coup de fusil. Dans les positions dont il s'emparait, il devait trouver des vivres en abondance, non-seulement pour lui, mais pour toutes les forces qui seraient appelées à le rejoindre.

Le 2 janvier, la division Bazaine se mit en marche pour se réunir à la division Douay; par suite de ce mouvement de concentration, la brigade Bertier était, le 8 janvier, au village de Xalapasco, avec 3 bataillons d'infanterie, 2 sections d'artillerie, et une division du 12e chasseurs, et se reliait avec le général L'Hériller, établi à San-Andrès.

En s'installant à Quecholac, à environ 65 kilomètres d'Orizaba, et à moitié chemin de cette dernière ville de Puebla, le général Douay gardait un embranchement important de la route; il fit occuper en outre sur la droite de Quecholac, la ville de Huamanila. On y trouva une population sympathique et très-favorable à l'intervention. Comme elle n'est qu'à 35 kilomètres de Puebla et qu'elle renferme des édifices publics nombreux et spacieux, elle devait être très-utile aux troupes. On reçut dans cette ville plusieurs députations, dont l'une présentait un intérêt tout particulier : c'était celle des Totonaques, nation autrefois aussi puissante que les Aztèques, et qui avait beaucoup aidé Fernand Cortez dans ses opérations contre Mexico. Les Totonaques d'aujourd'hui, quoique convertis au christianisme, ont conservé le culte de la déesse Tzinteote, divinité protectrice des moissons, et il nous ont offert sous ses auspices, des fruits, des fleurs et des gerbes de maïs. Cette peuplade habite, entre Tepeaca et le village de Zacatlan, un pays très-sain et très-riche. Il existe au Mexique un grand nombre de peuplades de ce genre, qui ont conservé leur vie propre et qui ne sont pas fondues dans le reste de la population. En général, elles nous montraient de la sympathie.

L'armée, en s'avançant, s'assurait des ressources considérables : Quecholac, Nopalucan, Huamantla, Tecamachalco, Acutzingo, los Reyes, Tepéaca, situées dans une région très-fertile, renfermaient des approvisionnements que les habitants, malgré l'ordre de Juarez, avaient refusé de détruire.

CHAPITRE XXII

Le général Forey à Orizaba. — Une proclamation d'Almonte. — Le domaine de Santa-Anna. — Proclamation d'Almonte. — Évacuation de Tampico. — La canonnière la *Lance*. — Mouvement de concentration. — Panique des autorités mexicaines. — Échange de prisonniers.

Le général Forey était resté à Orizaba, d'où il dirigeait tous les mouvements. Il y était placé de manière à ne perdre de vue ni les troupes qui marchaient en avant, ni celles qui venaient d'outre-mer. Il y était dans une sécurité aussi parfaite que s'il eût vécu sur une terre française. Les armées mexicaines n'avaient pas formé un seul instant le projet de débusquer ces envahisseurs étrangers qui se cantonnaient à loisir sur leur territoire. Elles semblaient dire aux Français : « Nous vous attendons derrière nos remparts avec toutes nos forces. » Et les Français semblaient répondre : « Nous irons vous chercher avec toutes les nôtres. »



Marche sur Puebla.

Quelques représentants des anciens partis mexicains s'agitaient toujours autour du commandant en chef, mais il n'y prêtait aucune attention. Il demeura indifférent aux menées des émissaires de Santa-Anna, l'ex-dictateur du Mexique. Non content d'avoir encaissé des millions par suite de la cession de la Californie et du Nouveau-Mexique aux États-Unis, Santa-Anna songeait à revenir au Mexique afin de veiller à ses intérêts compromis. Avec les trésors que lui avaient valu les traités de Guadalupe et de la Mesilla, il avait acheté des propriétés immenses à Turbaco, dans la Nouvelle-Grenade. Ne pouvant l'atteindre pour lui faire rendre gorge, le gouvernement de Comonfort, en 1856, mit le séquestre sur un domaine considérable situé entre Jalapa et Vera-Cruz, mais complétement désert, que Santa-Anna avait acquis par les mêmes moyens que ceux de la Nouvelle-Grenade. On voulait y établir des colonies agricoles. C'était ce domaine que Santa-Anna prétendait revendiquer à la faveur de l'expédition française.

Almonte était rentré dans une obscurité si complète, qu'il jugea à propos de réveiller l'attention en donnant signe de vie. Nous traduisons de l'espagnol la proclamation par laquelle il essaya de se rappeler au souvenir de ses compatriotes.

MEXICAINS !

Voici maintenant plus de huit mois que je vous ai annoncé, de Cordova, mon arrivée dans la république, et que je vous ai dit dans quel but je venais. Vous avez pu vous convaincre vous-mêmes, je n'en doute point, de la vérité de mes paroles, lorsque je vous ai affirmé que l'intervention européenne au Mexique n'avait point d'autre but que d'assurer l'indépendance, de mettre fin à la guerre civile et de contribuer à l'établissement de l'ordre, de la moralité et d'un gouvernement solide, laissant aux Mexicains le choix de la forme qui peut mieux leur convenir.

Quelques-uns de mes concitoyens ont pensé que le mieux pour assurer l'exécution d'une aussi grande idée, était d'établir un gouvernement provisoire servant de centre commun à tous les Mexicains bien intentionnés, à quelque parti qu'ils appartinssent, qui pourraient désirer l'intervention. Dans ce but fut proclamé le plan de Cordova, qui fut plus tard secondé à Orizaba, Vera-Cruz, Alvarado, l'île de Carmen, et dans d'autres villes importantes.

Le général Galvez, avec sa brigade, s'attacha à la réalisation de ce plan, ainsi que le colonel Lopez avec son régiment, et l'armée mexicaine, le défenseur de la liberté, l'adopta également en venant se placer sous mes ordres, conduite par le général de division don Leonardo Marquez. Les généraux don Tomas Mejia, dans l'État de Queratero ; don Manuel Lozada, dans celui de Jalisco ; don Manuel Montano, dans celui de Puebla ; don Felipe Jacon dans celui de Mexico ; et enfin les chefs de guérillas, colonel Galvan dans Milpa Alta ; colonel

Navarrete dans la montagne de Las Cruces; colonel Ximenès dans le Rio Frio, et Camano, Ruiz, Jesus Ramirez Arguilles et Conne Gonzalès.

Malheureusement, les ennemis irréconciliables du Mexique et de la France trouveront dans le plan de Cordova et dans l'établissement d'un gouvernement provisoire, un prétexte pour censurer la conduite de S. M. l'Empereur des Français, désirant faire croire que les troupes françaises étaient venues au Mexique, non pour donner aux Mexicains la liberté d'arranger leurs affaires comme ils l'entendraient, mais pour leur imposer par la force un gouvernement. C'est là un mensonge évident, puisqu'il a été déclaré dans le plan de Cordova, que dès que la capitale serait occupée, une assemblée nationale serait convoquée, qui, prenant en considération la déplorable situation du pays, déclarerait la forme de gouvernement la mieux appropriée au pays pour détruire les causes de l'anarchie.

Afin d'enlever tout prétexte aux ennemis du bonheur des Mexicains, il a été nécessaire que le gouvernement provisoire disparût, bien qu'il n'eût pas d'autre objet que d'empêcher la confusion et d'organiser provisoirement les États et les villes qui adhéreraient à l'intervention. Il était de mon devoir désormais, convaincu comme je le suis de la nécessité d'aplanir la route à l'intervention, dans l'intérêt de mon pays, d'abandonner le titre de chef suprême *ad interim* de la nation, titre qui m'avait été conféré par le plan de Cordova. C'est pour cela que je ne me suis pas opposé à ce que S. Exc. le général en chef du corps expéditionnaire du Mexique ignorât ce titre.

Conséquemment, depuis son arrivée dans la république, j'ai cessé de le porter, et je suis revenu à la position que j'occupais lorsque, pour la première fois, je me suis adressé à vous de Cordova, pour vous dire qu'étranger à la lutte sanglante qui depuis tant d'années désole notre beau pays, je ne venais pas pour exercer des vengeances ni pour servir d'instrument à aucun parti, mais pour coopérer par tous les moyens en mon pouvoir à la réconciliation de nos frères. Animé aujourd'hui des mêmes sentiments, je continuerai à rester à l'ombre de l'armée française, comme peut le faire quiconque a accepté et acceptera l'intervention.

J'ai jugé convenable de vous faire cette franche déclaration, afin que vous ne vous laissiez pas surprendre par les esprits remuants qui jugent les autres d'après leur propre perversité et leurs instincts égoïstes, et qui, dans ces derniers temps, ont fait tous leurs efforts pour faire croire que je voulais reprendre le titre de chef suprême de la nation, titre que je n'avais accepté que provisoirement, jusqu'à ce que la situation compliquée dans laquelle était la république fût améliorée. Vous pouvez être bien persuadés que mon seul désir a été et est toujours que l'intervention puisse avoir l'effet bienfaisant que se proposaient les trois puissances lorsqu'elles ont signé le traité de Londres, le 31 octobre 1861.

Votre compatriote et votre meilleur ami, qui désire de tout son cœur votre prospérité, vous l'assure.

Orizaba, 12 janvier 1863. JUAN ALMONTE.

Ce manifeste acheva de décourager ceux qui auraient pu conserver quelque envie de s'autoriser du titre qu'avait pris Almonte. Le dernier acte fait au nom de ce président intérimaire fut une sommation adressée, le 27 janvier suivant, par un de ses anciens lieutenants à trois petites villes, Huichapam, Nopala et Zimapan. Fonseca, chef d'une section de la brigade d'Olivera, les requit impérieusement de se rendre et de lui payer des subsides; mais les milices locales résistèrent, et la sommation n'eut pas de suites.

Pour couvrir d'une forte escorte la grosse artillerie de siége qui s'avançait de la Vera-Cruz sur Puebla, il était nécessaire de concentrer les troupes, et l'abandon de Tampico fut décidé. Le 13 janvier, le 81ᵉ régiment de ligne dut quitter la ville pour se rendre à la barre du fleuve, située à huit kilomètres plus loin, et en dehors de laquelle étaient ancrés plusieurs navires chargés de ramener les troupes à la Vera-Cruz. Mille hommes étaient déjà à bord, lorsqu'un vent du nord assez violent interrompit l'opération du transbordement. Il fallut bivaquer sur la plage, près d'un petit village composé d'une trentaine de *jacales* (huttes) habitées par des Indiens pêcheurs ou pilotes.

Pendant ce temps, huit mille Mexicains, commandés par Juan de la Garza, occupaient la ville. Comme à Jalapa, à Tehuaca, à Huatusco, à San-Juan Coscomatepetl, ils avaient hâte de sévir contre ceux des Mexicains sympathiques à l'intervention, qui avaient acclamé le drapeau français ou qui avaient accepté des emplois dans l'administration nouvelle. Les résidents français, malgré leur qualité d'étrangers, n'étaient pas sans quelques craintes; mais le vice-consul d'Espagne, don Ramon Obregon, leur ayant offert ses bons offices, s'interposa et obtint de Garza les promesses les plus rassurantes en faveur de nos compatriotes; en effet, ils ne furent pas molestés. Quant aux Mexicains compromis aux yeux du gouvernement fédéral, ils émigrèrent, au nombre d'environ cinq cents, sur des navires que le commandant français mit à leur disposition. D'autres furent immédiatement arrêtés; cinq furent livrés à une commission militaire, et exécutés après un semblant de procès.

Une fois la ville occupée, les Mexicains poussèrent des reconnaissances vers l'embouchure du fleuve, et firent quelques démonstrations impuissantes devant les retranchements qui environnaient notre camp, protégé en outre par la canonnière la *Lance*, mouillée en dedans de la barre.

Cependant nos troupes, profitant des intervalles de calme entre les coups de vent, parvinrent à achever leur embarquement, qui eut lieu le 21 à onze heures du matin. Le même jour, à trois heures de relevée, la *Lance* essayait de franchir la barre; mais elle s'échoua d'une si malheureuse manière que l'on fut obligé, après trois jours d'efforts inouïs, de la détruire. En même temps un incendie éclatait dans le petit village indien de la plage, et le brûlait tout entier. Les Mexicains en accusèrent nos troupes; mais il est à croire que quelque projectile égaré fut seul cause de ce malheur, d'autant plus regrettable que ce petit hameau rendait de grands services aux navires marchands.

Le mouvement de concentration nécessita, outre l'abandon de Tampico, du côté du nord, celui de Jalapa, et du côté d'Orizaba, l'évacuation d'Huatusco et de San-Juan Coscomatepetl. Leur occupation isolait inutilement des forces destinées à un rôle plus actif. Les troupes de Juarez rentrèrent dans ces localités, d'où s'empressèrent de sortir les fonctionnaires qui, croyant être toujours protégés par nos soldats, avaient consenti à former la nouvelle municipalité décrétée par le général Berthier, ou qui avaient accepté des emplois à la douane, à la poste, etc. On voyait encore briller les dernières baïonnettes françaises, que déjà les autorités nouvelles avaient disparu. Heureusement le chef des forces mexicaines qui avaient repris possession de Jalapa, Diaz Miron, montra la plus grande modération : il proclama une amnistie entière et complète pour tout le monde, en invitant à rentrer dans leurs foyers tous ceux qui avaient fui dans la crainte d'être persécutés pour leurs opinions ou pour avoir accepté des emplois pendant l'occupation française.

Par suite de l'abandon de Jalapa, toute la ligne de Vera-Cruz à Perote, sur une longueur de 150 kilomètres, retombait au pouvoir des Mexicains. Des guérillas descendirent des montagnes escarpées et des forêts de la Huasteca pour se joindre aux bandes cachées dans les profonds ravins qui, du pic d'Orizaba et du *cofre* de Perote, se dirigent vers la mer, et elles acquirent, avec plus d'audace, de nouvelles facilités pour inquiéter nos convois.

Ces marches et contre-marches n'eurent pas lieu sans escarmouches, et sans que l'on fît, de part et d'autre, des prisonniers que l'on échangeait ensuite avec beaucoup de courtoisie. Ce fut ainsi qu'un nommé José-Antonio Perez, prisonnier mexicain du 4ᵉ escadron de Zacatecas, rentra à Puebla avec un laissez-passer français qui lui fut délivré à Quecholac. A Mexico, quelques prisonniers français furent mis en liberté et renvoyés au camp français après avoir reçu chacun vingt-cinq piastres pour leurs frais de route. C'étaient les nommés P. Clech, Leclerc, Charles, soldats au 19ᵉ de ligne, Joubert et Alain, soldats de l'infanterie de marine. Avant leur départ, on les fit signer une déclaration qui exprimait leurs sentiments de gratitude pour les soins dont on les avait entourés pendant leur détention; mais un certificat obtenu sans doute à force d'obsessions pouvait-il être valable?

Après l'abandon des places que nous venons d'énumérer, Perote et Orizaba se transformaient en bases nouvelles d'opération. Ces deux points de l'espace des Cordillières qui longe la mer, étaient, pour employer le langage stratégique,

les rayons d'un cercle qui convergeait vers Puebla, devenu l'objectif des plans du général en chef. Son rapport officiel établissait qu'après avoir quitté Perote, où il laissait une garde suffisante (1,500 hommes), le général Bazaine avait occupé Tepetitlan, se rapprochant ainsi de San-Andrès, pour opérer dans la direction de Nopaculacan, qui est sur la route d'Orizaba à Puebla.

Le général Bazaine, que le rapport faisait partir de Perote le 20 janvier et arriver à Tepetitlan le 23, avait donc eu à parcourir en quatre jours 60 kilomètres, se dirigeant par une vallée plus ou moins abrupte entre les hautes montagnes où sont situées Jalapa et Orizaba et un massif de forêts et de montagnes qui prendrait Tepeyalhuaco pour point culminant (2,390 mètres au-dessus du niveau de la mer).

Cette marche était sage et logique. Elle faisait cheminer la division Bazaine dans un pays nouveau, qui n'est point épuisé de réquisitions, et parfaitement à couvert par le massif de bois et de montagnes dont nous avons parlé plus haut, et dans lequel les guerillas mexicaines elles-mêmes ne se soucieraient point de s'engager. En une ou deux journées, cette division était complétement replacée dans la main du général en chef.

Un officier mandait de Quécholac, à la date du 24 janvier :

« Depuis que nous sommes arrivés sur le haut plateau de l'Anahuac, la santé des troupes s'est sensiblement améliorée. La gaieté est revenue avec l'abondance. Aucun fait remarquable qui mérite d'être signalé, si ce n'est que nous avons trouvé du maïs en grande quantité; c'est le temps de la récolte. Le blé est moins abondant, parce que les libéraux en avaient accaparé des masses pour approvisionner Puebla. On en avait caché dans des souterrains qui ont été découverts, et les propriétaires le vendent à l'armée, qui le leur paye en belles onces. La viande ne manque pas non plus, ni les pommes de terre, ni les légumes; la seule chose qui fasse défaut, c'est le vin, encore le remplace-t-on par le pulqué, liqueur blanchâtre extraite du cactus magnus, qui est la vigne du pays. Nous n'avons donc plus besoin de faire venir de la farine de Vera-Cruz, c'est au contraire l'Anahuac qui approvisionne Orizaba et Cordova.

« Les chariots sont exclusivement consacrés aux transports des munitions, opération toujours délicate à cause du grand nombre de troupes qui sont obligées de les escorter dans ces maudites terres chaudes. On annonce l'arrivée d'une centaine de chariots qui seront ici dans deux ou trois jours. Néanmoins on pense généralement que nous resterons encore au moins un mois à Quécholac.

« Dans tous les villages que nous avons traversés depuis Orizaba, on nous a reçus comme des sauveurs. On croit cette fois à une expédition sérieuse. On raconte des détails à faire frémir du brigandage des guérilleros.

« Partout où nous nous arrêtons, on organise de suite la police, la justice et la garde nationale. Les assassins sont arrêtés, envoyés à Orizaba pour être, dit-on, dirigés sur Cayenne. Ces sages mesures produisent les meilleurs effet. Des déserteurs de l'armée ennemie viennent presque tous les jours se rendre à nous; ils assurent que le typhus est à Puebla, et que les troupes de Juarez sont obligées de camper autour de la ville pour éviter la contagion. »

Une autre lettre, datée du 28 janvier de Quécholac, disait :

« Notre situation devient chaque jour meilleure; et, depuis notre installation sur ces plateaux, nous faisons une campagne plutôt administrative que militaire, qui profite singulièrement à l'armée.

« En arrivant à Quécholac, nous avons vu toutes les meules des moulins brisées. L'ennemi avait deviné que les moulins étaient la grosse question du moment, et que notre mouvement en avant était en partie commandé par la nécessité de trouver à moudre les grains que nous possédions. Ces grains deviennent d'autant plus abondants que nous approchons davantage de Puebla. A force de travail et de persévérance, notre brigade est parvenue, soit en réparant les meules brisées, soit en en faisant venir d'autres, non-seulement à subvenir largement à nos propres besoins, mais encore à mettre nos moulins à même de fournir, par mois, une réserve d'un million de quintaux de farine de blé ou de maïs.

« Le blé, quoi qu'on en dise, est assez rare dans ce pays, et cela se comprend : tout ce qui est Indien, au Mexique, ne mange que des tortilles, espèces de galettes faites avec du maïs. Les familles aisées mangent seules du pain; et c'est la grande minorité. Du maïs donc, nous en avons plus qu'il n'en faut, et en composant la ration, moitié de farine de blé et moitié de farine de maïs, nous obtenons encore un pain de qualité saine et nourrissante.

« Somme toute, les moments actuels ne sont pas perdus; car nous assurons l'avenir de tout le corps expéditionnaire.

« La marche générale en avant ne peut maintenant plus tarder. Sans doute, au commencement de février, le grand quartier général, l'artillerie et la 1re division, et le reste de la nôtre seront campés sur ce plateau. Si nos prévisions se réalisent, nous aurons probablement pris Puebla quand le courrier actuel sera parvenu en France.

L'ennemi cependant se maintient dans Puebla. Sa cavalerie est à cinq lieues de nous; sauf quelques rares escarmouches, dans lesquelles nous avons sans peine le dessus, on peut dire qu'il ose moins que jamais nous attaquer. La démoralisation est grande dans ses rangs : des bataillons entiers désertent avec armes et bagages, pour rentrer dans leurs foyers; quelques-uns même viennent rejoindre les troupes de notre allié Marquez, qui de 3,600 hommes sont maintenant montées jusqu'à 6,000.

« Le courrier que nous enverrons dans quinze jours n'aura probablement pas encore grand intérêt de nouveauté. Mais le suivant devra vous apprendre ou la prise de la ville, ou les opérations qui y conduiront définitivement.

« Le dernier courrier que nous avons reçu de France, sous la date du 30 novembre, nous a apporté le numéro du *Moniteur* qui contenait, avec une lettre flatteuse du ministre de la guerre, l'historique des travaux de notre premier corps expéditionnaire au Mexique. Cette justice, noblement rendue à qui de droit, a produit une sensation profonde parmi les soldats de la première colonne, et sera un encouragement pour tous. »

Le jour même où cette correspondance était écrite, le 28 janvier, un convoi composé de 11 voitures et 42 mulets, escorté par 41 tirailleurs algériens du 3e régiment commandés par le lieutenant Mohamed-bou-Neb, de 28 chasseurs d'Afrique du 3e régiment commandés par le sous-lieutenant Jeantet, de 22 artilleurs et de 11 soldats de différents corps, partis de Soledad à huit heures du matin, fut attaqué à 6 kilomètres de Palo Verde par un corps d'infanterie mexicaine embusqué dans de fortes broussailles bordant la route. L'avant-garde reçut tout à coup une très-vive fusillade. Les chasseurs firent face à cette attaque, et ils commençaient à riposter quand ils furent aussitôt chargés par 150 cavaliers. Ils n'eurent que le temps de mettre le sabre à la main et de charger eux-mêmes l'ennemi, soutenus par 17 tirailleurs amenés en toute hâte de l'arrière-garde par leur lieutenant. Après une mêlée très-chaude, la cavalerie ennemie fut vigoureusement repoussée et mise en fuite.

Pendant ce temps, les soldats de l'escorte échangeaient un feu très-vif avec l'infanterie mexicaine, qui essayait d'arriver jusqu'aux voitures. La plus grande partie des forces de l'ennemi tournait le convoi et tombait sur l'arrière-garde, mais le lieutenant de tirailleurs et le sous-lieutenant de chasseurs, arrivant l'un à droite, l'autre à gauche, repoussèrent l'ennemi et lui firent éprouver des pertes sensibles.

Le convoi put continuer sa marche pendant une demi-heure, malgré les coups de fusil de l'infanterie mexicaine; mais arrivé à 4 kilomètres de Palo-Verde, dans un endroit où la route est dominée de chaque côté par des mamelons escarpés, l'ennemi apparut de nouveau, massé de manière à tomber sur le convoi pour le couper. Les tirailleurs et les chasseurs d'Afrique partirent aussitôt et enlevèrent la position à la charge. La fusillade continuant, les mules attelées ne pouvaient avancer; d'un autre côté, la nuit approchait et les munitions s'épuisaient. Le sous-lieutenant des chasseurs dut par prudence envoyer demander un renfort de cavalerie et de munitions à Soledad. Après une heure de fusillade, l'ennemi, apercevant le courrier d'Orizaba à Palo-Verde, se retira, et aussitôt après l'arrivée des renforts, le convoi se remit en route et arriva à Palo-Verde sans avoir été attaqué de nouveau.

Les Français eurent dans ces combats 3 hommes tués et 2 blessés. Parmi ces derniers se trouvait le brigadier Michel, du 3e chasseurs, qui, dans le combat de Tampico, avait fait prisonnier le chef Chino Gonzalès.

Les pertes de l'ennemi ne peuvent être indiquées d'une manière exacte. Cinq hommes tués restèrent sur le champ de

bataille et un grand nombre de blessés plus ou moins grièvement se traînèrent dans les broussailles.

Pendant la charge et en poursuivant l'ennemi, le maréchal-des-logis Mignot fut pris par le cou à un arbre où il resta un instant suspendu, et son cheval partit à l'ennemi avec tous les effets de ce sous-officier.

Tout le monde fit parfaitement son devoir, les tirailleurs et les chasseurs rivalisèrent de courage. Ceux qui se distinguèrent particulièrement sont : le maréchal-des-logis Mignot, déjà cité à l'ordre de l'armée pour l'affaire de Tampico, qui combattit avec son courage habituel, prit un autre cheval après la perte du sien, malgré des contusions assez graves, et contribua beaucoup au succès de la journée ; le brigadier Michel qui fut blessé d'un coup de lance ; le trompette Legru et les chasseurs Fayot et Pierredon. »

Par suite du rapport que lui fit le sous-lieutenant Jeantet, le général en chef publia l'ordre suivant :

« L'un de nos convois ayant été attaqué le 28 janvier, du côté de Palo-Verde, la faible escorte qui l'accompagnait, composée d'un peloton du 3e chasseurs d'Afrique, d'un détachement de tirailleurs algériens et de quelques hommes isolés appartenant à différents corps, a fait bonne contenance devant un corps assez considérable de Mexicains et a préservé le convoi de graves accidents. Le peloton de chasseurs a chargé l'ennemi avec une extrême vigueur, et le maréchal-des-logis Mignot a été signalé en particulier au général en chef pour l'énergie et la bravoure hors ligne que ce sous-officier a montrées en cette circonstance. Le général en chef, heureux de récompenser le vrai courage, acorde la médaille militaire au maréchal-des-logis Mignot.

« Au quartier général à Orizaba, le 6 février 1863.

« Le général de division commandant en chef,

FOREY. »

Le 29 janvier, nos deux divisions d'infanterie, l'artillerie et la cavalerie se massaient en avant, autour de Quécholac et de Palmar, qui ne sont qu'à quarante-cinq kilomètres environ de Puebla. Ces deux localités étaient assurées contre les surprises par des fossés et des parapets ; précautions d'autant plus nécessaires qu'elles servaient de relais militaires et recevaient le parc de siége, les batteries de réserve, enfin les immenses approvisionnements de toute nature où l'armée devait puiser ses moyens d'action.

De son côté, le gouvernement de Juarez faisait ses préparatifs de défense ; à la fin de janvier une division forte de six mille hommes se détacha de l'armée mexicaine d'Orient afin de combiner ses mouvements avec ceux l'armée d'Ortéga. Le 2 février le commandant en chef Comonfort était à San-Martin, où il se mit en rapport avec Ortéga ; il amenait une quinzaine de canons rayés et son but n'était pas de se jeter dans la place qui était assez abondamment pourvue d'hommes et où commençaient à se déclarer les maladies ordinairement produites par l'encombrement.

Le corps d'armée de Comonfort devait s'augmenter de trois mille soldats d'élite et rester comme à cheval entre Mexico et Puebla, soit pour inquiéter l'armée assiégeante, soit pour surveiller tout mouvement partiel qui pourrait être tenté vers la capitale.

Privé de la perception des droits de douane à la Vera-Cruz, qui produisaient un revenu d'environ cinq millions de piastres, le gouvernement de Mexico avait porté à 10 p. 100 le droit de *quinto* et d'essayage sur l'argent qui n'était que de 3 p. 100, et imposé nn nouveau subside de guerre sur les habitants les plus aisés de la capitale. Désespérant de vaincre, il voulait chercher à jeter de l'incertitude dans les rang des soldats français par des proclamations qui prouvaient qu'il ne les connaissait pas. Le général Alatorre, commandant en chef de la 4e division de l'armée d'Orient, était venu se poster au village de Los Reyes, tout près de nos lignes avancées, et avait lancé, le 16 janvier, une proclamation écrite en français. Il y disait, entre autres choses : « La France apporte le fléau d'une guerre injuste à ce pays libre, qui n'a commis d'autre crime que celui d'avoir prodigué ses sympathies à tous les Français qui sont venus s'y établir, et d'avoir voulu suivre le glorieux exemple que votre patrie a donné au monde entier par sa révolution de 1789. » Il termine par ces mots : « Soldats français ! il est impossible que le cri de *Vive la liberté !* ne trouve point d'écho dans vos cœurs. »

Les plus énergiques efforts étaient dirigés contre les guerillas qui secondaient les Français. Ximenez Mendizabal, surpris au rancho de Totola, près de Huejotzingo, avec son aide-de-camp Torrescano, avaient été fusillés le 8 janvier. La guerilla de Mejia, une des plus redoutables aux troupes de Juarez, était poursuivie avec acharnement. Ce pays montueux, où il s'était retranché, était cerné, d'un côté, par le général Alcade, qui avait remplacé le général Artéaga comme gouverneur de l'État de Queretaro ; de l'autre, par Sostenes Escandon, ancien gouverneur de l'État de San-Luiz-Potosi, et enfin par le gouverneur Garza, de Tamaulipas. Ces trois chefs disposaient de forces relativement considérables et se préparaient à faire une véritable battue.

CHAPITRE XXIII

Discussion de l'adresse au Sénat. — Accusations de M. le marquis de Boissy contre l'Angleterre. — Discours de M. le général Husson. — Quelques mots de M. de Forcade la Roquette. — Adoption du paragraphe.

Dans cette expédition, une des plus lointaines qu'elle eût entreprises, la France suivait ses enfants avec un profond intérêt qui ne pouvait manquer de se traduire dans les délibérations des grands corps de l'État, Les brillantes luttes oratoires, que nous avons reproduites, n'avaient pas épuisé la question, qui reparut au Sénat, le 29 janvier 1863, dans la discussion de l'adresse.

Le paragraphe 6 du projet était conçu en ces termes :

« Sans doute, parmi les trois expéditions lointaines qu'accompagnent les vœux du pays et qu'envisage avec espoir l'avenir de la civilisation, celle du Mexique a été, au moment de la retraite des deux puissances nos auxiliaires, l'objet d'une attente perplexe.

« Aujourd'hui, il ne reste plus qu'à marcher en avant, et nous nous confions à notre héroïque armée.

« Quand le drapeau est en face de l'ennemi, quand nos braves soldats ont les regards tournés vers les encouragements de la patrie, il n'y a pas d'autre politique pour un corps délibérant que de leur envoyer des témoignages de son admiration. »

M. le marquis de Boissy, dont l'antipathie pour la Grande-Bretagne est bien connue, s'exprima ainsi :

« Je prends encore la parole, car il n'y a pas de mal, je crois, à ce qu'il y ait une discussion d'une heure ou deux sur l'Adresse (*On rit.*) J'approuve sans réserve les termes et l'esprit du projet d'adresse. Je ne ferai qu'une seule observation sur le paragraphe 6 : c'est que la commission s'est montrée trop polie, c'est qu'elle a caché sa pensée sous des expressions qui ne la rendent pas complétement et qui choqueront l'esprit national en France.

La commission a parlé de la *retraite* des deux puissances nos auxiliaires au Mexique. Eh bien, cette expression de retraite est une inexactitude. Il y a eu désertion devant l'ennemi, il y a eu trahison de la part de l'une des puissances alliées (*Murmures*) ; et, messieurs, cette trahison a été telle que lorsqu'on a obtenu du général espagnol, je ne sais trop par quels moyens, qu'il nous abandonnât, qu'il nous trahît, l'Angleterre craignait tellement que la valeureuse armée espagnole refusât de suivre son chef dans sa défection qu'elle a proposé ses vaisseaux pour transporter les soldats de l'Espagne à Cuba.

L'expression dont on s'est servi est donc inexacte ; je proteste contre elle ; elle ne sera pas approuvée en France et ne saurait être expliquée. Il est certain qu'il y a eu trahison ; car l'Angleterre espérait que nous subirions, par suite de sa conduite, une grande perte en hommes et en argent. Et, pour en profiter, elle préparait ses fameux moyens de défense, qui ne sont en réalité que des moyens d'attaque. Son but a été en tout temps le même. Souvenez-vous de 1814 et de 1815, et consultez M. Thiers.

Cette opinion s'est toujours maintenue chez nos voisins, que la France et l'Angleterre sont deux puissances qui ne peuvent coexister. (*Rires et murmures.*) Si je suis ridicule, on rira ; si je me trompe, on me répondra ; mais je ne crois pas me tromper. L'Angleterre a toujours travaillé à notre affaiblissement ; de là sa dernière trahison. Voilà pourquoi je trouve l'expression de la commission inexacte et beaucoup trop polie.

Parmi ces moyens d'attaque que prépare l'Angleterre, il y

en a un auquel j'applaudis de tout mon cœur : c'est l'institution des volontaires. Pourquoi ? C'est que c'est un moyen révolutionnaire. On dit que les Anglais respectent la loi. Non, ils respectent les dragons. Pourquoi? Parce qu'en Angleterre personne n'a servi. Quand l'instruction des volontaires aura habitué tout le monde au maniement des armes, le peuple n'aura plus peur des dragons, et vous verrez ce que deviendra la loi.

Je déteste la révolution, mais je l'aime, je la désire en Angleterre. (*Rires.*) Si l'Angleterre favorise la révolution partout, c'est qu'elle ne la redoute pas chez elle. Grâce aux volontaires, elle l'aura bientôt, et ce sera pour moi un jour de bonheur ! (*Nouveaux rires.*) »

M. le général Husson demanda à présenter quelques explications.

« Messieurs, dit-il, l'expédition du Mexique est une affaire considérable dont on se préoccupe fortement ailleurs même que dans les hautes régions. Dans la masse du peuple on se demande la cause de cette guerre, on se demande si elle justifie les dépenses et les sacrifices auxquels elle nous entraîne ; sacrifices considérables sans doute, mais qu'on a beaucoup exagérés dans une partie du public. C'est pour répondre à l'anxiété qui s'est manifestée, dit l'honorable orateur, c'est pour donner quelques explications à ce sujet, et pour affirmer mon approbation de la conduite du gouvernement, que j'ai pris la parole.

Je regrette les dépenses auxquelles nous sommes obligés ; je déplore les souffrances de notre brave armée, sous ce drapeau, glorieuse et éclatante image de la patrie, qu'elle porte si bravement. (*Approbation.*) Mais une grande nation a quelquefois de tristes nécessités à subir dans l'intérêt de son honneur et de sa puissance.

Que s'est-il passé au Mexique?

Les traités y ont été méconnus ; on y a insulté, emprisonné nos nationaux, les violences commises contre eux n'ont pas été punies ; ils ont été enfin l'objet de spoliations nombreuses. Une telle conduite imposait au gouvernement le devoir de faire entendre la voix de la France, la voix de l'Empereur. On avait fait preuve au Mexique de longanimité ; le temps était venu de faire preuve de vigueur et de résolution.

L'Espagne et l'Angleterre ont voulu faire cause commune avec nous ; mais, je l'avoue, cette triple alliance ne m'a inspiré tout d'abord qu'une médiocre confiance. (*Léger mouvement.*) Peut-être est-ce la conviction obstinée d'un ancien prisonnier des pontons anglais qui croit que l'Angleterre de 1863 reste la même que celle de 1814.

L'Angleterre nous a bientôt abandonnés, et l'Espagne l'a suivie. Pourquoi cela ? Le gouvernement anglais a trouvé l'Empereur trop exigeant de demander douze millions de piastres au Mexique, bien qu'il réclamât lui-même seize millions de piastres pour l'Angleterre.

D'un autre côté, M. le comte de Reus, sans beaucoup expliquer sa conduite, a beaucoup parlé de sa lame de Tolède... (*On rit.*) Je regrette qu'il l'ait remise au fourreau avant d'avoir vengé les justes griefs que l'Espagne peut reprocher depuis si longtemps au Mexique. (*Nouveaux rires.*) Du reste, le tyran mexicain a vu briller l'épée de Magenta et de Solferino, il a entendu l'écho de ce canon que l'amiral Baudin fit retentir à Saint-Jean-d'Ulloa, et la France aura bientôt obtenu une juste satisfaction. (*Très-bien !*)

En terminant, j'ajouterai que j'eusse désiré que la commission du Sénat, pour exprimer plus explicitement son approbation de l'expédition du Mexique, eût ajouté au texte du projet d'adresse un paragraphe qui aurait pu être ainsi conçu : « La France se devait à elle-même de poursuivre l'accomplissement des réparations légitimes que le gouvernement de l'Empereur avait demandées au Mexique. »

M. de Forcade la Roquette réfuta les deux orateurs en disant :

« Je regretterais que les paroles de M. le marquis de Boissy et de M. le général Husson ne fussent pas, devant le Sénat, l'objet d'une énergique protestation. Je ne m'explique pas surtout la persistance de M. le marquis de Boissy à réveiller des passions qu'il est de notre honneur de laisser dans l'oubli. (*Approbation.*)

Ces sentiments ne sont pas ceux du sénat, ne sont pas ceux du pays. Les sentiments du pays ont été exprimés d'une façon trop élevée et trop éclatante par l'Empereur, pour que je veuille y insister ici. C'est avec ce langage seul qu'il faut répondre à des passions qui ne sont plus de notre temps. (*Assentiment.*)

Il n'est pas vrai, comme le disait M. le marquis de Boissy, que la France et l'Angleterre ne puissent coexister l'une à côté de l'autre ; au contraire, leur coexistence répond à des idées différentes et fait l'honneur de la civilisation. L'Angleterre représente surtout la liberté, à laquelle elle est plus façonnée que nous ; et la France, elle, représente l'égalité qui manque à l'Angleterre. La représentation de cette double idée est nécessaire à la fois à la grandeur des deux pays et au progrès de la civilisation. (*Très-bien.*) »

Le paragraphe 6 fut mis aux voix et adopté sans autres observations.

CHAPITRE XXIV

Discussion de l'adresse au Corps législatif. — Amendement proposé. — Rejet. — Détails sur les opérations de l'armée. — Le Mexique et les États-Unis. — Lettre écrite de Quecholac.

La discussion fut plus longue et plus concluante au Corps législatif. Un amendement proposé par MM. J. Favre, Hénon, Darimon, E. Picard, E. Ollivier, portait :

« Nous admirons l'héroïsme de nos soldats combattant au Mexique sous un climat meurtrier et nous leur envoyons nos vœux les plus sympathiques. Mais le soin de l'honneur national ne dispense pas une assemblée politique de juger une entreprise dont elle peut aujourd'hui connaître les causes et prévoir les suites.

« Les forces de la France ne doivent pas être témérairement engagées dans des expéditions mal définies, aventureuses, et ni nos principes ni nos intérêts ne nous conseillaient d'aller voir quel gouvernement désire le peuple maxicain. »

Développé avec talent par MM. Picard et Favre, combattu par M. le baron David et par M. Billault, cet amendement n'eut pour lui que ses auteurs, et les paragraphes 3 et 4 du projet d'adresse furent adoptés en ces termes :

« V. M. avait concerté l'expédition du Mexique avec deux grandes puissances dont la coopération aurait eu, sans nul doute, pour effet de diminuer les efforts de la France. Resté seul pour suivre une satisfaction nécessaire, vous avez eu raison de penser et de dire que le Corps législatif n'hésiterait pas à vous seconder.

« Nous espérons la fin heureuse et prochaine de cette guerre dans laquelle notre armée et notre marine donnent de nouvelles preuves de leur constance et de leur courage, et nous souhaitons qu'il en puisse sortir librement un gouvernement stable respectant les lois et les traités, et demeurant l'allié de la France. »

Que prouvait le vote presque unanime du Corps législatif? C'est qu'à l'approche d'une heure décisive, il ne fallait ni affaiblir l'autorité morale du gouvernement français, ni décourager les troupes.

Au commencement de février, les Mexicains avaient, suivant les renseignements officiels, 35,000 hommes à Puebla qu'ils appelaient le Sébastopol mexicain ; 10,000 entre cette ville et Mexico ; 12,000 dans la capitale ; 8,000 à Queretaro, 12,000 à Guerrera. Ces troupes manquaient d'armes, et s'en procuraient difficilement. Les autorités des États-Unis avaient refusé l'autorisation d'en embarquer un convoi. Le ministre du Mexique à Washington se plaignit, en demandant pourquoi le gouvernement américain empêchait le libre commerce des armes achetées pour le compte du gouvernement de Juarez, tandis qu'il avait permis l'envoi de mules et de chariots au corps expéditionnaire français.

M. Seward répondit, le 23 janvier, qu'il ne reconnaissait pas l'état de guerre existant entre le Mexique et les signataires du traité de Londres, parce qu'il n'a été fait aucune déclaration de guerre. Les États-Unis ne pouvaient pas conséquemment régler leur conduite d'après les lois neutres, mais la défense d'exportation des armes s'appliquait à toutes les nations et s'expliquait par les besoins militaires du moment aux États-Unis.

On comptait d'ailleurs, dans la grande république américaine, bon nombre de partisans de Juarez, qui, après avoir raconté de prétendues victoires des Français, racontaient avec encore plus d'insistance de prétendues défaites. Le *Courrier des États-Unis* confondit ces fabricateurs de nouvelles en leur

citant deux passages des journaux de Mexico, à la date du 28 janvier 1863. Le premier portait :

« L'inaction de Forey semble près de finir, s'il faut en juger par certains symptômes significatifs. Les obstacles qui avaient retardé l'artillerie de siége ont disparu. l'évacuation de Tampico et de Jalapa ne s'explique que par le dessein de concentrer contre Puebla toutes les forces disponibles. Cette supposition se trouve confirmée par le fait que l'armée française opère en effet sa concentration. On a de plus remarqué dans le camp ennemi le mouvement précurseur des grands événements de guerre, et tous les renseignements que nous avons corroborent la présomption d'une prochaine attaque. »

Un autre journal mexicain ajoutait à ces informations ce qui suit :

« Les troupes françaises sont réparties entre Perote, San Andres Chalchicomula, San Agustin del Palmar, Quecholac et Tecamachalco. Le village d'Acatzingo est encore occupé par Gonzalez Ortega. Dix fois depuis quinze jours on a tour à tour annoncé et démenti l'arrivée du général Forey à San Agustin del Palmar. Ces jours derniers, le général en chef de l'expédition française était encore à Orizaba ; mais un mouvement insolite dans les lignes ennemies a fait supposer qu'il y était arrivé ou qu'on l'y attendait. »

Ces extraits, dont l'origine n'était assurément pas suspecte, établissaient d'une manière évidente trois faits :

1° Qu'il n'était survenu jusqu'à la fin de janvier aucun événement militaire de nature défavorable pour les Français ;

2° Que l'évacuation de Jalapa, de Tampico et de divers autres points secondaires a été un acte volontaire, expliqué à Mexico même par un mouvement général de concentration ;

3° Qu'enfin l'armée française était considérée comme prête à entreprendre des opérations décisives.

Cette armée, que les ennemis représentaient comme abattue, avait un entrain qui se reflète sur toutes les correspondances émanées de militaires faisant la campagne. Voici une lettre qu'un officier de chasseurs d'Afrique écrivait à un de ses parents domicilié dans le département de la Somme :

« Quecholac, 3 février 1863.

« Tu seras peut-être étonné de recevoir à cette date une lettre écrite à Quecholac, toi qui me disais que, sans doute, à cette époque nous serions à Mexico ; du reste, je ne m'étonne pas cette croyance et je pense même que ce doit être l'opinion en France ; mais en France on ne se rend pas bien compte des difficultés de ce pays et, en outre, l'intention du général en chef est, je crois, de n'attaquer Puebla qu'avec deux mois de vivres de réserve. Du reste, je t'annonce que nous partons demain pour San Andres. Jusqu'à présent nous avons appartenu à la deuxième division, et dorénavant nous serons attachés à la première, commandée par le général Bazaine. Demain nous rejoindrons cette division à San Andres, et si l'on en croit les bruits, nous ne resterons que peu de temps dans cette ville. »

« San-Juan-Batista, près Nopaluca, le 14 février 1863.

« Comme tu le vois par la date nouvelle, cette lettre aurait dû te parvenir quinze jours plus tôt, puisqu'elle devait partir par le courrier du 15 février et qu'elle ne partira que le 1er mars ; mais comme je l'écrivais la veille de mon départ de Quecholac et que l'adjudant n'est pas venu me trouver, je n'ai pu envoyer la lettre. Comme tu le vois, depuis ce temps j'ai fait assez de chemin. Nous sommes d'abord allés à San Andres, de cette ville à Algerez et de là à Nopaluca. Cette dernière route a été faite par nous pendant la nuit, car on nous avait demandés, croyant avoir besoin de notre concours à Nopaluca. Nous arrivâmes près de ce village le matin, mais les ennemis étaient partis. Après deux jours de repos dans une hacienda, à peu de distance de ce village, nous dûmes aller à la rencontre d'un convoi venant de Perote, c'est-à-dire sur notre droite. Nous fîmes, le premier jour, 10 lieues sans le rencontrer et nous revînmes coucher à moitié route. Enfin, avant-hier, nous repartîmes à sa rencontre. Nous avions fait, sur une route un peu plus à gauche, environ 7 lieues, quand nous entendîmes plusieurs coups de canon, et en débouchant dans une plaine nous vîmes une forte troupe d'infanterie rangée en bataille. Nous ne savions ce que c'était, mais nous nous dîmes : « C'est sans doute le 51e de ligne, » quand un feu de bataillon reçut nos tirailleurs. Nous nous préparions à la charge quand nous reconnûmes l'uniforme français. Voilà ce qui était arrivé : le 51e de ligne était engagé du côté opposé avec les Mexicains et on lui avait annoncé une diversion de Carabacal ou Carbajal (chef de bande) du côté où nous arrivions, de sorte que le 51e nous avait pris pour l'ennemi ; mais comme le feu, heureusement, avait été ouvert de loin et précipitamment, personne ne fut touché. Nous approchâmes donc, et là on nous fit prendre le trot, pour nous porter sur les Mexicains, qui tiraillaient avec l'autre face. Après 2 lieues au trot et au galop, nous aperçûmes sur notre gauche et à droite du village nommé Los Llanos, une forte ligne de cavalerie ennemie qui nous attendait. Alors on nous fit prendre le galop et nous allâmes à eux ; malheureusement, à un kilomètre avant de les joindre, nous trouvâmes un champ de maïs coupé qui ralentit notre marche, car c'est une série de cônes en terre de 60 centimètres de hauteur, juxtaposés et portant à son sommet un tronçon de maïs. Tu penses bien que, dans ce terrain difficile, il fallait des chevaux comme les nôtres pour ne pas culbuter après quatre lieues de vives allures.

« Au moment où nous croyions être sur l'ennemi, que nous ne distinguions pas à cause de la poussière, nous nous trouvâmes en face d'une énorme barranca (ravin profond avec des bords à pic) qui arrêta notre course. Une partie des Mexicains, ou plutôt presque tous l'avaient passée, effrayés de la violence de notre charge ; ceux qui étaient encore de notre côté furent les uns tués et jetés dans la barranca, les autres pris. Nous découvrîmes un passage et poursuivîmes les Mexicains de l'autre côté ; mais ils fuyaient sans oser résister sérieusement, nous tirant des coups de fusil. Arrivés dans la montagne, qui était tout près de là, ils recommencèrent à tirer plus fréquemment, mais de trop loin pour nous causer un mal sérieux. La première division de mon escadron, arrivée la première, a été la seule sérieusement engagée ; pour la seconde division, nous avons poursuivi aussi l'ennemi comme la première, mais nous n'en avons joint qu'un petit nombre. L'autre escadron, pendant ce temps, rejetait l'ennemi dans le village de Los Llanos. Si nous n'avions pas été retardés par le mauvais terrain, je crois que des 4 à 500 cavaliers qui étaient là, il n'en serait pas resté beaucoup pour aller porter les nouvelles.

« Comme tu le vois, ce terrain a changé une affaire qui pouvait être fort belle en une petite escarmouche, à notre grand regret. Ne va pas croire, surtout, que nous songions à des lauriers à ce sujet, car nous avons eu peu de peine, puisque l'ennemi s'est enfui, et, s'il y a un vrai mérite dans cette affaire, c'est l'entrain avec lequel la charge a été entamée quand nous croyions encore à une résistance très-grande de la part d'un ennemi nombreux.

« Nous n'avons pas perdu d'hommes, mais seulement 3 chevaux morts de fatigue et 1 du 1er chasseurs d'Afrique tué par une balle au moment où nous rentrions. L'ennemi a eu à peu près 12 ou 14 tués, 5 prisonniers et 6 chevaux pris. Nous revînmes le soir même coucher à l'endroit d'où nous étions partis ; nous avions fait vingt lieues dans notre journée, dont cinq au galop ; tu comprends qu'après cela il n'est pas étonnant que 2 ou 3 chevaux vieux en soient morts. Je pense que le mouvement en avant va avoir lieu sous peu de jours, nous sommes les plus avancés... »

L'engagement dont parle cette lettre est du 11 février. Le général Bazaine, informé que des forces ennemies étaient réunies dans l'intention d'attaquer au retour un convoi dirigé sur Perote pour y prendre des vivres et rallier les hommes devenus valides, fit partir le général de Mirandol avec quatre escadrons, le 3e zouaves et une section d'artillerie, pour Ojo de Agua d'où il devait, le cas échéant, protéger le convoi arrivant le 12 à Vintilla. Arrivé sur ce point, le convoi fut en effet attaqué par les troupes des généraux Aurellano et de Carbajal au nombre d'environ 600 cavaliers.

Le colonel Garnier, du 51e, qui était chargé de l'escorte, avait déjà pris ses dispositions pour repousser l'ennemi, lorsque parut la colonne du général de Mirandol. L'ennemi se retira alors rapidement au pied des montagnes vers San Juan de los Llanos, où il se rangea en bataille. Le colonel du Barail, sur l'ordre du général, chargea avec deux escadrons du 2e régiment de marche et fut appuyé par le 51e ; arrivés près d'un ravin profond derrière lequel se trouvaient les troupes ennemies, les chasseurs d'Afrique découvrirent un passage qui per-

mettait de franchir l'obstacle et de prendre à revers les Mexicains. A la vue de ce mouvement, ces derniers prirent la fuite, laissant entre nos mains non pas 6, mais 15 chevaux, et une centaine d'armes.

CHAPITRE XXV

Combat du 18 février.

Un engagement non moins glorieux pour les troupes françaises eut lieu le 18 février.

En faisant une reconnaissance à Tepéaca avec des troupes sorties d'Acatzingo et de Los Reyes, le général Douay rencontra l'ennemi à hauteur de l'hacienda de San José. Ce n'était d'abord qu'une ligne de guerilleros embusqués qui engagèrent la fusillade. Deux pelotons du 3e escadron du 1er régiment de marche (2e chasseurs d'Afrique), sous les ordres du capitaine de Foucauld, les chargèrent et les dispersèrent.

Voici comment s'exprimait le général Forey sur cette affaire, dans son rapport du 3 mars, en proposant M. Foucauld pour le grade de chef d'escadron :

« Cet officier, à la tête de deux pelotons de cavaliers (48 hommes), venait de disperser les tirailleurs guerilleros, qui l'avaient assailli d'un feu très-nourri, quand il se trouva en face d'escadrons réguliers de zacatecas qui marchaient à sa rencontre. Il charge sans hésiter.

« Ces escadrons prenaient la fuite, poursuivis de très-près par les chasseurs d'Afrique, lorsqu'une seconde troupe de réguliers, abritée derrière un large fossé, ouvre contre ces derniers un feu très-violent. Le capitaine de Foucauld aborde résolûment ces nouveaux adversaires avec sa poignée de cavaliers, et réussit encore, grâce à son énergie et à l'intrépidité de ses hommes, à mettre en fuite un ennemi dix fois plus nombreux que sa petite troupe, et qui n'a pu se rallier qu'à quatre lieues du champ de bataille. »

Dans ce combat, l'ennemi perdit une trentaine d'hommes et laissa entre les mains des Français un officier et huit cavaliers prisonniers, sept chevaux, des fusils et des lances, sans compter un grand nombre d'armes brisées abandonnées sur le terrain.

De notre côté, les pertes furent trois sous-officiers tués en abordant les premiers l'ennemi, et quatre chasseurs blessés.

Le capitaine de Foucauld, qui s'était si vaillamment conduit au combat de San José, avait été nommé chef d'escadron par décret du 14 mars dernier, en récompense de sa brillante conduite dans une précédente occasion. Ainsi, la récompense demandée par le général Forey pour ce brave officier a été par avance accordée par l'Empereur.

A cette occasion, le général commandant en chef nomma chevaliers de la Légion d'honneur le lieutenant Vuillemot, du 2e chasseurs d'Afrique, et le chasseur Bougeard, qui avait reçu cinq blessures, dont une très-grave, en disputant à l'ennemi le corps d'un sous-officier qui venait d'être tué. La médaille militaire fut conférée aux nommés Carpentier, maréchal des logis; Gehlinger, Bechamps, Payé, chasseurs, en récompense de la bravoure et du dévouement qu'ils avaient montrés.

Un des officiers dont la troupe était venue renforcer la division du général Douay écrivait, quelques jours après, une lettre intéressante, où nous trouvons les détails suivants :

« Nous avons vu, dans notre marche sur Quecholac, bien des choses intéressantes auxquelles se rattachaient des souvenirs glorieux pour nos armes. A Orizaba, nous avons examiné à loisir le Borrego, témoin du brillant fait d'armes du commandant Détrie, alors capitaine depuis trois ou quatre mois seulement. En traversant la Barranca-Ceca, avant d'arriver à Acatzingo, notre mémoire nous a rappelé le brillant fait d'armes du commandant Lefebvre, aujourd'hui lieutenant-colonel du même régiment qui l'accomplissait, le 99e.

« Enfin, nous aussi, nous avons traversé les grands et les petits Cumbrès, chacun de nous se demandait comment l'armée mexicaine avait pu laisser forcer un pareil passage. Après le Chiquihuite, les Cumbrès offrent les plus grandes difficultés qu'une armée envahissant le Mexique puisse rencontrer. Et dire que ces positions presque inabordables ont été enlevées par le 2e régiment de zouaves presque au pas de course! Je ne m'étonne pas si le général Zaragosa s'est écrié en montrant de la mauvaise humeur et en se retirant précipitamment: « On n'a jamais vu combattre comme cela ! »

« Nous sommes ici sur le commencement du plateau de l'Anahuac. C'est un pays qui doit être beau dans la saison des pluies; mais aujourd'hui les arbres sont dépouillés, la nature est morte, et le sable qui couvre la campagne et surtout nos routes, sillonnées par un nombreux convoi, donnent une triste idée de ce qu'il doit être en juin. Nous avons ici de l'eau en abondance; mais malheureusement on a négligé d'établir des tonneaux d'arrosage, de sorte que la poussière, soulevée par le vent, pénètre partout, et que l'on a toutes les peines du monde à s'en préserver, même dans les maisons les mieux situées et les mieux fermées. Nous faisons comme nous pouvons.

« Aussitôt notre arrivée ici, le général Douay a pu se porter à trois lieues en avant, à Acatzingo, et le colonel L'Hériller à Los Reyes. Ces deux points ont été occupés sans opposition de la part des juaristes, qui se sont contentés de tirer ou de faire tirer quelques coups de fusil sur nos grand'gardes, à une distance de 1,500 mètres. Nos soldats ne répondent même pas à de pareilles provocations.

« Le général Douay a fait une reconnaissance sur Tepeaca le 18; il y a rencontré 5 à 600 cavaliers du Zacatecas, qui ont été chargés et mis en déroute par 40 chasseurs d'Afrique du 2e régiment sans attendre le soutien du 2e zouaves. 15 tués, 6 blessés et 7 prisonniers, plus 12 chevaux ont été les trophées de cette journée, qui nous a coûté 5 chasseurs des plus braves, qui, emportés par leur ardeur et par leurs chevaux, sont arrivés au milieu des cavaliers ennemis et y ont été tués à coups de revolver. Parmi eux se trouvaient trois sous-officiers.

« Les événements se préparent. Le général Forey, qui est parvenu, à force d'activité, à réunir des approvisionnements considérables, va enfin se porter sur Puebla. La France et le gouvernement sont peut-être impatients; mais rendons justice au général Forey; il n'a pas perdu un seul instant, et il aura eu le mérite de ne pas s'être laissé détourner de ses idées par aucun conseil plus ou moins tentant, que chacun a dû chercher à lui insinuer. Il s'était dit dès le début : Je réunirai des moyens de transport suffisants; j'aurai des ressources en vivres telles que je ne puisse pas être arrêté dans mes opérations dès que je les aurai commencées. Il s'est tenu parole, et je crois qu'il est arrivé au but qu'il s'était proposé.

« Nous allons marcher sur Puebla, et nous y serons dans quelques jours. Nous trouvons sur le plateau beaucoup plus de sympathies qu'en terre chaude. Toutes les populations de ce village et de ceux environnants sont partisans de notre intervention. On dit qu'à Puebla c'est encore mieux.

« Je ne vous parle pas de la chute de Juarez, dont on parle beaucoup ici, sans que rien de certain soit arrivé. On dit aussi que le consul de Prusse a reçu ses passe-ports et qu'il est attendu à notre quartier général prochainement. Un parlementaire est venu demander l'autorisation de le laisser passer jusqu'à la Vera Cruz. On ignore les causes de cette rupture, mais on peut les trouver dans sa protestation contre l'expulsion des Français de Mexico.

« On a dit ici que le bruit courait en France que nos troupes étaient démoralisées; n'en croyez pas un mot; elles sont pleines d'espérance et de vigueur : vous en aurez bientôt la preuve. »

A la suite de cette brillante affaire, les Français occupèrent Tepeaca sans opposition. Cette ville, située à 38 kilomètres au sud-ouest de Puebla, fut autrefois la capitale d'un État indépendant qui contracta une alliance avec les aventuriers espagnols et leur facilita puissamment la conquête de Mexico; elle est environnée de vastes exploitations agricoles et tellement renommée pour sa salubrité, que les médecins y envoient les personnes faibles de constitution; une belle route qui traverse Amozoc, met Tépeaca en communication avec Puebla.

On vit s'avancer sur cette route, le 20 février, une quarantaine d'étrangers qui venaient de Mexico. Les principaux étaient le baron Wagner, les chefs de la maison de commerce Baron et Forbes, dom Antonio Escandon, la femme et la fille du colonel Talcott. Après être restés quelque temps internés dans la petite ville de Léons, le banquier Jecker et les personnes qui avaient partagé son exil avaient été conduits au port de Manzanilo pour s'embarquer à bord du bâtiment anglais la *Clide*. Le corps diplomatique avait inutilement protesté, et le baron de Wagner,

ministre de Prusse, chargé des intérêts français et espagnols, s'était signalé par une virulence qui rendait intolérables ses relations avec le gouvernement de Juarez. Il dut songer à se retirer comme l'avait fait déjà depuis un mois M. Charles Wike, le ministre des Etats-Unis à Mexico. M. Corwin fut prié de prendre sous sa protection les résidents étrangers privés de leurs représentants naturels. M. Corwin déclina cette responsabilité, ce qui lui attira les reproches de ses compatriotes eux-mêmes. « Sa conduite, disait le *Hérald*, journal de New-York, peut avoir été très-sage et conforme aux instructions qu'il a reçues du département d'État ; mais elle semble bien peu charitable dans le moment actuel, bien qu'il soit probable qu'il ne peut faire grand'chose pour tout étranger qui aurait en ce moment des différends avec le gouvernement. C'est la première fois, disait encore le *Courrier des États-Unis*, qu'un diplomate refuse une demande de ce genre, dont l'acceptation est en général considérée comme un devoir de courtoisie internationale en même



Domestique noir au service du quartier général.

temps que d'humanité. Il est profondément regrettable que l'exemple d'un pareil refus vienne d'un représentant de la nation américaine. »

Le ministre de Prusse fut dans la nécessité de remettre au corps diplomatique en général les intérêts qu'il avait eu mission de protéger, et il se mit en route pour la Vera-Cruz. Aussitôt qu'il eut atteint les lignes françaises, une escorte lui fut donnée, et ce n'était pas une précaution inutile ; car, aux environs de la Soledad, les voyageurs furent attaqués par des guerillas dont, au reste, on eut facilement raison. Le baron Wagner et ses compagnons de voyage prirent passage à bord du *Tasmanion*, qui arriva vers la fin de mars à Southampton.

Pour n'avoir pas à revenir sur ce qui concerne cet honorable diplomate, mentionnons son passage à Paris. Il y eut plusieurs conférences avec M. Drouyn de Lhuys, et, le vendredi, 3 avril, il eut l'honneur d'être reçu en audience particulière par l'Empereur, avec lequel il ne passa moins de deux heures.

Le baron Wagner, qui pouvait donner *de voix* des renseignements sur la situation des troupes françaises, n'hésitait pas à leur prédire un prochain succès.

CHAPITRE XXVI.

Proclamations du général Forey aux Mexicains, aux habitants d'Orizaba et aux troupes.

La réunion des ressources de tout genre qui leur étaient indispensables permettait en effet de faire cesser une longue temporisation. Le 15 février, le général Forey annonça aux Mexicains qu'il marchait sur Mexico et protesta de nouveau contre la pensée qu'on attribuait à la France de vouloir leur imposer un gouvernement :

Mexicains,

Après le long séjour que le corps expéditionnaire sous mes ordres a été obligé de faire dans ses cantonnements, il va en sortir et marcher sur Mexico.

Quelque long qu'il ait été, le temps passé dans ce qui n'a eu que l'apparence du repos n'aura pas été perdu. Il aura servi, je n'en doute pas, à vous faire réfléchir sur les mensonges de ceux qui sont intéressés à nous représenter comme vos ennemis, et à qui les braves soldats que je commande ont donné un éclatant démenti, par l'ordre et la discipline qui n'ont cessé de régner dans leurs rangs.

Si nous sommes vos ennemis, nous Français qui protégeons vos personnes, vos familles, vos propriétés, que sont-ils donc ces Mexicains, vos compatriotes, qui vous gouvernent par la terreur, qui dévastent vos propriétés, qui, en ruinant la fortune privée par des exactions sans exemple, anéantissent la fortune publique, et tout cela pour conserver un pouvoir dont ils font un si déplorable usage ?

Oui, Mexicains, vous aurez reconnu par nos actes la vérité, la loyauté de nos paroles, quand, au nom de l'Empereur, je vous ai déclaré solennellement ce que je vous répète encore aujourd'hui, que les soldats de la France ne sont pas venus ici pour vous imposer un gouvernement ; ils n'ont d'autre mission, entendez-le bien, après avoir arraché par la force à celui qui se dit l'expression de la volonté nationale, la juste réparation de nos griefs, que les négociations n'ont pu obtenir, que de consulter cette volonté nationale sur la forme du gouvernement qu'elle désire, et sur le choix des hommes qu'elle croira les plus dignes de lui assurer l'ordre avec la liberté au dedans, sa dignité et son indépendance au dehors.

Après l'accomplissement de cette tâche, il restera à l'armée française l'obligation d'aider le gouvernement de votre choix à marcher résolûment dans la voie du progrès, qui, en dépit de ceux qui méconnaissent le Mexique, parviendra à en faire un peuple qui n'aura rien à envier aux autres.

Alors ceux d'entre nous qui n'auront pas payé de leur vie le couronnement de cette noble entreprise retourneront dans leur patrie, heureux et fiers de l'accomplissement d'un grand devoir, s'il a pour résultat la régénération de votre pays.

Orizaba, le 15 février 1863.

Le général de division, sénateur, commandant en chef le corps expéditionnaire,

Forey.

Au moment de son départ, le général Forey reçut le Corps municipal d'Orizaba, dont le chef, M. Péon, préfet politique, lui adressa cette allocution :

Seigneur général,

Le Corps municipal a l'honneur de venir, au nom des habitants de cette ville, présenter ses respectueux hommages à Son Excellence le général en chef de l'armée expéditionnaire.

Après nous avoir honorés quelque temps de sa présence, après nous avoir fait apprécier et sa bienveillance et les hautes qualités de son caractère, nous voyons avec de sincères regrets que le moment de son départ approche.

Il ne manque pas à Orizaba des âmes reconnaissantes, de vrais patriotes qui se seraient empressés de témoigner à Votre Excellence les sympathies de leurs cœurs, si les hommes qui dominent le reste du pays n'étaient pas des frères.

Lorsque Son Excellence est arrivée parmi nous, le peuple n'était pas heureux.

Avec Votre Excellence sont venus le respect à la vie et à la propriété, des biens qui sont le but des sociétés organisées.

Votre Excellence a su donner une forte impulsion à l'œuvre magnifique du chemin de fer ; Votre Excellence a su réaliser

la fraternité la plus parfaite entre les militaires français et notre peuple; aussi, monsieur le général, le peuple aime déjà l'Empereur, Votre Excellence et ses braves soldats.

Monsieur le général, que Dieu bénisse la France et le Mexique, l'Empereur et Votre Excellence; que Dieu bénisse votre œuvre glorieuse. Votre Excellence part, mais votre mémoire restera toujours dans les cœurs des bons Mexicains, comme il reste toujours le souvenir d'un bonheur.

Une seconde proclamation fut adressée aux habitants de la ville où le général Forey avait fait un si long séjour :

Orizaba, 16 février 1863.

HABITANTS D'ORIZABA,

Je vais quitter dans quelques jours cette ville et commencer les opérations militaires pour lesquelles j'ai dû faire, afin d'en garantir le succès, de si longs préparatifs. Mais je ne veux pas vous quitter sans vous adresser quelques mots que vous comprendrez, car ils viennent du cœur. Et d'abord, je vous remercie pour la façon dont le corps expéditionnaire a été traité dans votre ville pendant un séjour de neuf mois. Durant ces neuf mois, l'ordre n'a pas été un instant troublé, et nos soldats ont joui d'une sécurité aussi parfaite que dans leur propre pays.

Si cet état de choses n'est point dû à votre sympathie, et je m'estimerais heureux de lui attribuer cette cause, il est dû tout au moins à de bonnes dispositions, et nous devons encore vous en remercier. Je ne crois pas me bercer d'un faux espoir, lorsque je pense que la conduite et la bonne tenue de nos soldats, qui, dans toutes les parties du monde, se sont concilié l'estime et l'amitié de leurs ennemis, auront produit sur vous le même effet, vous qui avez été témoins de leur ordre, de leur discipline et de leurs manières affables; de même il est impossible que ceux de vos concitoyens qui les ont vus sur d'autres points du pays, n'aient pas reconnu en eux les fils de cette belle France qui marche à la tête de la civilisation.

Je nourris le doux espoir que vous avez compris les intentions de l'Empereur, qui n'a eu, je vous l'affirme, en nous envoyant au Mexique, d'autre but que d'obtenir par les armes une juste réparation pour les insultes que vous connaissez, et ensuite de réconcilier votre pays avec l'Europe et en particulier avec la France, pour laquelle vous auriez toujours conservé, sans votre gouvernement actuel, vos anciennes sympathies.

Quant à moi, si je demande au Ciel de bénir nos armes, c'est moins dans un vain désir de gloire personnelle, que dans votre propre intérêt et pour assurer la prospérité de votre beau pays, auquel nous venons apporter, au prix de notre sang, ces deux biens inestimables sans lesquels aucune société ne peut exister : la liberté et l'ordre.

Adieu donc, habitants d'Orizaba, ou plutôt au revoir, car j'espère que nous reviendrons parmi vous. Dieu seul connaît l'avenir; mais, quel que puisse être le sort qui m'est réservé, je n'oublierai jamais l'hospitalité que j'ai reçue ici, et je conserverai toute la vie les meilleurs souvenirs de votre ville.

Le général de division, sénateur, commandant en chef le corps expéditionnaire du Mexique,

FOREY.

Enfin une troisième proclamation fut adressée aux troupes qui allaient combattre.

SOLDATS,

Voici bientôt neuf mois qu'un petit nombre d'entre vous, marchant sur Mexico, a rencontré devant Puebla un obstacle que vous n'aviez pas les moyens matériels de renverser.

Vous dûtes alors différer l'accomplissement de la grande et noble mission que l'Empereur vous avait confiée, jusqu'à ce que vous eussiez reçu tout ce qui vous manquait pour cela; mais il a fallu du temps, parce que la France est loin, et qu'elle a voulu vous donner tous les moyens de vaincre.

Ce temps, du reste, n'a pas été perdu, et un séjour prolongé dans vos cantonnements vous a fait apprécier par le peuple mexicain, qui a pu reconnaître, à l'ordre, à la discipline, qui n'ont cessé de régner parmi vous, que vous n'êtes pas les instruments d'une politique d'oppression, comme s'efforcent de le lui faire croire ceux qui ont intérêt à le voir courbé sous leur pouvoir arbitraire; mais que vous êtes bien les soldats de la France, de cette France qui marche à la tête de la civilisation, portant haut et ferme son drapeau, dans les plis duquel peuvent se lire à côté des noms de tant de victoires qui l'ont illustré, ces mots : Ordre et Liberté !

Cette patience que vous avez mise à préparer vos moyens d'action, les soldats abusés du gouvernement qui règne encore pour quelques jours à Mexico ont pu, dans la présomption que leur a donnée leur facile triomphe du 5 mai dernier, l'imputer à la crainte qu'ils vous inspiraient. S'ils se sont endormis dans cette pensée, que leur réveil soit terrible !

Soldats, le temps du repos est passé : reprenez vos armes et marchez à la victoire, que Dieu vous donnera, parce que jamais cause n'a été plus juste que la vôtre : vous avez à venger vos compatriotes soumis depuis longues années par le gouvernement de ce pays à des injures et à des excès de tous genres; vous avez en outre à rendre le Mexique à lui-même; quelle plus belle mission que celle-là !

Animés de cette noble ardeur qui vous a rendus si redoutables sur tant de champs de bataille, vous allez renverser tous les obstacles qui se présenteront devant vous.



Soldats mexicains à la suite de Marquez.

Comme je vous l'ai déjà dit, soyez humains après la victoire, surtout envers les êtres faibles et désarmés ; mais soyez terribles pendant le combat, et bientôt vous planterez le noble étendard de la France sur les murs de Mexico au cri de : Vive l'Empereur !

Orizaba, le 17 février 1863.

Le général de division, sénateur, commandant en chef le corps expéditionnaire du Mexique,

Signé : FOREY.

Cet ordre du jour produisit un grand effet sur les soldats, il fut commenté sous la tente. Un sergent des chasseurs à pied, M. Sabatier, imagina même de le mettre en vers, et le fait parut assez singulier pour que le *Moniteur*, où la poésie trouve habituellement si peu de place, publiât dans son numéro du 16 avril cette traduction rimée.

Soldats ! depuis neuf mois nos aigles outragées
Attendent le moment par vous d'être vengées.

Trop peu nombreux alors, vos frères imprudents
Ont vu devant Puebla leurs efforts impuissants,

Et se sont vus forcés, malgré tout leur courage,
De regagner leur camp ; soldats, voilà l'outrage!
Ce revers glorieux n'est pas moins un revers :
La France n'en veut point, ses drapeaux sont trop fiers !

Neuf mois sont écoulés bientôt depuis l'offense ;
Ce temps, il le fallait, pour recevoir de France
Les vivres, les chevaux, les canons, les renforts
Qu'elle nous envoyait de chacun de ses ports.
Maintenant tout est prêt, soldats! prenez vos armes :
Je sais combien pour vous les dangers ont de charmes,
Et, fier de vous guider bientôt au champ d'honneur,
De mon commandement je bénis l'Empereur.

Ah ! si les ennemis ont cru, dans leur folie
Qu'on insultait en vain l'aigle de la patrie,
S'ils se sont endormis en voyant nos retards,
Se croyant à l'abri sous leurs épais remparts,
Combien sera pour eux terrible le réveil,
Lorsque nos étendards vont briller au soleil !

Soldats ! soyez humains : respectez la faiblesse,
Les femmes et l'enfance ainsi que la vieillesse :
Le mourant, le blessé n'est plus un ennemi,
C'est un homme qui souffre, ayez pitié de lui !
Tant qu'il reste debout, soyez-lui redoutable;
Mais lorsqu'il est tombé, soyez-lui secourable.

Soldats! du haut des cieux Dieu vous fera vainqueurs,
Car votre cause est juste, et braves sont vos cœurs.

Soldats! quand va venir le jour de la bataille,
Regardez dans les airs, à travers la mitraille,
Vous y verrez notre aigle, ouvrant ses ailes d'or,
Prendre majestueux son glorieux essor,
De sa serre à Puebla briser la résistance,
Puis, d'un nouvel essor franchissant la distance,
Aller sur Mexico déployer nos couleurs.
Soldats ! vive la France et vive l'Empereur !

CHAPITRE XXVII

Marche sur Puebla. — Lettre d'un officier. — Rapports officiels.

Le commandant en chef et son état-major, suivi de toutes les troupes qui restaient à Orizaba, à l'exception de cinq cents hommes, se portèrent en avant le 23 février 1863. Un officier écrivait, pendant cette marche, du bivouac de la Novia de Floresta, à un de ses amis domicilié à Besançon :

« Ta lettre est venue me trouver hier au soir à onze heures; j'étais logé dans une écurie et je raccommodais mon pantalon avec une basane ; j'ai travaillé à cet ouvrage important jusqu'à deux heures et demie du matin. Nous étions installés dans une *hacienda* et nous croyions y rester quelques jours pour nous reposer et réparer nos effets, qui commencent à annoncer la misère, lorsqu'un ordre nous a fait retourner au bivouac que nous occupons actuellement. Je t'écris de ma maison de campagne. Tu sais sans doute ce qu'elles sont : un petit morceau de toile accroché à un bâton forme les murs et les toits de nos abris. Ces murs ainsi que les toits sont très-minces, comme tu peux en juger ; aussi ressent-on facilement les variations que le climat offre chaque jour. Toutes les nuits nous avons de la gelée ; le thermomètre marque zéro le matin, et à midi il marque 45° et plus. Avec un pareil climat, à une élévation de 2,500 mètres au-dessus du niveau de la mer, il est difficile à l'Européen de respirer à son aise. Par suite de la faiblesse de la colonne d'air, la respiration est très-courte, ce qui devient pénible, surtout quand on fait quelque marche rapide ou quelque manœuvre fatigante.

« Nous ne sommes plus qu'à une enjambée de Puebla. Chacun de nous désire se mettre en route le plus tôt possible, afin de voir de près nos ennemis. A toutes les rencontres que nous avons eues jusqu'ici nous n'avons pu les approcher. Montés sur des chevaux vigoureux, ils lâchent leurs coups de fusil, puis se sauvent comme le lièvre devant le chasseur. A Puebla, ils seront renfermés dans les murs de la ville, et peut-être aurons-nous le bonheur de les voir sortir.

« Tu as lu sans doute des relations de voyages ou des descriptions dans lesquelles on prétend que le Mexique est le plus beau et le plus riche pays du monde. Ces belles pages ne peuvent guère s'appliquer aux contrées que nous avons visitées jusqu'ici, surtout dans nos dernières étapes. Ce sont de fort belles plaines, il est vrai, mais toutes nues et sans un arbre pour offrir son ombrage au voyageur. Elles sont parsemées de mamelons en forme de pains de sucre, restes de volcans éteints. La lave, que l'on rencontre çà et là, et les terres brûlées dont on remarque la teinte grise sur le flanc des montagnes, annoncent que le sol du Mexique a été profondément bouleversé par la nature. On rencontre fort peu de villages. On rencontre par-ci par-là quelques *haciendas* ou maisons d'exploitation. Les maîtres de ces fermes sont généralement très-riches et font cultiver leurs terres par de malheureux Indiens, abrutis par le travail et par les privations. Ces anciens propriétaires du sol, réduits maintenant à la condition la plus dure, sont logés dans des cases ou huttes construites avec quelques pieux fichés en terre et recouverts d'herbes sèches ; les lits et les chaises sont inconnus ; tout le mobilier consiste en une natte et quelques vieux pots. Les mœurs de ces pauvres gens sont simples et généralement exemptes de ces habitudes vicieuses que l'on observe en Europe dans les classes inférieures. Le pain et la viande ne se rencontrent pas souvent sous leurs dents; leur nourriture habituelle consiste en galettes composées avec du maïs écrasé entre deux pierres et jeté, pour être cuit, sur une plaque de fer fortement chauffée. Des haricots cuits dans leur jus assaisonnent ordinairement cette galette, dans laquelle on ne met pas de sel, vu la cherté de cette denrée (1 fr. 84 c. la livre de 460 grammes).

« Je crois sans peine que si ces infortunés recevaient un peu d'instruction et jouissaient de la même liberté que les cultivateurs européens, ils feraient du Mexique, ruiné par l'incurie d'un gouvernement sans foi, une des contrées les plus fertiles du monde entier. Les quelques coins de terre cultivés ont un aspect magnifique. Il y a deux jours, en faisant une reconnaissance, nous avons vu du blé en fleur, tandis qu'à côté la récolte de l'année précédente n'était pas encore rentrée. »

Un accident douloureux attrista ce voyage ; le colonel d'Auvergne, chef d'état-major du général Forey, et qui avait été appelé auprès de lui au même titre pendant la campagne d'Italie, en tombant de cheval, sur la route d'Acatzingo, se cassa la jambe, et dut être remplacé par le général Manèque.

Le 27 février, le quartier général français était à Quecholac.

Le général Bazaine, avec la 1re division, occupait les positions de Nopalucan, Floresta, San Juan Batista, San Antonio Tamariz, San Marco et San José Ovando.

La 2e division, sous les ordres du général Douay, était à Quecholac, Acatzingo, Los Reyes et Tecamachalcho, correspondant avec la 1re par la route directe de Nopalucan à Acatzingo, appelée Camino Nuevo.

Le général Neigre, placé à l'arrière-garde, devait amener des renforts.

Un conseil de guerre fut tenu à Quecholac le 28 février. Divers plans y furent successivement proposés ; mais on ajourna toute décision jusqu'au jour où l'on serait devant la place. Il fut seulement convenu que toutes les forces se mettraient en mouvement le 8 mars, après l'arrivée des renforts. Les dépêches envoyées par l'amiral Jurien de la Gravière annonçaient le débarquement de nombreux détachements à la Vera-Cruz.

Mais laissons la parole au général Forey, dans le journal qu'il adressait quotidiennement à l'Empereur :

Acatzingo, 3 *mars*. — Je viens d'arriver à Acatzingo, qui est ce que nous avons vu de mieux depuis Orizaba. La campagne même offre aux yeux attristés jusque-là par une végétation rabougrie une nature plus riche et plus forte, et les environs de la ville, jusque du côté de Los Reyes, sont cultivés en jardins potagers, ce que permettent les eaux abondantes qui arrosent ce pays. La disposition de la ville est la même qu'à Quecholac : de grands corals où le matériel et les chevaux sont parfaitement abrités, de grands bâtiments ressemblant à des forteresses, des maisons à terrasse et une place immense au centre de la ville. Toute la population était dehors pour me voir arriver, et se montra sympathique. C'est aujourd'hui jour de marché, et la place est couverte de plusieurs milliers d'Indiens qui apportent leurs provisions avec confiance. Nous avons traversé plusieurs villages, et les habitants ne témoignent aucune crainte à notre aspect. Certes, le gouvernement de Juarez

ne peut pas dire qu'il nous fait une guerre nationale; car nous ne voyagerions pas plus tranquillement en France, et survînt-il quelque part sur nos derrières une attaque, soit contre nos convois, soit contre les localités qui nous ont montré quelque sympathie, cela ne changerait pas la situation et ne pourrait être regardé que comme un fait naturel, puisque de tout temps il y a eu dans ce pays, et il y aura longtemps encore, une partie de la population qui ne fait pas autre chose que le métier de bandits sous le nom de guérillas.

Le général Douay se porte demain à San Bartolo, et le général L'Hériller à Tépeaca, laissant un demi-bataillon à Los Reyes.

Je vais m'occuper moi-même de porter des troupes de la brigade Bertier, qui va venir à Acajete, jusqu'à Amozoc, petite ville située au point de jonction des routes d'ici à Puebla et de Nopalucan à cette même ville, et qui nous sera utile comme point de concentration de nos deux colonnes, qui opèrent depuis longtemps séparément. Ce serait même un excellent point où nous pourrions former des magasins, si les moulins qui existent à Quecholac ne nous forçaient à les laisser là et à y conserver une garnison que je compte former d'un bataillon, qui, au moyen de quelques ouvrages que le génie y pratique en ce moment et qui en ceignent nos dépôts, y sera en toute sûreté jusqu'au moment où la prise de Puebla me permettra d'évacuer sur cette dernière place tout ce qui sera resté à Quecholac.

5 *mars*. — Le général Douay a exécuté son mouvement hier sur San Bartolo et Tépeaca. Il m'écrit qu'il l'a effectué sans incident et sans avoir vu un seul ennemi. Il ne me parle pas de Tépeaca, d'où le général L'Hériller ne lui avait pas encore donné de ses nouvelles. Il doit se mettre en communication aujourd'hui avec le général Bertier, qui est arrivé le 4 à Acajete. Dans leurs positions respectives, nos deux colonnes se protégent mutuellement et n'ont rien à craindre de l'ennemi.

Celui-ci a sans doute été ému de mon départ d'Orizaba et de mon arrivée à Quecholac. Il s'est concentré à Puebla, où l'on a appelé même les détachements de cavalerie laissés dehors. Juarez est venu de Mexico à Puebla, où il a passé une grande revue, à laquelle on a constaté que 18,000 hommes environ avaient assisté. Juarez a harangué les troupes et est reparti pour Mexico. Comonfort, qui se tient vers San Martin avec son corps que l'on dit fort de 3,000 réguliers et de volontaires dont on ne donne pas le chiffre, est venu à Puebla avec Juarez et est retourné après la revue à San Martin, d'où il observe la route de Tlascala.

Bazaine, d'après mes instructions, doit lui donner des inquiétudes de ce côté en poussant de fréquentes reconnaissances vers Huamantla, en faisant courir le bruit que San Martin est un objectif sérieux pour nous, et en commandant aux haciendéros de préparer des approvisionnements. San Andres est entièrement évacué, et le 20e bataillon de chasseurs qui y restait seul arrive demain à Nopalucan, où Bazaine a sa division massée avec des forces qui s'étendent de là à Acajete.

Je fais venir ici tout le matériel de l'artillerie et du génie, de sorte que dès que le général Neigre me ramènera ce qui est encore échelonné entre Quecholac et Orizaba, je prononcerai définitivement le mouvement offensif sur Puebla; dans aucun cas, du reste, ce mouvement n'aurait pu se faire plus tôt qu'il ne s'effectuera, par la nécessité où nous avons été de transporter à Quecholac de nombreux approvisionnements amassés à San Andres, où nous sommes maintenant, de les porter en avant ainsi que les munitions de guerre, toutes choses qui ne peuvent se faire que peu à peu.

Le 6. — J'ai enfin reçu l'avis de l'arrivée de notre convoi d'argent à Orizaba. Parti de cette ville le 5, il sera ici le 9. Le général Neigre partira le 6, de manière à nous apporter le courrier de France. Il ramènera avec lui la majeure partie de sa brigade, qui est échelonnée sur la route, en sorte que d'ici à quelques jours notre mouvement sur Puebla va s'exécuter. J'adresse à Votre Majesté la traduction d'une proclamation que Juarez a adressée à l'armée d'Orient, à l'occasion de sa revue. Il est toujours étrange que le chef d'un gouvernement, qui porte de si rudes atteintes à la liberté et qui se joue avec tant d'impudence des droits de l'humanité, fasse un pareil abus de ces mots qui sont si peu d'accord avec ses actes.

Je suis allé visité hier Los Reyes, où nous avons un détachement. La population de ce gros village, qui contient 3,000 Indiens, se pressait autour de moi, et c'était à qui me toucherait la main. Si Juarez avait vu et entendu ces bonnes gens qui nous regardent comme des libérateurs, il ne prétendrait pas que son gouvernement est populaire.

Le 7. — Comme mouvement préparatoire à l'investissement de Puebla, je porte le 9 le général Douay avec toute sa brigade à Amozoc. A cet effet, je le remplace à San Bartholo et Tépeaca par le 51e que je fais venir d'Acajete, et je prescris au général Bazaine de resserrer les cantonnements sur ce dernier point, ayant sa droite à Nopalucan, de manière à masser sa division à Amozoc en deux marches, mais en laissant toujours Marquez à Ixtengo et Zoltepu pour laisser l'ennemi dans le doute sur notre véritable direction.

Le général Neigre, qui est en route, ramasse sa brigade, échelonnée à Acatzingo, Puente, Colorado, la Canada, Palmer, Quecholac, et, après avoir laissé dans cette dernière ville, qui est le centre de nos approvisionnements à cause de ses moulins, le 2e bataillon du 81e qui en formera la garnison jusqu'à nouvel ordre, il arrivera ici le 9 ou le 10, et le 11 ou le 12 je serai en mesure, je l'espère, de masser toute l'armée en avant d'Amozoc, pour de là procéder à l'investissement de Puebla.

Le 10. — Le mouvement du général Douay sur Amozoc s'est effectué hier. Il a rencontré en avant de cette ville quelques cavaliers qui se sont enfuis, et, arrivé devant la ville, il a essuyé quelques coups de feu tirés des jardins de la ville sur son avant-garde par des cavaliers assez nombreux; mais comme j'avais pris des dispositions pour enlever Amozoc si l'ennemi paraissait disposé à la défendre, les cavaliers ont promptement évacué leurs positions et se sont retirés sur Chachapa, où les Mexicains auraient, dit-on, des forces assez considérables en cavalerie avec de l'artillerie. Le général Douay se proposait de pousser une reconnaissance ce matin de ce côté. Il a trouvé les puits à Amozoc bouchés et encombrés, mais non corrompus, comme on le disait, par des animaux morts qu'on y aurait jetés. Il y a aussi aux environs des mares où l'eau est assez abondante pour nos animaux.

La ville renferme, comme toutes celles que nous avons traversées sur le plateau, des corals très-commodes pour contenir nos voitures et nos chevaux et mules. J'occupe la ville militairement et je m'empresse d'y faire conduire tout notre matériel, ce qui exigera trois ou quatre jours. Afin de garantir nos convois de toute insulte par Tépeaca, au sud de laquelle se tiennent des bandes que l'on dit assez nombreuses, surtout vers Tecali, j'ai porté à Tépeaca tout le 51e, qui était partagé depuis le 8 entre cette ville et San Bartolo, et j'ai dirigé le 1er de zouaves sur San Bartolo. De cette manière, la marche de nos convois sur Amozoc est parfaitement assurée.

Il me reste ici un bataillon du 81e et le 18e bataillon de chasseurs avec un peu de cavalerie. Dès que la majeure partie du matériel aura évacué Acatzingo, je porterai mon quartier général à Amozoc.

Outre le 51e, j'ai dirigé sur Tépeaca près de 200 cavaliers mexicains commandés par le colonel la Pena, officier énergique, qui était à la Soledad dernièrement et dont j'ai été très-satisfait. Le bataillon d'infanterie de marine arrive demain. Je m'occupe à organiser les troupes auxiliaires. Quant à créer un corps d'Indiens, la chose sera peut-être possible plus tard; mais en ce moment cette malheureuse et intéressante portion de la population mexicaine est sous un tel régime de terreur qu'une semblable création est tout à fait impraticable. Ce qui me donne quelque espoir que l'avenir pourra modifier la situation dans le sens indiqué par Votre Majesté, c'est que depuis que je me suis porté en avant, plusieurs faits se sont produits sur nos derrières qui dénotent une tendance de la part des Indiens à secouer le joug et à défendre leurs propriétés et eux-mêmes contre les guérillas.

Le 11. — Nos convois s'acheminent sur Amozoc, où je ne me rendrai que lorsque tout ou à peu près tout le matériel y sera. En présidant moi-même à cette opération, je suis sûr qu'elle se fait plus rapidement et sans aucune perte de temps.

Du 13 au 14, les convois ont continué à porter notre matériel à Amozoc, où les parcs d'artillerie et du génie se sont rendus le 13. Hier, 14, j'y suis arrivé moi-même, ne laissant en arrière que le général Neigre, qui arrivera demain 16. C'est ce jour que j'ai fixé pour la concentration de toutes les troupes, soit à Amozoc, soit en avant. Toutes mes dispositions sont prises pour investir Puebla le 18. J'aurai l'honneur d'en exposer le plan à Votre Majesté demain, où il recevra un commencement d'exécution.

Le 16. — C'est aujourd'hui, Sire, le jour anniversaire de la naissance du Prince impérial. J'aurais vivement désiré que la marche des choses m'eût permis de vous annoncer, à cette occasion, la prise de Puebla ; mais cela n'ayant pas été possible, nous avons au moins célébré le 16 mars en commençant les opérations sérieuses. Ce matin, le général Douay a fait occuper les mamelons de Tepozutchil et d'Amalucan. C'est à l'hacienda qui est située derrière ce dernier mamelon que je vais établir provisoirement tous nos dépôts de vivres et de munitions. La division Bazaine, qui est arrivée aujourd'hui, a remplacé dans ces deux positions de Tepozutchil et d'Amalucan les troupes du général Douay, qui sont allées le rejoindre à Manzanilla. De là ce dernier doit faire les reconnaissances nécessaires pour tourner Puebla par le nord, tandis que le général Bazaine en fera de Tepozutchil pour tourner la ville vers le sud. Ces reconnaissances seront faites demain 17, et si, d'après les résultats, les travaux qui seraient nécessaires pour rendre les chemins praticables ne peuvent apporter d'obstacles sérieux à la marche des colonnes, voici les opérations qui amèneront l'investissement complet de Puebla, lequel aura probablement un grand effet sur le moral des assiégés, que l'on dit déjà assez ébranlé.

Le 18, à trois heures du matin, le général Douay, ainsi que le corps du général Marquez et un petit corps que Votre Majesté connaît déjà sous la dénomination de *légion d'honneur*, composé d'officiers mexicains, commandé par le général Taboada, quitteront la Manzanilla.

La 1re brigade (général L'Hériller) se dirigera sur le Puente Mexico, passera l'Atoyac sur ce pont, et ira s'établir sur la rive droite de l'Atoyac, à l'ouest de la place, vis-à-vis le Cerro San Juan, ayant soin de se tenir hors de portée du canon de la place. Tous les renseignements, sans exception, donnent le Cerro comme n'étant point fortifié, et le général Douay, à qui il est recommandé de n'agir qu'avec une grande prudence, mais au besoin avec résolution, occupera ce point important et qui nous donnera une excellente base pour nos attaques si l'ennemi ne le défend pas, et l'enlèvera de force s'il se trouve en mesure de le faire.

Dans cette prévision, je lui ai adjoint une batterie de réserve. Il fera en même temps occuper Puente Mexico et enverra un détachement du côté du Puente de Animas pour couper la route qui passe par le pont. Il a l'ordre de couper le fil du télégraphe électrique et de rechercher les conduites d'eau pour les couper aussi.

Le corps de Marquez, qui aura suivi cette brigade, s'établira sur la route qui conduit à la Garita del Puelque et interceptera la route de Tlascala.

Je viens de voir défiler le petit corps de Marquez. Il est bien armé et animé de bonnes dispositions. Il ne compte qu'un millier d'hommes (800 à pied, 200 à cheval). La 2e brigade (général Neigre) appuiera d'un côté à la route de Tlascala, et de l'autre au Rio San Francisco, et aura à sa gauche la légion d'honneur qui servira de lien entre la 2e division (Douay) et la 1re (Bazaine), vis-à-vis les forts de Guadelupe et Loretto. Par conséquent la division Douay investira la place à l'ouest et au nord.

La 1re brigade de la 1re division (général Bertier) partira de grand matin de la ferme d'Alamos, gravira les pentes du Cerro Tepozutchil, et, tournant la ville par le sud, tâchera de traverser le Rio Atoyac à 3,000 mètres de la place. Si elle ne le pouvait pas, elle descendrait jusqu'au pont de Totimehuacan, d'où elle ira prendre position au sud de la ville sur la route de la hacienda de San Bartolo. Avec cette brigade marchera un corps mexicain commandé par le colonel la Pèna, et un autre sous les ordres du colonel Trejuquè, celui qui s'est rallié à nous à San Andres.

La 2e brigade (général de Castagny) occupera la route d'Amoyoc à Puebla, à hauteur des Cerro Tepozutchil et Amalucan, et s'étendra à droite et à gauche de manière à donner la main aux brigades voisines et à garder les parcs placés provisoirement en arrière d'Amalucan.

Les deux régiments de marche (cavalerie) sont attachés : le 1er régiment à la division Douay, le 2e à la division Bazaine.

Cette dernière division investira la place au sud et à l'est ; Puebla sera donc investie de toutes parts, et si une partie de la garnison réussit à sortir de la ville, il sera impossible au matériel d'échapper.

Aussitôt l'investissement terminé, je ferai une reconnaissance très-détaillée de la place qui n'est plus une place ouverte comme en mai 1862, mais une véritable place forte défendue par un système de forts détachés, armés d'une puissante artillerie et défendus par une armée de 20,000 hommes, sans compter un système de défense intérieure, qui, si elle est bien menée, peut nous présenter de sérieuses difficultés. Mais si la défense est vigoureuse, l'attaque ne le sera pas moins, et quand je vois les bonnes dispositions dans lesquelles sont les troupes, leur état physique et moral, il ne m'est pas permis de douter un instant du succès. J'adresse à Votre Majesté un plan de la ville et de ses défenses au moyen duquel l'Empereur pourra suivre les opérations.

Le 17. — Demain, je porte mon quartier général à Amalucan, d'où je pourrai suivre les opérations de l'investissement, après quoi je l'établirai au point qui me paraîtra le plus favorable.

Nos mouvements d'hier ont mis la ville en émoi, et la garnison s'est portée aux postes qui lui ont été assignés pour le combat. Le général Douay n'a rencontré dans sa marche sur Manzanilla que quelques cavaliers, battant la campagne, et dans une démonstration qu'il a faite dans la direction de Guadalupe pour détourner l'attention de l'ennemi sur ses projets de tourner la ville par la droite, il y a eu quelques coups de fusil échangés sans aucune importance. Cela a suffi pour tenir la garnison sur le qui-vive.

Le 18, de San Aparicio. — Sire, nos opérations marchent à souhait. Pendant que les divisions Douay et Bazaine investissaient la place hier, l'une par le nord, l'autre par le sud, je suivais leurs mouvements des hauteurs de Amalucan, ou j'avais transporté dès le matin mon quartier général. Dans la supposition que le général Douay trouverait le Cerro San Juan occupé par l'ennemi et fortifié, ma résolution de l'enlever le plus tôt possible étant bien arrêtée, je fis partir les batteries de la réserve d'Amalucan et les dirigeai sur San Aparicio, où je suis venu moi-même ce soir. Dans la soirée, j'ai reçu une lettre du général Douay, et dans la nuit une autre du général Bazaine.

Le 19. — Le premier m'annonce que sa marche qui n'a souffert de sérieuses difficultés qu'ici, à San Aparicio, où se trouve une bacrànea des plus difficiles, avec des pentes qui ne permettent de les gravir qu'en triplant les attelages, et où il a dû laisser ses voitures, l'a conduit au Cerro San Juan qu'il a occupé après un engagement assez vif, mais cependant très-court, pendant lequel le colonel Laffaille a reçu une blessure très-légère à la cuisse, et un officier norwégien qui sert dans le bataillon de fusiliers marins une blessure à la tête (il ne me parle que de celles-là), il a fait occuper la route de Mexico et coupé le fil du télégraphe qui communique de Puebla à la capitale.

Le général Bazaine m'écrit de son côté qu'après avoir rencontré d'assez grandes difficultés de terrain qui ont nécessité des travaux assez longs pour le passage des voitures, il est arrivé au point indiqué dans mes instructions, c'est-à-dire à San Bartolo, au sud de Puebla, et que ce matin il va se mettre en communication avec Douay. Voilà donc notre investissement complété de la manière la plus heureuse, et j'espère que cette première et importante opération nous présage des succès ultérieurs.

Je m'occupe maintenant d'expédier les ordres nécessaires pour amener au Cerro San Juan notre matériel de guerre et de bouche.

Le 20. — Je suis arrivé hier au camp du général Douay, et j'ai établi mon quartier général dans un ancien couvent, sur le sommet du Cerro San Juan, d'où je vois toute la ville avec ses fortifications, ainsi que toutes les positions occupées par mes différents corps.

Le colonel d'Auvergne, qui s'est fait transporter jusqu'ici par des Indiens, renvoyant ceux-ci à Orizaba, j'ai donné à cinq d'entre eux une dépêche télégraphique qu'ils remettront, s'ils ne sont pas arrêtés en route, au commandant supérieur d'Orizaba.

Nous apercevons, à deux lieues au loin, dans la direction de San Martin, un fort parti de cavalerie et d'infanterie que nous supposons être le corps sous les ordres de Comonfort. Je pense qu'il cherchera à se mettre en communication avec la garnison ; mais je fais observer tous les passages avec soin.

Le 22. — Tous nos convois sont arrivés de Amalucan, excepté les gabions, que le génie a fait apporter en grande quantité de Quechola et d'Acajete sur ce point. J'espère les avoir ici sous peu. En attendant, les officiers du génie et d'artillerie

font leurs reconnaissances pour l'ouverture de la tranchée et l'établissement des batteries. Les approches de la place sont favorables en ce qu'on est défilé sur certains points jusqu'à 600 mètres. Les troupes qui ont investi la ville le 18 s'étaient établies à environ 4,000 mètres, et même plus. Hier de nouvelles positions plus rapprochées ont été reconnues, et aujourd'hui les troupes ont levé leurs camps et ont serré la place de plus près ; elles en sont à 3,000 mètres, 3,500 au plus suivant les localités. L'artillerie ennemie, en tirant assez fréquemment dans diverses directions, nous a pour ainsi dire indiqué elle-même les positions à occuper.

Hier, les troupes ennemies de Comonfort ont fait une démonstration sur nos lignes; mais il a suffi de quelques compagnies de tirailleurs pour les maintenir à distance. Il y avait là peu de monde, et je ne suis pas éloigné de croire que là n'était pas le gros de ses forces, que des renseignements, auxquels je ne crois guère du reste, portent à 12,000 hommes, et qu'il pourrait venir nous inquiéter par Huamantla et Acajete, en se portant sur notre ligne de communication. Aussi, je tiens à ne plus avoir à m'en servir jusqu'après la prise de Puebla, et j'envoie des mulets en grand nombre et des voitures vides à Quecholac pour en enlever tout ce que nous y avons en grains, farine, munitions, malades et garnison, en sorte que, ce point évacué entièrement, je n'aurai plus de préoccupation sur la ligne de Puebla à Orizaba, et je gagnerai un bataillon de plus.

Hier, à la tombée de la nuit, de fortes colonnes de troupes sortaient de la ville par Guadalupe et Loretto, ce qui me fit croire : ou que, inquiets sur les mouvements que les nôtres avaient faits au nord de la ligne d'investissement pour la resserrer, l'ennemi prenait des positions pendant la nuit pour éviter une surprise; ou qu'il tenterait quelque chose sur Amalucan, sachant que nous n'y avions pas de forces considérables. Je fis prévenir tous les corps de ce côté de se tenir sur leurs gardes; et même le général Neigre devait chercher à couper la retraite à ces colonnes ennemies si elles s'avançaient dans la plaine; mais cette démonstration cachait un but dont j'ai reçu aujourd'hui l'explication. Carbajal, avec 500 hommes de cavalerie, qui était entré dans la place peu de jours avant l'investissement, s'y était laissé renfermer par cette opération, qui a réussi à souhait. Malheureusement nous n'avons pas assez de troupes françaises pour garder tous les points, et Carbajal, avec ses cavaliers, se serait échappé de la ville par cette baranca, pendant la nuit dernière, sous la protection des colonnes que j'avais vues descendre dans la plaine. Je suis très-contrarié de cela, bien que je ne puisse espérer intercepter assez complétement la place pour empêcher tous les hommes d'en sortir.

Ce matin, l'artillerie de la place a essayé la portée de ses pièces sur mon quartier général, et nous a salués de boulets et d'obus pendant que nous déjeunions. Leurs projectiles étaient parfaitement dirigés, et l'un d'eux est même entré dans la chapelle où couchent les officiers de l'état-major général. Si ces messieurs n'eussent pas été à table dans une autre pièce, il y en eût eu probablement de touchés.

Le 23. — Hier j'avais envoyé une forte reconnaissance à Cholula. 2,000 cavaliers de Comonfort, qui venaient de quitter cette ville, ont été rencontrés par notre reconnaissance, et il s'en est suivi un engagement de cavalerie dans lequel le général de Mirandol, enlevant nos chasseurs avec l'entrain qui distingue officiers et soldats de cavalerie dans cette campagne, a chargé l'ennemi et l'a mis dans une déroute complète, lui tuant au moins 200 hommes. Nous avons eu une dizaine d'hommes tués ou blessés, dont un officier, M. Petit, capitaine, qui a reçu un coup de lance qu'on a cru mortel ; mais depuis lors il va mieux et on espère le sauver.

Le 24. — Hier, une batterie de 2 gros mortiers mexicains que nous avons apportés de Vera-Cruz, et de 6 obusiers de montagne disposés pour tirer en bombe, a essayé son tir, afin de pouvoir protéger l'ouverture de la tranchée qui devait avoir lieu dans la nuit. La première grosse bombe est tombée dans l'angle gauche du couvent de San Xavier, qui est notre objectif ; la seconde est tombée sur le couvent même, et, au dire d'un canonnier de ce fort, qui a déserté ce matin, elle aurait éclaté dans une pièce occupée par le général Negrette, qui aurait manqué d'être tué. Le tir des petits obusiers était aussi très-bon, en sorte que cette batterie était en mesure avant la nuit de protéger les travailleurs. Pendant toute la soirée et une grande partie de la nuit, les batteries de San Xavier ont tiré sur la nôtre qui est établie à la Garitta de Mexico, mais sans lui faire aucun mal.

A sept heures du soir, nous avons ouvert la tranchée avec 1,600 travailleurs. Une première parallèle a été tracée sur une étendue de 900 mètres entre les deux faubourgs de San Iago et San Mathicy. L'ennemi ne s'en est pas même douté, quoique cette parallèle ne soit qu'à 600 mètres de San Xavier. L'église de San Iago étant minée, le génie a recherché le fil électrique, et, à l'aide du sacristain de cette église, a pu le trouver et le couper. Tout le feu de San Xavier s'étant concentré, sans succès du reste, sur notre batterie de mortiers, le travail de la tranchée s'est fait dans la plus grande sécurité, et pas un homme n'a été touché. Voilà donc, Sire, une première opération du siége qui a réussi au delà de nos espérances, et qui a été conduite avec une grande intelligence par M. le capitaine du génie Barrillon, sous la haute direction du colonel Viala.

Le 25. — La première parallèle a été perfectionnée dans la journée d'hier. Le feu de la place a été assez vif; mais d'habiles tirailleurs, embusqués à la gauche dans le faubourg San Mathias, ont inquiété les canonniers ennemis, qui sont loin d'être aussi habiles qu'on le prétendait. Nos batteries de gros mortiers ont encore lancé des bombes sur San Xavier, où elles doivent faire de terribles ravages. Nos petits obusiers tirant en bombe font aussi de très-bons coups.

Hier soir l'artillerie a commencé à faire plusieurs batteries destinées à éteindre le feu de San Xavier et à ricocher l'ouvrage à redans, nommé Morelos, qui doit flanquer Carmen ; elle pensait avoir armé ces batteries pendant la nuit et pouvoir ouvrir le feu ce matin; mais l'armement n'a pu être terminé, et ces batteries ne seront prêtes à tirer que demain matin. L'artillerie en espère un effet décisif sur les points qu'elle battra.

Le 26. — Pendant toute la journée d'hier le feu de San Xavier a été très-vif et dirigé en grande partie sur le quartier général. L'artillerie a poussé l'achèvement de ses batteries.

Pendant la nuit, le génie a construit la 2e parallèle, plus un boyau allant à un point reconnu favorable pour l'établissement d'une batterie qui a été élevée pendant la nuit.

Le matin à cinq heures et demie, l'artillerie a ouvert son feu avec une précision extrême sur San Xavier. La place a répondu avec vivacité ; mais pendant que son feu ne produisait aucun effet sur nos batteries, le nôtre éteignait celui du bastion de gauche de San Xavier, et mettait le parapet dans un état rendu plus triste encore par l'explosion d'un magasin à poudre. Nos pièces ayant moins d'action sur le bastion de droite, une pièce ennemie a continué à tirer toute la journée.

Vers sept heures du soir, au moment où l'on disposait les travailleurs pour faire la 3e parallèle, l'ennemi, qui prit sans doute ces travailleurs pour des troupes assaillantes, ouvrit un feu violent de mousqueterie partant de San Xavier et de tout le front de la ville menacée; mais, comme nous ne lui répondîmes pas, il ne tarda pas à revenir de sa panique, et tout rentra dans le silence, qui ne fut plus interrompu de la nuit.

Le 27. — Ce matin le feu a recommencé, mais moins intense qu'hier. Il a été décidé qu'il serait fait une quatrième parallèle, la troisième ayant été tracée à 80 mètres de San Xavier, distance jugée trop grande pour lancer une colonne d'attaque sur cet ouvrage dont le feu d'artillerie a bien été éteint, mais qui se trouve flanqué par plusieurs pièces ennemies, et dont le Pénitencier, qui en forme le réduit, est un énorme bâtiment à plusieurs étages percés de nombreuses fenêtres d'où une garnison nombreuse peut diriger sur les assaillants une fusillade meurtrière.

Pendant l'ouverture de la 4e parallèle, il a été envoyé un sous-officier du génie, en reconnaissance pour examiner les dimensions du fossé de San Xavier. Trahi sans doute par le clair de lune, il a été aperçu au bord du fossé, et quelques coups de fusil tirés sur lui ont immédiatement donné l'éveil à l'ennemi, qui toutes les nuits se tient sur ses gardes, craignant une attaque de vive force ; et, comme la veille, un feu violent éclata sur tout le front d'attaque et dura pendant une demi-heure sans que le nôtre y répondît, si ce n'est par quelques coups de canon que nos batteries tirèrent sur le Pénitencier, à la hauteur des fenêtres du deuxième étage, sur lesquelles elles avaient reçu l'ordre de pointer leurs pièces pendant le jour.

Le 28. — Le feu a continué de notre côté le matin et le soir, et a été principalement concentré sur le Pénitencier, contre

lequel une attaque de vive force est résolue pour demain. Cet établissement, dont le feu est entièrement éteint, souffre beaucoup de notre feu. L'ennemi tire peu, la plupart de ses pièces qui garnissaient le front de l'attaque ayant été obligées de se taire.

Pendant la journée, j'ai été passer en revue les trois escadrons du 2e régiment de marche qui ont livré le combat du 23 contre la cavalerie de Comonfort, et je leur ai distribué les croix et médailles que je leur avais accordées. Ces magnifiques escadrons ont accueilli quelques mots que je leur ai adressés au cri de *Vive l'Empereur!* et je suis persuadé que l'on peut tout tenter avec une cavalerie semblable.

J'ai ensuite visité les ambulances, où nous avons une trentaine de blessés dont quelques-uns sont amputés; mais on peut dire qu'avec le feu que fait la place, il est aussi extraordinaire qu'heureux que nos pertes soient si peu considérables. Celles de l'ennemi doivent être beaucoup plus grandes, parce que, tandis que son feu est éparpillé, le nôtre est toujours concentré sur un point. Toutes nos dispositions sont prises pour attaquer San Xavier ce soir à cinq heures.

Le 30. — Hier, un bataillon de chasseurs à pied, le 1er, et deux bataillons de zouaves, le 2e régiment, avaient été commandés pour enlever San Xavier. Ces deux bataillons, disposés dans la 4e et la 3e parallèles, étaient soutenus par de fortes colonnes de réserve. Le général Bazaine avait le commandement général; le colonel Garnier, du 51e, était commandant de tranchée. Des détachements de sapeurs du génie munis d'échelles, de pétards, etc., devaient précéder les colonnes d'assaut.

A quatre heures de l'après-midi, toutes nos batteries ouvrirent un feu des plus violents sur San Xavier, déjà fort maltraité par nos tirs précédents. Ce feu, qui dura jusqu'à cinq heures, rendit l'ouvrage inhabitable, et, à cinq heures précises, le feu ayant cessé, nos braves chasseurs à pied et nos zouaves franchirent la 4e parallèle aux cris mille fois répétés de *Vive l'Empereur!* et abordèrent San Xavier avec un élan irrésistible. L'ennemi, quoique sur ses gardes, avait cependant été surpris; car les nôtres purent se loger dans cette immense ruine avant que la place ne tirât. Mais ce ne fut qu'un retard de quelques minutes. Bientôt tous les murs crénelés, les terrasses, les fenêtres des maisons situées en arrière de San Xavier se garnirent d'infanterie qui ouvrit un feu violent de mousqueterie; toutes les pièces encore en état de tirer de l'ouvrage de Carmen, de Morelos, de Santa Annita, de la Trancheria et de nouvelles batteries démasquées auxquelles vinrent se joindre un grand nombre de pièces de campagne, firent en même temps un feu que l'on ne peut comparer qu'à celui de Sébastopol, et couvrirent de projectiles nos tranchées et l'ouvrage tombé en notre pouvoir. Dès que la nuit fut venue, le génie relia la gauche de la 4e parallèle, qui n'était qu'à 50 mètres de l'ouvrage conquis, de manière à établir avec cet ouvrage une communication sûre. Nos batteries se mirent en mesure de battre le corps de la place au jour, et, ce matin, toute la partie située en arrière de l'ouvrage est nettoyée.

Les pertes de l'ennemi ont été nombreuses. Une grande quantité de morts ont été enterrés ce matin sur le champ de bataille. Des explosions de projectiles creux dans l'ouvrage en ont mutilé affreusement un grand nombre, et j'ai en ce moment, au quartier général, 140 prisonniers dont 10 officiers, parmi lesquels se trouvent un colonel du génie et un colonel d'infanterie.

Quant à nous, nos pertes, quoique sensibles, sont peu considérables, eu égard au résultat. Elles se montent à 231 tués, blessés ou disparus, dont 3 officiers tués et 13 blessés. Parmi les blessés se trouve malheureusement le général de Laumière, qui a reçu une balle au front. On espère que cette blessure n'aura pas une grande gravité. Le colonel Garnier a été blessé au bras et au côté par un biscaïen. Sa blessure n'offre point de danger.

Le 30.— Hier, vers midi, nous avons aperçu plusieurs lignes de troupe de toutes armes rangées en bataille dans un ordre parfait sur les hauteurs situées à droite de Cholula et dans la direction de San Martin. C'était encore Comonfort, mais qui se présentait en beaucoup plus grand nombre que la première fois. On remarquait en même temps des signaux sur les tours de la cathédrale de Puebla; il n'y avait pas de doute que l'ennemi ne cherchât à faire entrer dans la place le convoi d'argent dont manque la garnison; mais toutes les issues sont bien gardées, et je ne crois pas que cette opération puisse réussir.

Cependant, je pris toutes les précautions nécessaires pour marcher à la rencontre de Comonfort. Je veillai aussi du côté de la place, d'où je pouvais craindre une sortie; elle eut lieu en effet, mais intempestivement; car Comonfort, après être resté en vue de nos camps pendant plusieurs heures, rangé sur deux lignes, s'était décidé à se retirer sans avoir rien tenté, et ce n'est qu'à cinq heures et demie que plusieurs colonnes d'infanterie, quelques escadrons de cavalerie et de l'artillerie de campagne sortirent de la ville entre Loretto et Santa Annita, et se portèrent dans la direction du camp de Marquez; mais les troupes que nous avons à Santa Maria, à San Aparicio étaient sur leurs gardes; des retranchements que j'ai fait élever pour barrer les routes partirent des coups de fusil sur les premiers qui se présentèrent, et ces colonnes, voyant tous les points bien gardés, ne poussèrent pas plus loin et rentrèrent en ville.

Le 31. — Hier soir j'avais prescrit l'occupation du couvent de Guadalupite qui se trouve à l'est de San Xavier, et qui doit nous défiler des feux de Santa Annita et de San Pablo quand nous envahirons la partie ouest de la ville; mais c'était une opération délicate, attendu qu'outre un nombre considérable de Mexicains que ce couvent peut contenir, il est distant de 45 à 50 mètres de la gorge de San Xavier, et que cette distance était battue par de l'artillerie ennemie; puis, que tous les clochers des environs, garnis de fusiliers, rendaient l'approche du couvent très-meurtrière. Il avait été convenu que le génie essayerait de faire une gabionnade pour établir la communication, et que si le feu de l'ennemi s'y opposait, l'on attacherait un pétard à la porte du couvent que l'on envahirait ensuite de vive force. La gabionnade ne put être établie, et deux pétards ne produisirent aucun effet, attendu que la porte était murée intérieurement. Cette attaque, dans laquelle nous avons fait quelques pertes regrettables en braves soldats dévoués, dut donc être abandonnée, et il fut arrêté que dans la journée d'aujourd'hui on transporterait une pièce de douze dans l'intérieur du couvent San Xavier, qu'on ouvrirait une embrasure dans la muraille faisant face au couvent de la Guadalupite, et qu'on y pratiquerait une brèche dans la soirée. Cette pièce fut prête à faire feu; mais un nouvel obstacle inattendu se présenta, et l'on reconnut que la pièce ne voyait pas le mur du couvent. En cherchant, malgré le feu incessant des clochers voisins, l'on reconnut qu'en élevant la plate-forme de la pièce de douze de 45 centimètres, on aurait action sur le couvent; c'est ce qui fut fait, et la brèche fut faite dans la nuit.

Le général Neigre, de tranchée, lança pendant la nuit le 18e bataillon de chasseurs par la brèche faite au couvent, et, sans tirer un coup de fusil les assaillants pénétrèrent dans le couvent, passèrent au fil de la baïonnette les défenseurs au nombre de 400, dont une partie, abandonnée de ses officiers, se rendit prisonnière; et nos intrépides chasseurs, poursuivant leurs succès, s'emparèrent, outre le quâdre de Guadalupite, de celui qui le suit vers l'est (on appelle quâdres ces rectangles uniformes de maisons dont se composent les villes mexicaines).

Nous voilà en ville. Ce soir plusieurs quâdres contigus, en descendant au sud, seront, j'espère, en notre pouvoir, et l'ouvrage de Morelos tourné. D'ailleurs cet ouvrage a été désarmé, et les gabionnades brûlent en ce moment, incendiées par l'ennemi lui-même.

Nos pertes de cette nuit sont insignifiantes, tandis que celles de l'ennemi sont considérables. Je fais partir après-demain des voitures vides pour Oribaza, afin de nous rapporter des munitions.

2 avril. — C'est demain seulement 3 avril que part le convoi à vide qu'accompagnera le colonel Labrousse, qui va prendre le commandement de la province de Vera-Cruz. Je profite de cette bonne occasion pour faire partir notre courrier qui vous portera de nos nouvelles jusqu'à aujourd'hui inclus.

Cette nuit, nous avons étendu notre occupation dans la ville par la prise de l'église San Marco et de plusieurs quâdres contigus. Nous sommes maîtres de Morelos, où étaient les meilleures batteries de l'ennemi, auquel on a pris cinq pièces dont il avait brûlé les affûts dans cet ouvrage, qu'il a abandonné quand il a vu qu'il allait être tourné. Dans une maison qu'il a fallu enlever de vive force cette nuit, on a tué 50 Mexicains, fait des prisonniers et pris un certain nombre de fusils. Nos pertes ont été de 7 tués et 16 blessés.

Nous voilà établis en ville solidement, et je vais préparer

une attaque générale qui nous rendra maîtres, je l'espère, de la plus grande partie de la ville. Il est à présumer que les troupes mexicaines se retireront sur la position de Loretto et de Guadalupe où nous les bombarderons avec nos gros mortiers dont j'ai fait ménager à cet effet nos provisions de projectiles.

Le colonel Viala, commandant du génie, est un habile et intelligent officier, auquel je me plais à reporter la plus belle part des succès que nous avons obtenus jusqu'ici sur les assiégés par l'activité incessante qu'il a imprimée à la marche des travaux de tranchée.

Je ne veux pas finir ce journal sans dire à l'Empereur combien ses soldats sont admirables. Dans les tranchées, les plus rudes travaux se font avec un ordre et un empressement que le feu de l'ennemi, si vif qu'il soit, n'entrave nullement; à l'ambulance, où se trouvent déjà 140 à 150 blessés, que je vais voir et consoler, pas une plainte n'échappe à ceux même qui sont le plus cruellement atteints. Ce sont bien là les dignes soldats de la France!

Un général mexicain, qui se tenait depuis longtemps vers Matamoros, et qui est pour l'intervention, est arrivé au camp avant-hier avec 4 à 500 chevaux. La plupart des prisonniers que nous avons faits ces jours derniers ont demandé à entrer dans le corps de Marquez.

Je fais continuer nos cheminements dans les quadres, en avant de celui où se trouve celui de San Agustin, couvent qui sert d'arsenal à l'ennemi et dont je cherche à m'emparer en le tournant, afin d'éviter, si c'est possible, une attaque de vive force d'où pourrait résulter l'explosion des poudres et projectiles que renferme cet arsenal, ce qui pourrait amener de grandes pertes en hommes.

En ce moment la place dirige un feu assez violent de Carmen et de Santa Annita, qui se croise sur nos tranchées et sur les quadres qui sont en notre pouvoir. Croiriez-vous, Sire, que les maisons dont nous nous emparons sont pour la plupart habitées, et les individus qui s'y trouvent répondent, quand on leur exprime de l'étonnement de les y voir, qu'ils sont habitués à cela?

Le fort San Xavier, devant lequel la tranchée avait été ouverte le 23 mars, à 650 mètres des ouvrages, fut emporté d'assaut le 29 mars. Le rapport du général Forey au ministre de la guerre sur cette brillante affaire, est ainsi conçu:

Au Cerro San Juan, le 2 avril 1863.

MONSIEUR LE MARÉCHAL,

Mon rapport général du 2 de ce mois, a mis Votre Excellence au courant de la marche des travaux du siége de Puebla jusqu'au 29 mars.

J'avais fixé ce jour pour enlever le fort San Xavier, sur lequel se dirigeaient nos attaques, et j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence les détails de cette opération.

Le fort San Xavier offre à l'ouest un front bastionné; au nord, une grande courtine; à l'est, une lunette couvrant l'entrée du côté de la ville, et au sud un front bastionné irrégulier. Ces ouvrages, formant une enceinte continue, entourent une vaste construction qui comprend un pénitencier relié au couvent de San Xavier. L'ensemble de ce solide édifice a environ 180 mètres de long sur 60 de large. Il renferme trois cours intérieures et divers corps de bâtiments.

Les abords étaient couverts de défenses accessoires et flanqués par de nombreuses pièces encore intactes. La défense était donc facile et la disposition intérieure des bâtiments permettait de la pousser jusqu'aux dernières limites.

Il était indispensable de s'emparer de ce grand obstacle. Les travaux du génie nous en avaient rapprochés. Le feu de l'artillerie en avait ruiné les batteries. Il appartenait à l'infanterie de faire le reste.

Confiant dans la vigueur et l'énergie de mes troupes, je n'hésitai pas à ordonner l'assaut. Le 1er bataillon de chasseurs à pied et un bataillon du 2e zouaves formèrent les colonnes d'assaut. Un bataillon du 51e et un du 3e zouaves composèrent la réserve, indépendamment des deux bataillons de garde de tranchée.

Je confiai la direction de cette importante opération au général Bazaine, qui, accompagné de son état-major, vint à une heure de l'après-midi prendre le commandement de la tranchée.

A quatre heures, toutes nos batteries dirigèrent le feu le plus vif sur le Pénitencier, de manière à compléter la ruine de ses défenses extérieures. A cinq heures, selon l'ordre donné, le feu s'arrêta. Le général Bazaine, placé dans la quatrième parallèle, donna le signal. Les cris répétés de: *Vive l'Empereur!* y répondirent, et aussitôt la première colonne, sortant des tranchées, s'élança au pas de course sur le saillant de San Xavier, le couronna rapidement et pénétra dans l'ouvrage avec un élan irrésistible.

L'ennemi fut un instant surpris, mais au bout de quelques minutes une grêle de balles partant des murs crénelés, des terrasses, des portes, des fenêtres, des clochers, couvrirent nos attaques. Les Mexicains démasquèrent en même temps des pièces cachées derrière des barricades; ils y joignirent le feu d'une batterie de campagne placée en avant du fort de Carmen et celui de tous les forts voisins du point d'attaque, mais ce déluge de mitraille n'arrêta pas l'élan de nos soldats. La seconde colonne suivit de près la première, et bientôt elles pénétrèrent dans le Pénitencier. La garnison, formée d'environ 700 hommes, avec plusieurs pièces de campagne, essaya de résister. Pour la première fois, les Mexicains sentaient la pointe de nos baïonnettes; ils cédèrent à l'impétuosité de cette attaque. Pourchassés sans relâche d'étage en étage, de chambre en chambre, quelques-uns parvinrent à s'échapper, beaucoup succombèrent, et le reste fut pris.

Dans les différentes parties des bâtiments, il y avait de la poudre, des caisses de cartouches et des chaînes de bombes enterrées qui devaient éclater au moyen de ficelles dissimulées par de la paille. Grâce à l'énergie et aux dispositions prises par le capitaine du génie Barrillon, il n'en résulta aucun accident.

L'ennemi voyant le Pénitencier en notre possession, essaya de le reprendre. Une réserve de 2,000 Mexicains s'avança sur la face orientale; mais les chasseurs et les zouaves, installés au premier étage du bâtiment, accueillirent cette colonne par un feu plongeant si nourri, qu'elle rétrograda promptement derrière les barricades de la ville. L'ennemi continua à diriger sur le fort une fusillade des plus vives qui ne s'arrêta qu'à sept heures et demie.

Les pertes de l'ennemi sont graves, car l'intérieur du fort était rempli de cadavres. Nous avons pris dans l'ouvrage trois obusiers, une pièce de campagne, des chariots chargés de projectiles, et les deux fanions du 20e bataillon de ligne mexicain. On a ramené près de 200 prisonniers, dont 10 officiers, parmi lesquels se trouvent un colonel du génie et un colonel d'infanterie.

Officiers et soldats des diverses armes méritent les plus grands éloges pour leur entrain et leur discipline dans le combat. Je citerai parmi eux d'une manière toute spéciale:

Le général de division Bazaine, qui a conduit les troupes à l'assaut avec une grande intrépidité.

Le général d'artillerie de Laumière, qui a été blessé gravement (il mourut le lendemain).

Le colonel Garnier, du 51e, commandant les tranchées, qui a été blessé.

Le colonel Viala, commandant supérieur du génie, qui a coopéré au succès par l'excellente direction donnée aux travaux.

Le commandant Billard, major de tranchée.

Le capitaine d'état-major Davenet, aide-major de tranchée.

Le capitaine de Galliffet, officier d'ordonnance de l'Empereur, aide-major de tranchée, qui s'est élancé sur le saillant de l'ouvrage, un fanion national à la main.

Dans le génie:

Le capitaine Barrillon, commandant le génie, qui, arrivé sur le saillant avec la 1re colonne, a dirigé les zouaves et les chasseurs à pied sur les terrasses. Ekendorff, capitaine. Mélard, lieutenant. Cabaret, sergent, contusionné. Le Bastard, sapeur, gravement blessé. Cazes, sapeur, blessé. Grimbichler, sapeur, blessé. Gros, sapeur.

Dans l'artillerie:

De Miribel, capitaine attaché à l'état-major de l'artillerie, blessé légèrement à la tête, a montré beaucoup d'énergie et d'intelligence dans le parti qu'il a su tirer des pièces prises à l'ennemi. Guény, maréchal des logis. Babaut, maréchal des logis. Baudin, canonnier.

Au 1er bataillon de chasseurs à pied :

De Courcy, chef de bataillon (à la tête du 1er échelon, l'a dirigé avec intelligence et une brillante bravoure). Morhain, capitaine. Horcat, capitaine. Guilhamin, capitaine. Suberville, lieutenant. Bouzeau, sous-lieutenant. Béraud, adjudant sous-officier. Bonneau, caporal clairon. Florentin, sergent, a planté le fanion du bataillon en haut du Pénitencier, sous un feu meurtrier. Vicend, chasseur. Estoup, caporal. Clément, sergent-major. Klinger, sergent. Gauffinet, sergent au 2e bataillon du 2e régiment de zouaves. Gautrelet, chef de bataillon, commandant le 2e échelon, a donné l'exemple de l'intrépidité, et, pendant le combat, a dirigé son bataillon avec une grande intelligence militaire. Escourrou, capitaine. Quoique blessé au bras, a continué à marcher à la tête de sa compagnie et y a été tué au milieu des groupes ennemis. Coste, capitaine. Caze, sous-lieutenant. Fontanes, sergent, quoique blessé au pied, a continué à combattre avec sa compagnie, et a été blessé une seconde fois. Durand, caporal, arrivé un des premiers dans le redan, a placé et pointé une pièce d'artillerie abandonnée par l'ennemi, et sur laquelle il a été blessé gravement. Tessieu, caporal, s'est emparé d'un fanion de bataillon ennemi. Chirion, zouave, blessé, s'est également emparé d'un fanion de bataillon après avoir tué deux ennemis. Louet, zouave, a montré autant de générosité que de bravoure en faisant prisonnier un officier supérieur ennemi qui l'avait frappé d'un coup de sabre à la tête; a reçu plus tard une seconde blessure.

Au 1er bataillon du 3e régiment de zouaves :

Parguez, capitaine. Baldy, sous-lieutenant. Gasc, sergent-major. Loches, sergent-major. Quoique blessé deux fois, a continué à donner l'exemple de la plus grande intrépidité. Herbaut, zouave, blessé au 1er rang. Lartigues, zouave, blessé au 1er rang. Pô, zouave, blessé au 1er rang.

Je suis avec respect, Monsieur le maréchal, votre très-humble et très-obéissant serviteur,

Le général de division commandant en chef,

FOREY.

Dans la nuit du 31 mars au 1er avril, on se rendit maître de l'îlot de maisons dans lequel se trouve le couvent de *Guadalupite*, et, le lendemain, de tous les îlots de maisons situés le long de la promenade jusqu'à l'ouvrage de Morelos sur la droite, ainsi que de plusieurs îlots au delà du couvent de Guadalupite, dans la direction de la grande place centrale de la ville. On continua à cheminer ainsi sans grandes pertes, au moyen de tranchées par lesquelles on reliait les îlots entre eux; on y pénétrait en faisant sauter des pans de murailles.

Le 3 avril on se disposa à attaquer la cathédrale, et l'on ne pensait pas que les opérations du siége dussent se continuer longtemps.

« Les approvisionnements en munitions, disait le rapport officiel, sont largement assurés pour tout le temps que pourront durer les opérations.

« Les succès que nous avons obtenus à Puebla ont été malheureusement achetés par des pertes sensibles, puisqu'ils nous ont coûté 5 officiers tués, parmi lesquels le général Vernhet de Laumière, commandant l'artillerie, 30 officiers blessés, 56 soldats tués et 443 blessés (sous-officiers et soldats), dont 250 seulement sont entrés aux ambulances. »

A l'heure où nous terminons ce résumé, nous apprenons la prise de Puebla. Les détails de cet événement et la suite de la guerre seront l'objet d'une seconde publication.



Combat de Cholula.

Paris. — Imprimerie de P.-A. BOURDIER et Ce, rue Mazarine, 30.

ÉMILE DE LABÉDOLLIÈRE

LE NOUVEAU PARIS

HISTOIRE

DE

SES 20 ARRONDISSEMENTS

ILLUSTRÉS

PAR GUSTAVE DORÉ

AVEC 21 CARTES COLORIÉES, DRESSÉES PAR DESBUISSONS

Le *Moniteur* l'a dit : « Paris est désormais comme Thèbes, la ville aux cent portes. » Par ses dimensions comme par ses monuments, Paris l'emporte sur toutes les autres capitales. Londres même ne peut lui disputer la suprématie, puisque cette dernière ville n'est point enfermée dans une enceinte.

A partir de 1860, cinq cent mille habitants ont accru la population parisienne. Les divisions administratives de l'immense cité sont complétement changées; à son histoire s'ajoute celle des communes qu'elle a englobées dans son sein. C'est pour ainsi dire une ville nouvelle, dont il est essentiel d'écrire de nouveau les annales.

Et quand même l'annexion n'aurait pas eu lieu, ne faut-il pas un nouvel ouvrage pour rappeler le passé qui s'en va, pour décrire les transformations de la capitale régénérée, pour peindre les artères qui sillonnent la cité dans des quartiers longtemps dépossédés de leur part d'air et de lumière? Il existe sur Paris d'innombrables ouvrages; mais tous sont actuellement incomplets, car, en quelques années s'est accomplie une métamorphose tellement inouïe, que certains quartiers sont devenus méconnaissables. Ici, c'est le Louvre qui est achevé; c'est la rue de Rivoli qui, bordée de palais, met la place de la Concorde en communication directe avec la place de l'Hôtel-de-ville; c'est le boulevard de Sébastopol qui, partant de la gare de l'est, se prolonge majestueusement jusqu'aux barrières méridionales. De toutes parts, des progrès se sont réalisés; et nous ne parlons pas seulement de ceux qui sont dus à l'édilité ou au gouvernement : les édifices particuliers, les théâtres, les cafés, les hôtels, les magasins ont un caractère de magnificence inconnue de nos pères.

Nous avons donc cru devoir entreprendre une publication sur le nouveau Paris, et nous en avons confié la rédaction à un écrivain justement estimé. Les connaissances historiques de M. Émile de Labédollière sont appréciées de tous, et l'on sait qu'en 1858 l'Académie des inscriptions et belles-lettres a décerné à son *Histoire des mœurs et de la vie privée des Français* la première des mentions très-honorables.

Une division toute naturelle s'offrait à l'auteur. L'ouvrage comportait vingt livraisons, comprenant chacune un arrondissement. A chaque livraison nous avons joint une carte gravée avec talent par M. Erhard, sur les dessins exacts et consciencieux de M. Desbuissons, et coloriée par quartiers. C'est, nous le croyons, une idée complétement neuve que celle de partager le plan de Paris en autant de sections qu'il a d'arrondissements.

Pour enrichir notre publication, nous pouvions donner des vues de monuments; mais ce genre d'illustration est tellement prodigué qu'il devient banal. Il nous a semblé préférable de peindre des scènes de mœurs, des physionomies spéciales à tel ou tel quartier. L'artiste qui s'est chargé de ce soin jouit d'une réputation méritée. Quel peintre mieux que Gustave Doré saisit les traits caractéristiques d'une figure, reproduit l'homme dans ses habitudes? Quel peintre a plus de verve et d'esprit que celui qui, dans notre géographie de Malte-Brun, a passé en revue toutes les nations?

GEORGES BARBA.

On peut toujours souscrire

Par séries composées d'une brochure grand in-8° de 32 colonnes, avec gravures et carte coloriée, contenant l'histoire de chaque arrondissement.

PRIX : 50 CENTIMES

L'ouvrage, composé des 20 Arrondissements et 20 Cartes coloriées, forme. 20 séries.

Il est augmenté : 1° d'une HISTOIRE GÉNÉRALE. 1 —

2° D'un DICTIONNAIRE DES BESOINS USUELS. 2 —

3° D'un DICTIONNAIRE TOPOGRAPHIQUE, HISTORIQUE ET ÉTYMOLOGIQUE DES RUES DE PARIS, contenant les noms anciens et nouveaux des rues, culs-de-sac, passages, quais, ponts, boulevards, etc., etc., et la désignation des arrondissements et des quartiers dans lesquels ils sont situés. 2 —

4° D'un PLAN DE PARIS COMPLET, colorié. 1 —

Total. . . . 26 séries.

PRIX DE L'OUVRAGE COMPLET BROCHÉ : 13 FRANCS. — RELIÉ : 15 FRANCS.

ÉMILE DE LABÉDOLLIÈRE

HISTOIRE DES ENVIRONS DU NOUVEAU PARIS

ILLUSTRÉE

PAR GUSTAVE DORÉ

En disant que les environs du nouveau Paris ne sont pas ceux de l'ancien, on a l'air d'abord de faire un paradoxe. Une objection toute simple se présente : c'est que l'annexion de plusieurs communes ou fragments de communes à la capitale n'a pas diminué la distance en kilomètres de telle ou telle ville au parvis Notre-Dame, point d'où rayonnent toutes les routes. Mais ce qui constitue le Paris nouveau, ce n'est pas seulement son étendue, la splendeur des monuments récemment élevés, l'ouverture de rues et de boulevards spacieux, c'est aussi l'établissement de ces chemins de fer qui quadruplent la supériorité des communications.

Jadis il fallait deux heures pour se rendre à Versailles dans un coucou dont les chevaux poussifs n'accomplissaient leur tâche qu'à force d'être fustigés. Les excursions à Montmorency, à Sceaux, à Saint-Denis, à Saint-Germain, à Choisy-le-Roi, s'accomplissaient difficilement avec le retour dans une seule journée. Voulait-on se rendre seulement à dix lieues de Paris, on était dans la douloureuse nécessité de retenir dans une diligence une place qu'on n'était jamais sûr de trouver. Une douzaine de voyageurs étaient encaqués dans une boîte roulante, qui, après les avoir rudement ballottés, les déposait, au bout de quatre ou cinq heures, à leur destination, qu'ils ne pouvaient quitter que le lendemain au plus tôt. Trois jours étaient nécessaires pour franchir un intervalle de trente lieues, et sur la route étaient échelonnées les étapes. Les voyageurs couchaient sur un mauvais lit, après un détestable souper.

Ces conditions ne sont-elles pas changées? N'est-il pas juste de dire que le cercle des environs de Paris s'est considérablement étendu? Les chemins de fer de Versailles, de Saint-Germain, de Boulogne, d'Argenteuil, de Sceaux, d'Orsay; les chemins qui mènent aux anciennes provinces de Bretagne et de Normandie; le chemin de fer d'Orléans; les chemins de l'Est, du Sud et du Nord, emportent chaque jour des milliers d'hommes. L'employé, le propriétaire, le rentier parisien peuvent, pendant l'été, s'installer dans des localités naguère lointaines et abandonnées. Ils y sont réveillés par le gazouillement des oiseaux, enivrés du parfum des fleurs; ils y jouissent du calme de la vie champêtre : ce qui ne les empêche pas de vaquer à leurs occupations, fussent-elles bureaucratiques. S'il prend fantaisie à l'étranger, après avoir admiré les monuments de la grande cité, de parcourir les campagnes voisines, il peut, sans trop s'écarter de l'hôtel où il a élu domicile, pousser ses excursions bien au delà du département de la Seine et même des départements contigus.

Ainsi, des villes qu'on ne visitait naguère qu'en sacrifiant une journée, non-seulement ont été rapprochées de Paris, mais encore sont plus voisines que plusieurs parties des anciens environs. Nous évaluons le rayon à cent vingt kilomètres; nous ne saurions être taxé d'exagération.

Que de villes et de villages intéressants à visiter dans cet espace! Que de traditions curieuses à recueillir! Que d'usages, de mœurs et de coutumes à observer! Cette partie de la France, dont les paysages sont si pittoresques, dont le territoire est si productif, dont les localités tiennent pour la plupart une place si importante dans nos annales, pourrait fournir la matière de plusieurs volumes. Mais il nous semble inutile d'entrer dans des détails minutieux sur les contrées qui ne sont pas habituellement hantées par les Parisiens. Afin d'être plus complet et plus exact, nous élaguons les faits secondaires; nous n'irons point chercher à l'écart des hameaux qui n'offrent rien de remarquable, mais nous ne négligerons aucune des villes recommandables par son histoire, par ses monuments, par sa situation, son commerce et son industrie. C'est un véritable guide que nous entreprenons : non point un guide aride, réduit à une nomenclature et à des documents statistiques, mais un guide amusant et varié qui touche à la science historique sans empiéter sur les prérogatives de l'histoire générale, et qui met sous les yeux des lecteurs chaque localité avec ce qu'elle a de glorieux ou d'attrayant.

L'histoire des environs de Paris nous a semblé devoir être le complément nécessaire de celle des vingt arrondissements, dont elle forme pour ainsi dire la continuation.

Publié par GEORGES BARBA, Libraire-Éditeur, 8, rue Cassette, Paris.

Paris. — Imprimerie Walder, rue Bonaparte, 44.